

Droits de l'homme à Moscou

Même les plus optimistes des signataires de l'Acte final d'Helsinki n'auraient sans doute pas osé imaginer, en 1975, que pourrait se réaliser à Moscou, dans un avenir prévisible, une conférence consacrée aux droits de l'homme. Cette manifestation, aura lieu, en 1991, avec tous les représentants des nations parties prenantes au « processus d'Helsinki », à savoir tous les États européens (à l'exception de l'Albanie), les États-Unis et le Canada. En donnant mardi 3 janvier son feu vert à cette réunion, le président Reagan a levé le dernier obstacle à l'aboutissement de la Conférence de Vienne sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE). En 1975, à Helsinki, les Occidentaux avaient fait admettre aux pays socialistes l'existence d'un lien entre la coopération en matière économique et en matière de sécurité, d'une part, et les droits de l'homme, d'autre part. Le processus engagé peut donc se poursuivre.

La conférence de Vienne devrait s'achever dans les prochains jours par l'adoption d'un document dont les apports principaux seraient l'annonce de nouveaux engagements en faveur des libertés et des droits de l'homme, et la décision d'ouvrir, dès le mois de février, une négociation destinée à parvenir en Europe à un équilibre des forces classiques à un niveau réduit.

L'idée d'une conférence sur les droits de l'homme à Moscou avait été proposée par M. Chevardnadze dès l'ouverture de la conférence de Vienne, il y a plus de deux ans. Elle aura hypothéqué jusqu'au bout cette négociation, en raison des réticences des États-Unis et de la Grande-Bretagne.

On savait cependant M. Reagan très désireux de voir s'ouvrir, avant la fin de son mandat, ce nouveau champ dans le processus de désarmement, bien engagé par ailleurs pour les armes nucléaires. La politique américaine aura consisté à faire pression jusqu'à l'ultime moment pour obtenir des Soviétiques le maximum de concessions. Les Américains, traitant la question comme une affaire bilatérale, ont présenté aux Soviétiques leurs listes de prisonniers politiques, de candidats à l'émigration, de familles séparées, et obtenu à peu près ce qu'ils réclamaient : six cents libérations, qui sont intervenues depuis deux ans.

M. Tchernomirski se situait, elle, davantage au plan des principes. L'idée même qu'on pût aller discuter des droits de l'homme à Moscou lui paraissait une pure et simple aberration. Elle devra faire taire ses répliques.

La France et la plupart des autres pays de la CEE se sont efforcés pour leur part d'échapper au piège d'un rejet de principe de la proposition soviétique : ils auraient dû finalement choisir entre bloquer la négociation ou se dédire. Leur contre-proposition a consisté à suggérer l'organisation, avant la réunion de Moscou, de deux autres réunions sur les droits de l'homme, à Paris et à Copenhague. Elle a l'avantage non seulement d'instituer, dans des pays occidentaux, les règles de déroulement qui s'imposent à Moscou, mais aussi d'instaurer pour les trois ans à venir une sorte de surveillance quasi permanente des engagements souscrits à Helsinki puis à Vienne par les pays de l'Est.

Le droit des États socialistes rests, certes, très en retrait par rapport à ces engagements, y compris en URSS, où le projet de nouveau code pénal maintient par exemple la notion de crime politique. Certains jugeront donc que la conférence de Moscou est un trop beau cadeau pour M. Gorbatchev. Les pays occidentaux se sont pourtant dotés d'un forum annuel où dénoncer les us et coutumes totalitaires et ces déficiences législatives.

(Lire nos informations page 4.)

M 0147 - 0105 0 - 4,50 F



3790147004500 01050

Combat aérien au-dessus de la Méditerranée

La chasse américaine a abattu deux avions militaires libyens

Deux chasseurs libyens ont été abattus mercredi 4 janvier par l'aviation américaine au-dessus de la Méditerranée, a annoncé en début d'après-midi un porte-parole du Pentagone.

Il a indiqué que les avions libyens avaient été interceptés par deux chasseurs F-14 Tomcat qui ont décollé du porte-avions USS Kennedy croisant « dans les eaux internationales », au large des côtes libyennes.

Une usine d'armes chimiques dans le collimateur

Selon le colonel Rick Oborn, porte-parole du Pentagone, les deux Mig-23 libyens de fabrication soviétique ont été abattus par des avions F-14 appartenant au porte-avions John Kennedy. Le porte-parole a précisé qu'il ne savait pas exactement quel était l'origine de cet affrontement, qui est le premier à opposer directement les États-Unis à la Libye depuis le raid américain contre Tripoli en avril 1986.

M. Oborn a affirmé que le combat avait eu lieu « au milieu de la Méditerranée », dans les eaux internationales.

Le gouvernement libyen n'a pas encore confirmé cette attaque survenant au moment où les États-Unis accusent la Libye de commencer à produire des armes chimiques dans une usine de la grande banlieue de Tripoli. Ces derniers jours, différentes rumeurs laissent entendre

qu'une intervention américaine contre cette usine pourrait coïncider avec des représailles ayant trait à l'attentat contre le Boeing de la Pan Am qui s'est écrasé le 21 décembre en Écosse.

Les Libyens ont d'ores et déjà commencé à produire des quantités limitées d'armes chimiques et ont procédé à des essais, l'été dernier, de leurs équipements de production, ont indiqué, mardi 3 janvier, des responsables américains, qui ont requis l'anonymat.

Les Libyens « ont réalisé une série de tests et se sont engagés dans une production limitée », a ainsi déclaré l'un de ces responsables, faisant référence à l'usine Pharma-150, située à Rabta, à une soixantaine de kilomètres au sud de Tripoli.

Pour Washington, qui s'appuie sur des photos prises par satellite

La chaîne de télévision américaine CNN (Cable News Network) a indiqué que l'attaque a été lancée après que les deux appareils libyens, identifiés comme des Mig-23, eurent déclenché leurs radars d'attaque. Cette dernière information n'avait toutefois pas été confirmée par le Pentagone mercredi en début d'après-midi.

Cet incident survient alors que les États-Unis accusent depuis plusieurs jours la Libye de fabriquer des armes chimiques dans une usine située au sud de Tripoli.

ainsi que sur des informations fournies par les services de renseignement, cette usine est incontestablement destinée à la production en série d'armes chimiques. Se défendant de tels projets, le colonel Kadhafi a affirmé à plusieurs reprises qu'il s'agissait d'installations pharmaceutiques.

Le porte-parole du département d'État, M. Charles Redman, a renouvelé mardi l'appel du gouvernement américain aux entreprises étrangères — notamment de l'Europe occidentale et du Japon — pour qu'elles cessent l'assistance que, selon Washington, elles ont apportée, et fournissent encore, pour la construction et le fonctionnement de Pharma-150. « La Libye, a-t-il déclaré, dépend encore de l'aide étrangère pour cette usine. Si cette aide cessait immédiatement, il lui serait difficile de commencer la pro-

duction massive et elle serait incapable de poursuivre la production limitée d'armes chimiques. »

L'une des entreprises mises en cause par les Américains, la société française De Dietrich, dont le siège se trouve en Alsace, à Reichshoffen, a démenti, mardi, avoir eu connaissance d'une quelconque protestation américaine. Elle a toutefois reconnu qu'Imhausen Chemie, entreprise ouest-allemande également accusée par les États-Unis d'avoir participé à la construction de l'usine chimique libyenne (Le Monde du 4 janvier), figurait parmi ses clients. Tout en affirmant n'avoir jamais travaillé avec la Libye, le secrétaire général de De Dietrich, M. Hervé de Brosse, a déclaré que sa société vendait « des appareils mais ne se préoccupait pas de ce qu'en faisaient les clients ».

(Lire la suite page 6.)

La pensée diplomatique de M. Gorbatchev

Une nouvelle coexistence pacifique

Les concessions faites par Moscou aux droits de l'homme ne sont qu'un aspect de la révision fondamentale des concepts qui président à la politique étrangère soviétique, révision sur laquelle plusieurs textes récents jettent un éclairage nouveau.

par Michel Tatu

S'il est un domaine où la perestroïka a réussi, c'est bien celui de la politique étrangère. M. Gorbatchev rencontre toujours autant de résistance chez lui, notamment pour réformer l'économie, régler les problèmes nationaux et mettre au pas les conservateurs. Mais il « fait un tabac » à l'étranger, essentiellement à l'Ouest où la gorbymania

américaine n'a d'égal que le gorbysmus allemand.

Les raisons en sont bien sûr les progrès concrets que l'on peut mettre au crédit, directement ou indirectement, de la nouvelle diplomatie soviétique, du traité sur les euro-missiles de décembre 1987 à l'accord sur l'Angola, en passant par l'Afghanistan et le Cambodge. Mais il y a derrière tout cela un effort conceptuel qui s'est considérablement développé ces derniers mois. Le remaniement de la direction, à la fin septembre, a été particulièrement efficace sur le plan de la politique étrangère, concentrée depuis cette date entre les mains de M. Gorbatchev et de ses collègues les plus proches : MM. Chevardnadze, ministre des affaires étrangères, Iakovlev, président de

la commission internationale du parti, Medvedev, responsable de l'idéologie.

Or la « nouvelle pensée » installée ainsi aux postes de commande ne cache pas son intention de réviser beaucoup de choses essentielles : notamment la vision que l'URSS se fait de son environnement, le rôle qu'elle doit y tenir et l'image qui en découlera pour elle-même.

M. Chevardnadze avait déjà surpris son monde en proclamant en juillet dernier que la coexistence « ne saurait être identifiée à la lutte des classes », et que « la rivalité des deux systèmes (socialiste et capitaliste) ne peut plus être considérée comme la tendance principale de notre époque ».

(Lire la suite page 4.)

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Rencontre avec Francis Coppola et George Lucas

« Tucker, l'homme et son rêve », le film sur l'histoire de cet industriel américain qui, après la seconde guerre mondiale, a défié l'industrie automobile installée à Detroit en inventant une voiture révolutionnaire, a été réalisé par Francis Coppola et produit par George Lucas.

Une nouvelle dimension pour la ville

Yves Dauge vient d'être nommé délégué interministériel à la ville et au développement social urbain. Roland Castro est depuis 1983 à la tête d'une mission destinée à repenser l'urbanisme décousu des banlieues.

Pages 15 à 17

SUPPLÉMENT MAGINA

Images en liberté

A Monte-Carlo, créateurs et techniciens d'images dites « de synthèse » se réuniront bientôt pour le huitième Forum Imagina, consacré à ces « nouvelles images ».

Pages 23 à 26

L'ENQUÊTE : le coût de la dépollution

Les milliards de la propreté

Le secrétaire d'État chargé de l'environnement, M. Brice Lalonde, a présenté, le 4 janvier au conseil des ministres, une communication sur la gestion des déchets. Cette communication, qui définit une politique pour les cinq années à venir, porte à la fois sur les ordures ménagères, les pollutions agricoles et les déchets industriels. (Lire page 34.)

Toutes les activités humaines sont polluantes, à un titre ou à un autre. Chez les particuliers, il s'agit de l'eau utilisée pour la toilette, le nettoyage et la lessive, du combustible brûlé pour se chauffer — ou encore de l'électricité ou du gaz produits ailleurs, sans innocence, enfin des ordures ménagères — une moyenne de 300 kilos par habitant et par an.

Il en est de même des activités industrielles, ne serait-ce que par l'eau et l'énergie consommées. Et beaucoup, malgré les progrès des

« technologies propres », rejettent au fleuve des liquides insuffisamment traités et lâchent dans l'atmosphère des gaz délétères. Sans parler des déchets d'usines qui, même s'ils ne sont pas toxiques, doivent être traités ou recyclés.

L'agriculture moderne, enfin, fait un grand usage des engrais ou pesticides chimiques, dont on retrouve la trace dans les sols et la nappe phréatique. L'élevage intensif concentre les animaux en grand nombre sur des espaces restreints et leurs effluents — le lisier — polluent.

Tout cela à un coût qui ne cesse d'augmenter, appelé selon les cas : « coût de la non pollution » ou « coût de la dépollution ». De plus en plus, en effet, on se rend compte que la pollution revient plus cher à réduire qu'à éviter. Aussi la tendance actuelle est-elle, surtout chez les industriels, à investir, dans des installations aussi propres que possible, dès le départ.

Les industriels doivent aussi se prémunir contre l'accident — explosion, incendie, inondation, etc. — qui entraîne presque toujours une pollution de l'environnement due aux émanations de fumée ou au ruissellement de produits toxiques. Lorsque l'accident est de première grandeur, comme la naufrage de l'Amoco-Cadiz, la catastrophe de Bhopal ou de Tchernobyl, le coût de la dépollution — ou des réparations — se chiffre par milliards, aucune de ces trois factures n'est encore complètement payée.

ROGER GANS.

(Lire la suite page 8.)

Immobilier

Une rubrique d'annonces classées : la sélection détaillée de maisons et d'appartements à louer dans Paris et en banlieue.

PAGE 28

Le Monde DE L'ÉDUCATION

17 F

ENQUÊTE

LE NIVEAU MONTE

« Les jeunes d'aujourd'hui en savent plus que ceux d'hier, « Jamais les exigences de l'école, du collège et du lycée n'ont été aussi élevées. »

UN ENTRETIEN AVEC MICHEL ROCARD

La réforme de l'enseignement, la formation des professeurs et la revalorisation de leur métier.

SOCIÉTÉ

LA CRISE DU SYNDICALISME ENSEIGNANT

Baisse des adhérents de 30 % en moins en dix ans. Les profs sauront-ils se remobiliser ?

SUPÉRIEUR

LES JEUNES CHERCHEURS

Dans le cadre du CNRS, dans un laboratoire d'université ou dans une entreprise, quel est le quotidien des jeunes chercheurs ?

NUMÉRO DE JANVIER, 116 PAGES
En vente partout aujourd'hui

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 4,50 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$; Antilles/Réunion, 7,20 F ; Côte d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 11 kr. ; Espagne, 165 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 150 dr. ; Irlande, 90 p. ; Italie, 1.700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 L. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 385 F CFA ; Suède, 12,50 sc. ; Suisse, 1,60 fr. ; USA (NY), 1,50 \$; USA (autres), 2 \$.

Débats

EUROPE

Le piège de la « maison commune »

par JOSEPH ROVAN

« **Q**U'EST-CE que cela signifie ? Vous voulez couper l'Union soviétique en deux, comme l'Allemagne ? » C'est ainsi, raconte-t-on, que Brejnev interpella le général de Gaulle quand celui-ci, se référant aux vieux atlas de sa jeunesse, avait parlé pour la première fois de l'Europe « de l'Atlantique à l'Oural ».

L'Oural n'a plus été frontière politique depuis que les Cosaques, et les colons à leur suite, le franchirent il y a quatre siècles. Quelles que soient les limites géographiques purement académiques, un grand ensemble économique et militaire constituant une des deux superpuissances du monde actuel s'étend de la frontière orientale de la Pologne jusqu'à Vladivostok, qui fait face au Japon.

Ce grand ensemble est animé par une culture à prédominance européenne, et habité par une population essentiellement ou en grande majorité d'origine européenne, à l'exception des républiques islamiques de l'Asie centrale. Mais il est évident que ce grand ensemble, que que soit son régime politique, ne peut pas faire partie d'un autre grand ensemble

sans écraser de son poids spécifique toutes les autres parties prenantes. Si l'on veut faire de l'Europe une puissance garantissant l'indépendance, la liberté et un niveau élevé de bien-être, il faut qu'elle devienne à son tour un « super-grand ».

Persone ne songe à introduire dans cette Europe comme partie participante l'Amérique, notre amie, avec laquelle nous partageons l'essentiel de nos valeurs ; de même une Russie démocratique et amie n'aurait pas vocation à y entrer, sans parler de l'URSS actuelle, qui n'a pas encore cessé de menacer et de nier ces valeurs.

Limite orientale

De Brest à Brest-Litovsk, disait-on autrefois (mais depuis 1939, Brest-Litovsk a été annexée par l'URSS) ; disons donc que la limite orientale de l'Europe unie, en tant qu'entité politique, doit coïncider avec la frontière orientale de la Pologne. Ce sont les partenaires de l'Union européenne doivent se préoccuper en premier lieu, c'est de la « rédemption » des peuples de l'Europe de l'Est aux-

quels l'URSS avait naguère imposé en même temps son hégémonie et le régime communiste.

Rédemption, ce fut en effet le terme appliqué après 1918 aux territoires « rédimés » d'Alsace et de Lorraine. Pour la Pologne, la Hongrie et la Tchécoslovaquie restaurées dans leurs droits à l'autodétermination et parties intégrantes de l'Europe comme l'Espagne, le Portugal et la Grèce, elles aussi revenues d'un long passé de dictature, le terme convient donc assez bien.

Il est vrai que ce mot implique aussi un effort de la part des Européens de l'Ouest que jusqu'à présent nous n'avons guère fourni. Cependant, l'évolution rapide qui se dessine dans ce qui fut autrefois un glacis et une base de départ de l'Empire soviétique pour de nouvelles conquêtes ne cesse de nous interpellier. La domination soviétique ne peut pas se passer de la menace d'intervention militaire, et une telle intervention sonnerait le glas du pouvoir que Mikhaïl Gorbatchev exerce sur l'opinion occidentale.

Des espaces nouveaux s'ouvrent pour des développements indépendants à l'est de l'Elbe. Allons-nous laisser passer l'occasion d'aider les peuples d'Europe de l'Est à redevenir maîtres de leur destin ? L'absence d'une « Osteuropa Politik » commune, même au niveau franco-allemand, laisse présager le pire.

Pour les dirigeants soviétiques, la montée en force de l'Union européenne a toujours été, depuis 1945, le spectre le plus redouté. Longtemps, ils n'y ont pas cru.

A présent, ils y croient plus que beaucoup d'hommes politiques occidentaux. Ils la sentent inéluctable, ils craignent l'attraction qu'elle exerce déjà et qu'elle pourrait exercer bien davantage encore sur les peuples en voie de se désolidariser. Puisqu'il n'est plus possible de bloquer l'unification, il faut s'en emparer et, pénétrant dans la maison en voie d'achèvement, s'en rendre maître. C'est là tout le sens, et là seulement, de la

formule-piège de la « maison commune » (1).

Comme l'ambassadeur soviétique Faline l'a dit cyniquement à Bonn il y a quelques mois : « Bien sûr, dans la maison commune, aucun propriétaire ne peut plus vendre un appartement sans l'accord des autres. » L'Union soviétique, en d'autres termes, pourra y exercer un droit de veto. On se gaussa en Occident quand Staline, pour bloquer la création de l'OTAN, proposa d'y faire entrer l'Union soviétique. Cette fois-ci, beaucoup de nos dirigeants sont loin de se gausser de la simplicité toute biblique de la formule-piège n'est pas rejetée avec un haussement d'épaules. En Allemagne, en France, en Grande-Bretagne, on discute des voies d'accès, des murs, du mobilier.

Les chances d'une manœuvre

Pour se sortir de la crise la plus grave de son existence, l'Union soviétique a besoin que l'Europe se fasse à son profit. Tant que les Européens viennent à Moscou en ordre dispersé, tant qu'ils ne rejettent pas sans hésiter la maison commune de Brest à Vladivostok, la manœuvre, si grossière qu'elle soit, a des chances de réussir.

La Russie fait bien sûr, comme les États-Unis, partie de l'Europe culturelle. Ce n'est pas pour autant que l'une et l'autre doivent faire partie de l'Europe politique, économique et militaire. L'Europe de l'Est doit trouver sa place dans l'Europe unie, mais pas l'Union soviétique, qui est et doit demeurer une puissance étrangère, extérieure (adversaire ou amie, c'est là une autre question). Présentée par l'URSS, la maison commune n'est qu'une version modernisée du cheval de Troie.

(1) La formule, inventée par Gromyko au plus fort de la tension née de l'installation des Pershing en RFA, a été reprise par M. Gorbatchev (NDLR).

Les orthographes

par FRANÇOIS FOLTZ (*)

Il serait temps de se poser quelques questions sérieuses, même si elles peuvent remettre en question les privilèges des orthographes. Privileges, car l'orthographe a été tout ce siècle un élément important de sélection. Est-ce vraiment un bon critère ? N'est-il pas terriblement coûteux ?

Toutes ces heures perdues à vérifier si nos écrits sont bien conformes à une orthographe un peu folle. Combien de textes condamnés, non pour leur contenu, mais sur la découverte d'une faute d'orthographe ? A l'âge où l'esprit est tout frais, où il est le plus vif, où l'on a une si grande capacité et une si grande soif d'apprendre, faut-il vraiment passer un temps si précieux à savoir que là deux t ou deux i conviennent, qu'il y a un y ou un x, ou un ph ou un th qu'il est indispensable de mettre ? Combien d'enfants ont mal débuté leur scolarité à cause de ce dressage peu passionnant ?

Ne vaudrait-il pas mieux faire comprendre à nos jeunes tel ou tel phénomène physique, biologique, politique ? Leur faire un peu plus, un peu mieux d'histoire ? Les enfants adorent les beaux textes ; n'est-ce pas dommage de les rebouter par quelques graphismes compliqués et souvent incohérents ? Ne serait-il pas préférable de leur apprendre des langues, la plus efficace école d'anticipisme et d'anticuriosisme ? (Prétention dont ne peut se prévaloir l'orthographe, je le crains). Cette étude des langues est d'ailleurs urgente : notre crédibilité d'Européens est en jeu.

L'écrit, au risque d'être concurrencé par d'autres supports, ne devrait-il pas être le plus pratique, le plus logique, le plus agréable et le plus harmonieux possible ? Son déclin ne vient-il pas justement d'une défaillance de ce côté-là ? Pourquoi est-ce si important de différencier balade de ballade, alors que l'on néglige de distinguer sujet (le personnel de sujet (élément d'une proposition) ou bien paumier (le maître de jeu) de paumier (le daim) ou encore tral (montre) de tral (usure des monnaies), etc. ? Messieurs les orthographes, sachez-vous la

différence entre anneau principal et anneau sectoriel, entre caténaire et caténaire, entre les esters de cholestérol et les triglycérides ? Peut-être. Mais il ne viendrait pas à l'esprit d'un mathématicien, d'un toxicologue, d'un physiologiste de vous éduquer d'analphabète si vous ne pouviez la faire. Alors, pourquoi tant d'intolérance ?

L'orthographe ne s'est figée qu'assez tardivement et pas forcément dans un esprit très démocratique. Étrange rigide quand l'on connaît, par ailleurs, la continuelle évolution des langues, signe bien souvent de leur vitalité, n'en déplaise aux puristes.

Une réforme de l'orthographe française semble, aujourd'hui, indispensable et saine à nombre de personnes, principalement aux éducateurs, qui ont tant d'autres choses plus intéressantes à communiquer. Elle aurait comme premier avantage de réconcilier beaucoup de monde avec l'école. Pourtant, sa mise en place paraît bien souvent insurmontable ; c'est sans doute pourquoi les réactions sont si vives. Mais, dans un premier temps, ne pourrait-on pas abandonner ce principe sacro-saint « à un mot, une orthographe » ? Ne serait-il pas possible d'autoriser une double orthographe pour les mille et une exceptions de l'orthographe de notre langue ?

Bien vite, j'en suis convaincu, les usagers y mettront bon ordre. Cela n'empêcherait pas les orthographes de s'adonner à leur passe-temps favori, de participer à des dictées piénières, où il serait précisé orthographe d'avant 1980, orthographe d'avant 1789, etc., laissant aux autres la liberté de leurs centres d'intérêt. Plus tard, sans doute, sentira-t-on la nécessité de limiter le nombre de manières d'écrire « en », « a », « e », et même « a ».

Qu'ils craignent, les orthographes, que l'histoire ne bouscule le côté moyenâgeux de leur art ! Elle a souvent fait de telles farces à des personnes convaincues de détenir des vérités éternelles.

(*) M. Foltz, d'Abidjan, se présente comme « alphabète silencieux ».

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27
Téléc. MONDIPAR 650672 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-51

Édité par la SARL Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Faure (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Wozniak

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet

Correspondant en chef :
Claude Salas

Le Monde
PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-52 ou 45-55-91-71
Téléc. MONDIPUB 206 136 F

Le Monde
TÉLÉMATIQUE

Composé 36-15 - Tapes LEMONDE

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0393 - 2037
Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 42-47-99-61.

ABONNEMENTS

BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	345 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
9 mois	1 030 F	1 089 F	1 404 F	2 040 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne sur demande.
Pour vous abonner, RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO
PORTAGE : pour tous renseignements
tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde

EN BANQUE DE DONNÉES

LE TEXTE INTÉGRAL DU MONDE
INDEXÉ DEPUIS JANVIER 87
EN LIGNE SUR VOTRE TERMINAL OU VOTRE MINITEL
POUR TOUTS RENSEIGNEMENTS :

SINORG G CAM. SERVEUR

Tél. : (1) 45-38-70-72

ANCÈTRE

Le phono de Cyrano

Dans le supplément « Arts et spectacles » du 29 décembre, vous présentiez les pionniers de la communication : « La mémoire des sons ». Qui sait aujourd'hui que dès la première moitié du XVIII^e siècle, un esprit peu conformiste imagina le procédé ? C'est Cyrano Savinien de Bergerac, le vrai (pas celui de Rostand), est bien oublié. Véritable Pic de la Mirandole, il imagina les procédés les plus extraordinaires : fusées à plusieurs étages, langage des sourds-muets, montgolfières, etc., etc.

Il est vrai que son caractère, plus qu'affirmé, ne facilita pas son passage à la postérité, tant il avait l'art de se créer des ennemis.

Toutefois son anticipation du phonographe à ressorts et à aiguille mérite d'être portée à la connaissance de vos lecteurs. (Extrait des *Etats et empires comiques de la Lune*, écrit vers 1648 : « A l'ouverture de la boîte, je trouvais dedans un je-ne-sais-quoi de métal presque semblable à nos horloges, plein de je ne sais quels petits ressorts et machines imperceptibles. C'est un Livre à la vérité, mais c'est un livre miraculeux qui n'a ni feuillets ni caractères ; enfin c'est un livre où, pour apprendre, les yeux sont inutiles ; on n'a besoin que des oreilles. Quand quelqu'un donc souhaite lire, il bande avec une grande quantité de toutes sortes de petits nerfs cette machine, puis il tourne l'aiguille sur le chapitre qu'il désire écouter, et au même temps il en sort comme de la bouche d'un homme, ou d'un instrument de musique, tous les sons distincts et différents qui servent, entre les grands lunaires, à l'expression du langage. »

LUCIEN ORSANE
(Deauville, Aveyron)

CAUTION

Kadhafi et le Paris-Dakar

Deux poids, deux mesures, seraient-elles tentées de penser à propos du onzième Paris-Dakar et de sa première traversée de la Libye.

Il est en effet surprenant que les organisations de défense des droits de l'homme n'aient prononcé aucune condamnation d'une manifestation sportive qui, qu'on le veuille ou non, va cautionner, sinon renforcer, le régime du colonel Kadhafi.

Comment les Fédérations internationales de sport, notamment d'automobile et de rugby, d'ordinaire si pointilleuses lorsqu'il s'agit de l'Afrique du Sud, ont-elles pu approuver cet « événement très

médical qui va donner aux Libyens l'occasion de faire parler de leur pays autrement » ? (propos de Bernard Dideot, PDG d'Africatours recueillis par Gérard Albouy dans le Monde du 24 décembre).

« Autrement » nous dit-on. Serait-ce alors pour oublier le totalitarisme d'un régime qui n'hésite pas à assassiner ses opposants ou encore le racisme antisémite ou anti-occidental du « bouillant colonel », sans parler des attentats sanglants ou des prises d'otages réalisés avec des tueurs comme Carlos ou Abou Nidal ?

Rappelons-nous aussi qu'en 1936 les Jeux olympiques de Berlin, *mutatis mutandis*, devaient permettre de voir « autrement » l'Allemagne nazie.

GEORGES MAMANE
(Vallauris, Alpes-Maritimes.)

PRÉCÉDENT

La « déclaration » américaine de 1776

J'ai lu dans l'entretien de M. Robert Badinter, recueilli par M. J.-M. Colombani et M. Kajman (le Monde du 10 décembre 1988) : « Tous les grands textes ont une histoire. Et parfois même, ils font l'histoire. La déclaration américaine de 1776 proclame l'indépendance des États-Unis. »

Puis-je préciser et ajouter que, lancée le 4 juillet 1776 par le Congrès, elle fait mieux encore puisqu'elle est précédée d'un fameux préambule rédigé par Thomas Jefferson, qui n'est autre qu'un exposé philosophique des droits de l'homme et des principes universels sur lesquels doit reposer la Constitution des États.

La Constitution américaine définitive avec la Déclaration des droits de l'homme sera votée le 17 septembre 1787.

Les principes d'égalité, de liberté, de souveraineté de la nation, parmi d'autres, adoptés déjà aux États-Unis, en 1776, se retrouvent dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, votée, en France, le 27 août 1789. Elle sera insérée comme préambule également, à la demande de La Fayette, dans la première Constitution française de 1791.

GEORGES E. WAUTERS.
(Bruxelles.)

ASSASSINAT

Victimes de l'idéal

Des amis de Thomas Pellissier et Corinne Seguin, coopérants français de vingt-cinq ans assassinés il y a un mois au Pérou par un commando du groupe maoïste le Santier lumineux, nous adressent cette lettre d'hommage à leurs camarades :

La mort de Thomas Pellissier et Corinne Seguin, aux côtés des trois Péruviens avec lesquels ils s'étaient engagés au service d'une cause, le développement, ne doit pas être traitée comme une mort accidentelle. Le doute de la perte d'un être cher est certes la même quelle que soient les circonstances. Mais dans ce cas, la mort est doublement révoltante. Révoltante par les conditions atroces de ces meurtres. Révoltante par notre aveuglement car notre ami et ses compagnons étaient animés par un idéal d'une valeur inégalable. Au lieu de se contenter du confort de notre société

où leur formation d'ingénieur agronome leur assurait un avenir tranquille, ils étaient partis se mettre au service des plus déshérités de notre planète. Ils ont été tués par des barbares inconscients inspirés par des fous qui prétendent défendre par la violence ces mêmes déshérités que Thomas et ses amis venaient véritablement aider, dans ce village perdu des Andes. Ils ont été victimes de leur idéal, victimes de la misère qu'ils combattaient tous les jours. Leurs assassins ne sauront sans doute jamais qui étaient ceux qu'ils ont tués. Mais il faut savoir que ces coopérateurs français n'étaient pas là-bas par hasard. Et que le sauvagerie aveugle a frappé des personnes qui avaient eu le courage de mettre en concordance leurs actes avec leurs idéaux.

Etranger

URSS : l'évacuation des villages azéris d'Arménie

« Ils étaient là depuis trois cents ans, nous depuis trois mille ans » disent les Arméniens

GUEUZALDARA
de notre envoyé spécial

Gueuzaldara, en turc la « belle vallée », est un fort joli bourg, presque carré même, accroché à flanc de montagne. On y domine la plaine et au loin la ville de Kirovakan, à moitié détruite par le tremblement de terre.

Dans les villages frappés par le séisme, l'ambiance, on peut l'imaginer, n'est pas des plus gaies. Mais là, en grimpant la rue centrale on lacois de Gueuzaldara, à observer ces maisons fermées, pourtant d'apparence intactes, on se sent saisi d'un autre type de malaise. Village azéri situé en Arménie, Gueuzaldara a été évacué de pratiquement toute sa population quatre jours après le tremblement de terre. « On est venu chercher les gens par hélicoptère et avec des voitures », précise un témoin qui a trouvé refuge dans la ville aux trois quarts déserte.

Plus bas dans la vallée, presque à la lisière, le village arménien de Bazoum a lui aussi été relativement épargné. Une partie de la population s'est abritée dans des tentes, mais d'autres familles ont pu rester chez elles. Des gens vaquent. Il y a des animaux dans les cours. Une certaine forme de normalité persiste. Rien de tel à Gueuzaldara. Sur la place du village, un mécanicien s'affaire autour d'un train avant de tracteur ; une queue s'est formée devant une maison qui sert de centre de ravitaillement. Mais tout cela ne donne pas vraiment un sentiment de vie. Il y a deux cents personnes dans le bourg, qui en comptait près de mille cinq cents. Ce sont toutes des déplacés : une trentaine de familles arméniennes arrivées d'Azerbaïdjan avant le séisme, quelques réfugiés de Kirovakan, une poignée d'Azéris restés en arrière-garde. « Le gros problème, assure celui qui se présente comme le chef temporaire du village, c'est qu'il n'y a ici que des citoyens. Il n'y a plus personne pour

s'occuper des installations d'élevage et il faut faire venir des gens de l'extérieur ».

La maison de deux étages abrite l'unique famille mixte du village. Le mari, azéri, âgé d'une cinquantaine d'années, a le visage ouvert et toutes les dents de devant en or. C'est un technicien agricole. Sa femme est arménienne. Sœurs et neveux arméniens ont débarqué avec une tripièze d'enfants de Kirovakan pour venir attendre des jours meilleurs. Dans l'agitation de la maison, le couple ne paraît pas à son aise. L'homme ne cesse de porter des toasts à la coexistence des Turcs, des Arméniens, des Géorgiens. Il affirme qu'il ne quittera lui-même jamais le village. « C'est mon village, ma maison. Les gens reviennent », assure-t-il, à moitié convaincu. « Ils ont en plus de peur que de mal ». Lui-même est allé conduire ses deux enfants, onze et douze ans, à Bakou, pour qu'ils continuent l'école.

Les affrontements
de novembre

Les quelques autres Azéris encore sur place s'apprêtent eux à partir. « Je suis resté m'occuper des bêtes. Mais je vais également partir. Je ne peux pas rester tout seul », affirme l'un d'eux, fataliste. Certaines familles étaient déjà parties avant le tremblement de terre, raconte un neveu de l'infirmerie, vingt-six ans, témoin de l'évacuation. Les autres voulaient rester. Les gens étaient là depuis longtemps. Certains sont partis en pleurant. Mais ils avaient peur aussi.

La peur ? Jusqu'aux événements du Haut-Karabakh, cette enclave arménienne de l'Azerbaïdjan, dont les habitants réclament toujours le rattachement à l'Arménie, les villages arméniens et « turcs » — comme on appelle ici les Azéris — vivaient apparemment en bonne intelligence. « Les Turcs ont tou-

jours été là. Nous avions de bons rapports. Ils parlaient turc, mais aussi arménien », reconnaît M. Zadoullian, l'épouse du chef du sovkhose de Bazoum.

Depuis le pogrom de Soumgaï, en février dernier, les récits, colportés de bouche à oreille, sur les exactions dont seraient victimes les Arméniens en Azerbaïdjan, ont bouleversé le pays. « La situation était devenue intolérable », indique le médecin d'un village arménien. « Il a fallu faire attention pour éviter les incidents ». Les quatre agglomérations azéris situées au-dessus de son village ont, elles aussi, été évacuées. « Ils étaient là depuis trois cents ans, nous depuis trois mille ans », ajoute-t-il. Les Turcs sont partis. Ils ne reviendront pas », affirme avec hargne le chef du sovkhose.

Les raisons de cet exode, apparemment précipité plutôt qu'il ne l'est par les derniers affrontements de novembre en Azerbaïdjan, restent encore troubles. Les Arméniens accusent les autorités de Bakou de vouloir purement et simplement obliger les Azéris d'Arménie à s'installer en Azerbaïdjan pour forcer les Arméniens à partir, y compris du Karabakh. Il y avait quatre cent mille Arméniens en Azerbaïdjan avant les événements.

Les premiers Arméniens venus s'installer à Gueuzaldara sont arrivés en novembre. Mais, affirme l'un d'eux, « nous voulions partir d'Azerbaïdjan depuis plusieurs mois. Personne ne peut plus travailler. Je n'avais plus de travail depuis cinq mois ». « Nous avons cherché, dit-il, à échanger notre maison. On est passé par un intermédiaire. Cela a duré quatre mois. Tout le monde veut aller à Erevan, à Abkhaz, mais les gens voulaient de grosses sommes d'argent. Nous avons fini par trouver ici ».

Décrivant la situation dans sa ville d'origine, Kirovabad, en Azerbaïdjan, cet homme affirme avoir vu de ses propres yeux en novembre les Azéris jeter des grenades sur les sol-

dats qui tentaient de s'interposer et qui ont tiré dans le tas pour se défendre, faisant des morts de tous les côtés. Il dit qu'il est devenu impossible pour les Arméniens de vivre dans de grands ensembles avec les Azéris, que les hommes doivent garder la nuit les maisons.

Lui-même n'a pas subi de tort, mais a dû, dit-il, faire appel à la police pour prendre ses bagages à son départ. « Quinze mille des cinquante mille Arméniens de Kirovabad sont partis », affirme-t-il, en parlant avec animation, mais d'une manière générale, des atrocités dont se seraient rendus coupables les Azéris, des meurtres, des viols d'enfants, toutes sortes de vexations plus ou moins graves : récits qu'on se répète dans toute l'Arménie, sans qu'il soit possible de faire la part du vrai et de la rumeur.

Intimidation

Depuis le génocide de 1915 des Arméniens de Turquie, le « complot » est toujours dans les esprits. Après l'affaire du Karabakh, le tremblement de terre, loin de calmer les passions, a au contraire accru le sentiment d'être à nouveau à un tournant du destin arménien. M. Gorbatchev a pu s'en rendre compte lui-même lors de sa visite dans les villes dévastées.

Si M. Gorbatchev avait au départ représenté un espoir pour les Arméniens, la présence massive des chars de l'armée rouge à Erevan, le couvre-feu la nuit, accablent l'idée qu'il n'y rien de bon, en définitive, à attendre de lui. Ni la promesse des autorités soviétiques de reconstruire les villes détruites le plus vite possible, en respectant l'architecture et l'histoire locales, ni l'ouverture du pays aux secours occidentaux et à la diaspora n'ont changé quoi que ce soit.

La déclaration de l'état d'urgence le 24 novembre dernier, puis le tremblement de terre, ont donné un coup d'arrêt à l'escalade de la ten-

sion. Elles n'ont pas résolu le problème, et les autorités soviétiques semblent pour le moment à court de solutions.

L'arrestation de six des onze membres du Comité Karabakh et les recherches dont cinq autres font l'objet ont surpris. Nombre de dirigeants du mouvement, le Comité Karabakh n'avait pas été en position de donner des garanties. M. Ghazarian a indiqué qu'il avait promis de « mettre toute son énergie à la recherche d'une solution ».

Pour beaucoup d'intellectuels à Erevan, y compris les proches du mouvement, la démocratisation promise par M. Gorbatchev reste encore un objectif au moins aussi important que le règlement de la question du Karabakh, même dans une optique nationale à long terme. Le nationalisme de la population, chauffé à blanc par les événements, ne donne pas en revanche dans de telles subtilités.

La politique d'intimidation à l'encontre des dirigeants du mouvement est mise dans les milieux nationalistes modérés à Erevan sur le compte tout à la fois d'une mauvaise appréciation de la situation par Moscou des pressions azéris ou de la volonté du Parti communiste local d'écartier des adversaires gênants en vue des élections de mars prochain au Soviet suprême de l'URSS. En novembre, deux candidats du Comité Karabakh, dont M. Achod Manoutcharian, l'un de ses dirigeants, avaient été élus députés au Soviet d'Arménie. L'un est aujourd'hui en prison, l'autre, M. Manoutcharian, a plongé dans la clandestinité.

Dernier des membres du Comité à être encore à peu près libre de ses mouvements, Raphaël Ghazarian, membre de l'Académie des sciences d'Arménie, affirme qu'un compromis sur le Karabakh est encore possible. La semaine dernière, dans la maison qu'il occupe, un peu en dehors d'Erevan, il se déclarait prêt à accepter une prise en charge directe par Moscou de l'administration de la

province autonome. « La persécution est nécessaire pour sauver l'ensemble du pays. Mais il faut pour la faire triompher que Gorbatchev s'appuie sur des mouvements comme le Comité Karabakh. Sans appui de la base, il ne parviendra à rien », estimait-il.

M. Ghazarian s'est entretenu avec M. Andreï Sakharov au cours de la navette que l'académicien, apparemment mandaté par M. Gorbatchev, a effectuée autour de Noël entre Bakou, Erevan et le Haut-Karabakh. Tout en soulignant que M. Sakharov n'avait pas été en position de donner des garanties, M. Ghazarian a indiqué qu'il avait promis de « mettre toute son énergie à la recherche d'une solution ».

Les dirigeants du Comité Karabakh affirment que, si un tel compromis n'est pas rapidement trouvé, les risques de violence ne sont pas à exclure. M. Ghazarian indiquait que fin novembre, déjà, plusieurs Azéris avaient été tués pour la première fois dans une localité arménienne, à Gougark. Et, dans une interview au *Stern*, l'hebdomadaire ouest-allemand, publiée avant Noël, M. Manoutcharian avait évoqué des risques de « guerre civile ». « Dans toute l'Arménie, des jeunes sont prêts, avait-il dit à l'époque, ils sont armés de grenades et de fusils. Personne ne connaît leur nombre exact. »

HENRI DE BRESSON.

La Pravda rapporte les manifestations en Géorgie. — Quelque cinq cents personnes ont observé une grève de la faim qui a entraîné l'hospitalisation de cent d'entre elles, en novembre dernier, à Tbilissi, pour protester contre les projets de réforme constitutionnelle élaborés à Moscou, a rapporté la Pravda, mardi 3 janvier, en dénonçant l'« élitisme » des nationalistes géorgiens. — (UPI, Reuters.)

1993 vu de Copenhague La peur de devenir un conseil de paroisse de l'Europe

COPENHAGUE
de notre correspondant

« Être ou ne pas être ? » En authentiques petits-neveux du prince Hamlet, les Danois ne savent guère sur quel pied danser quand ils songent à ce « grand marché intégré » que Bruxelles est en train de leur concocter pour 1993. Les efforts déployés par les responsables de tous bords pour éclairer leur lanterne ne réussissent qu'à leur donner la sensation pénible de s'enfoncer dans une nébuleuse.

Un logo dessiné par un artiste de vingt-trois ans, sélectionné par concours, pour illustrer la campagne d'information — abstraite, superteknique et fort ennuyeuse — censée les préparer à cette échéance-clé, ne contribue qu'à augmenter leur perplexité. Les deux zones elliptiques, l'un dans l'autre, sont-ils le symbole d'une solidarité dynamique à toute épreuve ou celui d'une chaîne éprouvée du celui d'une chaîne éprouvée à porter ? Image ambiguë qui résume bien l'histoire complexe des relations du Danemark avec la CEE au cours des deux décennies écoulées.

1973 : un royaume tourmenté et divisé adhère officiellement au traité de Rome à l'issue d'une longue et épuisante bataille. A la dernière minute, une minorité de « sages prévoyants », brandissant le spectre d'une proche apocalypse économique, avait quasiment forcé une majorité d'opposants et d'hésitants à voter « oui », la mort dans l'âme, au référendum du 2 octobre 1972.

Les Danois ne se sont jamais complètement relevés de cet affrontement. Dans un premier temps, le verdict des urnes avait donné lieu à quelques réactions extravagantes de la part des vaincus. Par protestation, une poignée d'irréductibles s'étaient exilés en Suède et en Norvège. Un film réalisé par un jeune metteur en scène, reconstruit plus tard dans la diplomatie, dépeignait aux foules un Danemark à la dérive transformé en dépôt de déchets nucléaires sur l'ordre de l'Hydre de Bruxelles. Les survivants de la catastrophe, fers de lance d'une résistance revancharde, se réfu-

giaient dans les catacombes de la Ville éternelle.

Peu à peu, les choses se sont tassées. Les citoyens de bonne foi avaient constaté que les prétendus dangers étaient de dimensions acceptables. L'adhésion n'avait pas entraîné, sur les rives du Kattegat, l'invasion massive annoncée d'italiens, de Belges et de Français avides de goûter aux délices d'une société-providence de style scandinave. Les quelques centaines d'Irlandais aussitôt recrutés par des ateliers en manque de personnel, vite découragés par les prix vertigineux du whisky et par les tracasseries d'une fiscalité-record, avaient rapidement regagné leurs foyers...

En 1985, l'adoption de l'Acte unique révéla des fantômes à demi assoupis. Pour faire accepter ce pas supplémentaire sur le chemin de la construction européenne, cible des attaques d'une opposition social-démocrate en perte de vitesse, le gouvernement de centre droit du conservateur Poul Schlüter, arrivé au pouvoir en 1982, choisissait de jouer le tout pour le tout, en organisant, en février 1986, un référendum consultatif.

Le désarroi
des intellectuels

Ce nouvel obstacle franchi, non sans mal, le calme n'est pas revenu. A mesure que passent les semaines et que se profile plus nettement l'horizon 1993, un désarroi sournois saisit intellectuels et idéologues, têtus et méfiants, ainsi que le vaste bataillon des « faibles », — ou plutôt de ceux qui se croient en position de faiblesse. Tous craignent de voir s'envoler le fil de sécurité, patiemment tissé depuis quinze ans, pour préserver contre vents et marées certains intérêts spécifiques ou privilégiés.

Les questions fusent : qu'en sera-t-il demain de l'interdiction de la vente de bière et de sodas en boîtes métalliques pour cause de pollution à l'intérieur des frontières du Danemark ? Note législative sur l'environnement et l'utilisation des produits chimiques, beaucoup plus draconienne que les réglementations appliquées au Portugal et en Grande-Bretagne est-elle en

péril ? Pourrions-nous conserver intact notre système d'enseignement ? La gratuité totale des soins hospitaliers ? Nos syndicats seront-ils obligés de modifier radicalement leurs structures ?

Le psychodrame
de l'identité

Autre interrogation : les capitaux étrangers, déjà trop infiltrés dans nos entreprises, vont-ils maintenant nous enlever nos exploitations agricoles et nos maisons de campagne ? L'échéance, ce dernier point a été au cœur d'âpres débats. Car, si les Danois sont de plus en plus nombreux à acheter des propriétés en Provence, en Andalousie ou en Ecosse, ils ont farouchement contesté jusqu'ici à leurs partenaires européens le droit de s'installer sur leur propre sol.

A ces questions, dont la liste n'est pas exhaustive, les dirigeants de Christiansborg sont à peu près incapables de répondre honnêtement. Pourvent-ils, en effet, préjuger des décisions futures des Douze et évaluer sans risques d'erreur l'évolution de la CEE dans cinq, dix ou vingt ans ? De surcroît, elles apparaissent comme des détails secondaires en comparaison du problème de fond, plus moral qu'économique, plus éthique que politique, qui obéisse les sujets de Sa Majesté Margrethe II : la protection de cette plante unique, frêle et mythique qu'ils appellent leur identité. Ils vivent en ce domaine un psychodrame indéchiffrable pour les non-initiés, qui n'est aujourd'hui que le dernier chapitre en date d'une quête sinistre poursuivie au fil d'une histoire tourmentée.

Depuis le Moyen Âge, le royaume de Gorm l'Ancien, dont la souveraineté s'étendait un temps sur une immense région septentrionale le long du Groenland au lac Ladoga, de Hambourg à la Laponie, n'a cessé de se réduire géographiquement sous les coups divers. Au congrès de Vienne, il a même failli être complètement rayé de la carte...

Cette vision peu de chagrin hante incontestablement le subconscient des descendants de ceux qui, après le naufrage de l'Union de



Kalmar, au seizième siècle, ont, au siècle suivant, évacué la Suède méridionale (annexée par Stockholm) puis, au dix-neuvième, abandonné la Norvège et les duchés allemands, tout en subissant les affres d'une pauvreté déclinant de la grande banqueroute de 1813. Cette série d'événements douloureux les ont contraints à se remettre en cause régulièrement dans des frontières de plus en plus étroites.

Le sort
de la Petite Sirène

D'où ce réflexe frileux de recul, de repli sur soi, que dénonçait récemment le ministre des affaires étrangères libéral, M. Uffe Ellemann-Jensen, en déclarant à un quotidien de la capitale : « Nous continuons à avoir peur des contacts avec le monde extérieur. » Une peur qui frise parfois la panique et explique l'hostilité de la plupart des Danois moyens à une Europe harmonisée qui, imaginée, ôterait à leurs instructions toutes libertés de décision et « ravalerait leur Parlement au simple rang de conseil de paroisse ». Bref, ils se refusent à subir le sort de la Petite Sirène du conte, en échange d'un pair de jambes, perdent son trécor le plus précieux... sa voix.

Quand et comment arriveront-ils jamais à se délivrer de ces fardeaux qui leur ont valu, dans les chancelleries étrangères, la réputation peu flatteuse d'être « des traîtres de pieds » ? A la longue, les plus récalcitrants, les moins pragmatiques, lassés de voir grimper le montant de leurs impôts et de se heurter à des difficultés quotidiennes auxquelles leurs représentants élus n'apportent aucun remède sérieux, commenceront à se dire, en désespoir de cause, que le salut pourrait peut-être venir de cet énigmatique grand marché intégré qui, secouant les colonnes du temple, leur offrirait l'occasion de rebâtir sur un terrain plus sûr.

CAMILLE OLSEN.

EN BREF

● **TCHÉCOSLOVAQUIE** : Un diplomate reçoit l'asile politique en Grande-Bretagne. — Le premier secrétaire de l'ambassade de Tchécoslovaquie en Inde, M. Vlastislav Ludvik, qui avait disparu de New-Delhi le 17 décembre dernier, a reçu l'asile politique en Grande-Bretagne, a-t-on annoncé officiellement mardi 3 janvier à Londres. Par ailleurs, un jeune joueur de hockey sur glace tchécoslovaque, Petr Nedved, qui a manqué à l'appel pour le vol de retour dans son pays, s'est présenté lundi aux autorités canadiennes, apparemment pour demander l'asile politique. — (AFP).

● **POLOGNE** : réduction du budget de la défense. — Le ministre polonais de la défense, le général Florian Siwicki, a annoncé, mardi 3 janvier, une réduction des dépenses militaires. Les dépenses en matière d'armement diminueront de 4 % cette année, et les forces armées, déjà amputées de quinze mille hommes ces deux dernières années, seront réduites dans les années à venir, notamment par la mise à la retraite d'officiers qui ne seront pas remplacés.

Limitation de l'exportation des biens de consommation soviétiques

L'URSS a suivi cette semaine d'autres pays du COMECON, comme la RDA, la Tchécoslovaquie et la Pologne, en décrétant des limitations sur les exportations de biens de consommation.

L'agence Tass a annoncé dimanche 1^{er} janvier que, à compter du 1^{er} février et ce jusqu'à la fin de 1990, la sortie d'URSS d'articles tels que les réfrigérateurs, congélateurs, machines à laver, machines à coudre, vêtements et chaussures, seront réduites dans les années à venir, notamment par la mise à la retraite d'officiers qui ne seront pas remplacés.

Selon un responsable des douanes cité mardi par la *Komsomolskaïa Pravda*, près de la moitié des téléviseurs — dont on manque sur le marché soviétique — ont été achetés par des étrangers et sortis d'URSS au cours des dix premiers mois de 1988. Ces biens sont en général achetés par des ressortissants d'autres pays socialistes, donc en monnaies non convertibles.

Jendredi 5, vendredi 6, samedi 7,
de 10 heures à 19 heures

SOLDES

Pour lui, remises importantes
sur collection automne-hiver

costumes, vestes,
pardessus, pantalons,
chemises, pulls, cravates,
vêtements de peau,

Griffés Armani, Cardin, Dior,
de Fursac, Lapidus, Mac Douglas, etc

LA VOGUE

38, bd des Italiens (près Opéra)
et centre commercial Vélizy 2 - Détaxe à l'exportation

هكذا من الأصل

Europe

URSS

Le retour d'Andreï Siniavski

MOSCOU
de notre correspondant

Les *Nouvelles de Moscou* ont publié, mercredi 4 janvier, un long entretien avec Andreï Siniavski. C'est un beau texte, entier, ironique et tranquille comme son auteur et l'on y lit notamment : « *Lorsqu'on m'interroge sur l'éventualité de mon retour, je réponds : « Qu'on laisse revenir mes livres. » Il n'y a rien d'horrible dans mes livres (...)* »

Ses livres ne sont pas revenus mais, mardi soir, Andreï et Macha Siniavski sont arrivés de Paris où ils résident depuis quinze ans. L'événement n'est plus qu'un détail de la vie d'un des plus grands écrivains de la diaspora des années 60, à un chef de file de l'émigration, au directeur d'une revue russe de Paris. L'événement est qu'il est là, précipitamment autorisé à rentrer, après la mort, vendredi dernier, de son ami Iouli Daniel, avec lequel il avait été condamné en 1966 pour « diffusion d'assertions calomnieuses dénigrant l'Etat soviétique ».

Préhistoire

Leur procès avait été le signal du règne post-khrouchtchev. A leur libération, l'un avait accepté l'exil, l'autre s'y était absolument refusé et aujourd'hui, quand l'un meurt, l'autre revient. Il y a là comme le passage du flambeau, comme l'affirmation de cette profonde continuité des années de l'après-Staline dans lesquelles un jour l'histoire verra une bataille continue pour la liberté — avec son moment de fol espoir puis la noire désillusion brejnevienne, puis l'hésitation des deux successeurs avortés, puis l'entreprise gorbatchevienne, puis...

Mais, pour l'heure, dans le hall d'arrivée de l'aéroport international, une quinzaine d'amis font des points et s'arrachent les yeux à scruter la sortie du contrôle de police : « Tu le vois ? », « Non ». « Il faudrait au moins savoir s'il était dans l'avion ! ». « Oh sont les bureaux d'Air France ? »

Et puis, un cri : « Tam ! » (là-bas !), et tout le monde de gesticuler, d'agiter bras et mains, mais en vain. Perdu dans cette barbe blanche, qui semble toujours plus grande que lui, plus frêle que jamais et tirant sur son éternelle cigarette, Andreï Siniavski rêve. Mais il ne voit rien, n'entend rien, et c'est Macha qui répond aux douaniers, Macha qui remplit les formulaires, Macha qui garde son calme quand commence la fouille des valises, Macha qui salue les amis au loin, et Macha qui murmure : « Je ne peux pas y croire. »

La douane commence par saisir quelques livres, les rend sur ordre d'un gradé qui, plaisantant à moitié, vient dire aux deux correspondants occidentaux présents : « Et vous aurez noté que tout s'est vite et bien passé. »

Irina, la femme de Iouli Daniel, a été la première à les embrasser, à les toucher, dans un long pleur muet et sans larmes, et puis tous les autres, gênés d'avoir tant vieilli, bredouillaient : « C'est moi... », et présentaient des enfants qui n'étaient pas adultes il y a quinze ans, et qui ont eux-mêmes des enfants, pour lesquels la dissidence, c'est la préhistoire dont parlent les parents le soir, en famille.

Parfois, l'histoire va vite, aussi vite que ces visas qu'Irina a obtenus aux Siniavski, en adressant des télégrammes à M. Chevardnadze, le ministre des affaires étrangères, et au consulat soviétique, à Paris. Andreï Siniavski : « Ils savaient qu'en cas de refus, il y aurait un scandale et ils ne le voulaient pas. »

Dans l'appartement de Daniel, rue Walter-Ubricht, un diptyque montre les deux amis regards croisés. Partout, il y a des photos de Iouli Daniel et des livres à n'en plus finir, en russe, en anglais, en français. Que ressent Siniavski à être de retour, après tant d'années ? « Vous savez, je n'ai pas encore vu la vraie Moscou, seulement la route de l'aéroport. » Acceptera-t-il des entretiens avec des personnalités officielles ou semi-officielles ? Il hésite, ne sait pas. « On va voir... »

Mais sa présence à Moscou peut-elle ne pas prendre un sens, avoir des conséquences, alors qu'il est le premier émigré d'un tel poids politique à obtenir un visa et qu'il incarne, de surcroît, une tendance de l'émigration, son courant libéral ? Oui, il est bien conscient de tout cela, mais il se retrouve en URSS, du jour au lendemain, à cause de la mort d'un ami. Il n'a donc pas eu la possibilité de réfléchir au problème et ne peut donc que répéter à Moscou ce qu'il dit à Paris : que la perestroïka est, à ses yeux, « positive », bien qu'il soit plus simple « de donner la glasnost que de nourrir les gens » et bien qu'il n'y ait « pas encore de garantie qu'on ne reviendra pas en arrière ».

Mais cette garantie, ajoute-t-il, personne ne peut la donner, pas même Gorbatchev. Un archétype du paysan russe, ce Russe qui s'était choisi un pseudonyme juif parce que « tous les poètes sont des juifs », ce petit homme grand, comme sa barbe, râlume une cigarette et se repaît dans ses rêves.

Il repart lundi pour Paris.

BERNARD GUETTA.

L'avion ivre

Ils auraient dû être deux cents à bord du vol 75565 Tbilissi-Khabarovsk. Mais vingt-quatre conscrits de ce contingent envoyé au service militaire en Extrême-Orient soviétique étaient tellement saouls qu'ils ont raté l'avion.

Cela leur a peut-être sauvé la vie. Car, d'après le récit fait, mardi 3 janvier, par la *Komsomolskaïa Pravda*, les cent soixante-seize soldats rescapés de la beuverie — à l'alcool artisanal — en sont rapidement venus aux mains, au point que le carlingue de l'Iliouchine-76 est devenu une gigantesque mêlée humaine. « L'équipage était très expérimenté et avait déjà volé dans des conditions difficiles, écrit le quotidien, mais il n'avait jamais rien connu de pareil. L'énorme appareil se

balançait d'un côté à l'autre, comme s'il était heurté par des poches d'air. Ce n'était pas une zone de turbulence, tout juste une bagarre dans la cabine. »

Les officiers qui accompagnaient la troupe ayant déclaré forfait, l'équipage, très inquiet pour la sécurité de l'avion, a demandé et obtenu l'autorisation d'atterrir d'urgence à Barnaoul, en Sibérie. Là, les passagers étaient attendus par des détachements de l'armée et de la milice.

Le 30 novembre, la *Litersatoumaïa Gazeta* avait rapporté qu'un avion de transport militaire avait tourné plus d'une heure en l'air, ses six membres d'équipage s'étant assoupis sous l'effet de l'alcool. — (UPI, Reuters.)

Des **N**ouvelles **D'**Israël
à lire les yeux fermés.

45 63 12 33

Diplomatie

La pensée de M. Gorbatchev

Une nouvelle coexistence pacifique

mondiale une conduite civilisée ne vous regardait pas. Si vous voulez être acceptés par elle, il faut les observer. »

Cela implique d'abord que l'on pratique chez soi cette morale (« *L'image de marque d'un pays, c'est son attitude envers ses propres citoyens, le respect de leurs droits et de leurs libertés* » dit M. Chevardnadze), ensuite que l'on approche de manière nouvelle le domaine de la culture et de la création. Pas seulement parce qu'il existe, au-delà des systèmes, des « valeurs spirituelles éternelles » et que « les théories primitives et vulgaires sur la prétendue confrontation des cultures » ont causé un tort dans ce domaine. Mais aussi parce que « l'avantage revient en dernière instance à la société disposant des ressources intellectuelles et créatrices les plus importantes, capables de générer les principales idées du monde moderne ».

Autrement dit, il faut cesser de voir des ennemis partout, encore plus d'en chercher et de se vanter d'en avoir. Il y a peu encore, le plus bel effet de tribune, non seulement en URSS, mais dans le monde communiste en général, allait à celui qui pouvait faire état d'attaques de « l'ennemi » et citait cette sentence : « Si l'adversaire se fait des compléments, demande-toi quelle faute tu as commise. » Maintenant que M. Gorbatchev est porté aux nues par les capitalistes les plus éminents, l'adage serait de toute façon dangereux. Mais M. Chevardnadze retourne l'argument pour se réjouir de ce que « notre patrie apparaît maintenant au monde sous un jour différent ».

Du « monolithisme » à l'interdépendance

On ne s'étonnera guère, dans ces conditions, que la coexistence pacifique, base doctrinale de la politique étrangère soviétique depuis Khrouchtchev, ait changé de définition. Ici, c'est M. Vadim Medvedev, nouveau « patron » de l'idéologie, qui a donné le ton dans un entretien accordé au *Kommunist* le mensuel du parti. Selon lui, les erreurs ont commencé dès la première période, lorsque Lénine voyait le monde « dans l'annihilation de la révolution prolétarienne universelle », et cette révolution comme « l'extension du système des soviets au monde entier ».

Une rectification eut lieu en 1920, mais avec Staline le socialisme « se replia sur lui-même », y compris après la guerre, lorsque « se ranimèrent les espoirs de renversement de l'ancien régime ». Et M. Medvedev de préciser le principal grief : « Le socialisme était alors conçu comme un « camp » qui s'opposait à l'autre, le « camp » impérialiste. Bien sûr, il y avait à cela des causes objectives, la guerre froide imposée au socialisme, mais la perception du monde comme coupé en deux « monolithes » hostiles, se combattant l'un l'autre, renforçait dans une certaine mesure les tendances à la confrontation. »

Même après la première révision de 1956, ajoute-t-il, la conception qui prévalait était celle d'une coexistence pacifique « historique », d'une victoire du socialisme dans la compétition économique en une ou deux décennies. M. Chevardnadze avait déjà critiqué à cet égard Khrouchtchev pour son fameux « Nous vous enterre-

rons ! », lancé à la face des Américains à la fin des années 50.

Tout cela amène M. Medvedev à deux conclusions : d'abord que la coexistence doit être considérée aujourd'hui comme « un processus prolongé et étendu, dont les limites historiques sont difficiles à déterminer », ensuite qu'il faut considérer le capitalisme d'un œil nouveau. Celui-ci « a beaucoup appris depuis octobre 1917 » : il « a réussi à surmonter les pertes causées par la formation du système colonial », sans parler de ses performances technologiques. Il sert ainsi de « stimulant au développement du socialisme ». Du coup, on voit vieillir la notion d'un développement parallèle des deux systèmes : ceux-ci « ont une interaction inévitable dans le cadre d'une seule civilisation humaine ». Il ne s'agit pas d'une « convergence », mais d'une nouvelle application du principe dialectique « qui prévoit non seulement la lutte des contraires, mais leur unité ».

Parmi les bonnes choses du capitalisme figure notamment « la démocratie bourgeoise », dans laquelle « Lénine voyait un grand progrès historique ». M. Medvedev conclut : « Il serait d'un sectarisme inadmissible de renoncer à utiliser de manière critique et créatrice les formes démocratiques qui résistent du progrès social et qui sont en fait le patrimoine de la culture humaine universelle. »

Tout cela n'est pas entièrement nouveau, mais la différence d'accent avec la période précédente est considérable. En même temps, la révision pose au moins deux questions, visiblement non encore digérées. La première se rapporte à ces « valeurs universelles de l'humanité » mises sur le pavé par les nouveaux dirigeants. On veut bien croire, avec M. Chevardnadze, que la couche d'« hommes » ne se divise pas entre socialistes et capitalistes. Mais c'est un fait que dans les nombreux colloques et conférences qui mettent en scène Soviétiques et Occidentaux pour défricher ces thèmes communs, on a toujours du mal à sortir de l'écologie et des considérations un peu trop générales sur la culture et les droits de l'homme. D'autant qu'un nouveau conformisme a succédé à l'ancien : les participants soviétiques hésitent à se contredire entre eux, ce qui limite l'originalité des suggestions.

Une autre question est celle des retombées de tout cela sur les relations avec le tiers-monde, sur l'attitude envers le mouvement de libération nationale, en lequel Khrouchtchev puis Brejnev voyaient la principale « réserve » d'expansion de leur système. Malgré les coups de chapeau de rigueur, la nouvelle attitude de Moscou signifie clairement la fin de la solidarité obligatoire, de la période où il suffisait aux dirigeants des pays en développement de se proclamer anti-américains et de verrouiller leur pouvoir par un parti unique pour prétendre obtenir un soutien de Moscou.

D'une part, la situation économique de l'URSS ne le permet plus. D'autre part, l'hostilité à l'Occident, la recherche d'ennemis réels ou supposés ne sont plus des critères dès lors que l'on proclame le primat des valeurs universelles et la nécessité de l'interdépendance. Enfin les conceptions militaristes de l'expansion du socialisme ont été battues en brèche en Afghanistan, et elles ne sont plus de mise non plus en Angola

et au Cambodge : non seulement parce que le « Panzercommunisme » cher à Brejnev a donné un mauvais image du socialisme, mais aussi parce que le bien-fondé de la « voie socialiste » elle-même doit être reconsidéré.

Dans son rapport de juillet, M. Chevardnadze avait déjà admis qu'un règlement politique n'était devenu possible en Afghanistan qu'à la fin de 1985, « lorsque les dirigeants afghans surent se décider quant au caractère de la révolution d'avril en tant que révolution démocratique nationale et, partant, évoluer avec réalisme ses perspectives ». Autrement dit, quand ces dirigeants renoncèrent à voir dans le coup d'Etat communiste de 1978 un « octobre afghan » devant conduire à un Etat de type soviétique. Or le ministre soviétique ajoute que la portée de cet exemple « va au-delà de l'Afghanistan ».

Mais c'est au vieux stalinien Leonid Brejnev, encore vice-ministre des affaires étrangères à quarante-deux ans, qu'il revenait d'écarter les vérités les plus dures en résumant les débats de la même conférence sur les pays en développement. « La consolidation escomptée du mouvement de libération nationale et du système socialiste ne s'est pas réalisée, dit-il. Pour des raisons objectives et subjectives, les pays d'orientation socialiste ne sont pas devenus, hélas ! des phares du progrès social dans le tiers-monde. »

A la recherche d'un Mao

L'orateur rassurait certes en affirmant qu'une majorité de participants au débat avaient tout de même réaffirmé la « consistance » de la « voie socialiste », mais d'autres avaient été d'un avis contraire. Et M. Chevardnadze devait préciser dans sa conclusion que l'objectif était de « promouvoir des relations normales » avec tous, tant avec les pays d'orientation socialiste qu'avec les autres, et qu'il fallait « dans tous les cas, tendre à l'efficacité maximale de la coopération ». Autrement dit, les pays politiquement proches ne seront pas les seuls amis, et ils ne bénéficieront plus de l'indulgence passée quant à l'utilisation de l'aide soviétique.

Bien sûr, on n'assistera pas de sitôt à la fin de l'aide à Cuba, au Vietnam, à la Syrie et à quelques autres pays de la « mouvance » socialiste. Mais tout cela témoigne que le débat est ouvert et qu'il pourrait déborder au plan international. Autant, en effet, les « partis frères » et autres mouvements assimilés ne peuvent se permettre, au nom du principe de la non-ingérence, de critiquer la perestroïka interne, autant ils pourraient choisir l'angle d'attaque de la « internationalisme prolétarien » pour dénoncer ses retombées à l'extérieur.

Il est vrai qu'il n'y a plus de Mao pour lever cet étendard, comme à la fin des années 50 contre Khrouchtchev. Même un Fidel Castro, par exemple, est trop dépendant de Moscou pour prendre le relais de la même façon. Mais il est probable que le tremblement de terre d'Arménie, en empêchant M. Gorbatchev de se rendre à La Havane, a retardé une grande explication.

MICHEL TATU.

Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe

Les nouvelles négociations sur les armes conventionnelles devraient s'ouvrir le 21 février

Le projet de document final présenté mardi 3 janvier à Vienne à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe par les pays neutres et non alignés doit être étudié dans les prochains jours dans les capitales des trente-cinq pays participant à la CSCE. Il est approuvé par tous, la conférence pourrait s'achever, comme l'ont proposé les Autrichiens, par une séance de clôture du 17 au 19 janvier.

Ce texte comprend notamment un calendrier des conférences de suivi de la CSCE. Il prévoit que la prochaine conférence-bilan, du type de celle qui s'achève à Vienne, s'ouvrira le 24 mars 1992 à Helsinki. Dans le domaine des droits de l'homme, trois réunions de suivi sont prévues : du 30 mai au 23 juin 1989 à Paris, du 5 juin au 29 juillet 1990 à Copenhague et du 22 octobre au 15 novembre 1991 à Moscou. D'autres réunions sont proposées concernant la coopération économique (en mars 1990 à Bonn), l'environnement (en octobre 1989 à Sofia), les sciences (en avril 1991 à Erice en Italie), l'information (en avril 1989 à Londres), le patrimoine culturel (en mai 1991 à Cracovie) ; enfin le texte propose deux réunions, sur le règlement pacifique des diffé-

rends et sur la Méditerranée, dans des lieux à déterminer.

Les pays membres de l'OTAN et du Pacte de Varsovie mettront enfin la dernière main à la rédaction du mandat des négociations sur le désarmement conventionnel qui doit figurer en annexe du document final. Ces négociations devraient s'ouvrir à Vienne dès le 21 février prochain. Une seule question reste à régler : celle de la délimitation de la zone géographique concernée. L'URSS n'a en effet pas encore

approuvé les dernières propositions d'Ankara visant à exclure du champ de la négociation une bande du territoire turc faisant face à l'Irak, l'Irak et la Syrie.

Les pays participant à la conférence de Vienne ne semblent en revanche pas s'inquiéter des dernières déclarations de M. Ceausescu (*Le Monde* du 4 janvier), nous indiquant que notre correspondant, Waltraud Baryl, ils notent en effet que la Roumanie a elle aussi fait connaître son désir de voir s'achever rapidement la conférence de Vienne.

Toute **L'**actualité **D'**Israël
en une seule ligne.

45 63 12 33

FRANÇOIS DE ROSE.

★ *Le Jour le plus court*, d'Andreï Soussan, Ed. Robert Laffont, 360 pages, 95 F.

Afrique

La question du Sahara occidental

Le roi Hassan II reçoit une délégation du Front Polisario

Une délégation du Front Polisario est arrivée, mardi 3 janvier en fin d'après-midi, par avion spécial, à l'aéroport militaire de Benguerich, à 70 kilomètres au nord de Marrakech, pour rencontrer le roi Hassan II qui séjourne dans la capitale du Sud marocain. L'arrivée de cette délégation, qui a été accueillie par des membres du service de la protection royale, a été entourée de la plus grande discrétion (le Monde du 4 janvier).

Le premier contact direct entre le roi Hassan II et la délégation sahraïenne, conduite par M. Béchir Mustapha Sayed, le « numéro deux » du Front Polisario, devait avoir lieu mardi soir, à 20 heures, à Alger. Aucune confirmation de cette rencontre n'avait cependant été donnée, mercredi, du côté marocain.

La décision d'envoyer une délégation au Maroc a été prise, le 23 décembre, par le comité exécutif du Front Polisario après que le roi Hassan II ait déclaré à l'hebdomadaire *le Point* qu'il était prêt à recevoir des dirigeants sahraïens « en tant que Polisario ». Il avait toutefois précisé qu'il s'agissait simplement de « discuter » et non pas de « négocier ».

De source sahraïenne à Alger, on estime « peu probable que la rencontre débouche sur des résultats concrets dans l'immédiat ». On souligne que cette entrevue permettra de « décrire » la situation et de « briser le mur psychologique » qui sépare les deux parties en conflit au Sahara occidental depuis treize ans.

● **SOUDAN** : grave illégitimité des magistrats. — La situation semblait toujours bloquée mardi 3 janvier au Soudan, où persiste la malaise politique et social conduisant aux violentes manifestations contre la hausse des prix.

La contestation s'est aggravée lundi avec la décision des magistrats soudanais d'entamer une grave illégitimité pour protester contre « les ingérences du pouvoir exécutif dans les affaires judiciaires ». Les juges ont menacé de démissionner collective-

ment si l'indépendance de la magistrature n'était pas respectée. L'actuel ministre de la justice est M. Hassan El Tourabi, chef du Front national islamique. En vertu de la constitution, le pouvoir judiciaire est indépendant et n'est pas responsable devant le gouvernement. Le premier ministre, M. Sedek El Mahdi, a souligné de son côté que le Soudan faisait face à d'importants déficits — tant de son budget que de sa balance commerciale. — (AFP.)

Le Front Polisario a, depuis longtemps, appelé à des « négociations directes » avec le Maroc sur la base des résolutions de l'ONU et de l'Organisation de l'unité africaine (OUA). Des pourparlers indirects ont donc été organisés par M. Javier Perez de Cuellar, et ont abouti, en août, à un accord de principe pour l'organisation d'un référendum d'autodétermination au Sahara occidental. Mais reste en l'air la présence de l'armée et de l'administration marocaine dans les régions contestées pendant cette consultation.

Le chef de l'Etat algérien, M. Chadli Benjedid, n'est pas étranger à ce rapprochement spectaculaire entre le Maroc et le mouvement sahraïen. On estime dans des milieux diplomatiques de Rabat qu'après la normalisation des rapports maroco-algériens « la situation est plus que jamais propice à un règlement pacifique et négocié » du problème du Sahara occidental. On note, à cet égard, que M. Abdelhazid Mehdi, ancien ambassadeur d'Algérie au Maroc, a récemment « remis deux » du FNL, vient de se rendre à Marrakech, où il a remis un message du président Chadli au roi Hassan II.

Les observateurs relèvent, d'autre part, que le roi a multiplié ces derniers mois des déclarations dans lesquelles il se disait séduit par le système fédéral onest-allemand. « J'ai toujours dit depuis le début de mon règne que le seul moyen de résoudre nos problèmes est de nous rapprocher de l'exemple des Länder allemands », avait-il déclaré au Monde (le Monde du 3 août).

CANBERRA
de notre envoyé spécial

Deux événements ont remis l'opinion australienne au cours des dernières semaines de 1988 : tout d'abord la crise diplomatique entre Canberra et Belgrade, à la suite de la fermeture du consulat général yougoslave à Sydney. Celui-ci avait refusé de livrer à la police un garde qui avait ouvert le feu contre des manifestants croates. Ensuite le feuillet de l'« Enquête Fitzgerald », véritable « Dallas », façon australienne, au cours duquel une commission présidée par le juge du même nom s'est penchée sur la corruption dans l'Etat du Queensland.

Dirigé d'une main de fer de 1968 à 1987 par le redoutable Sir John Bjelke-Petersen au nom du conservatisme le plus pur et dur, le Queensland — surnommé, par analogie avec le « Deep South » américain, le « Nord profond » — s'est révélé aux Australiens, pourtant blasés par les scandales, comme un monde gangrené par la corruption, les pots-de-vin et les affaires.

Chaque jour a révélé son lot d'histoires juissées, de fils vireux ou de politiciens iniques dans des scandales d'affaires et des trafics d'influence, fermant les yeux sur le trafic de la drogue, la prostitution et les paris clandestins, alors que servait une censure des plus pudibondes. Sur « cela », John », et qui, sans doute également par hasard, permettait aux généraux donateurs d'obtenir le contrat convoité. D'un « gentleman » inconnu de Hongkong à une société française de travaux publics, en passant par des Japonais, une banque allemande, de nombreux hommes d'affaires ont ainsi contribué à

arrondir la pelote des collaborateurs de « John », ou à l'aider à régler des dettes familiales de plusieurs millions de dollars. Mais le parangon d'éthique de l'ordre moral, interrogé par la commission, semble avoir tout oublié ou n'avoir jamais rien vu des méfaits de ceux que l'on surnommait le « Rat pack » (la bande de rats). La commission a terminé ses travaux le 9 décembre (des poursuites pourront être engagées plus tard), au grand désespoir d'une opinion captivée par ce déballage quotidien de scandales.

C'est pourtant la publication par M. John Howard, le chef de l'opposition conservatrice, de son nouveau programme politique dans la perspective d'élections anticipées d'ici à la fin de 1989 qui aura été l'événement le plus marquant de cette fin d'année. Initialement, il est temps de penser clairement : et illustré d'une famille posant devant son pavillon de banlieue, ce texte, rendu public à la veille des vacances australiennes, est destiné à attirer des électeurs qui ont, par trois fois depuis 1983, accordé leur confiance au gouvernement travailliste de M. Bob Hawke.

Un dirigeant de l'opposition, M. Eggleston, s'attend qu'il devienne le sujet de conversation des familles devant leur traditionnel barbecue. Brocardé par M. Hawke, et d'abord accueilli avec dérision par les médias, ce programme « vendu » avec l'aide d'une société de publicité, fait désormais réfléchir : nostalgique du « bon vieux temps », des valeurs familiales et de l'ordre public, des « petits » opprimés par les « gros » (administration, syndicats, patrons), ce catalogue aux tonalités populistes est parfaitement ciblé sur les craintes d'une société devenue plus conservatrice en réaction contre la permissivité des années 60 et 70, comme l'a écrit dans le *Financial Review* P. McGuinness. Chef de l'opposition en Nouvelle-Galles du Sud et représentant de la nouvelle vague travailliste, M. Bob Carr reconnaît pour sa part que le problème de la sécurité est devenu « un thème populaire en raison de l'augmentation des vols,

de l'insécurité dans les rues ou de la drogue (1) ».

M. Hawke, qui prépare sa réponse — et qui promet des allègements fiscaux aux classes moyennes pour 1989 — devra faire face à une année difficile. En dépit des importants succès économiques remportés grâce à la connivence du gouvernement avec les syndicats et les patrons — qui a permis la réalisation de réformes hardies en faisant l'économie de troubles sociaux — et de la popularité de son chef, le Labor est pourtant rien moins que sûr de remporter les prochaines législatives.

Déclic des idéologies

Pis encore, après avoir perdu en mars le contrôle du principal Etat du pays, la Nouvelle-Galles du Sud, à la suite d'une série de scandales s'ajoutant à l'usure du pouvoir, il risque une nouvelle défaite en Australie occidentale, où le gouvernement travailliste local a pâti de son association avec des hommes d'affaires et des spéculations ont mal tourné.

Car ce n'est pas la moindre des contradictions de ce pays que de voir les dirigeants de gauche au mieux avec cette nouvelle génération d'industriels de capitaux d'industrie de taille internationale, les Alan Bond ou Sir Peter Abeles.

Au point que, face aux critiques conjuguées de ses adversaires et de ses amis, M. Hawke se montre moins en public avec eux et multiplie la rencontre avec les gens ordinaires. « L'association ouverte du premier ministre avec ses riches amis est devenue un facteur politique, ce qui n'aurait pas dû être, et a déconcentré une partie du Labor », reconnaît M. Carr.

L'idéologie n'est décidément plus de mode en Australie. « Le principal enjeu n'est plus l'idéologie, mais les résultats et la compétence. Nous assistons à un glissement mondial vers la droite, à une convergence des politiques. L'opposition déshabillée gauche-droite a vécu, nous sommes arrivés par la réalité d'aujourd'hui », affirme le nouveau premier ministre de Nouvelle-Galles

du Sud, M. Nick Greiner, un de ces jeunes jours du Parti libéral, qui ne paraît pas si éloigné de jeunes travailleurs de droite, au point d'avoir apporté son soutien à la politique du ministre des finances, M. Keating.

Privés d'arguments par le virage à droite du Labor, qui a pris la crise à bras-le-corps en déréglant et en ouvrant au monde extérieur une économie sclérosée et malade du protectionnisme, ce dont ils n'avaient pas été capables, les conservateurs entendent prouver que « nous saurons mieux faire », comme nous dit M. Eggleston.

Longtemps divisée, l'opposition — coalition du Parti libéral et du Parti national — s'efforce de redonner une image d'unité derrière M. Howard.

Mais ce dernier, contesté au sein de sa propre formation et la personnalité la moins populaire au yeux d'une opinion sceptique sur le monde politique, joue son va-tout avec un programme, collection de bonnes intentions, dont il s'est gardé de fixer le coût. Il compte sur l'impact de ce manifeste et sur les difficultés locales du Labor pour renverser la tendance au cours des prochains mois et s'affirmer enfin comme une alternative crédible à l'équipe Hawke-Keating. Ce ne sera pas chose aisée. Dans une interview publiée le 10 décembre par le *Financial Review*, M. Keating a comparé le premier ministre et lui-même à une paire d'araignées noires tissant leur toile pour enserrer leur rival. Image sans doute un peu forcée quand l'on connaît l'impatience de M. Keating à voir M. Hawke prendre sa retraite, mais qui montre que les travaillistes n'ont pas attendu pour lancer la contre-offensive.

PATRICE DE BEER.

(1) Devant la montée de la drogue, l'ordre des avocats a proposé le 6 décembre 1988 la législation pure et simple de la marijuana, déclarant : « Nous devons faire face au fait que la politique de répression accrue contre la toxicomanie a échoué ». L'hebdomadaire *The Bulletin* a pour sa part récemment tiré : « Pouvons-nous nous permettre de ne pas dire oui à la drogue ? ».

En vente dès aujourd'hui chez votre marchand de journaux.

A TRAVERS LE MONDE

Brésil

Le naufrage du bateau-mouche provoque un scandale

Le Bateau-Mouche-IV, qui a coulé en baie de Rio-de-Janeiro, le soir de la Saint-Sylvestre (le Monde du 3 janvier), en provoquant la mort de 53 personnes (avec un nombre encore indéterminé de disparus), était un bateau de plaisance construit il y a dix-huit ans pour une capacité de 20 personnes, a indiqué M. Elia Bazzara, propriétaire du chantier naval de Cerra Ltd, constructeur du navire. Les autorités policières brésiennes et les propriétaires du bateau sont en désaccord sur le nombre de passagers qui se trouvaient à bord le soir du réveillon, mais les chiffres cités par les uns (143 personnes) et par les autres (124) excèdent de toute manière largement la capacité prévue initialement par le chantier naval.

Dans un communiqué officiel publié lundi 2 janvier, le premier district naval a cependant précisé que la capacité maximale autorisée par les autorités était de 153 personnes, ce qui expliquait le feu vert accordé au navire pour prendre la mer. La note de la marine précise également que le bateau fournissait « toutes les conditions nécessaires de sécurité ». Une affirmation qui contredit celle des rescapés, qui affirment que seulement une trentaine de gilets de sauvetage se trouvaient à bord et que les sièges et meubles, non fixés, sont tombés sur les passagers. Une information judiciaire a été ouverte contre le propriétaire du bateau, M. Avelino Rivera, et celui de l'agence de tourisme organisatrice de la croisière, M. Francisco Gabriel Ribeiro. (AFP, Reuters.)

Etats-Unis

M. Dukakis ne briguera pas un nouveau mandat de gouverneur du Massachusetts

M. Michael Dukakis, candidat malheureux du Parti démocrate à l'élection présidentielle américaine, a annoncé mardi 3 janvier qu'il ne serait pas candidat à sa propre succession comme gouverneur du Massachusetts à la fin de son mandat en 1990, mais il s'est refusé à exclure une nouvelle candidature à la présidence en 1992.

Salvador

Arrestation d'un ressortissant français

Un ressortissant français, M. Philippe Revelli, a été arrêté, lundi 2 janvier, dans la capitale salvadorienne pour un motif qui n'a pas été précisé, a annoncé, mardi, l'ambassade de France à San-Salvador. M. Revelli, un professeur de guitare, âgé de quarante ans, a été appréhendé par la police à la sortie de son hôtel, alors qu'il s'apprêtait à prendre des photos.

Le secrétaire général de l'Association France-Amérique latine, M. Gérard Fenoy, a indiqué dans un communiqué que le musicien français — qui appartient à son organisation — dirigeait une délégation de syndicalistes et d'enseignants du département du Nord vers les travailleurs du Salvador, la délégation est arrivée au Salvador le 24 décembre avec du matériel sanitaire et scolaire. M. Fenoy a précisé que le musicien, qui joue avec un groupe folklorique de Villeneuve-d'Ascq, est un « militant des droits de l'homme et un responsable de France-Amérique latine qui parle parfaitement l'espagnol et n'a rien d'un agitateur fanatique ». La mission diplomatique française à San-Salvador s'efforçait, mardi, d'obtenir la libération de M. Revelli, a indiqué un porte-parole de l'ambassade. — (AFP.)

Turquie

Amnesty International dénonce de nouveau les violations des droits de l'homme

« Les autorités turques n'ont fait aucun effort perceptible pour changer la brutale réalité de la torture, des morts en détention, des emprisonnements politiques et des procès injustes », estime Amnesty International.

En novembre et en décembre, l'organisation humanitaire a demandé au gouvernement d'Antank de mettre un terme aux violations des droits de l'homme. Les ambassades de Turquie dans plusieurs pays ont adressé à Amnesty International des explications « non satisfaisantes », indique le rapport. En revanche, « le gouvernement a lancé une grande campagne de relations publiques afin d'améliorer son image à l'étranger ».

Pour Amnesty International, « tous les détenus politiques réclament d'être torturés : les autorités refusent d'être entrées au Conseil de sécurité et elles n'ont pas dit clairement au personnel chargé de l'application des lois que la torture n'est pas tolérée ».

L'organisation estime que les autorités turques, bien qu'elles aient révisé, en février 1988, la convention européenne pour la prévention de la torture et, en août de la même année, la convention des Nations unies contre la torture, n'appliquent pas les dispositions contenues dans ces traités.

● **ETATS-UNIS** : le président Reagan veut une loi sur la violence de la main gauche. — Le président Ronald Reagan devrait signer samedi 7 janvier une opération à la main gauche afin de corriger une contre-contraction de son annuaire due à la malice de Dupuytren, a annoncé mardi la Maison Blanche. M. Reagan, qui sera hospitalisé vendredi soir au centre médical Walter-Reed de Washington, devrait y rester jusqu'à dimanche. La maladie de Dupuytren, du deuxième siècle, est une rétraction de l'aponévrose palmaire, qui entraîne une flexion irréductible du doigt. — (AFP.)

● Cinq nouveaux membres au Conseil de sécurité. — Cinq nouveaux pays — Canada, Colombie, Éthiopie, Finlande et Malaisie — ont fait leur entrée au Conseil de sécurité de l'ONU où ils occuperont des fautes de membres non permanents jusqu'au 31 décembre 1990. Ils remplaceront l'Argentine, l'Italie, le Japon, la RFA et le Zambie dont les mandats étaient arrivés à expiration. La composition du Conseil, cette année, est la suivante : Algérie, Brésil, Canada, Chine, Colombie, États-Unis, Éthiopie, Finlande, France, Malaisie, Népal, Royaume-Uni, Sénégal, URSS, Yougoslavie. Ce Conseil devrait avoir une tonalité plus « progressiste », selon les milieux diplomatiques. Les non-alignés s'y retrouvent en force (sept des quinze appartiennent au mouvement contre lui en 1988 et cinq en 1987), et la Finlande, pays neutre, partagera nombre de leurs préoccupations. — (AFP.)

Océanie

AUSTRALIE

L'opposition lance une campagne pour un retour aux valeurs traditionnelles

de l'insécurité dans les rues ou de la drogue (1) ».

M. Hawke, qui prépare sa réponse — et qui promet des allègements fiscaux aux classes moyennes pour 1989 — devra faire face à une année difficile. En dépit des importants succès économiques remportés grâce à la connivence du gouvernement avec les syndicats et les patrons — qui a permis la réalisation de réformes hardies en faisant l'économie de troubles sociaux — et de la popularité de son chef, le Labor est pourtant rien moins que sûr de remporter les prochaines législatives.

Déclic des idéologies

Pis encore, après avoir perdu en mars le contrôle du principal Etat du pays, la Nouvelle-Galles du Sud, à la suite d'une série de scandales s'ajoutant à l'usure du pouvoir, il risque une nouvelle défaite en Australie occidentale, où le gouvernement travailliste local a pâti de son association avec des hommes d'affaires et des spéculations ont mal tourné.

Car ce n'est pas la moindre des contradictions de ce pays que de voir les dirigeants de gauche au mieux avec cette nouvelle génération d'industriels de capitaux d'industrie de taille internationale, les Alan Bond ou Sir Peter Abeles.

Au point que, face aux critiques conjuguées de ses adversaires et de ses amis, M. Hawke se montre moins en public avec eux et multiplie la rencontre avec les gens ordinaires. « L'association ouverte du premier ministre avec ses riches amis est devenue un facteur politique, ce qui n'aurait pas dû être, et a déconcentré une partie du Labor », reconnaît M. Carr.

L'idéologie n'est décidément plus de mode en Australie. « Le principal enjeu n'est plus l'idéologie, mais les résultats et la compétence. Nous assistons à un glissement mondial vers la droite, à une convergence des politiques. L'opposition déshabillée gauche-droite a vécu, nous sommes arrivés par la réalité d'aujourd'hui », affirme le nouveau premier ministre de Nouvelle-Galles

du Sud, M. Nick Greiner, un de ces jeunes jours du Parti libéral, qui ne paraît pas si éloigné de jeunes travailleurs de droite, au point d'avoir apporté son soutien à la politique du ministre des finances, M. Keating.

Privés d'arguments par le virage à droite du Labor, qui a pris la crise à bras-le-corps en déréglant et en ouvrant au monde extérieur une économie sclérosée et malade du protectionnisme, ce dont ils n'avaient pas été capables, les conservateurs entendent prouver que « nous saurons mieux faire », comme nous dit M. Eggleston.

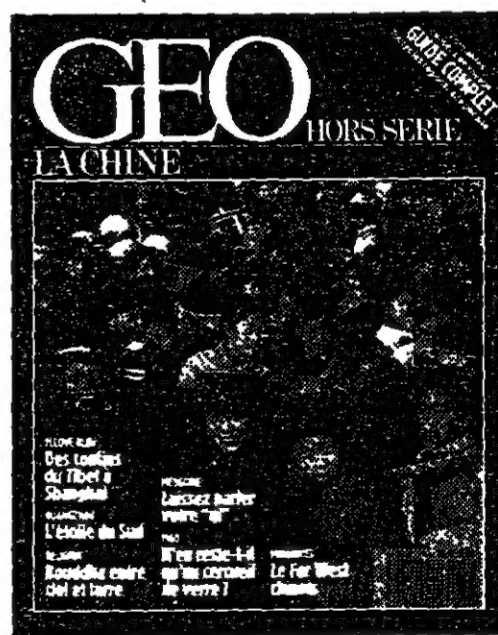
Longtemps divisée, l'opposition — coalition du Parti libéral et du Parti national — s'efforce de redonner une image d'unité derrière M. Howard.

Mais ce dernier, contesté au sein de sa propre formation et la personnalité la moins populaire au yeux d'une opinion sceptique sur le monde politique, joue son va-tout avec un programme, collection de bonnes intentions, dont il s'est gardé de fixer le coût. Il compte sur l'impact de ce manifeste et sur les difficultés locales du Labor pour renverser la tendance au cours des prochains mois et s'affirmer enfin comme une alternative crédible à l'équipe Hawke-Keating. Ce ne sera pas chose aisée. Dans une interview publiée le 10 décembre par le *Financial Review*, M. Keating a comparé le premier ministre et lui-même à une paire d'araignées noires tissant leur toile pour enserrer leur rival. Image sans doute un peu forcée quand l'on connaît l'impatience de M. Keating à voir M. Hawke prendre sa retraite, mais qui montre que les travaillistes n'ont pas attendu pour lancer la contre-offensive.

PATRICE DE BEER.

(1) Devant la montée de la drogue, l'ordre des avocats a proposé le 6 décembre 1988 la législation pure et simple de la marijuana, déclarant : « Nous devons faire face au fait que la politique de répression accrue contre la toxicomanie a échoué ». L'hebdomadaire *The Bulletin* a pour sa part récemment tiré : « Pouvons-nous nous permettre de ne pas dire oui à la drogue ? ».

PREMIER HORS-SÉRIE GEO. LA CHINE D'AUJOURD'HUI : L'EMPIRE DU CHANGEMENT.



- Une autre longue marche pour la Chine : les premiers pas vers la modernisation.
- Comment la Chine vit-elle sa mutation ?
- Découvrez dans Géo les nouvelles passions des Chinois.
- Dans Géo également, un guide complet avec les indispensables conseils de voyages et toutes les informations pratiques.

En vente dès aujourd'hui chez votre marchand de journaux.

Asie

CHINE : les incidents avec les étudiants africains

Du mécontentement catégoriel aux manifestations racistes

Le secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine a rencontré, le 2 janvier, l'ambassadeur de Chine à Addis-Abeba pour lui demander d'intervenir en vue de mettre fin aux « conditions lamentables » des étudiants africains en

Chine. L'ambassade libyenne dans la capitale éthiopienne a annoncé que Tripoli mettait à la disposition des 1500 étudiants africains séjournant en Chine des bourses pour leur permettre d'échapper à l'« oppression et aux difficultés ».

PÉKIN

de notre correspondant

Tranquillement installé sur son lit à l'heure où il est d'habitude en cours, Mamadou a un petit rire sarcastique et laisse tomber avec humour : « Cette affaire est une bénédiction déguisée : les étudiants chinois refont ici l'unité de l'Afrique... ». Ni lui ni ses quinze camarades rassemblés dans la petite chambre exigée à deux lits de l'institut des langues de Pékin ne voudront décliner leur nationalité : « Ici, c'est l'Afrique, disent-ils. Les étudiants chinois qui nous traitent d'animaux n'ont pas cité un nom de pays africain en particulier, ni un nom d'individu. Ils nous ont identifiés comme « africains ». Nous répondons sur le même ton. »

La réponse, dans la matinée du mercredi 4 janvier, à la manifestation anti-africaine des étudiants chinois la veille, c'est le boycottage des cours par « les Africains » — ils sont environ trois cents dans cet institut modèle sur les mille étudiants étrangers venus apprendre le chinois. Ils sont restés dans leurs dortoirs, se contentant de rédiger une déclaration commune à remettre aux diplomates de leurs ambassades. « Nous ne voulons pas faire le moindre geste qui puisse fournir un prétexte aux étudiants chinois pour nous attaquer. Nous préférons rester dans nos dortoirs parce que nous avons peur pour notre sécurité. » La déclaration, en français et en anglais, demande qu'il soit mis un terme au climat d'insécurité et que la dignité des Noirs soit respectée, et dénonce le « nouvel apartheid » que les étudiants d'Afrique disent retrouver en Chine.

Cherchez la femme !

La manifestation de lundi, à laquelle ont participé peut-être la moitié des deux cents étudiants chinois vivant sur le campus, a été la goutte d'eau faisant déborder le vase. Mais, l'impression d'ajouter les Africains de l'institut, « il faut bien comprendre que ce n'est pas un problème spécifiquement africain. Il y a un sentiment de jalousie chez les étudiants chinois contre tous les étudiants étrangers », dont les bourses sont trois fois supérieures.

« Ce que nous ne voulons pas, c'est qu'ils transfèrent en problème raciste un mécontentement dirigé contre leur propre gouvernement. » De fait, le prétexte à la manifestation de lundi semble encore plus mince que celui qui avait donné lieu à l'agitation de Nanjing. La solidarité africaine s'étend aux autres instituts où des

incidents se sont produits : Nanjing, mais aussi Hangzhou, avec la grève des cours des étudiants, accusés de porter le virus du SIDA, et Wuhan, où un incident s'est également déroulé à la veille du Nouvel An.

Sans être aussi spartiates que les conditions de vie des étudiants chinois, celles de leurs condisciples africains sont plus rudes que pour les étudiants occidentaux : leurs gouvernements ne leur payent pas souvent un billet d'avion pour retourner au pays pendant cinq à six ans. Le problème ne tarde jamais à se focaliser sur les relations avec de petites amies chinoises : il est directement évoqué avec l'attaché culturel de la mission diplomatique de Pékin qui les reçoit avant le départ pour la Chine. « Ils nous ont dit à tous que nous aurions le droit d'avoir une amie chinoise. Comment pourrait-on demander à quelqu'un de venir pour six mois ici sans cela ? »

FRANCIS DERON.

AFGHANISTAN

M. Vorontsov va rencontrer à nouveau les représentants de la résistance afghane à Islamabad

A la veille des entretiens prévus à Islamabad entre les représentants des moudjahidins afghans et M. Jouri Vorontsov, premier vice-ministre soviétique des affaires étrangères et ambassadeur à Kaboul, M. Sibghatullah Mojaddedi, nouveau président des sept partis de la résistance, a annoncé, mardi 3 janvier, la convocation prochaine d'une assemblée provisoire. « Le temps manque pour organiser des élections, et nous avons décidé de désigner une shura provisoire », a déclaré M. Mojaddedi, qui a pris la tête de la coalition depuis le début de l'année. Cette assemblée, qui sera composée à 40 ou 50 % de commandants de la résistance intérieure et où les sept partis seront représentés à égalité, se réunira vers la mi-février.

C'est à cette date que les troupes soviétiques devraient avoir évacué l'Afghanistan, en vertu de l'accord signé l'an dernier à Genève. M. Vorontsov a toutefois laissé planer un doute sur ce retrait qui, a-t-il déclaré à son arrivée à Islamabad, dépendra des événements. « Il y aura un changement de gouvernement en Afghanistan », a-t-il ajouté.

M. Mojaddedi a indiqué que l'alliance demanderait à M. Vorontsov le retrait complet et inconditionnel du corps expéditionnaire soviétique, la destitution du régime de M. Najibullah et la reconnaissance d'un gouvernement issu de la résistance. C'est à peu près dans les mêmes termes que se sont exprimés les dirigeants pro-iraniens de la

résistance rencontrés à Téhéran par M. Vorontsov. Leur porte-parole, M. Mohammad Karim Khalili, a déclaré au négociateur soviétique que Moscou devait adopter une « politique réaliste » et cesser de soutenir « le régime actuel qui doit disparaître de la scène en raison des crimes qu'il a commis ».

Au cours de son séjour à Téhéran, qu'il a quitté mardi, M. Vorontsov, qui était porteur d'un message de M. Gorbatchev, s'est aussi entretenu avec le président iranien, l'hojatoleslam Ali Khamenei. Ce dernier lui a déclaré, selon Radio-Téhéran, que son pays soutenait toute initiative permettant au peuple afghan de décider librement de la forme de son gouvernement. Pour sa part, Radio-Téhéran a reproché au Kremlin de « chercher, malgré le refus des moudjahidins, à garantir une participation de l'actuel régime de Kaboul à un futur gouvernement afghan » et d'« engager des pourparlers avec l'ex-roi Zahir Shah ». — (AFP).

● IRAN : Le vice-ministre des affaires étrangères à Moscou, M. Mohammad Javad Larjani, vice-ministre iranien des affaires étrangères, s'est entretenu, mardi 3 janvier à Moscou, avec M. Alexandre Bessmertnykh, premier vice-ministre soviétique des affaires étrangères. M. Larjani était arrivé en début de journée dans la capitale soviétique en compagnie d'un envoyé spécial de l'iran Khomeiny, l'ayatollah Abdollah Javad Amoli. — (AFP).

Proche-Orient

Au-dessus de la Méditerranée

La chasse américaine a abattu deux avions libyens

(Suite de la première page.)

M. Redman a, en outre, déclaré que les autorités américaines avaient discuté avec plusieurs gouvernements étrangers du « risque grave que crée le programme libyen d'armes chimiques ». Il s'est toutefois refusé à tout commentaire sur une éventuelle opération militaire américaine contre la Libye, une éventualité que le président Reagan n'avait pas écartée et qui a suscité de vives inquiétudes chez les alliés européens des Etats-Unis. Lors du raid américain d'avril 1986 sur Tripoli, seule la Grande-Bretagne avait

soutenu ouvertement la politique suivie par Washington à l'égard du régime du colonel Kadhafi. Aujourd'hui, cependant, Londres a pris ses distances par rapport à d'éventuelles représailles américaines.

En tout état de cause, d'importants mouvements de la flotte américaine en Méditerranée étaient en cours mardi, qualifiés de « simple routine » par le département de la défense. Un porte-parole a ainsi assuré que le départ, il y a cinq jours, du port de Norfolk (Vir-

ginie) du porte-avions *Theodore Roosevelt* avec une escorte de douze navires était prévu de longue date et ne visait qu'à relever le groupe de combat du porte-avions *John F. Kennedy*, qui croise depuis six mois en Méditerranée.

Cette « relève », indique-t-on par ailleurs, avait été signalée depuis plusieurs semaines à des pays alliés des Etats-Unis dans la région, dont la France. Très moderne, le *Roosevelt* dispose d'un groupe aérien plus « offensif » que celui du *Kennedy*, comptant notamment des F-14 et des F-18. — (AFP, AP, Reuters.)

EGYPTE

Le neveu de Nasser se présente devant ses juges

LE CAIRE
de notre correspondant

Le procès de l'organisation terroriste Révolution égyptienne, responsable de plusieurs attentats contre des diplomates israéliens et américains, a repris le mardi 3 janvier au Caire. Au cours de l'audience, la Cour supérieure de la sécurité de l'Etat a libéré sous caution le neveu de l'ex-président Nasser, M. Gamal Chawki Abdel Nasser. Ce dernier, venant de Londres, s'était livré quelques heures plus tôt aux autorités de l'aéroport du Caire afin de prendre part au procès.

Il était, avec Khaled Abdel Nasser, le fils aîné de l'ancien raï, le seul des vingt accusés à avoir pris la fuite avant l'arrestation des membres présumés de Révolution égyptienne, en août 1987. Mais à la différence de Khaled, contre lequel le procureur a requis la peine de mort, Gamal Chawki, qui n'est que le dix-huitième accusé, ne risque qu'une légère peine de prison.

L'organisation Révolution égyptienne avait revendiqué quatre attentats qui ont fait, entre juin 1984 et mai 1987, deux morts et six blessés parmi les diplomates et fonctionnaires de l'Ambassade d'Israël au Caire et deux blessés légers chez les diplomates américains.

La prochaine séance du procès aura lieu le 24 janvier.

A. B.

La révolte des Palestiniens dans les territoires occupés

Les Etats-Unis et le CICR dénoncent les récentes mesures d'expulsion prises par Israël

Les Etats-Unis ont réaffirmé, mardi 3 janvier, leur opposition à la déportation de Palestiniens par Israël, affirmant qu'elle viole le droit international et ne renforce pas la sécurité de l'Etat hébreu. Le porte-parole du département d'Etat, M. Charles Redman, qui faisait allusion à la récente expulsion par Israël vers le Sud du Liban de trois Palestiniens des territoires occupés (le *Monde* du 3 janvier), a exprimé la « grave préoccupation » des amis d'Israël.

Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), pour sa part, a demandé « solennellement » à Israël de cesser les « expulsions », affirmant qu'elles constituent « des infractions à la 4^e convention de Genève » relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre. L'article 49 de cette convention stipule que les transferts forcés, en masse ou individuels, hors d'un territoire occupé sont interdits quel qu'en soit le motif.

A Jérusalem, le premier ministre, M. Itzhak Shamir, a assuré mardi des représentants des colonies de peuplement juives de la « détermination de son gouvernement à mettre fin aux troubles » dans les territoires occupés. Il s'est prononcé par la même occasion pour un « renforcement de la colonisation juive » dans ces mêmes régions. Le programme du nouveau gouvernement d'union nationale prévoit la construction de 5 à 8 nouvelles implantations israéliennes en 1989 et le développement des quelque 140 implantations existantes.

Enfin, la Knesset a voté mardi à une large majorité une motion excluant toute négociation entre Israël et l'O.L.P. Le Parlement s'est déclaré en faveur d'un dialogue avec des représentants arabes qui « rejettent le terrorisme et reconnaissent l'Etat hébreu », estimant que les dernières déclarations de M. Arafat à Genève ne remplissent pas ces conditions. — (AFP.)

(Publicité)

3^e SALON RÉGIONAL
DES NOUVEAUX CRÉATEURS EN ARTS PLASTIQUES
VILLE DE CHEVILLY LARUE
du 10 au 19 janvier 1989

Vernissage samedi 14 janvier à 17 heures

Centre culturel communal : 102, avenue du Général-de-Gaulle

Le Monde

PUBLICITÉ

TOURISME-GASTRONOMIE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4344

“Que Sais-je?” c'est aussi le droit!

Le droit canonique
par Dominique Le Tourneau - N° 779.

Le juge d'instruction
par Renaud Van Ruymbeke - N° 2429.

La Déclaration des Droits de l'Homme
et du Citoyen
par Jean Morange - N° 2408.

Textes sur les libertés publiques
par Jean-Claude Masclat - N° 2407.

Le casier judiciaire
par Christian Elek - N° 2419.

Le droit de la concurrence
par Yves Chaput - N° 2413.

Textes de droit budgétaire Français
par Bernard Poujade - N° 2417.

Le droit japonais
par Jean-Hubert Moutry - N° 2421.

Chaque volume 128 pages - 28 F.



COLLECTION “QUE SAIS-JE?”
l'encyclopédie au format de poche

Le Monde
PUBLICITÉ LITTÉRAIRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4356

Nous avons le plaisir de vous annoncer que le :

PREMIER SYMPOSIUM INTERNATIONAL SUR LA COMMUNICATION POLITIQUE SE DEROUlera A MONTREUX (SUISSE)

Un forum unique réunissant des politiciens et des décideurs en communication politique, qui pourront discuter des problèmes cruciaux de la communication politique d'aujourd'hui. Vous découvrirez de nouveaux concepts, rencontrerez les plus grands professionnels du monde, partageriez et échangerez vos idées, connaissances et expériences au-delà des frontières nationales.

De nos jours, les techniques et outils de communication ainsi que l'impact sans précédent des médias, ont créé de nouvelles exigences que se doivent de satisfaire les gouvernements, les partis politiques et les politiciens.

Le désir d'utiliser la meilleure communication possible est aujourd'hui une nécessité absolue. Cette communication, hier considérée comme un art, est actuellement devenue une science.

Un symposium pour les leaders dans le domaine de la communication politique.

Si vous désirez faire réagir un citoyen d'une manière encore plus efficace face aux issues politiques de son pays, vous êtes invités à participer activement à ce Symposium, unique en son genre dans le monde entier. La très belle ville de Montreux (Suisse), située au bord du lac de Genève, vous propose un large éventail de possibilités pour l'organisation de conférences et de tables rondes.

Afin d'obtenir de plus amples renseignements sur cet événement unique, veuillez remplir le coupon ci-joint et nous le retourner par poste ou par télécopie 15-41-1-391-9320 ou téléphoner au : 15-41-1-391-20-00.

Symposium International
sur la communication politique
Bahnhofstrasse 17, P.O. Box
CH-8702 Zollikon-Stadion (Suisse)

COUPON

Je suis intéressé par le Symposium International sur la communication politique ; merci de bien vouloir m'adresser votre programme complet.

Nom : _____ Prénom : _____

Fonction : _____

Société ou organisme : _____

Adresse complète : _____

Téléphone : _____ Télécopie : _____

Merci de renvoyer ce coupon-réponse à :
Symposium International sur la communication politique
Bahnhofstrasse 17, P.O. Box CH-8702 Zollikon-Stadion, Suisse.

Politique

La préparation des élections municipales

Les négociations continuent entre le PC et le PS

La rencontre entre le PS et le PCF sur la préparation des élections municipales s'est achevée, mercredi 4 janvier, au siège du Parti communiste, sans que les participants parviennent à conclure après une heure trente d'entrevue.

MM. Marcel Debarge et Gérard Collomb (PS), d'une part, Paul Laurent et Claude Billard (PCF), d'autre part, sont convenus de se revoir, jeudi, au siège du Parti socialiste.

Selon M. Laurent, les dirigeants des deux partis ont échangé « une nouvelle fois [leurs] vues ». Il a affirmé que les discussions « progressent » en vue de « réaliser un accord ». La pro-

chaine rencontre se déroulera, a-t-il précisé, « après avoir consulté nos directions respectives ».

Sans en donner le détail, le dirigeant communiste a indiqué : « On a avancé sur un certain nombre de problèmes, et on travaille pour réaliser un accord. » Pour sa part, M. Debarge a déclaré : « Il y a une volonté de surmonter les questions qui restent en litige. »

Aucune date n'a encore été fixée pour une rencontre au sommet entre MM. Georges Marchais, secrétaire général du PCF, et Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS.

Les socialistes, qui avaient décidé de bloquer toute négociation locale sur la formation de listes communes, depuis la mi-novembre, jusqu'à la conclusion d'un tel accord national, estiment que celui-ci doit comporter trois éléments : la prise en compte de l'évolution du rapport de forces électoral entre les deux partis depuis 1983, année des dernières élections municipales ; le « respect » par le PCF des candidats désignés par le PS, qu'ils soient issus de ses rangs ou qu'il s'agisse de personnalités d'ouverture ; l'adoption d'une déclaration politique, précisant la position des communistes face au gouvernement de M. Michel Rocard.

Les communistes, qui refusaient initialement la conclusion d'un accord national et lui préféraient des négociations locales, demandent la reconduction des listes de 1983, que ce soit dans les municipalités de gauche ou dans celles que la droite avait alors conquises, particulièrement au détriment du PCF. Ils refusent de participer aux listes des maires centristes de Metz et Auzerre, MM. Jean-Marie Rausch et Jean-Pierre Soisson, ministres de M. Rocard. Ils n'envisagent pas de déclaration politique allant au-delà d'un appel à l'union dans les villes, afin de « barrer la droite ».

La précédente rencontre du 21 décembre avait été considérée

par M. Debarge comme l'indice d'une « évolution », par le fait même qu'elle ait eu lieu — alors que la première entrevue, le 26 octobre, avait été marquée par une fin de non-recevoir de la part du PCF — et parce que M. Laurent avait accepté le principe d'une discussion au niveau des états-majors pour régler les cas « litigieux ». Cependant, les communistes maintiennent que le rapport de forces ne s'est pas sensiblement modifié depuis 1983 entre les deux partis et ils ne paraissent pas disposés à prendre quelque engagement que ce soit vis-à-vis du gouvernement.

M. Debarge avait indiqué, mardi, dans un entretien publié par le Figaro, que « la personnalité d'un maire compte dans une commune », mais qu'il « convient » de tenir compte des évolutions électorales lors des différentes consultations. M. Roland Leroy, membre du bureau politique du PCF, avait réaffirmé, de son côté, sur France-Inter, l'hostilité de son parti à toute « primaire ». En d'autres termes, les communistes refusent que dans les municipalités qu'ils détiennent, et où les socialistes revendiquent la tête de liste, les deux partis puissent se mesurer au premier tour de scrutin et s'unir au second, comme le permet la loi électorale.

Faute d'accepter une telle démarche, les communistes rendent diffi-

cile la conclusion d'un accord avec les socialistes. Ceux-ci ont, en effet, limité leurs ambitions, considérant, au vu des résultats des « primaires » de 1983, que l'écart entre les deux partis doit être de l'ordre de 15 à 20 points de pourcentage pour donner au PS une chance d'enlever une mairie au PCF. Ils estiment, néanmoins, que leur revendication est justifiée dans un certain nombre de villes dirigées par le PCF, ainsi que dans la plupart de celles que les communistes avaient perdues au profit de la droite il y a six ans.

Les socialistes ne sont pas disposés à permettre au PCF de préserver artificiellement son capital municipal. Ils rappellent que, à la différence de 1983, les deux partis ne sont pas associés au gouvernement, ce que les communistes, précisément, ne cessent de faire valoir en critiquant la politique de MM. Mitterrand et Rocard. Le PCF a mis au ban de ses attaques, après avoir échoué dans sa tentative pour exploiter les mouvements sociaux. De là à se lier les mains vis-à-vis du gouvernement, il y a un pas. La crainte des dégâts que pourrait entraîner la multiplication des « primaires » suffira-t-elle à le lui faire franchir ?

PATRICK JARREAU.

Après les déclarations du chef de l'Etat sur l'immigration

Le gouvernement veut faciliter les naturalisations

Les réformes les plus modestes ne sont pas forcément celles qui ont le moins d'effet. En annonçant, mardi 3 janvier, une accélération des procédures de naturalisation et une meilleure information auprès des candidats potentiels à la citoyenneté française, M. Claude Evin, ministre de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale, a fait davantage qu'un simple geste pour satisfaire le président de la République.

Il ne s'agit pas d'une réforme du code de la nationalité qui avait fait couler tant d'encre de 1986 à 1988 — les socialistes y sont opposés, — mais de simples mesures administratives. Or, bien souvent, l'attitude de l'administration à l'égard des étrangers est plus déterminante que les lois elles-mêmes. Tout commence, et tout se joue, dans la manière d'accueillir les gens au guichet d'une préfecture. Il suffit parfois d'un peu de chaleur et d'attention pour déboucher un dossier, d'un peu de morgue et de stupidité pour décourager des étrangers et les mettre dans une situation inextricable. Ce n'est pas par hasard si, après plusieurs mois d'étude, la commission de la nationalité avait expressément recommandé, en janvier 1988, « une amélioration de l'accueil et de l'information du public ».

En voulant faciliter et encourager les naturalisations, le gouvernement rejoint les conclusions de cette commission de Sages, qui s'était nettement prononcée « en faveur d'une politique résolue d'intégration des étrangers qui exprime la volonté ». En d'autres termes, le meilleur moyen d'être intégré en France est encore de... devenir français.

Indépendamment du changement du code lui-même, M. Evin se montrait, cependant, plus timide que les Sages. Ceux-ci réclamaient trois choses :

1. La mise en place d'une procédure de naturalisation allégée et décentralisée : on donnerait aux services préfectoraux la possibilité d'émettre eux-mêmes un avis favora-

ble au lieu de faire transiter le dossier par le ministère des affaires sociales.

2. La généralisation de l'accueil personnalisé des candidats à la naturalisation : actuellement, nombre de ceux-ci en sont réduits à exposer leurs demandes devant un Hygiaphone ou par écrit.

3. Une plus grande transparence du processus de décision : en cas de refus, l'administration serait obligée d'exposer ses raisons.

Vingt-cinq mille candidats par an

Les candidats à la naturalisation ne se sont jamais bousculés aux portes des préfectures. Le nombre des demandeurs est à peu près stable — autour de vingt-cinq mille chaque année — et celui des naturalisations accordées tourne toujours autour de vingt mille. Cette stabilité masque, cependant, de grandes différences selon la nationalité d'origine des candidats : à eux seuls, les Portugais, les Espagnols et les Italiens représentent près de 40 % des bénéficiaires. La nationalité française est également accordée avec

facilité aux Laotiens, aux Cambodgiens et aux Vietnamiens. Les demandes des Africains sont, à la fois, moins nombreuses et proportionnellement moins satisfaites. Mais il faut dire que beaucoup d'enfants algériens bénéficient de l'acquisition automatique de la nationalité, à la naissance ou à dix-huit ans, en vertu du code actuel, promulgué en 1973 et qui n'a pas été modifié. Les naturalisations ne sont en effet qu'une petite partie de l'apport des étrangers à la population française, comme le montre le tableau ci-contre.

Les nouvelles mesures prises par M. Evin conduiront-elles davantage de candidats à se manifester ? C'est possible, d'autant que la France n'ombrage pas les naturalisés à abandonner leur nationalité d'origine. L'administration garde en tout cas le nombre de nouveaux citoyens « créés » chaque année. Elle pourrait toujours rectifier le tir si d'urgence les centaines de milliers d'étrangers qui répondent aux conditions se précipitent dans les préfectures, du jour au lendemain, pour demander à devenir français.

ROBERT SOLÉ.

L'apport des étrangers à la population française

	1975	1980	1986
Enfants d'étrangers devenus français à la naissance (art. 23)	18 069	21 758	22 058
Enfants d'étrangers devenus français avant leur majorité (art. 52)	5 384	4 836	6 312
Enfants d'étrangers devenus français à dix-huit ans (art. 44)	9 759	15 708	17 949
Français par mariage	8 394	13 767	15 190
Naturalisés	18 906	20 283	21 072
Enfants de naturalisés	7 647	9 324	10 344
Enfants naturels de mère étrangère	3 896	5 680	9 218
Enfants de couples franco-étrangers	17 245	20 100	20 930
TOTAL	90 297	115 269	126 123

Ce tableau est inspiré d'une étude de M. André Lebon, membre de la direction de la population des affaires sociales, publiée dans la Revue européenne des migrations internationales (1^{er} trimestre 1987).

Le total n'est pas l'addition exacte des différentes rubriques : il existe, en effet, d'autres moyens — statistiquement moins importants — de devenir français, comme la réintégration.

Droite-gauche : la polémique se poursuit

Les mesures en faveur des immigrés annoncées par le président de la République continuent d'alimenter la polémique entre la majorité et l'opposition.

Pour M. Jacques Toubon, maire du XIII^e arrondissement et député de Paris, le projet de réforme de la loi Pasqua sur les immigrés est « un défi au bon sens et une atteinte à l'intérêt national ». « Défier le bon sens, c'est simultanément créer la RMI et ouvrir les frontières comme une sorte d'appel à tous les pauvres du monde », écrit M. Toubon, dans une tribune du Figaro publiée le 4 janvier.

Pour M. Bruno Megret, député général du Front national, « le PS et François Mitterrand deviennent réellement le parti des étrangers, le parti de l'étranger, le parti cosmopolite ». Selon lui, le projet de réforme de la loi Pasqua est « une atteinte à l'identité de la Nation ». « Vouloir donner les mêmes droits

aux Français et aux étrangers, c'est faire voler en éclats la citoyenneté », a-t-il dit.

Dans l'autre camp, SOS Racisme « juge surprenantes les déclarations de certains leaders de l'opposition ». « Nous appelons les hommes politiques à s'exprimer avec davantage de sérénité et de sérieux sur le fond des mesures annoncées plutôt que de se livrer à un déferlement de propos politiciens », déclare le mouvement antiraciste.

La CGT, quant à elle, exige purement et simplement l'abrogation de la loi Pasqua sur le séjour des étrangers. « Cette loi est incompatible avec le respect des droits de l'homme. Elle est une offense à la démocratie, à la dignité humaine », estime le syndicat.

Enfin, pour l'association Franco-Plus, il faut aller « plus loin en simplifiant les procédures, en garantissant l'égalité d'accès à la nationalité à l'ensemble des jeunes nés sur le territoire français ».

L'Académie des sciences morales et politiques va se consacrer à la Déclaration des droits de l'homme

programme ambitieux, qui ne comportera pas moins de quarante communications faites non seulement par des membres de l'Académie française mais par un choix prestigieux de personnalités religieuses, de diverses confessions, politiques, judiciaires, des universitaires, des écrivains, des journalistes aussi tels que notre collaborateur Philippe Boucher.

Les origines et les résonances de la Déclaration étudiée en France et dans le reste du monde seront recherchées d'ailleurs moins en raison des événements que de leur signification profonde, juridique et sociale.

Dix communications sont prévues pour les origines. Les cinq suivantes, groupées en une seule séance solennelle sous la coupole, le 7 mars, auront trait à la Déclaration elle-même et à la Révolution française. Les résonances occuperont ensuite douze séances. Les treize dernières, enfin, concerneront les fameux droits au vingtième siècle en Europe. M. René-Jean Dupuy devant conclure, le 19 décembre, cette série de travaux en étudiant « les droits de l'homme, valeur européenne ou valeur universelle ».

Les textes de ces communications

seront intégralement publiés dans les quatre numéros de la Revue des sciences morales et politiques à paraître en 1989-90 sur ce thème et dont la première sera « Le Bicentenaire, lignes de forces d'un projet civique », prononcée mardi par M. Jean-Noël Jeanneney.

L'orateur n'a pas esquissé les contradictions qui, éventuellement, pourraient opposer le souci d'une connaissance scientifique des idées et des faits et le souci de célébration obéissant à des mobiles d'ordre affectif, bien qu'il n'existe pas de cloisons étanches entre ces deux approches ; entre l'exploitation de la Déclaration à des fins politiciennes et la volonté d'une valorisation civique ; entre l'égoïsme hautain des uns et l'esprit pratique vulgaire des autres ; entre la nécessité d'une organisation rationnelle et le respect des différences.

La célébration du Bicentenaire devra, selon M. Jeanneney, avoir trois orientations : l'acquis de 1789, c'est-à-dire l'accession aux libertés fondamentales ; l'extinction nécessaire de l'héritage de la Révolution ; l'adaptation du message aux problèmes de notre époque.

JEAN-MARIE DUNOYER.

A la Réunion Tic-Tac

SAINT-DENIS
de notre correspondant

Les électeurs de la Réunion sont censés croire au Père Noël. A preuve, à chaque fin d'année, surtout en période électorale, les maires rivalisent d'entrain pour leur offrir des cadeaux.

À gauche, notamment dans les municipalités communistes — il y en a sept dans l'île — on cultive la tradition. Les administrateurs ont droit à une bûche de Noël glacée par famille. A droite, la bûche aussi est de rigueur.

Mais, en ce début d'année 1989, le député et maire centriste du Tampon, M. André Tihen Ah Koon, a frappé plus fort. « Tak », comme on l'appelle ici, a fait distribuer aux dames des boucles d'oreilles fantaisie made in Taiwan. Aux messieurs il a fait porter une bouteille de vin de table ainsi étiquetée : « Cuvée 89, Tak. Bonne année ». Aux enfants il a offert des petites culottes portant la marque « mairie du Tampon ».

Avant les législatives de 1988 « Tak » distribuait des montres à quartz — les tic-tac de « Tak » — dans ses meetings électoraux. Cela lui avait valu un mot de son collègue centriste Jean-Paul Virapoulle qui, s'adressant à son frère et parrain, le sénateur Louis Virapoulle, déclarait : « Perrain, tu assistes à une réunion de Tak, tu as deux montres. Tu assistes à quatre, tu en as dix. Tu les suis toutes, tu ouvres un magasin... »

Les élections municipales sont encore loin, et « Tak » a des réserves en magasin. PDG d'une importante chaîne de supermarchés de l'île, il est le roi de la distribution.

ALIX DIJOUX.

EN BREF

■ M. Jean-Claude Martinez (FN) souhaite être candidat à la mairie de Nouméa. — M. Jean-Claude Martinez, ancien député du Front national de l'Hérault, a annoncé, mardi 3 janvier, à Montpellier, son intention d'être candidat à la mairie de Nouméa (Nouvelle-Calédonie), lors des prochaines élections municipales. « J'ai totalement envie d'y aller, mais pour l'instant je n'ai pas l'argent nécessaire », a-t-il déclaré. Il s'est donné un mois pour réunir la somme de 1 million de francs indispensables.

Professeur de droit à Montpellier, M. Martinez, qui n'a pas encore officiellement avéré les instances dirigeantes du Front national de ses intentions, a cependant déjà loué un studio à Nouméa afin d'y être en règle sur le plan juridique.

POINT DE VUE

L'opposition face à l'Europe de 1993

Compagnons, encore un effort!

par Bernard Bosson

Député (CDS) de la Haute-Savoie, ancien ministre délégué, chargé des affaires européennes.

L'ANNÉE 1989 doit être une grande année pour l'Europe. A la veille de 1992, l'élection du Parlement européen en juin prochain va permettre que s'ouvre un large débat sur la Communauté européenne dans nos douze Etats. Dans cette perspective, la RPR a adopté, il y a quelques jours, sur le rapport de M. Edouard Balladur, ses « propositions pour l'Europe » (1). Je ne cacherais pas ici, à nos partenaires de l'opposition, ma déception.

Certes, ce texte contient deux affirmations de principe, qui rappellent que l'Europe n'est pas simplement une zone de libre-échange, mais doit être un véritable marché commun, et que les politiques communes (notamment la politique agricole) doivent être préservées et développées. Certes, ce texte prend acte d'un certain nombre de progrès européens tels que le conseil européen, le système monétaire européen, l'élection du Parlement au suffrage universel, l'on ne peut que s'en réjouir. Mais pour l'essentiel, ce texte est triviale et son engagement européen demeure ambigu.

Des regrets...

Je regrette que M. Balladur ait insisté sur le rapport de janvier 1988, qui, selon lui, demeure toujours intact et en vigueur, alors que, sous l'impulsion de la composante UDF de la majorité, M. Jacques Chirac lui-même, dans une déclaration solennelle au Parlement français, avait confirmé, à la fin de 1986, la nouvelle définition de cet « arrangement », telle qu'elle avait été donnée en 1983 au nom de la France : « Le vote sera différé si un ou plusieurs Etats membres le demandent au nom de la défense d'un intérêt national essentiel en rapport direct avec la discussion. » Il en avait sur plus limité l'usage, réservé dorénavant aux seuls ministres, chefs d'Etat et de gouvernement.

Je regrette également les charges répétées contre la prétendue « bureaucratie européenne », alors que l'on sait que le nombre de fonctionnaires de la Communauté est faible. Il suffit de le comparer avec certains ministères ou certaines collectivités territoriales françaises pour s'en convaincre.

Je regrette aussi que l'on réclame une harmonisation totale dans les domaines fiscaux, juridiques et universitaires, car cela peut conduire à faire à l'Europe, voire à bloquer, les progrès de la Communauté, alors que,

dans de très nombreux cas, un simple rapprochement ou une reconnaissance mutuelle suffisent.

Dans le domaine de l'union économique et monétaire, il est indispensable de rappeler que si l'on ne rend pas la Banque de France largement autonome par rapport au pouvoir politique et si l'on ne crée pas, au plus vite, une banque centrale européenne indépendante, toute affirmation de vouloir une monnaie commune n'est qu'un vœu pieux.

Des absences...

Dans le domaine de la sécurité, le texte du RPR souligne les risques de suppression des frontières en 1992 : il n'a pas tort, mais il est regrettable qu'il ne retienne pas la seule véritable solution : la création d'une police fédérale européenne.

Dans le domaine social, je pense qu'une vision de l'Europe ne peut se limiter à la proclamation d'un texte sur les droits sociaux minimums des Européens. Dans le domaine régional, nous devons progresser vers une Europe des régions, il n'est pas possible de se contenter d'une simple réflexion à l'échelle régionale, menée par les représentants régionaux de l'Etat en liaison avec les élus, ce qui est une curieuse conception de la décentralisation. Je voudrais enfin souligner combien sont ambiguës les propositions en matière de défense et en matière institutionnelle. En matière de défense, au lieu d'une Communauté de sécurité il n'est proposé qu'une simple « organisation de défense par les nations européennes ». En matière institutionnelle, les propositions du RPR ne tendent à renforcer que le seul pouvoir du conseil, c'est-à-dire celui des représentants des Etats membres.

Ne pas faire, conjointement, de propositions pour les deux autres institutions politiques, le Parlement et la Commission, conduit à un grave déséquilibre des institutions européennes. Le Parlement doit voir accroître son pouvoir législatif. La Commission, qui représente, dans l'esprit des pères fondateurs de l'Europe, l'embryon d'un gouvernement européen, devrait voir son pouvoir élargi par le Parlement européen et acquiescer la liberté de choisir les commissaires sur la base de propositions des Etats membres.

Il me paraît nécessaire que notre partenaire de l'opposition précise ses positions et s'engage plus avant pour une communauté qui ne peut en aucun cas se bâtir uniquement par le rapprochement des politiques nationales et qui doit progresser dans la voie d'une véritable politique communautaire. Il faut que le RPR, qui s'est ouvert à l'idée européenne,

toume le dos aux ambiguïtés et dise clairement si oui ou non il est décidé à construire les « Etats-Unis d'Europe ».

Pour ma part, en raison des différences de conception sur l'Europe entre les deux grandes familles de l'opposition parlementaire, même s'il existe de nombreux points de rapprochement, je suis de plus en plus convaincu qu'il est nécessaire que, aux élections au Parlement européen de juin prochain (seul moment d'ici à 1992 où les Français et les Français, comme tous les Européens de la Communauté auront à se prononcer en matière de politique européenne), l'UDF présente sa propre liste et défende son projet de construction d'une Communauté au plein sens du terme, c'est-à-dire prenant toute sa dimension politique, culturelle et humaine.

C'est en proclamant sa volonté de construire les « Etats-Unis d'Europe » que l'UDF contribuera, sur la base de ses propositions tout à la fois réalistes et ambitieuses, à faire de la Communauté européenne la grande réalisation du troisième millénaire.

(1) Le Monde du 20 décembre 1988.



L'Académie des sciences morales et politiques orientera la quasi-totalité de ses activités pluridisciplinaires, durant l'année 1989, autour du thème : « Origines et résonances de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789. » Le bâtonnier Alfred Brunos, président en exercice de la compagnie, en a présenté mardi 3 janvier les objectifs et le programme au cours d'une conférence de presse à laquelle a pris part M. Jean-Noël Jeanneney, président de la mission du Bicentenaire. La Déclaration nationale constituée « la première somme lapidaire des postulats essentiels de la vie de ce qu'ils ont proclamé voici deux cents ans, la France et les Français peuvent avoir la fierté de rappeler les principes généraux qui présideront au gouvernement des hommes tolérants ». Un

Enquête

Le coût de

Les milliards de

(Suite de la première page.)

L'incendie de Sandoz à Bâle, de proportion relativement modeste, a déjà coûté des millions de francs au groupe chimique : 50 millions de francs réclamés par la RFA, 5 millions de francs demandés par les Pays-Bas, 46 millions de francs versés à la France, et l'équivalent de 40 millions de francs français donnés à une nouvelle fondation pour la restauration du Rhin. Sans parler des travaux entrepris sur tous les sites Sandoz pour se prémunir contre des accidents du même genre, notamment par la construction de bassins de rétention autour des bâtiments industriels à risques.

L'incendie de son usine d'Auzouer-en-Touraine (Indre-et-Loire) a représenté, pour la Procter, trois mois de fermeture, le chômage technique pour deux cents per-

sonnes et 8 millions de francs de travaux d'urgence. Mais le manque à gagner de Tours et sa région, du fait de quatre jours de coupure d'eau, se chiffre à 17,5 millions de francs.

Les factures sont lourdes

Pour sa part, l'usine chimique ICMO de Mulhouse a été condamnée à verser 8 millions de francs de provision pour la restauration d'une nappe phréatique polluée depuis des lustres, avant de subir, en août dernier, un incendie qui va encore creuser ses finances. Au total, les incendies industriels ont coûté 2,9 milliards de francs en 1986 et 3 milliards en 1987.

En France, le total des dépenses engagées pour protéger l'environnement s'est élevé à 85 milliards de

francs en 1986, selon les dernières données officielles, publiées en janvier 1988. En RFA, la somme des dommages de pollution a coûté 103 milliards de francs en 1985, selon une étude menée en 1986 pour le compte de l'OCDE.

Un géant de la chimie comme Hoechst a dépensé 980 millions de francs entre 1977 et 1986 pour installer des dispositifs antipollution dans ses usines allemandes. Et le groupe s'apprête à investir 2,2 milliards de francs pour les mêmes raisons au cours des dix prochaines années. Rien que pour l'année 1986, toutes dépenses confondues à travers le monde, il en a coûté 1,6 milliard de francs à Hoechst pour « protéger l'environnement ». Le chiffre de Rhône-Poulenc est comparable mais en francs (1,5 milliard).

Aux Etats-Unis, les dépenses totales en faveur du contrôle et de la lutte contre les pollutions se sont élevées à près de 70 milliards de dollars en 1985, soit environ 630 milliards de francs en 1985. C'est plus de sept fois plus que ce qui a été dépensé en France presque au même moment !

L'essentiel de cette somme a été consacré à la lutte contre la pollution de l'air, rendue obligatoire par le fameux Clean Air Act. Dans ces 70 milliards figurent donc en bonne place les dispositifs de filtration ou de lavage des fumées, ainsi que les équipements pour raffiner l'essence sans plomb et fabriquer les pots catalytiques.

1550 F par habitant

Les 85 milliards dépensés en France en 1986 correspondent à 2 % environ du produit intérieur brut et reviennent en moyenne à 1 550 F par habitant. Près de la moitié de cette dépense, soit 40 milliards, est financée par les ménages, soit directement (achat de sacs poubelles ; réglage antipollution sur les chauds ou les automobiles), soit indirectement par le paiement de la facture d'eau et de la taxe sur les ordures ménagères (6,7 milliards de francs en 1986), dont la responsabilité incombe aux collectivités locales.

Pour les industriels, l'investissement antipollution a représenté 2 % de l'investissement total en 1985. Il

est très variable suivant les secteurs d'activité : les industries chimiques ont consacré 940 millions de francs en 1985 à cet investissement antipollution, ce qui représente 7,2 % de l'investissement total ; mais les industriels du textile et du cuir n'ont dépensé cette année-là que 100 millions de francs, soit 1,5 % du total. A elles seules, les Mines de potasse d'Alsace, par exemple, ont dépensé 500 millions de francs pour stocker à terre le sel résiduel qu'elles ne peuvent rejeter dans le Rhin.

Le ministère de l'environnement évalue à 4 milliards de francs la somme des dépenses consenties par les industriels pour créer et faire fonctionner les dispositifs antipollution. Toutefois ils ont dépensé plus (7,8 milliards) pour s'assurer contre les risques industriels, qui, il est vrai, peuvent entraîner de graves pollutions.

Le reste de l'enveloppe française — soit 40 milliards de francs — émane de la puissance publique (Etat, collectivités locales, services publics). En 1987, le ministère de l'environnement a dépensé 75 millions de francs sur son budget propre (627 millions) pour aider à la prévention et au traitement des pollutions. Les agences financières de bassin, qui tirent l'essentiel de leurs ressources des redevances de pollution versées par les riverains d'un cours d'eau, ont fourni 2,4 milliards d'aide à la dépollution en 1985.

L'Agence pour la qualité de l'air, un établissement public de l'Etat, a dépensé 78 millions depuis sa création en 1982 pour aider à lutter contre la pollution atmosphérique. L'Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets

(ANRED) avait en 1985 un budget de 90 millions de francs qui a été consacré pour l'essentiel à la réalisation de déchetteries (centres d'accueil d'encombrants), la réorption des déchets à risques, la création de déchèteries pour déchets spéciaux, la valorisation des métaux, des vieux papiers, des pneus, des matières plastiques et des composts d'ordures ménagères.

Le gros des dépenses est donc assuré par les collectivités locales, dont une des charges les plus écrasantes reste l'assainissement (réseau d'égout et épurateur des eaux usées) et le traitement des ordures ménagères. Brest vient d'inaugurer une usine d'incinération qui lui a coûté 135 millions de francs.

La grande affaire, pour des villes comme Marseille et Nice, l'année dernière, aura été l'inauguration de leurs stations d'épuration respectives. Celle de Nice a coûté 526 millions de francs, pour un procédé 35 % plus cher à l'achat mais 25 % moins cher en fonctionnement. Celle de Marseille a dépassé le milliard de francs.

C'est le prix à payer pour disposer d'un littoral et de plages à peu près propres. La dépollution ne coûte cher que lorsqu'on s'en occupe trop tard. Retenue à la source, la pollution ne coûte plus rien à la collectivité. Mais on est encore loin du compte.

ROGER CANS.

Comment se débarrasser du lisier ?

SAINT-BRIEUC
de notre envoyé spécial

Le lisier, ou comment s'en débarrasser. C'est le casse-tête quotidien de toute la Bretagne, des Côtes-du-Nord et de la Finistère en particulier, depuis que la belle Armonique vit à l'heure du cochon. Chaque année, les éleveurs bretons renforcent leur position dominante avec près de 5 millions de bêtes abattues, soit la moitié de la production nationale. Mais qui dit cochon ne dit pas seulement jambon.

Ces animaux paisibles rejetant chaque jour près de 15 kg de lisier, mélange d'urine et d'excrément, dont la particularité, outre son aspect liquide, est d'être nauséabond et surtout riche en nitrates. Les éleveurs ont dû admettre l'évidence : le lisier répandu sans contrôle sur le sol est la pire ennemi des nappes phréatiques et des rivières dont il rend l'eau impropre à la consommation courante.

Une norme communautaire fixe à 50 mg par litre le seuil de nitrates admissible. Au-delà, l'eau est interdite aux femmes enceintes et aux nourrissons, qui s'exposeraient ainsi à des risques de dérèglements respiratoires ou sanguins. Or, en Bretagne, plus de soixante-dix communes du Nord-Finistère et des Côtes-du-Nord ont franchi ce cap dangereux de 50 mg, certaines dépassant même celui de 100 mg. Curieuse situation où on se méfie ici de l'eau du robinet, où on déconseille aux agriculteurs de boire l'eau de leur puits, et si jamais des infiltrations de lisier...

« L'eau c'est la vie »

Dans un hameau proche de Lamballe, Bernard Chrétien élève soixante-dix truies comme « naisseur-engraisseur » sur un hectare de terrain occupé, pour l'essentiel, par un vaste atelier. Eleveur « hors sol » et concentré des animaux, donc des déjections, voilà comment se cristallisent les risques de pollution d'une activité qu'on ose à peine qualifier d'agriculture tant elle prend des allures industrielles.

Responsable du CDJA (Centre départemental des jeunes agriculteurs), Bernard Chrétien n'est pas de ces pollueurs inconscients — rares aujourd'hui — qui déversent le lisier dans les cours d'eau ou laissent déborder les fosses de stockage. « L'eau, c'est la vie. Si on n'a pas d'eau propre, nos cochons aussi seront malades. Mais on voit déjà beaucoup d'élevages traiter leur eau au chlore ».

Comme chaque producteur de porcs, il doit respecter un « plan d'épandage » du lisier, obligation pour poursuivre son activité (le premier usage des effluents est en effet la fertilisation des terres agricoles alentour), sur une trentaine d'hectares. Sur le papier, le mécanisme est parfait : les déjections de porc enrichissent les sols, acidifient les terres légères, fournissent surtout à l'agriculteur un engrais naturel.

Toutefois, la concentration de l'élevage breton pose d'insolubles problèmes de surface. « Un atelier de sept cent cinquante truies prend toutes les terres d'une commune. Un jeune qui veut passer de cinquante à six-

cent truies ne le peut pas car il est bloqué par l'épandage », constate Bernard Chrétien. Obstacle supplémentaire : le transport du lisier est un gouffre financier. « Au-delà de 7 km, il est plus rentable de recourir à l'engrais chimique », explique l'idolo Pelé, au service environnement de la chambre d'agriculture de Saint-Brieuc.

Depuis 1985, une « banque de lisier » expérimentale fonctionne entre Hennebain, zone excédentaire en lisier, et Pléneuf-Jugon, éloignée de 35 km, déficitaire au moment de sa création. Le bilan est mitigé : les échanges portent seulement sur 3 400 mètres cubes de lisier par an (la « production » bretonne se calcule en millions de tonnes !).

Le coût du transport — de l'ordre de 22 F le mètre cube — serait rédhibitoire sans les fonds publics, qui couvrent 75 % des frais. Depuis trois ans, 800 000 F ont été dépensés dans cette opération, entre les fosses de stockage et la location des camions. Mais la zone de Pléneuf-Jugon déborde à son tour de lisier, et le cycle infernal se répète...

« Quand une fosse à lisier déborde, l'herbe est aussitôt brûlée, observe Bernard Chrétien, dont les capacités de stockage atteignent 1 000 mètres cubes. « Une fosse de 500 mètres cubes coûte 80 000 francs. Les sommes engagées pour lutter contre la pollution représentent en moyenne 10 % du chiffre d'affaires des producteurs. Mais si on décide de mettre tous les élevages aux normes officielles, on va les couler ! »

Mourir guéri, ou propre ? Bernard Chrétien se veut réaliste : « Si le prix du porc était bon, on serait prêt à payer une taxe sur le lisier. Mais on ne sait jamais combien va rapporter un cochon. »

En attendant, la Bretagne souffre d'une sur-fertilisation systématique qui se retrouve ou se renouvelle sans cesse dans les nappes phréatiques. « Quand l'épandage est bien fait, le sol est un milieu auto-épurateur », affirme Bernard Baré, directeur à la DDA (direction départementale de l'agriculture) de Saint-Brieuc. Mais la logique intensive d'optimisation des rendements qui mène encore l'agriculture empêche de « raisonner » au mieux les techniques de fertilisation.

« Lorsqu'un agriculteur fertilise avec l'espoir de récolter 80 quintaux à l'hectare et qu'il obtient 70 quintaux, cela signifie que la plante n'a pas tout « pompé ». Les nitrates sont donc perdus dans le sol », précise l'idolo Pelé. S'il pleut, les dégâts sont encore plus lourds : l'eau dissout les nitrates et les emporte en profondeur par un processus de lessivage bien connu des agriculteurs. « Ils ne peuvent prendre le risque de rater leur culture », ajoute Bernard Baré.

Jusqu'à présent, la France n'a pas adopté le principe « pollueur payeur », en vigueur aux Pays-Bas. L'heure est à la sensibilisation et à la prévention. « On sait traiter les effluents urbains, mais pas la pollution diffuse des sous-sols agricoles. C'est un problème nouveau, difficile à quantifier. On n'a pas de tuyau pour le résoudre », constate Jean Sabliette, chef de la mission « eau-nitrates » rattachée à la fois au

ministère de l'environnement et à celui de l'agriculture.

En décembre 1987, le groupe de travail « pratiques agricoles » du Corpen a dressé un véritable code de conduite destiné à « concilier agriculture performante et qualité des eaux ». Ce document remet en cause certaines mauvaises habitudes, comme l'épandage sur des sols saturés d'eau, gelés ou à forte pente, sans contrôler les doses d'azote apportées à chaque parcelle (un appareil permet aujourd'hui d'analyser la valeur fertilisante du lisier).

Epandre fréquemment, adapter les capacités de stockage, ne pas laisser les sols nus, tels sont les principaux mots d'ordre antipollution. « Le stockage doit durer un minimum de quarante-cinq jours. Mais, dans les Côtes-du-Nord, nous imposons quatre mois », souligne Bernard Baré.

Sensibles aux doléances des professionnels de la baie de Saint-Brieuc, qui craignent pour les moules de bouchot et les coquilles Saint-Jacques, les éleveurs tentent de retenir le lisier le plus longtemps possible. « Avant, on le considérait comme un produit dont on se débarrasse. Les choses ont changé », ajoute Bernard Baré.

Un désastre silencieux

Déconçonné en hiver en raison des risques de « lessivage », l'épandage est de surcroît interdit à moins de 100 mètres des lieux de loisir, de 200 mètres des lieux de baignade et d'aquaculture. L'été, il n'est pas question d'épandre le lisier pendant les week-end du 14 juillet et du 15 août, ni du vendredi au lundi, par égard pour les touristes...

Malgré ces précautions, le lisier continue ses méfaits. Mais la pollution agricole n'est pas le seul fait du cochon, et la nitrification des nappes n'est pas imputable au seul monde paysan. « En Eure-et-Loire et en Beauce, il n'y a pas un cochon ni une vache, mais les nappes ont parfois 200 mg par litre », observe Bernard Baré, qui met en question l'agriculture intensive.

Les villes et industries — y compris agro-alimentaires — ont aussi leur part dans ce désastre silencieux. « Il n'apparaît pas utile de quantifier la part de chacun. Celle de l'agriculture est assez importante pour qu'une action soit engagée », tranche Jean Sabliette. Dire que le voisin pollue plus est discutable.

Dans les Côtes-du-Nord, Bernard Chrétien s'inquiète pour l'eau minérale de Plancoët, dont la source est désormais comée de près par les nombreuses porcheries installées sur le versant de Gouessant. « La pollution va devenir un problème grave à cause de son coût », admet-il. Mais que faire de ce lisier trop riche en eau ?

Le transformer en humus, dont la France manque. Le faire disparaître par évaporation en récupérant la seule partie saine, à l'instar des Pays-Bas qui exportent déjà cet engrais naturel vers la Beauce ? « Trop cher, répondent les professionnels. Si les Hollandais le font, c'est qu'ils sont très aidés ». Le jeu en vaut-il la chandelle ? La réponse n'appartient pas seulement aux éleveurs.

ERIC FOTTORINO.

« La pratique de la chimie a toujours été une activité dangereuse, ne serait-ce qu'en raison du caractère instable ou toxique de certaines substances placées dans des conditions déterminées de température, de pression ou de concentration. » Après une longue carrière de management aux Etats-Unis chez Hercules, puis en France à Naphachimie et au sein du groupe Rhône-Poulenc, Fred Altman est aujourd'hui administrateur chez Cdf-Chimie.

La chimie n'est pas une industrie de tout repos. Au cours de ces cinquante dernières années, riches en découvertes, le risque a crié d'autant plus vite que les besoins poussaient les entreprises à augmenter sans cesse la taille des installations, trop souvent au détriment de la sécurité et de l'environnement.

Aussi est-ce un euphémisme de dire que la chimie a mauvaise réputation, et les derniers grands accidents n'ont pas contribué à redorer

son blason. D'après les données recueillies par l'UIC (Union des industries chimiques), elle est à l'origine de la moitié des rejets toxiques, et ses effluents entrent, en terme de DCO (demande chimique en oxygène), pour 20 % dans toute la pollution industrielle de la planète.

Une volonté tardive

Chiffres alarmants ? D'énormes progrès ont été réalisés, mais ils sont lents. Surtout, la prise de conscience du danger et la volonté d'y remédier ont été tardives ; c'est le moins que l'on puisse dire. Au début des années 50, la situation n'était pas reluisante. Les industriels, il est vrai, avaient un alibi : ils ne savaient pas encore très bien comment s'y prendre pour combattre la pollution.

« La rapide expansion de la production chimique, qui a marqué le

Décantons,

boom économique après la seconde guerre mondiale, se serait accompagnée de catastrophes écologiques si elle s'était faite sur les bases scientifiques et techniques prévalant avant le conflit », écrit l'UIC, pour la défense de la profession accusée de laxisme pendant les années d'or. C'est vrai ; mais si les techniques de fabrication évoluent de fait très vite à l'époque, les problèmes de nuisance ne commencent, eux, à être vraiment pris en compte qu'à la fin des années 60.

Pour une « bonne » raison : effrayés par les lourds investissements qu'aurait exigés une protection efficace, les chefs d'entreprise parèrent au plus pressé... s'en remettant trop souvent à la chance. Résultat de cette politique de l'autruche : des sommes astronomiques doivent être aujourd'hui investies pour rattraper le temps perdu.

Dans la CEE, 4 milliards d'ECU (plus de 28 milliards de francs) sont dépensés chaque année pour

Les vingt plus grandes catastrophes

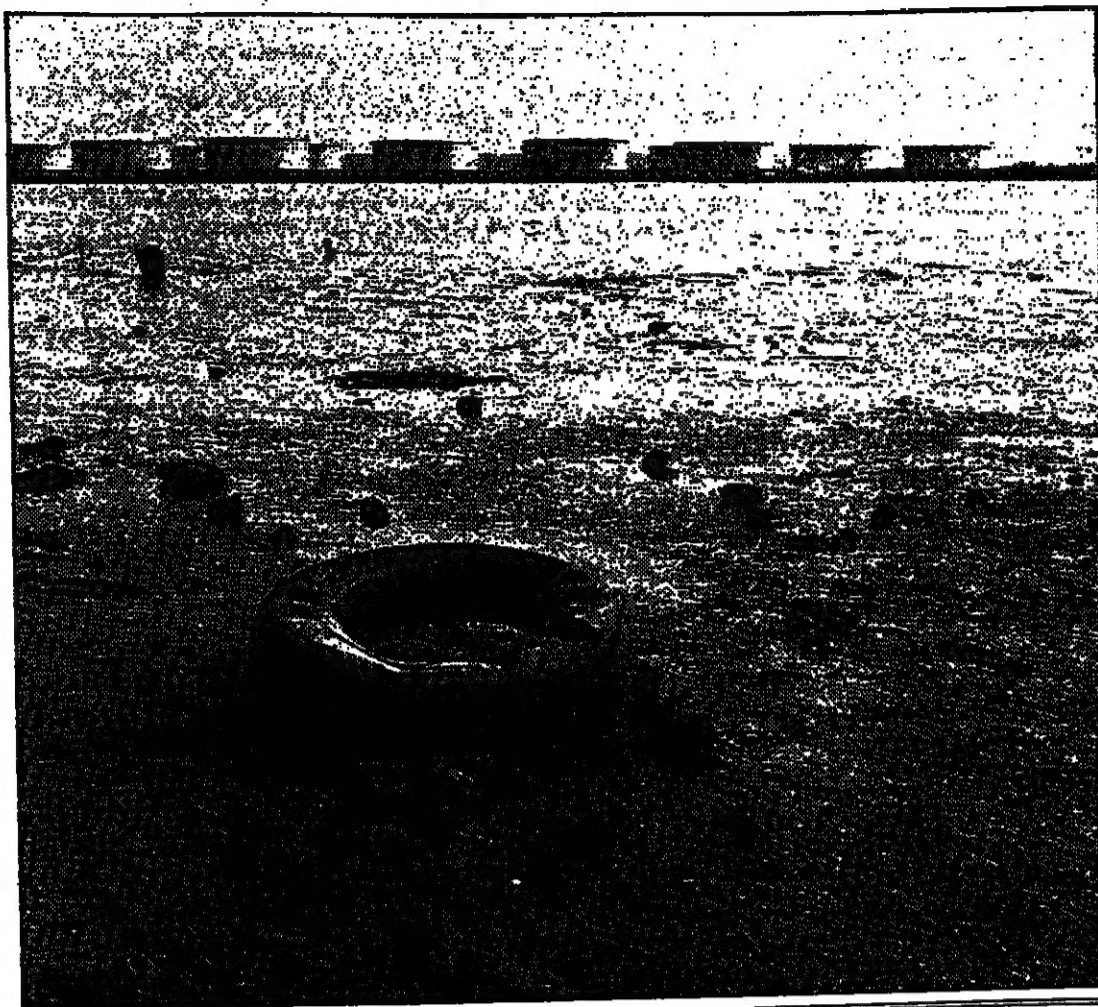
Lieu	Pays	Date	Produit	Victimes et dégâts
Oppau	RFA	1921	nitrate d'ammonium	500 morts, 1 900 blessés
Tessenderloo	Belgique	1942	nitrate d'ammonium	200 morts
Cleveland	Etats-Unis	1944	gaz naturel liquéfié	136 morts, plusieurs centaines de blessés
Texas-City	Etats-Unis	1947	nitrate d'ammonium	400 morts, nombre de blessés inconnu
Ludwigshafen	RFA	1948	diméthyl éther	245 morts, 2 500 blessés
Osaka	Japon	1970	gaz (explosion dans un métro en construction)	82 morts, plusieurs centaines de blessés
Sao-Paulo	Brésil	1972	gaz (explosion dans une tour)	38 morts, 75 blessés
Friborough	Grande-Bretagne	1974	caprolactam (explosion) usine détruite	30 morts, une vingtaine de blessés
Seveso	Italie	1976	dioxine	730 habitants évacués, 83 000 animaux abattus, 1 800 hectares pollués dont 230 abandonnés à la désertification
Pasobello	Colombie	1977	ammoniac	30 morts, 22 blessés
Los Alfaques	Espagne	1978	propylène	216 morts, plusieurs centaines de blessés
Xilotepec	Mexique	1978	gaz liquéfié sous pression	100 morts, 150 blessés
Bantry-Bay	Irlande	1979	vapeurs d'hydrocarbures	48 morts
Varanovic	Pologne	1979	gaz confiné	41 morts, 77 blessés
Left	Etats-Unis	1982	acroléine (fuite)	17 000 personnes évacuées, circulation fluviale sur le Mississippi interrompue sur 80 kilomètres
Cubetao	Brésil	1984	pipe d'essence	750 morts, nombre de blessés inconnu
Mexico	Mexique	1984	propane-butane	plus de 1 500 morts, nombre de blessés inconnu
Bhopal	Inde	1984	méthylisocyanate	plus de 2 500 morts, nombre de blessés inconnu
Bâle	Suisse	1986	pesticides mercuriels (30 tonnes déversées dans le Rhin à la suite d'un incendie)	écosystème du Rhin anéanti pour des années
Tours	France	1988	métaux lourds, benzène, arsenic, phénols, etc. déversés dans la Loire à la suite d'un incendie	200 000 personnes privées d'eau potable

(Source Informations Chimie).

Enquête

la dépollution

la propreté



Les rois du déchet

LES industries de la dépollution, les éco-industries, ont repris leur marché en avant après une période de stagnation au début des années 80. En 1978, le chiffre d'affaires global de ce secteur en Europe était évalué à 17 milliards d'ECU; quatre ans plus tard, il passait à 63 milliards d'ECU (450 milliards de francs).

En France, selon les derniers chiffres connus, publiés en janvier 1988 par le ministère de l'environnement, en 1986, le chiffre d'affaires des éco-industries représentait 64 milliards de francs, correspondant à 1,5 % du produit intérieur brut marchand. Le nombre d'emplois directs était évalué à 90 000 et les emplois indirects à 349 000, soit 1,8 % de la population active.

Les éco-industries réalisent l'essentiel de leurs activités dans le traitement de l'eau et l'assainissement d'une part, les déchets et la récupération d'autre part (respectivement 51 % et 32 % du total). Les deux géants sont naturellement la Compagnie générale des eaux et la Lyonnaise des eaux, groupes intégrés qui assurent à la fois le captage, le traitement et la distribution d'eau potable, mais aussi le traitement des eaux usées et, par l'entremise d'innombrables filiales et sous-traitants, la collecte des ordures

ménagères, des déchets industriels et leur traitement.

Pour la Générale des eaux, qui occupe environ la moitié du marché de l'eau, le secteur « propreté » ne représente encore que 6,8 % du chiffre d'affaires (3,5 milliards de francs), mais il a triplé en trois ans (+38 % entre 1986 et 1987). Les réseaux de distribution et d'assainissement (égouts) sont pratiquement tous en place, alors que le traitement moderne des déchets (incinération, compostage et recyclages divers) ne fait que commencer (13 000 employés dans chaque). De son côté, la Lyonnaise, qui occupe un quart du marché de l'eau, consacre à la « propreté » 11 % de son chiffre d'affaires (1,8 milliard de francs).

Dix-sept mille emplois

Le traitement des déchets industriels est notamment assuré par une filiale de la Générale des eaux, la SARP, qui, avec ses sept centres de traitement spécialisés, arrive au premier rang du secteur (300 millions de francs). L'autre grand est la TREDI (Traitement, valorisation des déchets industriels), filiale de PEC Engineering, du

groupe EMC (Entreprise minière et chimique, société d'Etat), avec ses cinq centres de « désintoxication » ou d'incinération — dont le fameux centre de Saint-Vulbas (Ain), seul habilité en France à traiter la dioxine ou le pyralène — (245 millions de francs). La Lyonnaise des eaux s'est spécialisée, elle, dans la collecte et le traitement des ordures ménagères avec sa filiale SITA, qui réalise un chiffre d'affaires de 2 milliards de francs (il a doublé en quatre ans). En 1987, la SITA a investi 200 millions de francs et fait 68 millions de bénéficiaires.

Au total les industriels du déchet adhérent à la FNAD (Fédération nationale des activités du déchet), qui regroupe environ 70 % des professionnels (collecte des ordures ménagères et des déchets industriels solides, décharges contrôlées, construction d'usines d'incinération, exploitation de décharges) « pèsent » 5 milliards de francs, 17 000 emplois, 250 entreprises et touche 25 millions de Français — les autres ne sont pas recensés aux réseaux de collecte organisés. Sur les 341 décharges d'ordures ménagères contrôlées (plus de 10 tonnes par jour), 151 sont exploitées par des communes et 190 par des privés.

R. C.

Décantons... décontaminons...

limiter les seules émissions de produits chimiques polluants, soit, précise le Conseil européen des fédérations de l'industrie chimique (CEPIC), 2 % environ du chiffre d'affaires global de la chimie communautaire, c'est-à-dire autant que ses profits moyens, un peu moins que ses dépenses pour la recherche et le développement.

En France, la guerre déclarée à la pollution chimique coûte aux différents groupes opérant dans l'hexagone près de 1 milliard de francs par an, une charge financière pesante dans la mesure où elle représente 7 % de l'investissement productif de cette branche industrielle. La contribution de Rhône-Poulenc n'est pas loin d'atteindre la moitié de cette facture. Le numéro un de la chimie française a une réputation à défendre : à l'échelon mondial, il dépense 1,5 milliard de francs par an, soit 30 % de ses investissements, pour assurer la sécurité du personnel et des installations, dont 800 millions vont à la défense de l'environnement. De l'argent bien employé si l'on en juge par le recul chez lui du taux d'accidents, divisé par quatre ces six dernières années.

Les efforts allemands

De façon plus générale, si la chimie française a, en deux ans, doublé son activité, elle a, estimons-le, diminué par deux sa pollution. Mais « en parlant plus fort, l'objectif aurait pu être atteint dès 1970 », font remarquer certains spécialistes. Et puis la France n'est pas championne de la lutte contre la pollution.

Les efforts déployés par les Allemands sont impressionnants : pour les dix prochaines années, BASF prévoit de doubler ses investissements à ce sujet pour les porter à 2 milliards de deutschmarks (6,8 milliards de francs). En fait, sa charge financière sera infiniment plus lourde avec l'entrée prévisible des frais de fonctionnement des installations de protection (1,5 milliard de deutschmarks par an contre 700 millions actuellement).

Les autres grands chimistes allemands ne sont pas en reste. Depuis 1978, Hoechst a dépensé 6,9 milliards de deutschmarks (23,5 milliards de francs), dont 980 millions en investissement, 4,3 milliards en coût d'exploitation et 1,6 milliard en frais de recherche. La firme va encore intensifier ses efforts. De nouveaux et très lourds investissements sont programmés d'ici à 1996, soit 2 milliards de deutschmarks (6,8 milliards de francs), de sorte que, coûts d'exploitation inclus, Hoechst jauge à 13 milliards de deutschmarks (44,2 milliards de francs) ses dépenses pour les dix prochaines années.

Pour réduire un peu la facture, le groupe de Francfort fait assaut d'imagination. Ainsi, à Lillebonne (Seine-Maritime), sa filiale française a obtenu l'aide de la CEE : l'unité de traitement récupère en effet de l'énergie en faisant du méthane avec des eaux usées. Ce procédé est unique au monde.

Bayer n'est pas non plus avare de ses deniers. Dans les cinq à huit prochaines années, la firme consacrera 3 milliards de deutschmarks (10,2 milliards de francs) à renforcer la protection de l'environnement et la sécurité. Coût d'exploitation compris, l'investissement dépassera 14 milliards de deutschmarks (47,6 milliards de francs).

Pour sa part, le groupe Ciba-Geigy chiffre ses dépenses, pour les quatre années à venir, à 800 millions de francs suisses (3,2 milliards de francs français) pour les usines suisses, et autant pour les autres unités du groupe, soit 25 % des investissements annuels. A ces frais s'ajoutent « plusieurs centaines de millions de francs suisses pour les charges d'exploitation », indique-t-on à Bâle.

Surenchère pour calmer l'émotion soulevée dans l'opinion publique par les écologistes ? Sur le devant de la scène, les chimistes n'ont plus le choix. Le coût à payer pour préserver la nature et la sécurité se situe désormais le plus souvent entre 2 % et 3 % du chiffre d'affaires des entreprises. Mais il ne s'agit pas là d'une norme idéale. Loin s'en faut alors que, partout, d'énormes progrès restent à faire.

Aux Etats-Unis, Du Pont consacre 7 % de son chiffre d'affaires, soit 1,35 milliard de dollars (1 milliard d'investissement, 350 millions d'exploitation), à la défense de l'environnement. Mais le niveau moyen est, d'après une étude récente, assez inférieur (entre 0,5 % et 2 % du chiffre d'affaires).

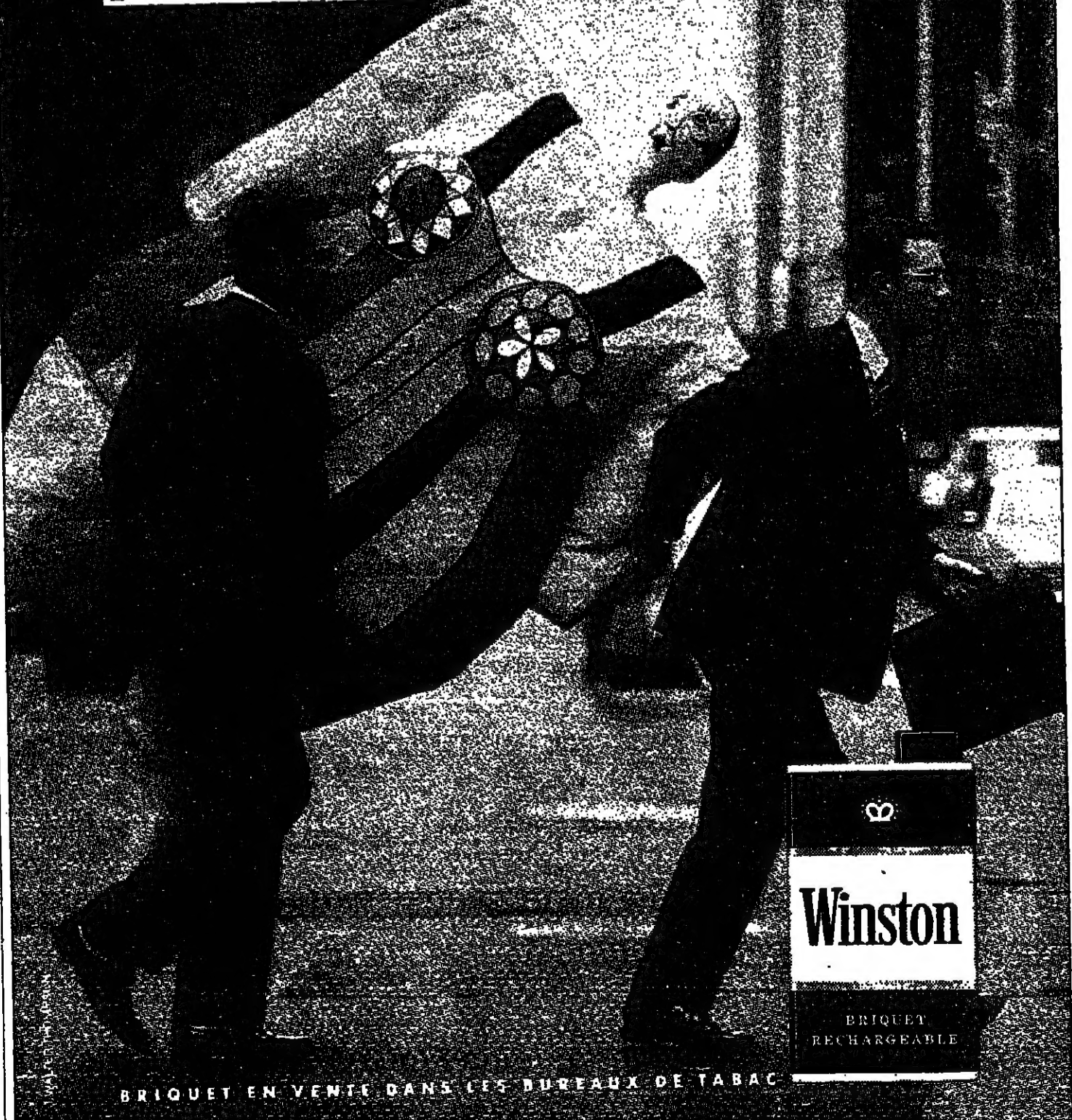
En Europe, seuls la France et le Danemark se conforment à la fameuse directive de Seveso édictée par la CEE après le terrible accident survenu en 1976. La Grande-Bretagne, l'Irlande, la Belgique, le Luxembourg, sont à la traîne. Malgré les apparences, la RFA s'est récemment fait rappeler à l'ordre. L'Italie est en dehors de l'épure.

Ainsi l'industrie chimique n'est pas encore au bout de ses efforts. Si les usines françaises sont généralement dotées de tous les équipements nécessaires pour le traitement des effluents en phase primaire (bassins de décantation) et secondaire (épuration biologique par des microorganismes), une sur dix est installée pour fonctionner en phase tertiaire (installation physico-chimique). Il s'agit d'extraire toutes les impuretés afin de parvenir en fin de course à une eau « neutre ».

ANDRÉ DESSOT.

WINSTON

L'AMÉRIQUE SUR LE VIF



BRIQUET EN VENTE DANS LES BUREAUX DE TABAC

هكذا من الأصل

Société

RELIGIONS

Trente-trois mille jeunes réunis à Paris par la communauté de Taizé

L'Europe à mains jointes

La onzième rencontre européenne des jeunes liés à la communauté oecuménique de Taizé (Saône-et-Loire) devait s'achever, le mercredi 4 janvier à Paris. La précédente organisée dans la capitale remontait à 1983. Les célébrations les plus marquantes ont eu lieu à Notre-Dame, le 2 janvier, en présence de Mgr Lustiger et le 3 janvier avec la participation de Mgr Jérôme, président du Comité interépiscopal orthodoxe, des pasteurs réformés Jean-Pierre Monserrat et Michel Laplay, ainsi que Marc Chambon, inspecteur ecclésiastique luthérien.

Taizé avait troqué ses chapiteaux de toile bourguignons pour les augustes piliers de la cathédrale de Paris. Mais, dans la pénombre trouée de milliers de veilleuses allumées, on reconnaît la même Europe du Jean et de la prière, à genoux ou assise sur la dalle presque millénaire. Depuis vingt ans, elle suit la petite troupe des frères, catholiques et protestants, en robe blanche, chante les mêmes mélodies en latin, obsédés à force d'être répétées, recherche un même sens à la vie.

« Solidarités humaines et vie intérieure ». Les chiffres de participation ne cessent de gonfler et les pays d'origine de se diversifier. Des chiffres à faire pâlir d'envie les organisateurs de concerts rock ou de meetings humanitaires ou politiques. Pendant cinq jours, 33 000 jeunes venus de tous les pays d'Europe, à quatre exceptions près (URSS, Bulgarie, Roumanie, Albanie), ont investi le métro et les églises parisiennes, visité des « lieux de solidarité et d'espérance » (aumôneries d'hôpitaux et de prisons, paroisses catholiques et protestantes, Secours catholique, CIMADE, Armée du salut, pré, médité et chanté dans toutes les langues, y compris en croate, en slovaque, en finois et jusqu'en catalan.

Du nouveau à l'Est

Les plus gros bataillons venaient d'Italie (8 000), d'Allemagne (6 000), d'Espagne (3 500), mais la seule véritable surprise de cette rencontre européenne de Paris a été la participation de plus de 8 000 jeunes originaires de l'est de l'Europe, qui avaient fait le déplacement de Yougoslavie (5 300), d'Allemagne de l'Est de Pologne et même de Hongrie et, pour quelques dizaines, de Tchécoslovaquie.

Pour Férén, venu de Debrecen, en Hongrie, c'est une première.

« Aujourd'hui, je ne me sens plus étranger en Europe », dit-il. Alertés par de régulières et discrètes visites à Budapest de Roger Schutz, père de la communauté et d'autres frères de Taizé, ce sont les jeunes eux-mêmes qui ont préparé ce voyage. « La génération de nos parents a été trop habituée à la peur », explique l'un d'entre eux. Les visas accordés généralement à 1 400 jeunes catholiques et protestants hongrois sont un signe de détente de la situation religieuse dans un pays qui, officiellement, ne connaît pas encore de mouvement de jeunesse organisé, mais qui, dans un an, devrait être le deuxième à l'Est (après la Pologne) à accueillir le pape (1).

Quant aux Polonais, venus à peine 300 il y a cinq ans à Paris, ils étaient cette fois plus de 1 500. Piotr, de Gdansk, se dit surtout attiré par « la prière contemplative et par le silence qu'on ne trouve plus en Pologne ». De Potsdam, Stepan découvre, grâce au rassemblement de Taizé, dit-il, « l'universalité de l'Eglise ». Les sujets politiques ne sont pas exclus, mais ici, ajoute-t-il, « la seule langue commune, c'est l'Evangile ». Tous ces jeunes des pays de l'Est se disent avides de contacts avec les croyants de l'autre côté du Vieux Continent.

Frère Roger l'a compris depuis longtemps. « Il dépend en partie des jeunes que la grande famille

européenne sorte de l'ère de la méfiance », a-t-il déclaré le 2 janvier à l'UNESCO, où 2 000 jeunes étaient reçus avec lui par le secrétaire général, M. Federico Mayor.

Le soir même à la cathédrale, il devait ajouter, en présence cette fois du cardinal Lustiger : « L'Europe connaît de vastes zones où il y a une indifférence à Dieu. Mais les Européens ne sont pas seuls pour soutenir une nouvelle évangélisation de l'Europe. Des jeunes des autres continents viennent apporter toute la fraîcheur de l'Evangile dont ils vivent ».

Frère Roger, qui n'a pas fini d'abattre des frontières, rentrait de Madras, en Inde, où environ 10 000 chrétiens asiatiques s'étaient également réunis à l'initiative de sa communauté et des autorités ecclésiastiques locales. Et comme les ne font jamais rien au hasard, les frères de Taizé avaient aussi invité à Paris des jeunes du Chili et du Brésil, du Zimbabwe et de l'Afrique du Sud...

HENRI TINGO.

(1) Jean-Paul II a été officiellement invité par les autorités hongroises. A Pécs (Hongrie), une rencontre européenne des jeunes de Taizé aura lieu du 28 au 30 avril prochain. 10 000 jeunes de l'Est et de l'Ouest sont attendus.

ÉDUCATION

La revalorisation de la condition enseignante

Les négociations entre M. Jospin et les syndicats vont s'engager très rapidement

Annoncées depuis plusieurs mois, les négociations sur la revalorisation de la condition des enseignants vont rapidement entrer dans une phase active. Deux conseils interministériels sur l'éducation sont prévus le jeudi 5 janvier, puis le 9 ou le 10, pour fixer la position du gouvernement sur l'enveloppe financière et sur l'amélioration du système éducatif.

Les hypothèses évoquées par le premier ministre dans sa récente interview au Monde de l'éducation (le Monde des 3 et 4 janvier) sont venues alimenter la discussion sur la liaison entre la revalorisation matérielle et la rénovation de l'enseignement. Ce calendrier permet donc d'envisager l'ouverture effective, dès le 12 ou le 13 janvier de cette vaste négociation entre le ministre de l'éducation et les syndicats d'enseignants.

Après les déclarations du premier ministre sur l'éducation, les réactions continuent à se multiplier. Le Syndicat général de l'éducation nationale (SGEN-CFDT) estime que, sur la revalorisation et sur l'évolution du métier d'enseignant, la position du premier ministre semble « aller dans le bon sens ».

En revanche, le Syndicat national des lycées et collèges (SNALC) déclare « scandalisé qu'à la veille de négociations qui doivent s'engager avec le ministre de l'éducation nationale, le premier ministre laisse

supposer que les axes de ces discussions sont déjà fixés ». Le SNALC est opposé à une modification des corps d'enseignement actuels comme à une modification des façons de travailler des enseignants.

L'ancien ministre de l'éducation nationale, M. René Monory, estime, dans une interview au Quotidien de Paris, que « la réforme du corps enseignant est une mesure très en retard, conservatrice même par rapport à la situation présente du système éducatif ». En procédant de la sorte, Michel Rocard répond aux attentes de la FEN. Il part donc sur une mauvaise base puisqu'il subit les pressions du corporatisme et se situe aux antipodes de l'émulation.

● Edition en braille de la revue municipale de Toulouse. — Les non-voyants de Toulouse pourront désormais connaître l'actualité de leur ville sur le bout du doigt. Depuis le 2 janvier, trois cents exemplaires de la revue municipale Capitole Informations sont en effet édités en braille à l'intention des aveugles de la ville. Cette publication bimestrielle tirée à cent trente mille exemplaires devient ainsi accessible à tous ceux que le handicap coupe trop souvent de la vie de la cité. La revue est distribuée gratuitement aux associations de non-voyants, aux mairies et, plus généralement, aux personnes qui en font la demande.

JUSTICE

En marge de la publication d'un livre

De nouvelles pièces pour le dossier d'instruction de l'affaire Papon

BORDEAUX de notre correspondante.

Avant de publier un ouvrage intitulé *Le Pouvoir préfectoral lauréat à Bordeaux* (éditions Wallada, Bordeaux), Michel Sliutsky (1) a transmis les documents qu'il a utilisés au conseiller François Brand, magistrat bordelais chargé, depuis le 4 août 1987, de l'instruction de l'affaire Papon, secrétaire général de la préfecture de la Gironde de 1942 à 1944, après l'annulation par la Cour de cassation de tous les actes d'instructions antérieurs au 5 juillet 1983.

Le magistrat avait, rappelle-t-il, inculpé Maurice Papon le 8 juillet 1988 de « s'être, courant 1942, 1943 et 1944, rendu complice de crimes contre l'humanité ou d'avoir, dans les mêmes circonstances de temps et de lieu, participé à l'élaboration ou à l'exécution d'un plan concerté ou d'un complot pour la commission de ces crimes ». A savoir : « L'arrestation et la séquestration de vingt-cinq personnes appartenant aux familles Rawdin, Huselowski, Fogiel, Allawaks, Grunberg, Plewinski, Gryf, Stajner, Junger et Stojnicki » (il s'agit des familles, pour la plupart, dont la constitution remonte à des années antérieures au 5 juillet 1983). Pour ce même dossier, M. Papon était aussi inculpé de « meurtre avec préméditation de ces mêmes personnes, de violences contre elles dans l'exercice et à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, sans motif légitime », en fin de compte, « l'enlèvement, l'enlèvement, le détournement ou le placement par fraude ou violence suivies de mort » de mineurs âgés de moins de quinze ans.

Ouvre les familles des victimes, huit associations se sont constituées partie civile contre M. Papon au cours de la seconde instruction, et notamment la Ligue des droits de l'homme, le MRAP, la LICRA, ainsi que le consistoire central et le consistoire de Bordeaux.

Le père, le frère et la tante de Michel Sliutsky sont morts à Auschwitz. Lui-même n'a échappé à la déportation qu'en s'évadant par les toits du domicile familial à Bordeaux dans la nuit du 19 octobre 1942. Il avait dix-sept ans.

Aujourd'hui Michel Sliutsky fouille les archives pour tenter de reconstituer les mécanismes et de déterminer les responsabilités de l'administration française dans le génocide dont furent victimes les juifs en France.

Grâce à une série de soixante-quinze documents provenant notamment d'archives de police découvertes en 1986 à Bordeaux, l'auteur du *Pouvoir préfectoral lauréat à Bordeaux* s'efforce de reconstituer le rôle de la préfecture régionale et de son secrétaire général dans l'organisation et l'exécution des rafles anti-juives (dit au total orga-

nisées à Bordeaux entre le 15 juillet 1942 et le 13 mai 1944).

L'établissement des listes, l'arrestation des juifs, l'aménagement du camp de Mérignac, où étaient détenus les victimes avant leur départ pour Drancy, la surveillance des gares, relevaient des autorités françaises. Cette organisation est minutieusement décrite dans une « note pour M. le préfet régional » en date du 3 juillet 1942, douze jours avant la première rafle dont cent soixante et onze personnes furent victimes. Le 20 juillet 1942, une note du secrétariat général de la préfecture de la Gironde à l'intendant de police manifeste « la satisfaction pour la manière dont a été menée à bien l'opération de police effectuée le 15 juillet sur l'initiative de la police allemande de sûreté et conformément à l'accord intervenu entre les autorités allemandes et le gouvernement français ».

« Les autorités gironnaises traitent au ralenti les questions de sauvetage », accuse, dans un autre chapitre, Michel Sliutsky. Il présente des tentatives montrant que des hommes et des femmes qui avaient réussi à prouver leur ascendance catholique, conformément à la législation de juin 1941, ont été arrêtés, puis déportés. Silva Prigogine, née à Drancy le 26 octobre 1942, en même temps que René Michel, qui était dans la même situation. Le 17 novembre 1942, le commissariat aux questions juives s'adresse au préfet régional lui enjoignant de considérer que « Alice Léon ne fait pas partie de la religion juive ». Elle n'en restera pas moins fichée.

Suicide

à la maison d'arrêt de Limoges

Condamnée, le 16 novembre 1988, à trois ans de prison, dont un an avec sursis, Muriel Delcroix, vingt-trois ans, auteur de plusieurs vols de sacs à main, s'est pendue dans sa cellule de la maison d'arrêt de Limoges. Son cadavre a été découvert par une surveillance au matin du mardi 3 janvier.

Délinquante primaire, Muriel Delcroix avait reconnu, devant ses juges du tribunal correctionnel de Limoges, les délits qu'on lui reprochait. « Je n'avais plus d'argent », justifia-t-elle, « avant elle dit. Ces tentatives d'explication n'avaient pu faire oublier que ses victimes étaient toutes des personnes âgées à qui elle avait violemment arraché leur sac à main. L'une d'elle, en lui résistant, avait été déséquilibrée et, dans sa chute, s'était fracturé le col du fémur. Ainsi le tribunal avait-il suivi les réquisitions du substitut du procureur de la République pour qui Muriel Delcroix avait fait preuve, par ses agissements, « d'une absence totale de sens moral ».

jusqu'en 1944 à la préfecture de la Gironde.

Plusieurs des documents présentés dans l'ouvrage sont signés Papon. Par lettre en date du 4 juillet 1942, à l'en-tête de l'Inspection de la santé de la Gironde, le secrétaire général de la préfecture ordonne au docteur Schinazi (une des figures de la Résistance bordelaise) de « tous les événements qui permettent de conclure à une activité ennemie comme les descentes de parachutistes, les notes de sabotage, la préparation d'attentats (...) doivent être signalés directement et sans délai à la Feldkommandantur de Bordeaux ».

C'est l'ensemble de ces documents qui a été transmis au magistrat instructeur.

GINETTE DE MATHA.

(1) Auteur d'un autre ouvrage, *L'affaire Papon*, publié en 1983 (Ed. Albin Moreau).

La chancellerie prend des mesures pour accélérer la procédure civile

A la demande du garde des sceaux, la direction des affaires civiles du ministère de la Justice vient d'élaborer deux textes, l'un en vue d'une accélération de la justice en matière civile, l'autre pour favoriser le recours à la médiation pour la solution à l'amiable de certains conflits.

Les deux documents entendent illustrer « de manière concrète », selon un communiqué de la chancellerie, le « document » qui avait fait l'objet, le 16 novembre 1988, d'une communication de M. Pierre Arpaillange au conseil des ministres (le Monde du 17 novembre 1988).

Le premier de ces textes a pour objet d'« éviter le dévoiement des voies de recours exercées souvent trop tardivement et dans un but dilatoire ». Il propose de fixer un

délai d'un an à compter de la date de la décision rendue, au-delà duquel tout recours sera exclu alors qu'actuellement aucun texte ne limite, ce droit en matière civile. Cependant le texte préparé fera l'objet d'une concertation « rapide » avec les magistrats et les auxiliaires de justice avant d'être soumis à la fin du mois de mars au Conseil d'Etat en vue d'une publication au Journal officiel.

L'autre texte, sous la forme d'un avant-projet de loi, entend rapprocher les antagonistes dans la recherche d'une solution amiable et prévoit la nomination par le juge de l'ordre judiciaire d'un médiateur sans que les parties en cause puissent exercer un recours contre cette désignation.

● Interpellation du meurtrier présumé d'un médecin. — L'organisation séparatiste basque Iparratarak a revendiqué, mardi 3 janvier, la tentative d'attentat commise la nuit précédente contre la gendarmerie d'Handaye-Bahobie. Un bombe, composée d'une bonbonne de gaz de 3 kilogrammes, reliée à un dispositif de mise à feu actionné par un réveil, avait été découverte devant la porte vitrée de la gendarmerie et avait pu être désamorcée.

● Interpellation du meurtrier présumé d'un médecin. — Le meurtrier présumé du docteur Vincent Huet, tué lundi à coups de couteau dans son cabinet de Fontenay-sous-Bois (Val-de-Marne) (le Monde du 4 janvier), a été interpellé, mardi 3 janvier, par les policiers du SNPJ du Val-de-Marne, Albert C., vingt-trois ans, sans profession, toxicomane, a reconnu les faits. Les enquêteurs ont retrouvé chez lui la sacoche de la victime et des médicaments volés.

REPÈRES

Ozone

Des observateurs au Grand Nord

La France a adhéré officiellement au protocole de Montréal. Ce protocole, élaboré en novembre 1987, a pour but de réduire progressivement la production de chlorofluorocarbones (CFC) utilisés pour la réfrigération, les mousses et les bombes aérosols. Les CFC montent dans la haute atmosphère, entrent dans des processus physico-chimiques et détruisent ainsi une partie de l'ozone. Or l'ozone — une molécule faite de trois atomes d'oxygène — a la propriété d'absorber la quasi-totalité du rayonnement ultra-violet venu du soleil, et ce rayonnement désorganise la matière vivante.

Depuis 1979, la quantité d'ozone diminue fortement au-dessus de l'Antarctique pendant chaque mois d'octobre, c'est-à-dire pendant le printemps austral (le Monde du 6 avril 1988). Ce même phénomène se produit-il pendant le printemps au-dessus des régions arctiques beaucoup plus peuplées que la zone antarctique ? Pour tenter de répondre à cette question, plusieurs centaines de spécialistes français, américains, soviétiques, ouest-allemands, scandinaves, britanniques et japonais

vont aller dans le Grand Nord pour y faire, pendant plusieurs semaines, des mesures et des expériences grâce à des ballons, à des fusées et à des avions qui emporteront de multiples appareils dans la haute atmosphère.

Epidémie

133 000 sidatiques officiellement recensés

Dans cent quarante-deux pays au 31 décembre 1988, 132 976 cas de SIDA ont été recensés par l'Organisation mondiale de la santé, soit une progression de 2,8 % par rapport au mois précédent. Selon l'OMS, au moins 350 000 cas de SIDA seraient en réalité survenus depuis le début de l'épidémie. — (AFP.)

Cyclone

Aide aux victimes de Delilia

Le cyclone Delilia, qui a balayé les 2 et 3 janvier la Nouvelle-Calédonie, a tué deux personnes. Les dégâts aux cultures, aux maisons et aux installations sont importants. Ce sont le

nord et la côte est de la grande île qui ont été les plus touchés. Le ministre des DOM-TOM a annoncé, le 3 janvier, que des aides vont être attribuées « dans les meilleurs délais » aux victimes de Delilia.

Espace

Jean-Loup Chrétien croit en Mars

Le cosmonaute français Jean-Loup Chrétien, qui vient de passer un peu plus de trois semaines dans l'espace, a estimé, lors de son passage éclair à Paris, mardi 3 janvier, que les Soviétiques avaient, avec le vol d'un accompli par leurs cosmonautes, fait la démonstration qu'une mission habitée vers la planète Mars était possible. « Les seuls obstacles, a-t-il déclaré à sa descente d'avion, sont d'ordre technique et financier. Mais, de toute manière, une telle mission devra être réalisée en coopération internationale ».

En ce qui concerne le vol de longue durée auquel il a participé, Jean-Loup Chrétien a souligné que sa mission était « un encouragement pour l'avenir », d'autant que la France a récemment mis sur pied avec les Soviétiques un programme de vols habités réguliers.

DÉFENSE

Mines antichars françaises pour l'armée suisse

La Suisse vient de notifier à la France une commande de mines antichars pour un montant de 1 200 millions de francs français. Cet important contrat a été passé à la société TRT (Télécommunications radioélectroniques et téléphoniques), qui fabrique la mine antichars HPD F-2.

D'un poids de 7 kilogrammes, la mine HPD F-2 perfore un blindage de 150 millimètres d'acier. Elle peut être posée par des engins mécaniques ou à la main. Elle est munie d'un dispositif d'autoneutralisation, c'est-à-dire qu'elle peut être récupérée après une première pose pour une seconde utilisation. C'est un système d'arme capable de barrer un front d'un kilomètre en moins de deux heures. Selon les termes de l'accord, la société française TRT a accepté de confier une contrepartie de 74 % de la valeur du contrat à des entreprises helvétiques (Tavaro, à Sion, et MFA, à Auhof), mais elle demeure le maître d'œuvre de l'application du contrat.

La société française L'a emporté face à six concurrents. L'armée suisse devient le quatrième client de la mine HPD F-2, après les armées française, norvégienne et belge. Des négociations ont lieu avec d'autres pays étrangers qui recherchent des mines antichars de deuxième génération, capables de choisir leur mode de fonctionnement selon la cible.

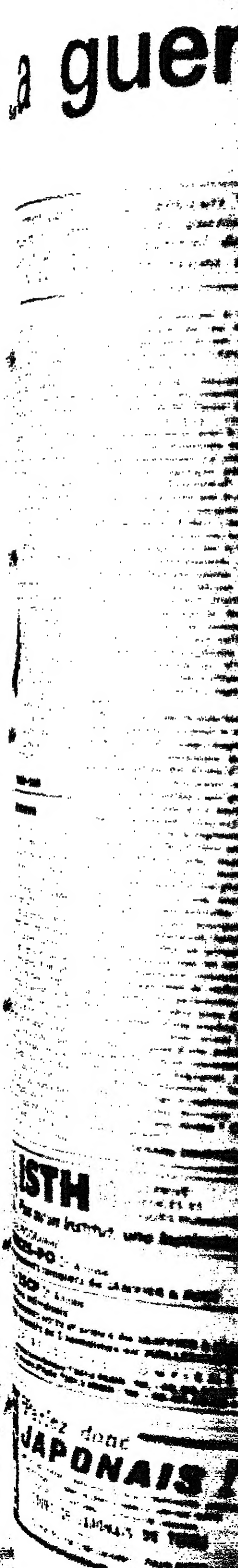
● Les décrets salariaux sont rétablis dans les armées. — M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la défense, a annoncé que les décrets de 1961 et de 1967, dont l'application avait été suspendue en juin 1986, sont remis en vigueur depuis le 1^{er} janvier. Ces décrets énonçaient, dans leur principe, que les salaires des techniciens et ouvriers des armées de l'Etat évoluent dans les mêmes conditions que les salaires de la métallurgie parisienne. Le gouvernement de M. Jacques Chirac les avait temporairement annulés par souci de rigueur budgétaire. Une concertation avec les syndicats sera engagée cette année pour définir un nouveau mode de calcul de l'évolution des salaires dans les armées.

Le Monde aux minutes

LES INFOS

Les derniers flashs. L'actualité en direct.

3615 TAPÉZ LE MONDE



Le Monde CAMPUS

La guerre des ingénieurs

Faut-il former davantage d'ingénieurs ? Si oui, combien et comment ? Ces questions, essentielles pour l'avenir industriel de la France, sont au centre de réflexions tous azimuts.

La guerre des ingénieurs aura-t-elle lieu ? Pour maîtriser la complexité croissante des techniques et des produits, tout le monde juge indispensable une élévation générale des niveaux de formation et de qualification de l'encadrement industriel français. Cela passe-t-il par une augmentation spectaculaire des formations actuelles d'ingénieurs, au risque de déstabiliser le système très sélectif des classes préparatoires et des grandes écoles ? Ou bien les ingénieurs français devront-ils céder une partie de leur monopole à une nouvelle race d'ingénieurs — « technologues » — ou « techniciens » — moins prestigieuse, mais plus proches de la production et du terrain ?

Ce débat proprement franco-français se double d'une autre querelle — celle-là européenne, voire mondiale. Face à la mise en place du grand marché intérieur européen, à l'internationalisation des entreprises et des stratégies économiques, la France pourr-elle longtemps préserver le système original de ses grandes écoles ? Ou devra-t-elle se rapprocher des modèles dominants (anglo-saxons et allemands) de formation des ingénieurs, plus courts ou plus diversifiés ?

Un branle-bas

désordonné

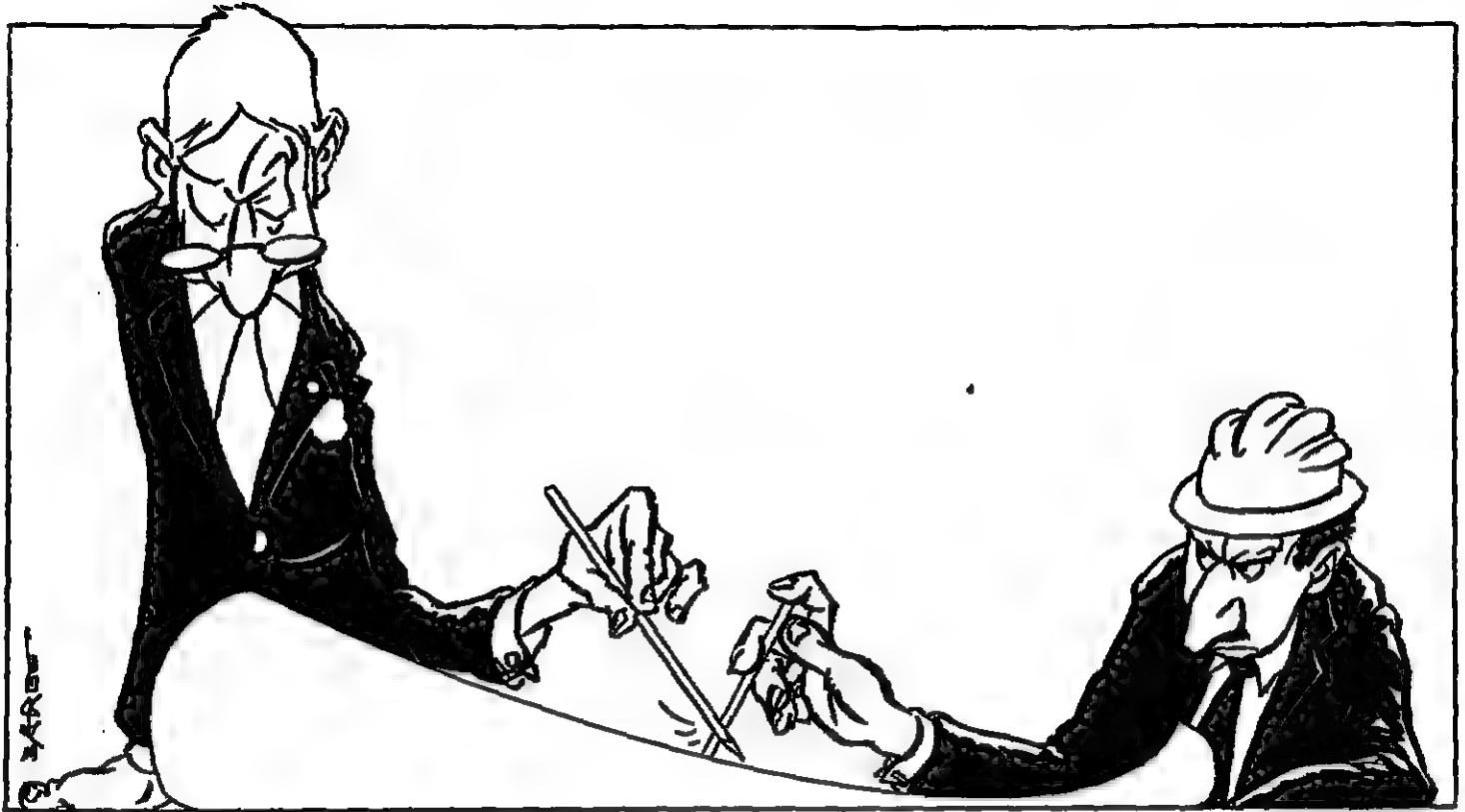
De la réponse à ces questions dépend, pour une bonne part, la place de la France dans la compétition technologique et industrielle. Depuis un an, une réflexion tous azimuts est engagée. Les directeurs d'IUT (instituts universitaires de technologie) ont tiré les premiers, en demandant que leur formation (actuellement deux années après le baccalauréat) soit prolongée d'un an, pour atteindre un niveau comparable aux formations anglaises ou allemandes (le Monde du 9 juin 1988). Le comité national pour le développement des grandes écoles (CNGE), qui rassemble des représentants du monde professionnel, des grandes écoles et des associations d'anciens élèves, vient de présenter à M. Jospin une étude très complète sur les perspectives d'emploi des ingénieurs à l'horizon d'une vingtaine d'années, pilotée par M. Louis

Delattre et réalisée par le CEFI (Centre d'étude sur les formations d'ingénieurs) et son secrétaire général de l'époque, M. Claude Maury.

Le ministre de l'éducation a également reçu un ensemble de propositions de M. Daniel Bloch, président du haut comité éducation-économie, pour le développement des formations technologiques supérieures. La commission du titre d'ingénieur, présidée par M. Yvan Mirochnikoff, planche de son côté, ainsi que le secrétariat d'Etat à l'enseignement technique de M. Robert Chapuis. Sans oublier les réflexions menées au plan européen, soit par la Commission des Communautés, qui a caressé pendant des années l'idée d'une directive européenne pour l'harmonisation des diplômes d'ingénieur, soit par la Société européenne pour les formations d'ingénieurs (SEFI), soit enfin par la Fédération européenne des associations nationales d'ingénieurs (FEANI), qui s'efforce de promouvoir son titre d'« ingénieur européen ».

Bref, c'est un branle-bas de combat général, et pour le moins désordonné. M. Lionel Jospin l'a constaté le 13 décembre devant les responsables des écoles d'ingénieurs. Pour rattraper notre « retard » par rapport aux grands pays industrialisés, a-t-il souligné, « notre système éducatif va devoir former plus d'ingénieurs et de techniciens. Des efforts ont été effectués dans ce sens, mais ils n'ont pas été, pour le moment, réunis dans une réflexion globale, capable de susciter une nouvelle dynamique et un véritable saut quantitatif ». C'est pourquoi le ministre de l'éducation nationale a décidé de créer un groupe de travail réunissant tous les acteurs (écoles d'ingénieurs, commissions de titre, organismes de recherche et de prospective, partenaires économiques). Il espère ainsi disposer rapidement d'une analyse globale et pouvoir tracer, avant l'été, les grandes lignes d'une politique en la matière. De ce foisonnement d'initiatives se dégagent trois interrogations majeures : faut-il former davantage d'ingénieurs et combien ? Quels devraient être leur profil et leur niveau ? Comment les former ?

GERARD COURTOIS.



Le maillon manquant des « technologues »

Entre les diplômés des grandes écoles et les techniciens supérieurs, la France manque d'un maillon intermédiaire : celui d'« ingénieurs technologues », plus près du terrain. Mais qui les formera ? Les IUT, les universités ou de nouvelles écoles à créer ?

QUELLE que soit l'appréciation portée sur les évolutions quantitatives, tout le monde est d'accord sur un point : il n'est pas question de faire supporter aux grandes écoles d'ingénieurs la plus grosse part de l'effort de formation nécessaire. La même formule ou presque se retrouve sous la plume de Daniel Bloch ou de M. Boulin, président du CNGE : la croissance des grandes écoles doit se situer dans le prolongement des tendances modérées observées au cours des dernières années.

Cette volonté de préserver les écoles relève peut-être, ici, du réflexe corporatiste et, là, de la crainte de s'attaquer à quelques institutions fétiches de la société française. Mais elle résulte surtout d'une conviction commune : la France manque aujourd'hui de niveaux intermédiaires de formation des cadres techniques. Notre système s'est structuré depuis vingt ans en fonction de deux paliers très différenciés : les formations de techniciens supérieurs à bac + 2 (diplôme universitaire de technologie et brevet de technicien supérieur), qui ont connu un essor spectaculaire, et les prestigieuses formations longues débouchant, après cinq ans d'études, sur le diplôme d'ingénieur. En outre, il existe trop peu de passerelles entre ces deux niveaux, puisque neuf cents techniciens supérieurs seulement parviennent chaque année à atteindre par la formation continue (Arts-et-Métiers en particulier) le diplôme d'ingénieur.

Si chacun applaudit au succès des DUT et des BTS et souhaite développer ces formations très appréciées des chefs d'entreprise,

beaucoup sont désormais partisans de la création d'un maillon intermédiaire — autour du niveau bac + 3 et, plus volontiers, bac + 4, — capable de répondre aux besoins plus diversifiés et plus décentralisés des entreprises. « Entre l'élite des ingénieurs-concepteurs et la masse grandissante des techniciens supérieurs, il faut réfléchir à un profil d'ingénieur de production qui se distinguerait de l'ingénieur classique non par la hiérarchie des diplômes mais par la différence des fonctions », estime ainsi M. Jean Michel, professeur à l'Ecole des ponts et président du GE-TH, le bureau de liaison entre les grandes écoles françaises et les techniques des Hochschulen (les universités de technologie) allemandes.

Le modèle

européen

L'émergence de ce nouveau profil permettrait, par ailleurs, de répondre à l'inquiétude de nombreux responsables économiques. Car le manque de perspective de promotion des techniciens supérieurs, par la formation continue par exemple, constitue, de l'avis unanime, un véritable détonateur social. Estimant que cette pression des techniciens vers des niveaux de responsabilité supérieurs est inévitable et salutaire, le rapport du CNGE considère comme « peu réaliste, sinon, même, dangereux, que cette progression de carrière des technologues ne soit pas associée à une formation supplémentaire, soit initiale, soit en cours de carrière ».

Enfin, un niveau de formation intermédiaire permettrait à la France de se rapprocher de la situation de ses principaux voisins et de s'inscrire plus étroitement dans la perspective européenne. La plupart des pays de la Communauté forment en effet des ingénieurs techniciens en quatre ans environ, comprenant le plus souvent un stage en entreprise d'une durée de trois à douze mois. Quant à la directive européenne adoptée le 22 juin dernier par les ministres des Douze, elle organise la reconnaissance mutuelle des diplômes sur la base de trois années d'études supérieures (le Monde des 22 et 24 juin). Le projet de directive spécifique d'harmonisation des formations d'ingénieurs semblant, pour l'instant, remis dans un tiroir, c'est la directive générale qui risque de s'appliquer aux ingénieurs, mettant — théoriquement — sur le même pied les ingénieurs sortis des Fachhochschulen allemandes (formés en trois ans et demi) et les diplômés des plus prestigieuses écoles françaises. Raison de plus pour créer en France un profil d'ingénieur comparable aux ingénieurs techniciens allemands, britanniques, néerlandais ou belges.

Mais là s'arrête le consensus. Car chacun des acteurs du dispositif actuel entend bien être le pivot de ces nouvelles formations. Les directeurs d'IUT (instituts universitaires de technologie) ont très vite senti le vent du boulet communautaire et ont réclamé, depuis un an, la possibilité d'allonger jusqu'à trois ans la durée des études. Cela leur permettrait de rentrer dans le « champ » européen, et correspond à une tendance de plus en plus fréquente de prolongation des cursus : l'an dernier, une bonne soixantaine de sections d'IUT avaient créé, en liaison étroite avec les professions, des troisièmes années de spécialisation ; cette année, le nombre de ces formations complémentaires a plus que doublé. Mais ce désir d'émancipation des IUT s'est heurté à un double veto du ministère de l'éducation nationale et du

CNPF, pour qui le succès des IUT tient précisément au fait que ce sont des formations courtes.

Loin de se décourager, les directeurs d'IUT viennent de relancer les enchères. En convergence avec l'Union des présidents d'IUT et la commission enseignement supérieur du CNPF, ils travaillent sur un projet de cursus en quatre ans environ : les deux premières années, complètes par un stage de six mois, déboucheraient sur le DUT et le niveau de technicien supérieur ; un second cycle de deux ans permettrait à une partie de ces diplômés, après sélection, de décrocher un diplôme d'ingénieur technologique.

Deux fois

deux ans

« Nous en sommes encore à la phase exploratoire », tient à préciser M. Raymond Poupard, directeur de l'enseignement, de la formation et de l'emploi au CNPF. Mais nous examinons favorablement un scénario en deux fois deux ans. « Même écho du côté de M. Marc Guillaume, responsable de l'Union des présidents d'IUT, qui devrait se prononcer fin janvier, après avoir pris connaissance de l'enquête réalisée par l'Association nationale des directeurs et chefs du personnel sur les attentes et les besoins des recruteurs.

Ce scénario rejoint les réflexions menées au secrétariat d'Etat chargé de l'enseignement technique et esquissées à plusieurs reprises par M. Robert Chapuis. Le constat de départ est simple : il n'existe pas de filière technologique complète dans l'enseignement supérieur, et notamment à l'Université. D'un côté des formations courtes (DEUST, DUT, BTS), de l'autre des maîtres à vocation professionnelle (MST, MIAGE...), mais pas de passerelles organisées entre les deux.

(Lire la suite page 12.)

ISTH INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES
Plus qu'un Institut, une Institution

NOUVEAU PROGRAMME SCIENCES-PO 2^e Année
• Enseignements complets de JANVIER à JUIN

HEC - ESCP 2^e Année
• Entretiens individuels
• Enseignements écrits et oraux de JANVIER à MAI
• Stages intensifs de 5 semaines en JUILLET/AOÛT

TAUX DE RÉUSSITES CONFIRMÉS
Autocoll : 6, avenue Léon-Henry 75016 PARIS - TEL : 42.24.10.72 +
Téléc : 53, avenue d'Alma 75013 PARIS - TEL : 45.85.59.35 +

Parlez donc **JAPONAIS !**

COURS DE TOUR NOUVEAU - SPÉCIALITÉ ET SUITE - PROFESSEURS JAPONAIS
AUDIO-VISUEL - FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE AGRÉÉE
RENTRE LE 21 SEPTEMBRE - INSCRIPTION IMMÉDIATE

COURS DE JAPONAIS DE TENRI
9, RUE VICTOR-CONSIDÉRANT, 75014 PARIS
TEL 43.35.11.86

Le maillon manquant des « technologues »

(Suite de la page 11.)

L'idée est donc de diversifier les voies de formation technologique supérieure et d'en favoriser l'accès aux bacheliers du technique, soit en créant un cursus technologique complet (DEUG, licence, maîtrise), soit en s'appuyant sur les IUT pour instaurer un diplôme d'ingénieur technologique à bac + 4.

De son côté, M. Yvan Mirochnikoff, président de la commission du titre d'ingénieur, travaille sur une double hypothèse. Pour répondre à la demande pressante de techniciens qui souhaitent accéder au niveau cadre, il propose la création d'un « brevet d'ingénieur » exclusivement dévolu par la formation continue et qui serait accessible, après une formation alternée de douze à dix-huit mois, aux titulaires d'un BTS ou d'un DUT ayant cinq ans d'expérience professionnelle. En matière de formation initiale, M. Mirochnikoff estime qu'il faut partir des bonnes formations existantes, en particulier des MST complétées par un DESS, pour construire de nouveaux diplômes d'ingénieur intermédiaire à bac + 4.

Des écoles

d'ingénieurs techniciens

Daniel Bloch, lui, est beaucoup plus radical. L'examen de l'ensemble des formations technologiques en Europe, aux États-Unis et au Japon permet, dit-il, de déceler trois niveaux de formation : bac + 2, bac + 4 et bac + 5 à 6. Les IUT assurent le premier niveau ; il faut donc les maintenir et leur permettre en outre de développer, avec un financement partiel des pouvoirs publics, des troisième années de spécialisation. Pour le niveau bac + 4, il propose la création, en s'appuyant sur les IUT, d'écoles d'ingénieurs

techniciens (EIT), qui recruteraient leurs élèves dès la sortie du bac et les conduiraient, en quatre ans, au diplôme. Enfin, il relance son idée d'universités de technologie, mise en sommeil depuis trois ans malgré le vote de la loi du 23 décembre 1985.

Quant au CNGE, il préfère ne pas s'engager concrètement sur le choix des relais les mieux adaptés pour faire naître des formations intermédiaires de technologie. Mais il se déclare « a priori favorable à une solution ouverte, utilisant le maximum des compétences existantes ».

Mesurer

le coût

Tous les projets actuels convergent donc vers l'émergence de formations d'ingénieurs-techniciens en quatre ans, comparables aux cursus de nos voisins européens. Les réticences du patronat, très vives à l'égard de formations en trois ans, qui auraient « pesé trop lourdement sur les conventions collectives », semblent moins sensibles pour des formations en quatre ans, plus proches des formations classiques d'ingénieur.

Il reste à mesurer le coût d'une telle démultiplication des formations et à choisir les opérateurs privilégiés : IUT, MST, EIT de Daniel Bloch, nouvelle filière universitaire de technologie, en formation initiale ou continue... Les paris sont ouverts. A moins que chacun ne finisse par admettre que ces querelles franco-françaises ne sont plus vraiment de mise trois ans avant la mise en œuvre de l'Acte unique européen. Dans ce cas, la guerre n'aura pas lieu, mais les grandes manœuvres actuelles auront contribué, malgré tout, à moderniser le paysage de la formation des ingénieurs de demain.

G. C.

Prudents et audacieux

Pour les uns, il faut doubler le nombre de jeunes ingénieurs diplômés. Pour d'autres, la croissance passe surtout par la promotion des techniciens supérieurs.

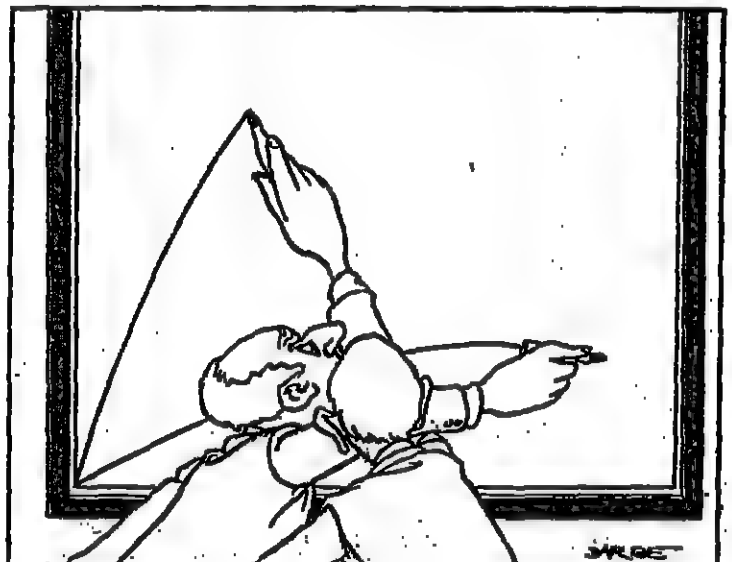
SELON toutes les études prospectives, il va falloir augmenter fortement la population des cadres techniques (ingénieurs et titulaires d'un diplôme universitaire de deuxième et troisième cycle à vocation technologique). Mais, dès que l'on essaie de chiffrer ces besoins, une controverse s'installe entre les « prudents » et les « audacieux ». Parmi ces derniers, M. Daniel Bloch est indéniablement en pointe. Sur la base d'une étude prospective du BIPE (Bureau d'information et de prévisions économiques) réalisée en 1987, il prévoit un doublement des effectifs des cadres techniques, qui passeraient de 372 000 à 740 000 entre 1982 et l'an 2000. Dans le même temps, il faudrait, estime-t-il, relever de façon très volontariste le niveau de formation de ces cadres techniques : en 1982, 171 000, soit 45 % d'entre eux, avaient un diplôme d'ingénieur ou un diplôme de deuxième ou troisième cycle ; Daniel Bloch propose de faire passer ce chiffre

à 541 000 en l'an 2000, soit 73 % du total prévu à cette date.

A ses yeux, un tel bond en avant permettrait de répondre aux besoins des entreprises et de combler le retard de la France par rapport à ses principaux concurrents. Selon lui, « le nombre d'ingénieurs formés chaque année, ramené à la même population, est désormais environ deux fois plus fort aux États-Unis, au Japon et en Allemagne » qu'en France.

L'étude du CEFI est beaucoup plus prudente. Plus qu'une prévision globale, elle entend proposer « une vision réaliste et vraisemblable d'un équilibre entre besoins et capacités de réponse de l'emploi ». C'est-à-dire du système de formation. Le CEFI envisage une augmentation de 75 % du nombre des cadres techniques, qui passeraient de 406 000 en 1986 à 715 000 dans vingt ans.

Mais surtout il pronostique des évolutions contrastées selon le niveau de formation initiale de ces cadres : les cadres techniques



« autodidactes » (ingénieurs maison) verraient leur nombre et leur proportion baisser très fortement (75 000 dans vingt ans, contre 186 000 en 1986). Les « diplômés longs » (bac + 4 minimum) connaîtraient une croissance notable, mais beaucoup moins forte que dans la perspective de Daniel Bloch : de 164 000 en 1986, ils passeraient à 400 000 dans vingt ans, soit 56 % de l'effectif total. On assisterait enfin à l'explosion des « technologues », c'est-à-dire de techniciens supérieurs titulaires d'un DUT ou d'un BTS et qui accèderaient au niveau bac + 4 par des formations complémentaires. Leur nombre grimperait de 56 000 en 1986 à 240 000 dans vingt ans, soit plus du tiers de l'effectif total.

Une question

de rythme

Enfin, l'enquête du CEFI analyse les conséquences de ces prévisions d'emploi sur le système éducatif. Pour atteindre l'objectif fixé (400 000 cadres techniques dans vingt ans, en tenant compte du remplacement du stock actuel), il faudrait porter de 14 000 à 22 000 le flux annuel de diplômés. Cet accroissement de 8 000 diplômés par an pourrait se répartir entre les voies actuelles de formations d'ingénieurs (+ 3 000 par an), les autres formations longues universitaires, comme les maîtrises de sciences et techniques ou les maîtrises d'information appliquée à la gestion (+ 1 000 par an), enfin les futures formations de technologues (+ 4 000 par an).

Ces prévisions d'emploi ont donc des répercussions en chaîne sur l'ensemble du système de formation comme sur l'organisation de la production industrielle, sur les choix du ministre de l'éducation comme sur ceux des chefs d'entreprise. La perspective tracée par Daniel Bloch (soit une augmentation de 7 % à 8 % par an du nombre de diplômés d'ingénieurs ou équivalents) conduit à une croissance à marche forcée des formations technologiques supérieures longues et une reconversion très profonde de l'encadrement des entreprises françaises.

L'approche moins volontariste — plus protectionniste, disent certains — du CEFI et du CNGE trace une perspective plus souple, où les adaptations progressives des mécanismes de formation faciliteront une restructuration moins brutale des entreprises. Comme le rappelle Daniel Goussier, directeur de l'Ecole centrale et président de la Conférence des grandes écoles, « le problème est de savoir à quelle vitesse il convient de résorber notre déficit en cadres techniques. En allant trop vite, on risque de mettre en place des capacités de formation rapidement surdimensionnées par rapport aux besoins à long terme. L'exemple des formations en médecine est éloquent ».

Pour les uns, il y a donc urgence pour les autres, danger à forcer l'allure. Il faudra attendre de connaître la position du patronat — pour l'instant mitigée — et les orientations du ministre de l'éducation pour y voir plus clair.

G. C.

Les « décathloniens » du management

« Le client a pris le pouvoir dans l'entreprise ». Cette affirmation, qui résonne comme un slogan consumériste, a servi de base de réflexion aux deux cent cinquante participants du deuxième congrès international de génie industriel qui vient de se réunir à Nancy. Le thème est donc roi : cette évidence commerciale s'insinue, peu à peu, à tous les échelons de l'entreprise, y compris dans les laboratoires de recherche. Elle est de nature à bouleverser les stratégies industrielles, à modifier la formation des ingénieurs et des managers de demain, voire à chambouler les organigrammes des sociétés.

M. Maurice Castagné, directeur de l'UFR de génie des systèmes industriels de l'Institut national polytechnique de Lorraine (INPL), le confirme : « Sans clientèle, il n'y a pas de technologie. Jusqu'à présent, on a formé des gens à la technique et d'autres au commerce. Or, pour vendre de la technologie, il faut maîtriser les deux domaines. » D'où ces écoles d'ingénieurs de plus en plus démantées par le management, et ces écoles de gestion dont l'ambition est aujourd'hui de former des gestionnaires généralistes, que Claude Rameau, doyen de l'INSEAD, appelle des « managers décathloniens ».

Pour vendre un avion de ligne, les qualités techniques intrinsèques de l'appareil ne suffisent plus. Le client exige une série de prestations annexes, comme la maintenance par ordinateur. La « plus » ainsi apportée à l'innovation technique proprement dite, baptisée « soft » par les Anglo-Saxons, fait souvent la différence dans les négociations... Or cette partie immergée de l'iceberg technologique ne cesse de croître. « En 1986, les investissements immatériels (soft) ont représenté 40 % de l'investissement industriel total en France, dit Maurice Castagné. Ils devraient atteindre 60 % en moyenne dans l'avenir. C'est pourquoi il est urgent d'adapter nos formations techniques. »

Comment donner une dimension humaine et commerciale à la

fonction d'ingénieur ? Par l'enseignement du génie des systèmes industriels (GSI), répond, catégorique, Maurice Castagné, pionnier, depuis quinze ans, de cette discipline en France. « Le génie industriel permet de maîtriser l'immatériel de la technologie en intégrant à la formation de l'ingénieur des compétences complémentaires nécessaires à la réussite d'un projet », explique-t-il. Malheureusement, l'ingénieur polyvalent reste une perle rare. Sept établissements seulement délivrent des diplômes de génie industriel (1). Moins de deux cents diplômés sortiront des écoles françaises en 1989.

Former une centaine

de professeurs

Du génie au compte-gouttes, alors qu'il est enseigné dans cent cinquante centres aux États-Unis, dans soixante-dix au Japon. Après la Grande-Bretagne, la Suède et l'Allemagne de l'Ouest, la France s'éveille peu à peu à ce besoin nouveau. Une trentaine d'universités et de grandes écoles étaient représentées au congrès de Nancy. La plupart envisagent de créer une formation aux sciences du génie pour une année de spécialisation, comme à l'INPL ; un DEA, comme à l'Ecole centrale de Paris ; en intégrant dans les cursus des études d'ingénieurs ; ou en ouvrant une école spéciale en trois ans, comme envisage de le faire l'Institut national polytechnique de Grenoble.

« Très impressionnés par cette effervescence », les responsables du Groupement génie industriel (2) ont décidé de demander « la création d'un schéma directeur pour cette discipline naissante ». Pour l'introduire dans les écoles d'ingénieurs, mais aussi dans les IUT, voire dans l'enseignement technique du secondaire, il faudra former des formateurs. M. Maurice Castagné évalue les besoins à « une centaine de professeurs dans les cinq ans ». Mais son estimation pourrait être rapidement dépassée. En

effet, si l'ingénieur fait un pas vers la gestion, le manager découvre, à son tour, l'importance de la technologie dans le développement d'une stratégie d'entreprise.

Auteur de l'ouvrage *Excellence technologique*, Jacques Morin est titulaire d'une chaire de management des ressources technologiques à l'ESCAE de Marseille. « Le management de la technologie organise et développe les capacités technologiques de l'entreprise grâce auxquelles elle peut concevoir et réaliser ses objectifs stratégiques, explique-t-il. C'est une discipline qui lie les sciences de l'ingénieur avec les méthodes modernes de management stratégique. » Dans ce domaine, tout le monde est en retard sur le Japon. La France, autant que les autres.

Le management de l'entreprise à travers la technologie est un credo que prêche de plus en plus de conseillers en organisation des entreprises. « Pour ne pas rester esclave du court terme, il faut échapper à la stricte relation produit-marché et prendre en compte l'évolution de toute la technologie, dit M. Richard Seurat, du cabinet Eurostat. C'est ainsi que l'industrie horlogère suisse n'a pas vu venir le quartz en 1975. » Selon ce consultant, « il n'y a pas d'innovation sans vision. Mais, de l'idée au succès commercial, le parcours du combattant nécessite une dynamique d'équipe souvent anticonformiste. »

Il cite l'exemple de la Renault Espace, conçue et développée en dix-huit mois par Matra Automobiles, alors en situation de faillite et lancée sans étude de marché. Selon lui, le succès de la voiture est l'exemple type d'un management moderne de la technologie : « Pour faire ce produit, Matra s'est appuyé sur le noyau dur de sa propre technologie. Pour ce qu'elle ne savait pas ou ne pouvait pas faire, la firme a adopté une stratégie d'alliances, sans pour autant perdre son âme. » Cela n'est possible, estime-t-il, qu'avec des hommes capables de déceler sur le marché des signaux

porteurs d'opportunité, puis de communiquer leur idée pour la faire aboutir.

Le génie du système industriel devrait faire le bonheur des PME-PMI qui ont besoin de techniciens compétents et capables d'accompagner un projet global répondant aux besoins du client. A la fois chef d'une petite entreprise dans les Vosges et enseignante à l'INPL, Mme Claudine Guidet de Quéluz est persuadée que « la PME va devoir s'enrichir de ce type de profil ». Cela ne se fera pas sans mal. « Embaucher un ingénieur de cette envergure, dit-elle, peut poser au chef d'entreprise un problème en termes de pouvoir. »

Des équilibres

en péril

La question se pose aussi dans les grandes entreprises. L'interface entre les départements recherche et marketing, entre ressources humaines et technologie met en péril les équilibres traditionnels. « Je connais plus d'un directeur de recherche qui lance des travaux relevant du management de la technologie, dit Jacques Morin. Cela les introduit dans la fonction managériale et accroît leur pouvoir. » Les résistances seront nombreuses, mais l'entreprise devrait peu à peu passer du pouvoir hiérarchique à un pouvoir plus contractuel. Au passage, l'ingénieur aura peut-être reconquis la fonction managériale que lui avaient ravie le commercial, puis le financier.

J.-J. BOZONNET.

(1) Ecole centrale de Paris, Institut national polytechnique de Lorraine, INSA de Lyon, Université Aix-Marseille-III, IPSO, les écoles nationales d'arts et métiers (options), Université de technologie de Compiègne, Normale Sup. Paris.

(2) Le GGI regroupe des dirigeants, des professionnels, des ingénieurs, des formateurs et des chercheurs dont l'objectif est le développement et l'application du génie industriel. Renseignements : 58, rue de Lisbonne, 75008 Paris. Tél. : (1) 42-89-19-70.

BLOC NOTES

RÉVOLUTION EN KIT

La revue, *Le Français dans le monde* édite un matériel pédagogique sur la Révolution française. Ce « kit révolution » comprend huit affiches en couleur et seize fiches pratiques permettant de lire les images et de mieux comprendre ce moment de l'Histoire.

« LE FRANÇAIS DANS LE MONDE », 26, rue des Fossés-Saint-Jacques, 75003 Paris, 130 F.

DESSINE-MOI

UNE RÉVOLUTION

Jeunesse et Patrimoine organise un concours national de dessin pour enfants sur le thème : « Vive la France », à l'occasion de la célébration du Bicentenaire de la Révolution française. Ouvert à tous les jeunes de huit à treize ans, le concours sera clos le 15 février.

★ Renseignements : Jeunesse et Patrimoine, 9, avenue Franklin-Roosevelt, 75008 Paris. (1) 42-23-91-92.

UN GUIDE

POUR SAINT-DENIS

« Argos » est le nouveau système d'autoguidage lumineux de la basilique Saint-Denis. Grâce à ce système qui met en œuvre des techniques de pointe, la visite de la nécropole royale est un véritable spectacle son et lumière pour le visiteur.

★ Basilique Saint-Denis, tous les jours de 10 h à 17 h ; le dimanche de 12 h à 17 h. Métro Saint-Denis-Basilique.

SAVANTS

ET RÉVOLUTION

« Les savants et la Révolution » sera le thème d'une exposition temporaire de la Cité des sciences et de l'industrie à Paris, du 13 mars au 26 novembre. La grande aventure des hommes de sciences dans la tourmente révolutionnaire de 1789 à 1799.

★ Renseignements : Cité des sciences et de l'industrie, 30, avenue Corentin-Lièvre, 75019 Paris. Tél. : 40-05-78-05.

DEL'ÉCOLE

AU COLLÈGE

Passer du primaire au secondaire, quelle révolution ! Il faut s'organiser différemment et découvrir tous les rites du collège. Pour faciliter ce passage, l'ONISEP publie, vos années de collège, une petite brochure sous forme de guide pratique.

★ Librairie de l'ONISEP, 168, boulevard du Montparnasse, 75014 Paris, et dans les délégations régionales de l'ONISEP.

7 F
N° 1000 DE
JANVIER 1989

Le Monde
dossiers et documents

LES ARCHIVES DE L'ACTUALITÉ

LA POLITIQUE DES SALAIRES

- Le temps de la rigueur
- La stagnation des revenus
- La montée du mécontentement
- La recherche d'un dialogue

LE RENOUVEAU DES NATIONS UNIES

- La revanche du « machin »
- Les causes du blocage
- Le succès de l'ONU
- Les dossiers du long terme

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Les junior-entreprises jouent la qualité

L'excellence plutôt que la croissance : telle est la ligne adoptée par la Confédération nationale des junior-entreprises, à son congrès de Rouen.

LES junior-entreprises deviennent majeures. Après avoir beaucoup grandi ces dernières années, elles cherchent à enfoncer l'engrenage de leur croissance. L'augmentation de leur chiffre d'affaires, leurs responsables n'ont aujourd'hui plus qu'un mot à la bouche : la qualité. Lorsqu'ils parlent encore de croissance, c'est pour s'accorder aussitôt sur la nécessité de la maîtriser. Depuis leur élection en 1967 à l'ESSEC, ces associations à caractère professionnel ont essayé dans la plupart des grandes écoles. D'abord celles de gestion et de commerce, puis d'ingénierie et, aujourd'hui, d'architecture. Ces structures commerciales permettent aux étudiants de mettre à l'épreuve leur savoir-faire tout neuf. En le proposant à des clients sous forme d'études diverses, ils font leurs compétences théoriques à la dure réalité du marché.

Laurent Pichon, le président national. Depuis quelques mois, il organise régulièrement avec les présidents de JE des « réunions sur l'éthique ».

Cette question était au cœur des débats du congrès d'hiver que la CNJE vient de tenir à Rouen. Les processus d'admission au sein de la confédération se font plus tatillons, les radiations ne sont pas rares et les délégués régionaux redoublent de vigilance à l'égard de la gestion des associations et de la qualité des études menées. Mais l'image de qualité passe par la nature des études proposées. « Il faut se positionner sur l'activité de conseil », a prôné Laurent Pichon. Le congrès l'a suivi. Un consensus s'est rapidement dégagé pour « prohiber progressivement tout ce qui n'est pas du conseil ». Les « prestations douteuses », comme la formation, les conférences, les traductions et autres activités de promotion seront désormais dans le collimateur. « Les JE doivent prendre peu à peu conscience que le chiffre d'affaires n'est pas primordial pour atteindre l'excellence », résume Edouard Roche, vice-président de la CNJE.

Conséquence immédiate, le prix de la meilleure junior-entreprise décerné depuis deux ans, qui avait tendance à exhaler une folle ferveur, sera transformé en une distribution d'oscar à vocation plus qualitative. Les juniors aspirent à devenir, en concertation avec les principaux professionnels du secteur, des sociétés de conseil à part entière. Cette activité de haut de gamme convient bien à des formations bac + 4. L'étudiant y trouvera un intérêt pédagogique. Le client, une qualité à bon marché qui n'est pas forcément omniprésente dans la dispersion actuelle des énergies.

Un « turnover » infernal

Parallèlement à ces ambitions, les statuts des JE se professionnalisent. Alignées depuis 1984 sur la fiscalité des sociétés, les junior-entreprises sont aujourd'hui soumises aux cotisations URSSAF. Un décret ministériel paru au *Journal officiel* du 28 juin dernier définit, après de longues années de flou juridique, le statut social de l'étudiant travaillant en J-E.

Devant désormais payer des charges sociales (sur des bases préférentielles) et des impôts, ces juniors seraient-elles devenues des entreprises comme les autres ? Pas tout à fait. Il leur manque encore la stabilité. Aucune PME ne survivrait à un tel « turnover » de ses cadres dirigeants et de ses effectifs. Par la force des choses les PDG en herbe se succèdent, annuellement ou presque, à leur tête avant d'aller planter leurs dents de jeunes loups dans de vraies entreprises. Afin de pérenniser à moyen terme l'action de ces associations, la confédération nationale vient de lancer une vaste réflexion pour « définir un projet d'entreprise ». Ce sera la tâche du prochain congrès, en mai, à Montpellier.

J.-J. B.

EDITIONS STH

LES CAHIERS DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES
6, avenue Léon-Henry 75016. Tél. : 45.27.10.15

Des ouvrages qui font autorité et qui font état d'écarter les grands problèmes de notre temps

• LA JURISPRUDENCE DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL. BRUNO GENEVOIS.
« Les décisions du Conseil ont donné naissance à une jurisprudence qui concerne des domaines importants et variés et, en particulier, la protection des Droits fondamentaux des individus. Quels sont les principes directeurs de la jurisprudence constitutionnelle ? C'est à cette question que répond le présent livre. Auteur : Secrétaire général du Conseil Constitutionnel, professeur à l'E.P.E. de Paris.

• RELATIONS ÉCONOMIQUES INTERNATIONALES. FRANÇOIS DAVID.
« Depuis l'impécuniosité des grands organismes internationaux à gérer des conflits commerciaux, les grandes puissances ont développé de nouvelles formes de conflits de nature commerciale d'un point de vue monétaire et financier d'autre part. L'auteur : Directeur de la DREE, ancien élève de l'E.N.A., professeur à l'Institut d'Études politiques de Paris.

Les derniers écoliers d'Urçay

URÇAY. — Ses quelques trois cent trente élèves, collégiens, institutrices et instituteurs, l'environnent peut-être, mais Pascal Bruny ne se considère pas, à vingt-huit ans, comme l'enseignant le plus heureux de France : il n'a que cinq élèves...

Trop peu, c'est trop peu, et cette situation comporte, à ses yeux, plus d'inconvénients que d'avantages. Avec, en outre, un risque majeur : pour d'évidentes raisons de rentabilité, la mini-école d'Urçay où il exerce, à 34 kilomètres au nord-ouest de Montluçon, dans l'Allier, ferme ses portes en juin prochain si son effectif ne s'élève pas d'ici à la rentrée de 1989. L'inspecteur d'académie l'a dit sans ambages à M. Pierre Péron, soixante-quatre ans, maire (sans étiquette) depuis 1983 de cette commune de trois cent vingt-quatre habitants.

Déjà, l'établissement — qui n'est pas, de peu, le plus petit de France, une école corse ayant quatre élèves — aurait été rayé de la carte scolaire pendant les dernières grandes vacances si M. Péron n'avait pas promis qu'Urçay enverrait à son école maternelle et primaire une dizaine d'enfants à la rentrée de 1988. Or quand M. Bruny a pris ses fonctions le 6 septembre au matin (c'est son premier poste fixe), il n'a même pas eu besoin des doigts d'une main pour compter ses élèves : ils étaient quatre, le cinquième n'étant arrivé que le 3 octobre.

L'instituteur, qui fait fonction de maître-directeur, communique aussitôt, comme il se doit, la composition de sa classe unique à l'inspecteur départemental concerné, qui déboulait dans l'après-midi même du 6 septembre, plutôt furieux. Mais le maire d'Urçay pouvait invoquer la bonne foi : ce sont des parents qui l'ont « traîné » en insistant, à la dernière minute ou presque, leurs enfants ailleurs. Des parents qui avaient certes leurs raisons, mais auxquelles la municipalité reproche de n'avoir pas pris conscience de l'importance vitale que peut avoir, pour une fillole d'Urçay, l'existence d'une école. D'une façon générale, les Urçayais ne s'intéressent guère à l'animation de leur village, comme le déplore M. Péron lui-même.

Une classe chaleureuse

Frédéric et Frédéric, cinq ans tous les deux (section enfantine), Kelly, six ans, Nicolas, sept ans, frère d'un des deux Frédéric (cours préparatoire), et Christèle, dix ans et demi (cours élémentaire 2^e année), trois garçons et deux filles qui bénéficient de véritables leçons particulières. C'est, naturellement, l'avantage numéro un de l'établissement bourbonnais... et les deux cinquièmes de la classe en ont bien besoin : Nicolas redouble et Christèle, issue d'un milieu défavorisé, a déjà deux ans de retard.

C'est moi, indique M. Bruny, qui ai pris, en constatant son niveau, la décision de faire redoubler Nicolas. Cela n'a pas été facile vis-à-vis des parents, exploitants agricoles, d'autant que leur deuxième fille, Frédéric, est douée : l'instituteur qui n'a pu prédire à Nicolas, pour cette rentrée, en cours élémentaire 1^{re} année. Pour faire plaisir aux parents de tous les deux, elle savait qu'elle parviendrait... Ce problème de la « passation des pouvoirs », qui demande de la cohérence, s'agissant surtout du redoublement ou non des enfants, n'est pas le moindre des problèmes qui me préoccupent.

Exigeant : pour peu qu'on ait pu en juger, c'est un trait de caractère dominant chez ce jeune instituteur, né à Montluçon dans une famille ouvrière (père traicteur et mère soudeuse). Avec cinq élèves, dit-il, je n'ai évidemment aucun problème de discipline. Mais je suis quand même assez strict envers eux, dans la vie quotidienne de la classe, tout en m'efforçant d'abord de les intéresser, de les motiver, de leur faire découvrir des choses qu'ils ne font ou n'ont pas chez eux, comme la peinture et l'art en général. J'aime bien la méthode Freinet et sa pédagogie individualisée d'écrit et de créativité, et mon souci est que l'enfant se sente heureux en classe, qu'il puisse travailler mais aussi jouer.

Taille moyenne, lunettes, réservé, sérieux, plaisant à froid, s'animant peu, voix toujours posée, égale, M. Bruny pourrait paraître sévère. Une impression vite démentie : chaleureux est sa

classe, une pièce de quelque 40 mètres carrés, située dans l'enceinte de la mairie et donnant de plain-pied sur la petite cour de récréation au sol terreux. Nul besoin d'être inspecteur pour voir qu'il l'a aménagée avec soin et amour : un coin lecture-dînette pour les deux petits Frédéric, un coin travail manuel-peinture, un coin « scientifique » avec microscope — comportant en ce moment un petit montage électrique et un élevage de gros escargots —, un coin jeux, une bibliothèque bien remplie.

Aux murs, des dessins d'enfants pas comme les autres : « Nous travaillons actuellement », dit l'instituteur en souriant, d'après Picasso, sur des tables accolées aux murs, du matériel : une polycopieuse, un projecteur pour diapositives, une chaîne, afin de capter les émissions scolaires, et surtout un petit ordinateur, avec logiciels et imprimante, pour, dit-il, « l'apprentissage de la programmation ». Christèle recopie des contes avec descriptif.

L'informatique : « Trop souvent, regrette M. Bruny, les instituteurs n'y sont pas formés, et je connais

Cher, qui coule à 250 mètres de la main et qui forme la limite du département voisin, Urçay — à proximité de la forêt de Tronçais, une des plus belles chaînes d'Europe. — « souffre » d'un regroupement pédagogique qui rassemble trois communes toutes proches, situées dans le Cher : La Perche, Ainay-le-Viel et Sautzau-le-Potier. Classes par niveau, ramassage scolaire, cantine : pour les parents d'élèves d'Urçay, ce n'est pas un exploit de faire, deux fois par jour, un saut à La Perche, à 3 kilomètres de là... Dans cette école, il existe une cantine et, tradition appréciée dans ce coin de la France profonde, un instituteur, proche de la retraite, qui fait encore écrire ses élèves à la plume et à l'encre, avec les pleins et déliés de nos enfances.

Urçay a raté le coche, il y a trois ou quatre ans, d'un semblable regroupement pédagogique avec L'Estalon (dont l'école a été fermée en juin dernier) et Meaulne, dans l'Allier. Querelle de clochers à 3,5 km de distance : Meaulne n'a pas voulu d'une association avec Urçay. « En compilant les

j'ai un DEUG de biologie physico-chimique et quatre certificats de physiologie animale. Puis j'ai voulu élargir mon horizon. J'ai réussi un concours d'instituteurs, en 1983, et j'ai été remplacé pendant un an, formé sur le tas, avant d'entrer à l'école normale. C'est un métier où l'on peut s'investir, et je compte me diriger, dans le cadre de cette profession, vers une autre direction. Soit l'école maternelle, parce que c'est là où la pédagogie bouge le plus et qu'il est capital de bien préparer les enfants dès leur plus jeune âge — en 1987-1988, j'ai enseigné à mi-temps dans deux maternelles de l'Allier — soit la formation continue. Car, une classe unique, pour bien la faire, il faut avoir vingt ans de carrière. »

Urçay risque-t-elle alors de perdre son écolier instituteur ? Un enseignant très sportif — il pratique la natation, le tennis, le squash à Montluçon, où il habite, et le ski —, titulaire en outre d'un brevet de secouriste et d'un diplôme de surveillant de baignade, et amoureux, comme il le dit, de « toutes les musiques ». Un instituteur encore peu connu dans le bourg,



Les écoliers d'Urçay reçoivent le Père-Noël.

beaucoup de collègues qui, faute de savoir l'utiliser, ne se servent pas de l'outil informatique qui leur a été fourni. Pour ma part, je me suis formé tout seul en achetant, personnellement, un ordinateur et des logiciels adéquats. » Embrassant sa classe d'un regard mi-satisfait mi-critique, il poursuit : « J'ai pu me procurer une grande partie de ce matériel grâce à l'argent d'une caisse coopérative, indépendante de la mairie, que je gère avec les parents d'élèves. Cette caisse est alimentée par diverses recettes : kermesses, lotos, concours de boules, etc. Début septembre, il y avait 9 700 francs. Quant aux fournitures scolaires proprement dites, le maire m'a dit d'acheter ce dont j'avais besoin. »

Ce décor attrayant a malgré tout son revers, qui est de taille : le manque d'animation. « Je me demande, confie l'instituteur, comment ces enfants vont réagir quand ils se retrouveront dans une classe de trente élèves et plus. » Manque de moyens, aussi : la description de la bonbonnière d'Urçay, qui peut faire rêver des enseignants moins bien lotis, ne doit pas trop faire illusion : l'histoire, la géographie, l'art, Frédéric et Frédéric, Kelly, Nicolas et Christèle les apprennent en diapositives. Ils ne mettront de longtemps les pieds dans un musée, un théâtre, une exposition, si la mairie ne se décide pas à doter l'école d'un véhicule.

M. Péron semble pourtant très attaché à la vie de l'établissement : « Je me bats depuis trois ans, assure-t-il, pour empêcher sa fermeture, et j'accompagne l'arrivée prochaine d'une famille de trois enfants. L'école pourrait avoir aujourd'hui une quinzaine d'élèves, mais mes administrés ne m'identifient guère sur ce chapitre-là. Début octobre, j'ai adressé un questionnaire aux huit parents qui mettent leurs enfants à l'école ailleurs. Je leur demandais notamment : « Est-ce que vous accepteriez de les inscrire à Urçay si une cantine y était créée ? » « Je n'ai reçu aucune réponse... ».

Coupée en deux par la RN 144, elle-même parallèle au cours du

archives communales, signale M. Péron, je me suis aperçu que le contentieux avec Meaulne datait de 1800 et quelque... »

Meaulne (sans « s ») où, soit dit en passant, on chercherait en vain une trace d'Alain Fournier. Il faut aller à Epineuil-le-Fleuriel, à 6 kilomètres de là, pour lire cette plaque, entourée de vigne vierge : « C'est dans cette école, où Alain Fournier fut élève de 1891 à 1893, que naquit le personnage du Grand Meaulnes ». La visite, illustrée et commentée, de cette poétique école de campagne — à l'image du livre —, M. Bruny et ses élèves ne la feront sans doute jamais, faute de pouvoir disposer d'un véhicule. L'école d'Urçay n'a pas même le téléphone.

La hiérarchie en question

« De septembre 1985 à juin 1987, raconte l'instituteur, j'ai été, au titre de la coopération, directeur de l'école française (maternelle et primaire) de Mutsumudu, à Anjouan, une île des Comores. Eh bien, je puis vous assurer que j'avais des moyens que je n'ai pas retrouvés en France. Le changement a été plutôt brutal... »

« Là-bas, souligne M. Bruny, existait aussi une autre mentalité : la hiérarchie considérait les enseignants en responsables. C'est le grand reproche que je fais ici, à l'éducation nationale en général et aux inspecteurs départementaux — pas tous, évidemment — en particulier : il n'y a pas assez de relations de confiance entre la hiérarchie et la base. On ne nous demande pas notre avis ; il faut appliquer, exécuter. J'ai plus l'impression de traiter mes élèves en adultes que d'être moi-même considéré comme tel par mes supérieurs. Même à l'école normale de Montluçon, on nous a pris pour des adolescents, à tous les niveaux, alors qu'on avait vingt-cinq ans. »

M. Bruny ne cède pas à la mode du parler vrai : c'est dans son tempérament. « La première valeur, dit-il, que j'essaie d'inculquer aux enfants, c'est l'honnêteté sur tous les plans. »

Une vocation, instituteur ? « C'est difficile à dire, reconnaît-il. Plutôt les circonstances. J'avais orienté mes études différemment :

après seulement quatre mois d'exercice, mais déjà très apprécié par les enfants et les parents. Des parents hélas trop peu nombreux, remarque M. Bruny, pour que l'on puisse entreprendre des choses vraiment intéressantes. »

Quatre lectrices

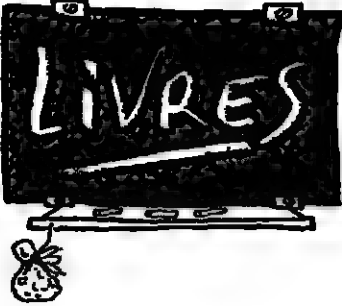
D'autres Urçayais sa décideront-ils à se rendre, pour la rentrée de 1989, leur propre école du village ? Rien n'est moins sûr : en dehors de quelques manifestations, dont la fête patronale du 15 août, la participation à la vie de la commune est faible. Plus d'un habitant sur quatre est âgé de plus de soixante-cinq ans. Ensuite la zone d'attraction est Saint-Amant-Montrond, dans le Cher, où beaucoup d'Urçayais travaillent. Enfin, le soir et les week-ends, on préfère regarder la télévision.

M. Jean Hallez, un Parisien retraité de la SNCF, retiré ici depuis dix ans, en a fait la cruelle expérience en tentant d'organiser des séances de cinéma. « Malgré la qualité des films grand public présentés, dit-il, il ne venait, en moyenne, que trois ou quatre personnes. Parfois une seule. J'ai dû abandonner au bout d'un an. » La bibliothèque municipale, qui renferme plus de trois cents livres et qu'il continue de tenir — bénévolement — n'a pas plus de succès : elle n'a que quatre lectrices assidues.

« Nous avons également, avec M. Péron, essayé de monter, pour la rentrée de 1988, une salle d'information. Là, c'est faute de pouvoir trouver un instituteur que cela n'a pas marché : nous avons dû rendre le matériel prêt par une association. »

L'instituteur, lui, rendra-t-il un jour sa blouse à l'éducation nationale ? Marié à une animatrice de centre aéré et bientôt père de famille, M. Bruny pourrait obtenir, avec ses diplômes, un travail plus « pointu » et surtout plus rémunérateur. Mais il assure n'y pas penser pour l'instant. Ce qui ne l'empêche pas de regarder, d'un air songeur, sa feuille de paie, lui qui, à l'échelon 3, fait fonction de maître-directeur : 6 300 F net par mois.

MICHEL CASTAING.



GÉOGRAPHIE

Pôles et technopoles

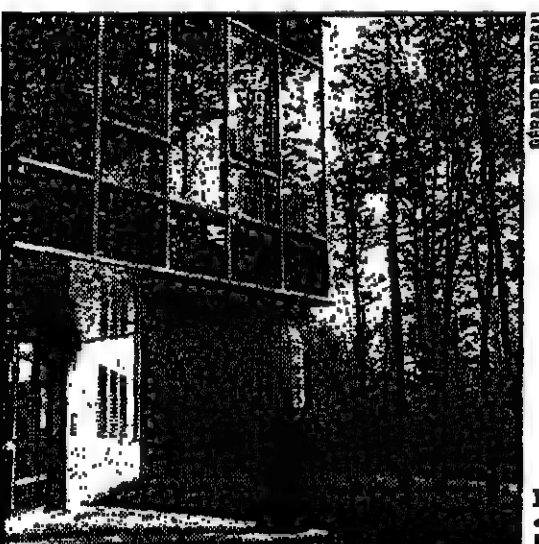
Faut-il dire « une technopole », comme on parle d'une « pôle de développement », ou « une technopole », au féminin et sans accent, « la ville de la technique » ? Roger Brunet inventa pour Montpellier un nouveau terme, « l'europole », du grec *eu* (inventer), « la ville de la créativité », en se disant qu'on penserait aussi que l'Europe est une ville à la dimension de l'Europe de demain. Alors que tant de maires finissent juste de baptiser « pôle technologique » leurs anciennes zones industrielles, Montpellier entend bien ne pas se laisser dépasser, et tout faire pour demeurer le numéro un du Top 50 de l'aménagement.

Dans un récent dossier, la DATAR a recensé en France quarante technopoles, auxquelles on peut ajouter une vingtaine d'autres en projet, mais si, comme l'écrit Roger Brunet, « on peut concevoir un petit technopole — un parc, quatre stars et des créateurs

aux champs — une petite technopole est inconcevable. La création et les technologies avancées demandent des moyens puissants, des concentrations de chercheurs, des rencontres incessantes de scientifiques, de techniciens, d'entrepreneurs, de juristes et de banquiers : il n'est pas vrai que l'investissement se fasse essentiellement, ni même volontiers, dans les petits organismes, les entreprises minuscules et les laboratoires éparpillés, les caves et les greniers ».

Pierre Merlin, dans son remarquable Dictionnaire de l'urbanisme et de l'aménagement, ne fait pas la même distinction sur le sexe des technopoles, mais il souligne que « pour qu'un technopole joue pleinement son rôle de diffusion, il faut, outre la création d'un état d'esprit favorable, qu'il dispose de services logistiques développés, ouverts aux entreprises extérieures, et d'un système de communication favorisant les échanges interentreprises ». Dans cette course aux emplois, comme le montrent bien les auteurs du livre sur Montpellier, « ce ne sont pas les entreprises qui font le marché des cadres, c'est l'inverse », et la ville candidate gagne à être de celles qui « ont le moral », où « le fait de résider fait plus envie que pôle ». Sur ce terrain, la géographie devient un argument de vente ; on administre la preuve par la carte. Dans cette grande recomposition du jeu européen qui s'annonce, « l'espace est vu et conçu par chaque ville à son bénéfice », et la politique, qui fait de Lille et de la capitale Nord de l'Europe du Sud, n'a jamais autant joué sur les points cardinaux.

Guy Di Méo observe la même accélération de l'accumulation des capitaux.



La technopole : la ville de la créativité



« La ciguë de l'étudiant aixois »

Suite... et fin

A la suite de notre article sur « La ciguë de l'étudiant aixois » (Le Monde Campus, du 12 décembre 1988), plusieurs protagonistes de cette affaire ont souhaité apporter un droit de réponse et des mises au point. Nous les publions ci-dessous, considérant ainsi mettre un terme à la polémique.

SOUTENANCE INTERDITE

Rémy Darne et Claude Maignant sont dans l'obligation de répondre solidairement à Jacques Bentz en apportant une information essentielle qui ne figure pas dans l'article. M. Bentz, en son nom et en celui de M. Bruno Etienne, également membre du jury et professeur à l'université de droit, d'économie et des sciences d'Aix-en-Provence, a interdit, dans une lettre de dernière minute adressée à Remy Darne, toute soutenance de mémoire sur le lycée militaire, tant que les livres parus sur ce sujet ne seraient pas retirés des bibliothèques et que divers passages du mémoire proprement dit n'auraient pas été expurgés au préalable ; cette exigence était en cela contraire à l'ordonnance de référé qui avait rejeté la demande de saisie formulée par l'université de droit, l'institut d'études politiques et l'archevêché d'Aix, et n'avait censuré que deux phrases de conclusion, elles-mêmes absentes du mémoire universitaire.

Sur sommation d'Inisier, Remy Darne a réclaté le droit de soutenir intégralement son mémoire, et le tribunal administratif bientôt saisi devra trancher sur cette atteinte au droit de recherche et d'expression dans les universités.

REMY DARNE
ET CLAUDE MAIGNANT

PAS D'ATTAQUES PERSONNELLES

Il y a une distinction entre les thèses et les mémoires. Dans le domaine de la thèse, il existe une procédure bien formalisée, préalable à la soutenance, l'autorisant ou la refusant. Dans le domaine du mémoire, simple travail de recherche, cette autorisation dépend du directeur de recherche qui vérifie si le travail final correspond à des exigences minimales.

Le travail de Remy Darne ne répond ni aux méthodes ni aux objectifs de la science politique. Mais ce qui a motivé pour l'essentiel ma décision, ce sont les assertions diffamatoires et mensongères contenues dans le mémoire. Je refuse et refuserai toujours les travaux contenant des attaques personnelles. Il est de la mission de l'Université d'assurer le respect de la rigueur intellectuelle et de l'objectivité morale.

JACQUES BENTZ

ROLAND WARION
N'A PAS RENONCÉ

Roland Warion, l'un des deux professeurs exclus dans l'affaire dite du lycée militaire d'Aix-en-Provence, tient à préciser que, contrairement à ce qui a été avancé dans l'article, il n'a pas renoncé à réclamer sa réintégration au lycée militaire comme le demandent d'ailleurs tous ceux qui, répondant à l'appel de M. Georges Sarre, avaient adhéré au Comité pour la vérité et la justice dans l'affaire du lycée militaire. A cet effet, il a déposé un recours en Conseil d'Etat, le 4 septembre 1988 et soutient depuis le 20 juin 1986 une plainte contre X... en dénonciation calomnieuse auprès du tribunal de grande instance d'Aix.

Sponsoriser n'est pas saouler...

A la lecture de l'article intitulé « ESCP : un régime gris », dans « Le Monde Campus » du 24 novembre, mettant en lumière certaines activités prélectorales des bureaux des élèves (BDE) dans les écoles de commerce, on se demande quels sont les buts réels poursuivis par les associations d'élèves. Il paraît, ici à l'Ecole centrale de Lyon, scandaleux de dépenser de telles sommes pour une élite, les élèves étant a priori élus pour leurs qualités et leur potentiel et non sur des performances de montage financier.

et des moyens techniques dans les centres directionnels et dans les technopoles de toutes les démocraties industrielles : « A partir de ce double développement des industries de pointe et du secteur tertiaire se constituent des ensembles très denses et hautement interconnectés d'industries et de technologies avancées et de services, où la sélection sociale est son plein ».

L'idée que la tertiarisation de la société permettrait de « réduire les inégalités entre les espaces », et de « favoriser les forces économiques contraires », avait été souvent développée pendant la période de crise industrielle des années 70 et 80, notamment en Grande-Bretagne, dans les ouvrages de Kaebler. Elle est reprise par Antoine Bailly et Denis Meillet, dans leur deuxième édition du Secteur tertiaire en question, mais il n'est pas sûr qu'elle soit bien justifiée. Dans son rapport remis au premier ministre en juillet dernier, le comité de décentralisation a clairement souligné que, au rythme actuel des constructions de bureaux en France, les quatre cinquièmes des nouveaux emplois tertiaires du pays seraient concentrés dans la seule région d'Ile-de-France au cours des prochaines années. Le système technopole n'aurait-il donc que sa croissance et on peut douter de la capacité des politiques d'aménagement à y changer quelque chose.

En concluant sa Géographie de l'aménagement, Pierre Merlin montre que les objectifs du schéma d'aménagement de la région parisienne sont loin d'avoir été atteints, notamment en ce qui concerne la rupture du radioconfinement. S'il est vrai que, dans le passé, « la planification de la ville s'est limitée à la construction d'ensembles successifs », on peut se demander si notre époque a vraiment demandé et si elle a su de regarder n'importe quelle carte des densités européennes pour prendre conscience du contraste entre la situation de l'Allemagne rhénane ou du Benelux, et celle de Paris, dont les trois forces dominantes sont localisées au cœur de l'Europe par une surabondance de faiblesse. Faut-il de coordonner le développement de la capitale avec celui des autres pôles possibles du Bassin parisien (Reims, Amiens, Rouen, Orléans notamment), on se condamne à l'engorgement des transports, à l'évaluation des loyers, à l'accumulation des déchets de l'espace social. Pourquoi Paris ne serait-il pas aussi une européenne ?

YVES GUERMOND

* R. Brunel, L. Graland, J.P. Garnier, R. Ferras, J.P. Velle : *Montpellier Europole*. Ed. Reclus, Montpellier, 110 F.

* P. Merlin, D. Meillet : *Dictionnaire de l'urbanisme et de l'aménagement*. PUF, 450 F.

* DATAR, *Dossier sur les technopoles* (avril 1988).

* G. Di Méo : *Les Démocraties Industrielles - Crises et mutation de l'espace*. Masson.

* A.S. Bailly, D. Meillet : *Le secteur tertiaire en question*. Economica, (2^e édition), 60 F.

* Ministère de l'équipement - comité de décentralisation : « Rapport au premier ministre » (juillet 1988).

* P. Merlin : *Géographie de l'aménagement*. PUF, 165 F.

MATHÉMATIQUES

Les sources de l'angoisse

Comment s'établit le rapport individuel aux mathématiques ? D'où viennent ces blocages, ces échecs, ces angoisses trop connus des enseignants ? Jacques Nizier, professeur de mathématiques devenu enseignant de psychologie, nous livre une enquête de réponse solidement argumentée sous la forme d'une étude psychologique inspirée de l'analyse psychanalytique — reposant sur une enquête par questionnaires auprès d'élèves, d'enseignants et de parents, et de nombreuses études de cas. Si le cadre de ce travail est celui de la psychologie, l'auteur tient compte aussi dans son analyse des représentations sociales et de l'imaginaire collectif, ne serait-ce qu'en comparant les résultats obtenus en Europe (France-Belgique) et en Amérique (Canada-Etats-Unis).

Ce travail lui permet de critiquer des associations rapides (par exemple celle entre division et complexe de castration introduite par Mélanie Klein) et de distinguer quatre modes de relations à l'objet mathématique. Les liens que l'auteur met en évidence entre la structure de la personnalité chez les élèves, le mode d'investissement des mathématiques et l'attitude des enseignants devraient être utiles dans la mise en place de pédagogies nouvelles.

JEAN-MICHEL KANTOR

* Jacques Nizier : *Les Modes de relations aux mathématiques : attitudes et représentations*. Psychologie sociale, Médiatisme, 160 F.

EDUCATION

Les défis de la formation, développement personnel ou développement professionnel ?

sous la direction de Guy Le Bosselec.

Qu'est-ce qui peut changer, ou se développer, chez un individu en formation ? Quelles sont les actions, sur les conditions et le contenu du travail, qui peuvent compléter la dimension pédagogique de la formation dans les entre-

prises ? Telles sont les interrogations à l'origine de cet ouvrage collectif.

* L'Harmattan, collection « Développement », 278 p., 130 F.

Petite fabrique de l'image

par Jean-Claude Fozz, Anne-Marie Carat et Françoise Parfait.

Accompagné de 180 exercices d'application, cet ouvrage pédagogique d'initiation étudie l'image — peinture, dessin, photographie, cinéma — dans ses dimensions historique, esthétique, sémiologique, et dans sa relation avec la communication verbale.

* Magnard, 256 p., 129 F.

ESTHÉTIQUE

Le primitivisme dans l'art moderne

par Robert Codelvater.

Dans cet ouvrage, le fondateur du Musée d'art primitif de New-York, décédé en 1973, étudie l'influence profonde des arts africains et océaniques sur les peintres et les sculpteurs modernes.

* Presses universitaires de France, collection « Sociologie d'aujourd'hui », 294 p., 165 F.

FINANCES

Histoire du droit des finances publiques

études coordonnées par Henri Lalle et Jacques Solages.

Réalisée par l'équipe pluridisciplinaire du centre de finances publiques de l'université de Nice, cette étude générale de l'histoire du droit des finances publiques se divise en trois gros volumes consacrés : aux grands textes du droit budgétaire et de la comptabilité publique (vol. 1), aux grandes étapes de l'évolution de la fiscalité d'Etat (vol. 2), et aux grands thèmes des finances locales (vol. 3).

* Economica, collection « Finances publiques », 183 F. le volume.

GESTION

Créer son entreprise

par Violette Quenot.

Des témoignages de jeunes créateurs et « grosses têtes » et idées héritées, des idées d'entreprises, des conseils stratégiques et pratiques pour lancer son projet, trouver de l'argent, ou acquiescer sa formation, d'entrepreneur, et un carnet d'adresses indispensables.

* L'Etudiant, collection « L'étudiant pratique », 129 p., 69 F.

L'initiative contrôlée, ou le nouvel art du manager

par Bernard Godeland.

A partir de l'analyse de diverses expériences de management, l'auteur, directeur d'études à l'Institut Entreprise et personnel, développe une nouvelle conception du fonctionnement de l'entreprise, basée sur un équilibre entre la libération des initiatives créatrices du personnel, et les exigences du contrôle central.

* Entreprise moderne d'édition, 140 p., 100 F.

Science et innovation

par Philippe Mestral.

Cet annuaire bilingue (français, anglais), qui recense cent quarante-cinq entreprises technologiques françaises créées par des chercheurs, est introduit par une enquête sur les caractéristiques de ces nouvelles structures (localisation, secteur d'activité, chiffre d'affaires...).

* Economica, collection « CPE », 248 p., 350 F.

LANGUES

Chinois express

par Lise.

Petit guide de conversation, étoffé par des notes sur la grammaire et la prononciation du chinois moderne, un mini-dictionnaire, et des renseignements sur la Chine, destiné à des locuteurs ne possédant aucune connaissance de la langue chinoise.

* Editions du Dauphin, collection « Langue vivante », 137 p., 65 F.

PHILOSOPHIE

Système analytique des connaissances positives de l'homme

de Jean-Baptiste de La Monnaie.

Le testament intellectuel, écrit en 1820, puis tombé dans l'oubli, « d'un très grand esprit en qui s'alliaient la science et la réflexion philosophique ».

* Presses universitaires de France, collection « Quadrige », 328 p., 34 F.

SCIENCES POLITIQUES

Dictionnaire de politique internationale

par Charles Zarghile.

D'Afghanistan à Yalta, cent quarante-cinq articles, classés par ordre alphabétique, composent cette histoire de la politique internationale, qui débute en 1945, et s'arrête avec les grands classiques de l'actualité.

* Presses universitaires de France, collection « Perspectives internationales », 720 p., 195 F.

prises, les régions se tourneront vers l'enseignement supérieur privé, et laisseront l'Etat et les universités englués dans les commissions de spécialistes, dans les antichambres, dans les décisions toujours remises à plus tard. La machine universitaire d'Etat n'accueille presque jamais un dossier régional avec enthousiasme, mais semble la porte le combattre et le tuer dans l'œuf, le mettre en pièces.

Le « Trésor des régions » ira-t-il dans aux universités ? Pourquoi pas ? Il serait probablement plus utile qu'ailleurs. Il faut cependant que l'Etat consente enfin à considérer les régions comme responsables de leurs projets, de leurs ambitions, et pas seulement comme corvées à remplir.

JEAN-FRANÇOIS BAZIN

Président de l'APRF (Association pour le rôle régional de Bourgoigne chargé des finances et du Plan

Toujours le CNU...

Nos lecteurs continuent à nous faire part de leurs réactions sur le débat autour du Conseil national des universités (voir Le Monde des 26 novembre et 15 décembre 1988). Signalement que M. Jospin a demandé à la direction de l'enseignement supérieur de réfléchir à une réorganisation de cette instance, pour tenir compte des critiques dont elle est l'objet.

ABUS DE POUVOIR

J'aimerais vous faire part de quelques réflexions et informations concernant la conduite du Comité national des universités (CNU), et en particulier de sa vingtaine section (ethnologie, préhistoire, anthropologie). Celle-ci, plus que les autres, a scandalisé la communauté scientifique en proposant au ministre, par quatre fois, un nom autre que celui retenu en première place et très clairement par les commissions de spécialistes des quatre universités (Bordeaux-II, Tours, Paris-V et Paris-X).

Le président de cette section, Jacques Lombard, vous a écrit pour préciser qu'il n'était pas de droite, mais « de tendance SGEN-CFDT », et que deux vice-présidents de la section étaient membres du SNE-Sup. Fort bien, et cela recoupe votre lecture du comportement du CNU. Mais cela prouve que le problème est plus grave et dépasse l'opposition droite-gauche et, à l'intérieur des sections, entre nommés et élus. La vingtaine section, comme les autres,

a prouvé qu'elle entendait, et au-delà de l'esprit de la loi, prendre le pouvoir. C'est-à-dire se réserver le droit d'être seule à décider qui enseignerait dans les universités françaises. Par là, les universités sont totalement dépossédées de tout choix pédagogique et mises dans l'impossibilité d'avoir une politique scientifique cohérente de recrutement. Donc, de toute évidence.

Il n'a pas été assez souligné que les sections du CNU peuvent proposer au ministre un nom ou aucun. A ma connaissance, aucune section du CNU n'a choisi cette deuxième possibilité. C'est-à-dire : même en désaccord avec les universités, elle ont refusé un réexamen de la question (consensuelle à la républication des postes litigieux) où les commissions de spécialistes auraient pu réfléchir à nouveau et pour leurs arguments. C'est bien de l'exercice d'un pouvoir qu'il s'agit, et d'un contrôle complet des universités par l'abus de ce pouvoir.

Monsieur le ministre (« Le Monde Campus », 17 décembre) proclame son attachement « au principe d'indépendance de la communauté universitaire », refusant ainsi de remettre en cause les décisions du CNU. Fort bien. Mais cette indépendance est déjà toute relative, du fait de la présence d'un tiers de nommés (par le ministre) dans chaque section, et que la proportion ait été moins forte avant Valade ne change rien à l'affaire. Nous jouons sur les mots, si nous tenons à l'indépendance de la communauté universitaire, sans en laisser aucune aux universités.

OLIVIER HERRENSCHMIDT,

directeur du département d'ethnologie et de préhistoire de l'université Paris-X Nanterre.

UNE PERVERSION NÉPOTIQUE ET INQUISITORIALE

Parmi les organismes misérables à la santé des universités françaises, il faut maintenant compter le Conseil national des universités, qu'on appelait autrefois — c'était plus clair — Comité consultatif des universités. Quelques récents éclats, en philosophie et en littérature française, ont attiré l'attention sur certains inconvénients. Mais il est incroyablement vingt ans après la création des universités selon les nouvelles dispositions légales, on continue à leur refuser ce minimum d'autorité et d'indépendance que constituerait la libre désignation, par cooptation, de son corps enseignant.

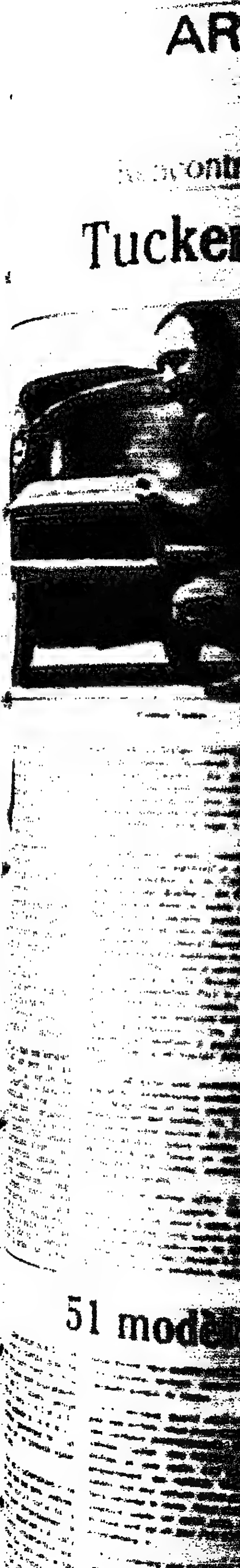
Que pendant quelques années on ait cru devoir s'assurer que les nouveaux établissements se comporteraient d'une manière responsable, on le comprend, après les difficultés de 1968, et compte tenu de l'incapacité des assemblées alors élues dans diverses universités. Mais les choses se sont stabilisées. En 1968, et s'arrête avec les grands classiques de l'actualité.

Prenons pour exemple la neuvième section, qui examine les candidatures en littérature française, et où figurent pourtant d'éminents enseignants, mais en minorité. Lors de sa dernière session, elle a, soit en session plénière, soit dans ses sous-sections, classé le classement établi par les universités dans la moitié des cas (onze fois sur vingt-trois pour les professeurs, dix fois sur vingt-sept pour les maîtres de conférences). Si l'on cherche à comprendre avec plus de précision les interventions, par exemple dans la première sous-section (littérature du Moyen Age et de la Renaissance), il saute aux yeux que ce n'est pas la valeur intrinsèque des dossiers qui amène la majorité des collègues, élus grâce aux machines syndicales-politiques, à renverser les décisions prises par les conseils et assemblées d'université (où l'on a tout de même avantage à prendre les meilleurs), mais un mélange de considérations très personnelles et de parti pris politiques.

Cette perversion népotique et inquisitoriale de l'institution consultative est d'autant plus grave qu'elle s'exerce souvent au détriment de toute la carrière des enseignants, non sans servir au passage les intérêts matériels de ses membres, qui s'attribuent volontiers, à titre de rémunération sans doute, les promotions au doctorat. Certes, les sections ne sont pas aussi misérables. Mais combien de temps encore va-t-on maintenir, avec ces dinosaures, les universités françaises à un âge préhistorique où l'on ne se distingue encore ni par la science ni par la conscience ? Si l'on n'y remédie rapidement, les jeunes pleins de talent, qui ont été humiliés par ces mandarins siégeant en tribunal, devront aller chercher ailleurs un endroit pour travailler et enseigner.

DANIEL POIRION

Professeur émérite de littérature française du Moyen Age à l'université Paris-Sorbonne.



Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Rencontre avec Francis Coppola et George Lucas

Tucker, le perdant magnifique



Preston Tucker...



...et Jeff Bridges.

Preston Tucker est cet industriel qui, après la seconde guerre mondiale, a défié l'industrie automobile installée à Detroit en inventant une voiture révolutionnaire. Par l'intermédiaire de leurs alliés politiques, les trois grands de Detroit - Ford, General Motors et Chrysler - auront raison de l'indépendant. Cette vision du pionnier (incarné par Jeff Bridges) est au cœur de Tucker dont le titre américain est *Tucker*, l'homme et son rêve, réalisé par Francis Coppola et produit par George Lucas, qui sort à Paris le 11 janvier.

COPPOLA a huit ans lorsque, en 1947, son père lui fait découvrir « la voiture de demain... aujourd'hui ! » dans un Salon d'exposition à New-York. Premier flûtiste dans l'orchestre d'Arturo Toscanini, Carmine Coppola a investi 5 000 dollars dans la commande d'une Tucker - qui n'arrivera jamais, ce que le jeune Coppola ressentira comme une humiliation. Longtemps, il songera à porter la vie du pionnier déchu à l'écran, sera le point d'un abandonner l'idée lorsque, le 4 juillet 1985, au défilé pour la fête de l'Indépendance dans la petite cité californienne de Calistoga, Gian-Carlo Coppola conduisit fièrement l'une des deux Tucker de papa (acquises l'une après *Apocalypse Now*, l'autre cinq ans plus tard). L'enthousiasme du fils redonne au père le goût - et la rage - au ventre.

« Au départ, j'avais l'intention de faire un film agressif et sombre, un pamphlet à la *Citizen Kane* revu par Kafka », dit Coppola, installé dans le salon surchauffé d'un palace parisien. « J'ai voulu plus tard en faire un film musical, Leonard Bernstein devait écrire la partition mais, pour les studios, l'idée d'un musical - surtout à la Brecht - confina à l'anathème. Puis le projet a tendu vers la comédie, et puis... » Il ajoute, souriant dans sa barbe grisonnante : « On finit souvent par réaliser à quarante ans le film qu'on voulait faire à trente. »

Tourné dans une esthétique proche de l'exubérance colorée de *Life Magazine* et des publicités industrielles des années 50, *Tucker* se réclame surtout de Frank Capra, auteur (entre autres) de *M. Smith au Sénat* et maître incontesté du cinéma américain social et optimiste.

« Je lui ai même offert de le produire », dit Coppola. Mais hors de question, pour Capra, que le héros échoue : cela aurait signifié que le rêve américain ne fonctionne plus... C'est George Lucas qui, plus tard, le produira malgré

les rumeurs, vieilles de dix ans, d'une rupture entre les deux hommes - rumeurs qu'ils démentent ou nuancent. Sous l'influence de Lucas, le projet s'adoucit. « George y voyait une sorte de *Rocky à Detroit*. » Pour le réalisateur, la grande force de Lucas scénariste et producteur réside dans son goût pour une structure narrative simple et directe. « Moi, j'ai tendance à enfler un projet. J'envisageais de donner à Tucker une superstructure où M.M. Edison, Ford, Carnegie et Firestone auraient commenté l'action à la manière d'un chœur antique. » Discret, Lucas précise : « J'avais une idée peut-être plus claire des thèmes à explorer. » Et Coppola reconnaît volontiers que, sans son apport, *Tucker* n'aurait trouvé ni sa forme finale... ni son financement.

Même avec Lucas à bord, *Tucker* faillit ne pas réunir les 20 millions de dollars nécessaires. Universal, Disney, Tri-Star et Paramount refusèrent de le prendre en distribution. Finalement, la Paramount accorde son soutien, grâce à Sidney Gannis, président du marketing international - et ancien vice-président de Lucas-Film.

« Pour Francis comme pour moi, continue George Lucas, faire un film, c'est à chaque fois construire une Tucker. Partir d'une idée, tenter de convaincre des financiers qui n'ont de cesse que de modifier votre projet. Le combat est le même. »

Le sentiment général est que, avec *Tucker*, Coppola a donné en quelque sorte son autobiographie. Lecture qu'il ne renie pas mais étend à l'ensemble de ses films. A l'ascension du jeune Parrain, correspond la sienne propre, devenant le noyau central de sa famille, de ses amis, de cinéastes dont il « parraine » les carrières. A la folie du général Kurtz, d'*Apocalypse Now*, fait écho celle du réalisateur-maître à bord lâché aux Philippines sans contrainte ni retenue. *Jardins de pierre* traite du rapport paternel entre un officier-instructeur et une jeune recrue en partance pour le Vietnam vers une mort quasi certaine. Quinze jours après le début du tournage, Gian-Carlo Coppola (à qui *Tucker* est dédié) trouve la mort dans un tragique accident de navigation...

« Les projets que l'on choisit, dit Coppola après un temps de silence, sont de simples réflexions de ce que vous êtes et vous donnent un avant-goût de ce qui vous arrivera. Intuitivement. Au moment de tourner *Tucker*, j'étais conscient du fait que Detroit et Hollywood se ressemblaient de manière troublante... »

Et qu'il était devenu l'homme à abattre. Dans certaines guerres, il ne suffit pas de défaire l'ennemi, il faut en effacer jusqu'au souvenir. « Ainsi, dit Coppola, les Anglais ont-ils exilé Napoléon dans une île lointaine ; ainsi Detroit a-t-elle tout fait pour gommer l'existence même de Tucker ; ainsi, Hollywood a-t-elle non seulement vaincu ma société Zoetrope, mais encore tenté de persuader la terre entière que l'entreprise ne pouvait fonctionner. »

Tous les vendredis soirs, aux studios de North-Las Palmas à Los Angeles, il y avait une *party* monstre : « On célébrait le fait d'avoir tenu une semaine de plus... », dit Coppola en riant. Dans la journée, pas de costumes trois-pièces mais une fébrilité créative à tous les étages. David Lynch dans son placard préparait *Ronnie Rocket* ; dans le sien, Godard s'attelait à son *Bugsy Spiegel* ; ailleurs Nastassja Kinski apprenait à devenir l'ambula... « Mon sentiment est qu'un tel endroit devrait exister, reprend-il. Simplement, il n'est pas indispensable que l'en soit propriétaire... » Il hésite, mais la nostalgie est trop forte : « Si j'avais été un peu plus modéré, j'aurais pu survivre. Mais je l'ai fait comme quelqu'un qui crève de soif dans un désert et à qui on tend une gourde. Ah ! cela dit, je n'ai aucun regret. »

Bien des gens dans sa situation financière auraient été mis en faillite. Pas lui. Son charme personnel a-t-il suffi ? « Je devais environ 50 millions de dollars aux banques. La décision était délicate à prendre : obtiendraient-elles davantage en saisissant le tout - négatifs de mes films, vignobles, maisons, etc. - ou bien en m'accordant la possibilité

d'éponger ma dette en travaillant ? »

Les banques optent pour la deuxième solution. Coppola loue donc ses services... Le plus cher possible. Et, grâce aux ressorts successifs, passages télé et ventes de cassettes, ses films précédents continuent de faire de l'argent. *Apocalypse Now* passe du dédit au crédit ; *The Outsiders* (considéré comme un échec public et critique) finit curieusement par rapporter plus que *le Parrain* ; enfin, ses biens immobiliers quadruplent pratiquement de valeur. La Chase Manhattan Bank empêche la totalité de ses salaires mais couvre l'ensemble de ses frais. Il avoue n'avoir jamais mal vécu, même au plus noir de son redressement financier, et conclut : « Par le simple fait de m'accrocher - et avec un peu de chance - j'ai pu m'en sortir. Mais ça me fait tout drôle de pouvoir enfin acheter un cadeau à ma femme, je ne l'ai pas fait pendant sept ans... »

Tant Lucas que Coppola estiment cependant la lecture autobiographique de *Tucker* limitée. Et Coppola affirme surtout avoir voulu réhabiliter le vrai Tucker, « ce rêveur égaré ». George Lucas évoque la rencontre entre Tucker et Howard Hughes dans le hangar où celui-ci a rangé son prototype d'avion, le *Spruce Goose*.

HENRI BÉHAR.

(Lire la suite page 16.)

51 modèles, 200 fans

LE Tucker Automobile Club of America compte près de deux cents membres. Plus d'une trentaine sont propriétaires d'une 51 Tucker. George Lucas en a deux - la 3 et la 9 ; Coppola possède la 14 et la 37. Rockefeller, gouverneur de l'Etat de New-York, en possède également une.

Mais les « tuckerophiles » ne sont pas que des gens célèbres. Dernière voiture sortie de la chaîne avant démantèlement, la numéro 51 appartient à M. Carlo De Lorenzo, cinquante-trois ans, ingénieur (qui figure dans le film au volant de sa voiture). Le père de M. De Lorenzo était concessionnaire à Pompton-Lakes, New-Jersey. « Il avait obtenu une Tucker en exposition. En treize jours,

nous avons reçu quatre cent trois commandes fermes. Les gens venaient jusqu'au Maine. »

« A l'époque, quand vous versiez des armes, vous aviez droit à des cadeaux promotionnels : des valises Tucker, des housses en mohair et une radio. Les gens amportaient les valises, attendaient que leur voiture arrive pour faire installer le reste. Nous avons toujours voulu en avoir une. Je m'étais juré qu'un jour j'en serais propriétaire. »

Il s'y prendra une quinzaine de fois, avant, pendant, après son activité dans la guerre de Corée.

En 1985, il fait passer une annonce dans le bulletin du club : « Recherche une Tucker, morte ou vive, ou suffisamment de

pièces détachées pour en fabriquer une. » Il reçoit une réponse de M. Clyde Poll, propriétaire de la Tucker 51, qu'il expose dans son musée personnel à Holland, Michigan. Agé de quatre-vingt-trois ans, M. Poll a assisté à la liquidation de l'atelier Tucker, il possède aussi une montagne de pièces détachées. M. De Lorenzo rachète le tout (pour une somme qu'il n'indique pas - « ma femme serait furieuse », mais qu'on devine aux environs de 20 000 dollars).

Dans son hangar du New-Jersey, il détient actuellement quinze calendriers, trois tableaux de bord, trois moteurs, une centaine de radios et autant de housses pour les sièges.

La Tucker n° 1 n'a jamais été restaurée. Le prototype - *The Tin Goose* - appartient au directeur des opérations d'une équipe de sport de Cleveland, Ohio, dont la femme est rédacteur en chef du bulletin du club. Mis en vente, ce numéro zéro valait environ 200 000 dollars. Mais pour M. De Lorenzo, vendre sa Tucker (Francis Coppola a proposé de la lui racheter) reviendrait à une défaite financière et spirituelle.

Bien qu'il ait récemment perdu le poste d'ingénieur qu'il occupait depuis quatorze ans et doive, pour l'instant, se résoudre à des emplois temporaires, sa Tucker n'est pas à vendre. « Sinon, en tout dernier ressort. Et même... »

H. B.

Vannerre Amandiers

Daniel Emillfork, Frédéric Leidgens, Denise Peron dans

LA JOURNÉE DES CHAUSSURES

Spécial de la CGT et de Midland Bank S.A.

A partir du 10 janvier 1989

LOCATION (1) 47211881

3 FNAC - Billelet

URBANISME

Grand Paris

Roland Castro remonte au créneau

Roland Castro est depuis 1983 à la tête d'une mission destinée à repenser l'urbanisme décousu des banlieues de nos villes. Ses interventions ont eu un succès médiatique certain. Sur le terrain, la récolte est maigre. Il s'apprête, néanmoins, à ressemer quelques idées nouvelles.

ARCHITECTE boulimique, urbaniste utopique, empêcheur de bétonner en paix, soixante-huitard attardé, pourfendeur de friches industrielles, aquarelliste de talent, démagogue brouillon, apôtre du Grand Paris, conseiller écouté du prince : les épithètes les plus contradictoires qualifient Roland Castro, inventeur, avec Michel Cantal-Dupart, de « Banlieue 89 ». Une mission dont il est toujours le président. Après le sommeil des années de cohabitation, l'architecte remonte au créneau, le discours toujours aussi abondant, son carton à dessin bourré de propositions. Il aurait trouvé en Yves Dauge un interlocuteur attentif. Et il a toujours l'oreille de François Mitterrand, qui l'a récemment emmené dans ses bagages à Prague.

Castro peaufine donc une nouvelle mouture de son plan de rénovation de la périphérie de nos villes. Il doit être rendu public après les élections municipales de mars. Au moment où

Michel Rocard a prévu d'intervenir sur les mêmes problèmes.

Si l'objectif de l'architecte reste identique — redonner vie au tissu nécrósé des banlieues — il a intégré à son projet la dimension économique qui lui manquait. Il ne s'agit plus seulement de gommer les autoroutes urbaines, d'animer des quartiers, de réinventer des rues, des places et des jardins, mais de prévoir aussi des zones de bureaux et des pôles industriels. « Il faut éviter le simple ravalement de façade — un reproche qu'on lui a souvent fait — et travailler en profondeur », explique-t-il aujourd'hui. Pompiers volant des cités en péril, il est prêt à intervenir sur tout l'Hexagone.

La ligne des forts

Mais cinq points noirs retiennent particulièrement son attention : Lille-Est, Sochaux-Montbéliard, l'Est-Lyonnais, le nord de Marseille et, bien sûr, la région parisienne. Une région où « Banlieue 89 » n'a pas eu grand succès auprès des collectivités locales. Seules quelques opérations ponctuelles ont pu être menées à bien : la rénovation de 400 mètres de quai dans l'île Saint-Denis ou la restructuration de la nationale 7 à la hauteur de Ris-Orangis. Des brouillons. Pourtant le Grand Paris était le cheval de bataille de Castro comme de Cantal-Dupart. Une mouture

enfouie depuis par d'autres urbanistes, au grand dam des deux zones sensibles. La Défense, dont il ne faut pas brider la croissance ; le pôle de Roissy, où l'on sait qu'Hersant et Maxwell songent à implanter leurs nouvelles imprimeries ; Massy, au sud, déjà convoitée par les mastodontes du béton, Bouygues et Pellerin.

Les grèves récentes ont démontré jusqu'à la quasi-paralyse de la région le système absurde qui la régit, avec ses zones d'habitations à l'est et ses lieux de travail à l'ouest que la RATP et la SNCF s'efforcent en vain à faire communiquer correctement. Plus que jamais, pour Roland Castro, la ligne des forts — d'Ivry à Saint-Denis et de Maisons-Alfort au Mont-Valérien — doit être la limite d'une entité territoriale à inventer. Et ces forts, dont certains sont déjà le terminus de lignes de métro, doivent être reliés entre eux par un moyen de transport collectif. « Il faut construire 70 km de voies nouvelles. Encore ces travaux doivent-ils être cohérents. Aujourd'hui, on fait l'essai d'un tramway entre Saint-Denis et Bobigny, ailleurs on va tester un VAL et au sud on pense à mettre en service de nouveaux autobus. Cette politique fragmentaire est totalement absurde. »

Entre le périphérique et ce deuxième cercle, il faut patiemment recoudre le tissu urbain déchiré par les voies rapides, troué par les friches industrielles. « Un travail minutieux, de la dentelle », affirme Castro. Au-delà de cette zone, en direction des villes nouvelles, c'est plus facile.

Il faut seulement canaliser et surveiller le développement de quatre zones sensibles. La Défense, dont il ne faut pas brider la croissance ; le pôle de Roissy, où l'on sait qu'Hersant et Maxwell songent à implanter leurs nouvelles imprimeries ; Massy, au sud, déjà convoitée par les mastodontes du béton, Bouygues et Pellerin.

L'architecte a particulièrement réfléchi sur l'aménagement de la quatrième zone : un espace qui s'étend le long de la Seine, d'Ivry à Athis-Mons, entre les voies ferrées qui longent les deux rives du fleuve. Le plan d'ensemble est déjà dessiné. Roland Castro prévoit, en particulier sur la commune de Vitry, la construction d'un nouveau centre d'affaires pour équilibrer la Défense. Ce Manhattan-sur-Seine serait implanté sur une île artificielle créée grâce au creusement d'un canal relié à la rivière.

Des travaux babyloviens, pour l'instant limités à l'encre et au papier, mais qui ne devraient pas, selon l'auteur, faire appel à des fonds publics. « L'investissement privé sera suffisant », estime-t-il. En revanche, l'Etat doit intervenir massivement dans le département de la Seine-Saint-Denis, qui est en passe de devenir, si l'on n'y prend garde, une sorte de Bronx français. La cote d'alerte est largement dépassée. Et d'énumérer pile-mêle quelques-unes des actions priori-

taires : la couverture de l'auto-route du Nord, qui coupe en deux la Plaine-Saint-Denis ; l'aménagement des entrées de Pantin, d'Aubervilliers et du Val-de-France ; le développement d'une vaste zone de logements à l'ouest de Gennevilliers, en direction de la Défense ; l'implantation de centres culturels au cœur du département — « c'est ici, naturellement, que la Très Grande Bibliothèque a sa place » ; la récupération et l'aménagement du canal de l'Ouise.

Un jacobin de toujours

Jacques Pommellet (le responsable de l'IAURIF, l'Institut d'urbanisme de la région) et Christian Philp (le préfet de l'Île-de-France) sont d'accord avec moi, s'exclame Roland Castro. Mon idée de quadriller la région et d'abandonner le système de développement rayonnant a été adoptée par vous.

C'est beaucoup dire. Convaincre les municipalités de s'unir pour résoudre les problèmes qui se posent collectivement est une rude tâche. Les maires qui se retranchent derrière les limites de leur commune entendent bien profiter pleinement des pouvoirs que leur donne la loi de décentralisation. Pour Roland Castro, jacobin de toujours, l'Etat doit donner l'exemple afin de l'importance de la partie qui se joue ici soit évidente aux yeux des municipalités. « Il faut

d'abord que l'Etat balaye devant sa porte, explique-t-il, qu'il mette au pas les siens. Qu'il impose l'intérêt supérieur de la collectivité à la SNCF comme à la RATP, aux militaires, qui refusent d'abandonner les forêts, comme au Port autonome de Paris, qui prend la Seine pour une gravière. »

Discours plus facile à tenir qu'à mettre en application, même si le ministre du budget, Michel Charasse, fait dresser un inventaire précis des terrains qui appartiennent à l'Etat. Les fédérations départementales par Castro sont d'autant plus tendues que les fonctionnaires, qui se trouvent à leur tête, sont souvent issus des mêmes corps que ceux qui dirigent les grands services ministériels. Mais Roland Castro n'en démord pas : « La Seine-Saint-Denis ne sera sauvée que le jour où l'on verra chaque commune travailler en même temps sur le territoire de ce département en voie d'implosion. Et, pour cela, le rôle de l'Etat est déterminant. »

La date limite annoncée par l'Institut de « Banlieue 89 » est arrivée à échéance sans résultats significatifs — en dehors d'un début de prise de conscience, ce qui n'est déjà pas si mal ; la seconde tranche de la mission (à l'horizon de 1992 ?) aura-t-elle plus de succès ? On le souhaite.

EMMANUEL DE ROUX.

CINÉMA

Rencontre avec Francis Coppola et George Lucas

(Suite de la page 15.)

Et le pionnier de l'aéronautique disant à celui de l'automobile : « Peu importe qu'il vole ou pas, la n'est pas le propos. » D'autant, affirme Lucas, que les Boeing-747 ressemblent au Spruce Goose et que Detroit a repris à son compte les inventions de Tucker : freins à disque, ceintures de sécurité, pare-brise éjectable, etc.

Les deux hommes revendiquent avec véhémence sinon le pouvoir, du moins le respect pour celui qui perpétue l'esprit d'invention et dit : « Je veux construire l'immeuble le plus haut du monde » ou lance : « Et si on allait marcher sur la Lune ? ». Mais aux Etats-Unis, estime Lucas, « la plus grande créativité s'exerce désormais au niveau de la manipulation de l'argent ; le marché des valeurs, la cote d'un boxer, le box-office d'un film ». « Tout est axé sur l'obsession des chiffres », reprend Coppola. Les créatifs sont désormais tenus pour dangereux. Et chers. La question que l'on entend le plus souvent est : « Peut-on les avoir pour moins cher ? ». Mais elle est toujours posée par des administratifs aux salaires astronomiques. « Le message du film leur paraît clair : « Les créatifs ne devraient jamais abandonner, la société a trop besoin d'eux. »

Pour sa part, Francis Coppola a décidé, le jour de son quarante-neuvième anniversaire, de se reti-



George Lucas et Francis Coppola.

rer de l'industrie cinématographique. « Enfin, prendre ma retraite signifie faire ce dont j'ai envie et non ce qu'il faut pour rembourser une hypothèque. » Ayant terminé sa New York Story (film à sketches coréalisé par Woody Allen et Martin Scorsese), il se dit prêt à s'embarquer dans une période « d'amateurisme et d'expérimentation » avec un projet entrepris il y a huit ans.

Un film ? Pas sûr. « Un projet d'une nature aussi bizarre relève moins du cinéma que du roman. » Ou de la radio, dont il est depuis toujours un fanatique. Il compte faire de son texte une première lecture avec une poignée d'acteurs amis, puis procéder à une série de réécritures. Méthode qu'il a souvent appliquée : les « brouillons » de Hammett avaient pour interprètes Gene

Hackman et Sam Shepard. « Dans toute activité dramatique, dit Coppola, on a vraiment besoin que d'auteurs et d'acteurs. » Curieuse remarque, venant d'un réalisateur. « Oh, dans un tel groupe, il se trouvera toujours quelqu'un pour faire office de metteur en scène. Mais le sang et la chair... Il suffirait aujourd'hui d'inviter dix acteurs et un auteur — tenez, dans une

chambre d'hôtel — et vous pourriez tourner vendredi prochain. Mais j'arrête : c'est comme ça que j'ai commencé Zetropé ! »

Apparemment, il ne faudrait pas trop le pousser pour l'amener à recréer son entreprise. Comme par hasard, son fils Roman, vingt-deux ans, a fondé, dans l'immeuble de Zetropé à San Francisco, la Commercial Films. But : produire des films de genre — western, thriller — à destination d'un marché jeune, sur la base de quatre œuvres par an. Serait-ce prendre le relais de Roger Corman sous l'égide duquel, avec Dementia 13, Coppola fit son entrée dans le cinéma ? « C'est exactement ce qu'on est en train de refaire. »

Coppola en tout cas sera romain pour les quatre ou cinq ans à venir. C'est en effet à Cincinnati qu'il écrira, produira et mettra en scène ses deux prochains projets... expérimentaux. Le premier, Secret Journal, sera tourné en vidéo haute définition, puis transféré sur pellicule cinéma. Il aura pour cadre la Rome antique, mais la Ville éternelle servira de métaphore politique au New-York d'aujourd'hui.

Sur le second projet, le secret est quasi total : on n'en sait que le titre — « Mégapolis » — et l'attitude avec laquelle Coppola l'aborde : « C'est maintenant que le fun commence. »

HENRI BÉHAR.

Preston Tucker inventeur et martyr

Né en 1903, Preston Tucker découvre les plaisirs de la voiture à l'âge de six ans, apprend à conduire à onze, quitte l'école à treize, devient employé chez Cadillac, puis chez Ford, Studebaker et Chrysler, passant du poste de mécanicien à celui de chef des ventes. En 1935, avec Harry A. Miller, il construit dix voitures de course destinées à Indianapolis et financées par Henry Ford (mais aucune ne franchira la ligne d'arrivée).

Peu avant la deuxième guerre mondiale, il construit un véhicule de combat pour l'armée : 240 km/h. Trop rapide, juge l'armée, qui en retient cependant la tournure pivotante. Peu après la guerre, il entreprend une entrée en force sur le marché de masse de l'automobile. Sa « voiture de demain », plus spacieuse qu'une Cadillac (de 1946), présente un design et une technologie révolutionnaires.

Le rêve se confrontant avec la réalité industrielle, la voiture terminée a perdu certaines de ses innovations. La Commission boursière ouvre une enquête, des accusations d'escroquerie sont lancées, les actions de Tucker s'effondrent. Il est mis en faillite frauduleuse et passe en jugement. Il est acquitté, mais ruiné, et meurt d'un cancer en 1956, le lendemain de Noël.

H. B.

Sophia : une interview particulière.

Sophia Loren se raconte. Avec la Ciociara, la petite Cendrillon des années 40 rejoue sa propre histoire. Des années noires de son enfance, les rôles décisifs de sa carrière... Emotions et confidences. Dans le même numéro, le palmarès cinéma 88 de nos lecteurs et de nos critiques. « Bagdad Café » et « Les Gens de Dublin » tiennent le haut de l'affiche. L'événement 89 : Les bastilles à prendre. 25 personnalités répondent. Subversif, original et décapant. Et cette semaine, Télérama vous met en garde contre le développement de la Télé Scandale aux Etats-Unis.



Télérama : l'intelligence critique.

Chaque Mercredi chez votre marchand de journaux.

GALERIE CLAUDE BERNARD

792 Rue d'Orléans - 75004 PARIS

Tél : (1) 43 26 77 07

LOUIS PONS

œuvres récentes

Jusqu'au 28 janvier

3^e SALON RÉGIONAL
DES NOUVEAUX CRÉATEURS EN ARTS PLASTIQUES
VILLE DE CHEVILLY LARUE

du 10 au 19 janvier 1989

Vernissage samedi 14 janvier à 17 heures

Centre culturel communal : 102, avenue du Général-de-Gaulle

Denise René présente
Art construit
Lumière

Mouvement
Tous les jours
de 12 h à 19 h
sauf mardi

Galerie de la Défense Art 4
15, place de la Défense,
la Défense 4

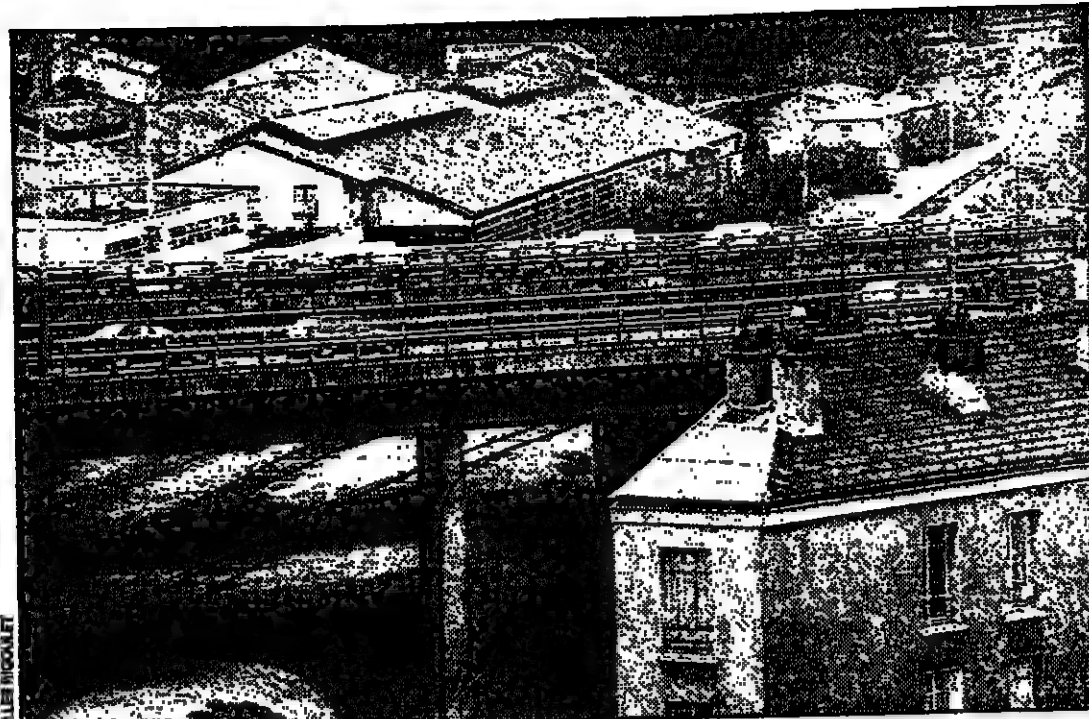
M.G. PUBLICITE

Un entretien avec Yves Dauge

Une nouvelle dimension pour la ville



Porto des I flug



Porte de la Villette

Nommé délégué interministériel à la ville et au développement social urbain par le premier ministre en juillet dernier, Yves Dauge a été directeur de l'urbanisme avant de diriger la Mission des grands travaux de l'Etat. C'est l'un des meilleurs connaisseurs de la réalité urbaine, de ses acteurs économiques, administratifs, politiques. Et des conflits de compétences que la décentralisation a entraînés.

« Comment est née la délégation ? »

— Déjà, le président de la République avait expliqué pendant ses campagnes qu'il voulait que soit fait un grand effort pour la ville. Le premier septembre, a-t-il ainsi déclaré, a été celui de grands travaux, le deuxième doit être celui de la ville. Pas seulement pour des questions de vie quotidienne, mais plus profondément pour une question de civilisation urbaine. Le premier ministre a également fait ces déclarations dans ce sens. Créé un ministère de la ville, cela n'aurait pas eu beaucoup de sens car tous les ministères sont concernés, ou alors cela aurait doublé le ministère de l'équipement. On a donc créé une « délégation interministérielle », placée auprès du premier ministre, pour bien montrer, d'une part, l'importance qu'on attache au problème et, d'autre part, le caractère transversal de cette délégation.

» Il est urgent de revenir sur le problème des villes car c'est que réside l'enjeu de la nation tout entière. Il n'y a pas d'un côté des villes et de l'autre les difficultés d'existence, mais de l'autre les préoccupations importantes de l'Etat. A travers la politique des villes, on retrouve les questions fondamentales de la société. On a beaucoup trop attendu de la décentralisation. Certains, notamment du côté de l'Etat, ont estimé qu'elle ne mettrait de « s'en aller » et ne ferait autre chose. C'était une grande erreur. Pas la décentralisation en tant que telle, mais sûr. La décentralisation, c'est plus de responsabilité locale, et il n'y a pas d'avenir pour une politique urbaine s'il n'y a pas d'engagement local.

- Il manque donc un arbitre.
L'exemple de Paris est criant à l'égal.

— L'Etat aurait dû pousser plus loin, tout le monde le dit, réflexion sur les pouvoirs locaux et leur organisation. On ne pou-

pas faire l'économie d'une relance très volontaire de la coopération intercommunale, avec les mécanismes fiscaux qui l'accompagneront. Soit en développant les districts existants, soit en développant les syndicats de commune, ou des communautés urbaines... De même que l'Etat doit s'organiser de manière plus unitaire pour ce dialogue — car l'Etat est dispersé et parle de trente-six voix différentes, — les villes doivent s'organiser pour être à l'échelle des problèmes qu'elles rencontrent. Cette échelle, c'est très vite celle du bassin d'emploi, du bassin d'habitat.

» Pour être réaliste, ne mettons pas le renouvellement des structures ou la réorganisation de l'Etat en préalable à toute action. La démonstration est faite par le nombre de communautés ou de districts qu'on peut dès à présent se mettre au travail. En outre, ce n'est pas à quelques mois des municipales que le gouvernement va enclencher un dispositif de réformes. On ne peut pas travailler sur ces problèmes urbains dans la polémique.

» Dès à présent, pourtant, dans la mesure où l'Elysée comme Maignon ont montré leur volonté

de résoudre le problème, on peut, dans les mois qui viennent, s'organiser et préparer le débat. Je porterai au premier rang des préoccupations du pays. On dit que les entreprises doivent avoir des « projets d'entreprise ». Alors vous imaginez ce qu'il devrait être à l'échelle des cités. L'éducation, la culture, la pauvreté, le développement économique : lorsque vous avez cité ces quatre thèmes de travail, vous avez la structure même des projets que doivent se donner les villes. Or ce sont des dossiers qui touchent très vite à l'aménagement du territoire. Le dialogue que je souhaite entre les grandes villes à l'échelle nationale doit entraîner un dialogue semblable à l'échelle de chaque ville et de ses villes « satellites ». Et puis il y a l'Europe. Le dialogue n'empêche par la concurrence.

— Quels sont les moyens de la délégation ?

— Des moyens de fonctionnement modestes : 10 à 12 millions de francs, avec une petite équipe de fonctionnaires qu'on met à ma disposition. La délégation doit rester petite. Elle coordonne, elle anime. Elle n'a pas pour objet de se substituer aux structures existantes. Je vais m'appuyer sur une

conférence mensuelle des directeurs de cabinet, ceux au moins qui sont le plus impliqués dans la question urbaine — l'éducation nationale, la justice, l'intérieur, l'action sociale, la jeunesse et les sports, et bien sûr l'équipement.

- Mes moyens d'intervention ? Ils sont ceux de tous ces ministères. Il ne faut pas une ligne financière unique sur le chapitre des villes. Cela voudrait dire que je fais l'erreur que je combats sur le terrain, puisque la ville c'est l'affaire de tout le monde. C'est-à-dire, par exemple, la contribution de l'éducation nationale, qui doit mieux utiliser son argent, mais aussi adapter sa conception du développement de l'Université. Il y a des façons de dépenser l'argent qui peuvent faire la ville ou la défaire.

» Il y a aussi le fonds social urbain. Ce fonds social urbain est l'arme fondamentale de la délégation. C'est le signe qui devait montrer ou non l'importance que le gouvernement accorde au problème. J'avais demandé 400 millions de francs. Des 80 qu'on m'a d'abord proposés je suis remonté, grâce au ministère du budget et à l'appui de Maurice Faure, à 280 millions... Une belle remon-

tée. C'est évidemment dérisoire par rapport à la masse des investissements qu'il faut faire dans les villes. Mais c'est, si vous voulez, la matière grise qui doit permettre de faire exister ce qui ne trouve son financement nulle part.

» Car les responsables se comportent mal, tous les responsables. Il faut répondre à travailler ensemble. De même qu'il doit y avoir cette conférence des chefs de cabinet, il faut, près des préfets, des conférences des chefs de services pour parler, ensemble, de la ville. Et ils devront se demander : ça va ou ça va pas, ce que nous sommes en train de faire ? Ça rassemble à quelque chose ou non ? Ça contribue, ou non, à l'émergence d'une vie locale ? Jusqu'à présent, les responsables se contentaient de visions extrême-ment sectorielles.

— Y a-t-il donc tant de contradictions entre les politiques des différents ministères ?

— Ce sont moins des contradictions qu'une question de lourdeurs et de cloisonnement. Sans doute il faut s'identifier à son champ d'action. Mais il faut aussi se persuader que nous ne gagnerons aucune bataille si nous ne savons pas nous ranger en ordre de bataille. Et la première bataille sera l'éducation, la plupart des élus que j'ai rencontrés sont d'accord sur ce point. Prenons nous tous les moyens nécessaires pour être sûrs que les moyens d'éducation et de formation, mais ceux aussi de la culture, sont renforcés là où la ville est le plus difficile à vivre ? Ce n'est, en effet, pas certain.

Ensuite il faut inscrire l'action sociale dans des projets de développement économique. On ne peut pas rester dans les limites des quartiers. Le quartier est la bonne circonscription pour travailler avec les gens — « Il faut redonner le patriotisme de quartier », dit avec raison Maurice Faure. D'autres parlent du « droit de cité », mais si l'on s'enferme dans cette géographie des quartiers on va vers une impasse. Car la ville est un ensemble de quartiers, et plus encore un tout économique et culturel.

— Quelle est désormais pour vous la « dimension » de la ville ?

— La question de la dimension des villes a constamment évolué. Aujourd'hui, avec les possibilités que donnent les techniques de communications, il faudrait parler en termes de réseaux. C'est ainsi que peut être compensée la petite taille de certaines villes. Reste un seuil bien défini : une ville sans université, c'est plus difficile à vivre. Mais un dialogue peut toujours être créé entre les villes « avec » et les villes « sans ». C'est cela qui préservera les attributs de qualité essentiels des petites villes.

— Vous avez parlé de quatre domaines prioritaires : l'éducation, la culture, le développement économique, la pauvreté. Vous n'évoquez pas l'urbanisme en tant que tel ?

— Effectivement je me détourne un peu de la ville en tant qu'objet. Depuis que j'ai été directeur de l'urbanisme, j'ai acquis la conviction qu'il fallait cesser de discourir sur la ville, même de manière intelligente, et passer le relais aux pouvoirs locaux, — la décentralisation. Malheureusement, au milieu du gué, nous avons oublié de nous demander à quels territoires nous faisons référence. Et là, il nous reste un bout de chemin à faire. Cela dit, il ne s'agit pas, pour moi de dire : la ville n'est plus que formation. C'est aussi un travail sur l'espace. Mais ce travail est devenu très culturel. Il faut être modeste. On ne peut plus avoir l'idée que l'image de la ville, ou la ville idéale, pourrait être fabriquée de toutes pièces. Rabattonner en un peu avec les ambitions d'grands aménageurs, du type « On va vous dessiner une ville cher ami, et vous y serez heureux. » Reste qu'il y a aujourd'hui des projets inestimables d'aménagement, de recomposition des espaces, notamment dans les banlieues, de récréation d'architecture... Et sans doute ce travail-là doit-il être aussi pris comme un des lignes de force de la délégation.

Propos recueillis par
FRÉDÉRIC EDELMANN

Preston Tucker inventeur et martyr

New York City Mayor John Lindsay, who has been in office since January 1966, is the first mayor of the city to have been elected in a general election since 1945. Lindsay, a Republican, was elected in a landslide victory over his Democratic opponent, John Lindsay, who was the incumbent mayor. Lindsay's victory was a significant political shift in the city, as the Democrats had held the office of mayor for over 40 years. Lindsay's administration has been marked by a focus on urban renewal and social reform. He has implemented a number of programs to improve the city's infrastructure and social services. Lindsay has also been a vocal advocate for civil rights and has worked to bring about a more equitable society. His tenure as mayor has been a period of significant change and progress for the city of New York.

Denise: 444-7444
Art const.
Lumière
Mouvement
Toujours en mouvement
C'est la vie
C'est la vie

 THEATRE DE LA CITE UNIVERSITAIRE 12, PASSERIE INC 15 29 38 69
du 3 JANVIER au 18 FEVRIER
John Gabriel BORKMAN
de **Henrik IBSEN**
Cie JEAN BOLLERY
mise en scène JEAN BOLLERY, decors, costumes JESSE DUROGA
NICK KLEIN - ELISABETH TAMARIS
CLAUDE THEVELIN, CATHY ZAMZAG, PIERRE BAILLOT, JEAN BOLLERY, ANNE MARIE DEJEAN

MURIEL 23 ans, diplômée scripte, anglais
souhaiterait effectuer stages:
SCRIPTE - PRODUCTION - MONTAGE
A partir du mois d'avril 1989, séjour USA dix-huit mois à Boston
Ecrire pour : 0245 LE MONDE PUBLICITE 10 Avenue de la République PARIS 13

KAREL APPEL
RÉTROSPECTIVE 1937-1988
 Peintures, Sculptures, Gouaches

PARIS ART CENTER
 36, rue Falguière - 75015 Paris
 Tél. : (1) 43.22.39.47
 du Mardi au Samedi de 14 H à 19 H

A PARTIR DU 6 JANVIER 20 H 30

SERGE VALLETTI
en compagnie de

*Le jour
de l'ère,
Léopold!*

mise en scène **CHANTAL MORE**
du mardi au samedi 20 H 30
dimanche 17 H

THEATRE DE
la Tempête

PARTEI THEATRE KUNSTHAUS GRAZ

مَكْنَزٌ مِنَ الْأَصْلِ

EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Place Georges-Pompidou (42-77-12-33).
T.L.J. et mar. de 12 h à 22 h, sam. dim.
et jours fériés de 10 h à 22 h.

ALVARO AALTO. Du romantisme national à l'architecture victorienne. Centre d'information Cci. Entrée : Entrée libre. Jusqu'au 23 janvier.

ACCROCHAGE DES COLLECTIONS D'ART CONTEMPORAIN DU MUSÉE. Galeries contemporaines. Entrée : 16 F. Jusqu'au 9 avril.

B. CONNÉ, UN BLOU. Galerie des brèves au Cci. Entrée : Entrée libre. Jusqu'au 23 janvier.

CHATEAUX BORDEAUX. Histoire et restauration des architectures de la civilisation du vin. Galerie du Cci. Entrée : 15 F. Jusqu'au 20 février.

ENSEMBLE D'ENSEMBLES. Musée national d'Art moderne. Entrée : 22 F. Jusqu'au 27 mars.

THOMAS HUBERT. sept toiles. Galeries contemporaines. Entrée : 16 F. Jusqu'au 29 janvier.

SITE ET SABLE. Atelier des enfants. Entrée : Entrée libre. Jusqu'au 30 janvier.

JEAN TINGUELY. 1954 - 1987. Grande galerie - 9^e étage. Entrée : 30 F. Jusqu'au 27 mars.

Musée d'Orsay

1, rue de Bellechasse (40-49-48-14). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 9 h à 18 h, jeu. de 10 h à 17 h 45.

L'AGE MUR DE CAMILLE CLAUDEL. Exposition descriptif. Entrée : 23 F (billets d'accès au musée). Jusqu'au 6 janvier.

L'ARCHITECTURE HOSPITALIÈRE AU XIX^e SIÈCLE. L'EXEMPLE PARISIEN. Exposition descriptif. Entrée : 23 F (billets d'accès au musée). Jusqu'au 29 janvier.

DESSINS D'ALEXANDRE HESSE. Photographies des graphiques - exposition descriptif. Entrée : 23 F (billets d'accès au musée). Jusqu'au 22 janvier.

L'ENFANT ET L'IMAGE AU XIX^e SIÈCLE. Exposition descriptif. Entrée : 23 F (billets d'accès au musée). Jusqu'au 8 janvier.

RUES ET CANAUX DE VENISE - LES ALBUMS PUBLIÉS PAR OGNANIA. Photographies des graphiques - exposition descriptif. Entrée : 23 F (billets d'accès au musée). Jusqu'au 22 janvier.

Palais du Louvre

Entrée gratuite sur la base des Tulleries (42-60-39-28). T.L.J. et mar. de 9 h à 17 h.

PEINTURES REMBRANESQUES AU LOUVRE. Pavillon de Flore. Entrée : 20 F (billets d'accès au musée). Jusqu'au 27 mars.

REMBRANDT ET SON ÉCOLE - DESSINS DU MUSÉE DU LOUVRE. Pavillon de Flore. Entrée : 20 F (billets d'accès au musée). Jusqu'au 30 janvier.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris

11, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.L.J. et mar. de 10 h à 17 h 30, mer. jusqu'à 20 h 30.

LA PHOTOGRAPHIE ET LE PHOTOGRAPHE. Sélection de photographies à partir des collections du Musée. Entrée : 15 F. Jusqu'au 26 février.

Grand Palais

Av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. G. Eisenhower.

MOI ET LES AUTRES. PORTRAITS DE JACQUES-LOUIS LARTIGUE. (42-56-37-11). T.L.J. et mar. de 12 h à 19 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 15 mai.

Cité des sciences et de l'industrie

30, av. Corentin-Lièvre (46-42-13-13). Mar. jeu. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 21 h, sam. dim. et jours fériés de 10 h à 20 h. Fermé lun.

L'IMAGE CALCULÉE. Espace Claude Bernard. Entrée : 30 F (Cité pass). Jusqu'au 1^{er} août.

Musées

PAUL ARABIE. Architecte 1912-1984. Musée national des Monuments Français, palais de Chaillot, place du Trocadéro (47-27-35-74). T.L.J. et mar. de 9 h à 17 h 30, dim. de 11 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. Jusqu'au 16 janvier.

LES ANNÉES U.A.M. L'Union des artistes modernes, 1929-1953. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.L.J. et mar. de 10 h à 12 h 30 à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 29 janvier.

LES ARTS ET MÉTIERS EN RÉVOLUTION. Histoire dans les collections du Musée national des Techniques. Musée national des Techniques, 270, rue Saint-Martin (40-27-23-75). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 10 F (gratuit le dim.). Jusqu'au 31 août.

AUX FRONTIÈRES DU CHAOS. Palais de la Découverte, av. Franklin-Roosevelt (43-59-16-55). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 30 juin.

CAMEROUN, ART ET ARCHITECTURE. Musée national des Arts africains et océaniques, 293, av. Daumesnil (43-43-14-54). T.L.J. et mar. de 10 h à 12 h 30 à 18 h 30, sam. dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F, 13 F (dim.). Jusqu'au 13 février.

HENRI CARTIER-BRESSON. 40 photographies. Palais de la Découverte, av. Franklin-Roosevelt (43-59-16-55). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 30 F (comprénant l'ensemble des expositions). Jusqu'au 16 janvier.

LES CHAMPS-ÉLYSÉES ET LEUR QUARTIER. Musée Jacquemart-André, 158, bd Haussmann (42-89-04-91). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 35 F. Jusqu'au 15 janvier.

LES CITÉS OUBLIÉES DE L'INDUS. Archéologie du Paléolithique. Musée national des Arts asiatiques - Orléans, 6, pl. d'Iéna (47-23-61-45). T.L.J. et mar. de 9 h à 17 h. Entrée : 15 F pour l'exposition seule, 22 F comprenant la visite du musée. Jusqu'au 30 janvier.

COULEURS DU TEMPS. Photographies sérielles et autochromes prises par E. Chancel. Musée Rodin, biplan, 77, rue de Varenne (47-05-01-54). T.L.J. et mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 16 F. Jusqu'au 27 février.

CROCODILES ET KANGOUROUS. Peintures des aborigènes d'Australie. Musée national des Arts africains et océaniques, 293, av. Daumesnil (43-43-14-54). T.L.J. et mar. de 10 h à 12 h 30 à 18 h 30, sam. dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 29 janvier.

DES GRANDS CHANTIERS. HIER, PHOTOGRAPHIES, DESSINS. Musée de l'Architecture et de l'Ingénieur autour de 1900. Musée-galerie de la Seine, 12, rue Sarcelle (43-56-60-17). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 14 F. Jusqu'au 14 janvier.

DESTINATION L'ORIENT. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.L.J. et mar. de 10 h à 17 h 30, mer. jusqu'à 20 h 30.

L'ÉLEGANCE FRANÇAISE AU CINÉMA. Musée de la Mode et du Costume. Palais Galliera, 10, av. Pierre-I^{er} de Serbie (47-20-83-23). T.L.J. et mar. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 25 F. Jusqu'au 8 janvier.

GARGAT-JONEMANN. Créateurs de bijoux. Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 12 février.

LES GRANDES BAIGNEUSES DE PICASSO. Musée de l'Orangerie, place de la Concorde, jardin des Tuileries (42-97-48-16). T.L.J. et mar. de 9 h à 17 h. Entrée : 15 F (8 F dim.). Jusqu'au 6 mars.

ICONS ET MERVEILLES. ROMANESQUE AU MILLENAIRE DU BAPTÊME DE LA RUSSIE. Collections françaises et étrangères. Musée Carnavalet, 7, av. Daumesnil (43-53-50-75). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 15 février.

REX. Rétrospective. Caisse nationale des monuments historiques, hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine (42-74-22-22). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F. Jusqu'au 8 janvier.

HENRI MANQUIN. Le fauve du boulier. Musée Marmottan, 2, rue Louis-Bouilly (42-24-07-02). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 8 janvier.

LA MAXIPHOTOGRAPHIE DU XIX^e. Bibliothèque Nationale, galerie Colbert, 2, rue Vivienne - 6, rue des Petits-Champs (47-03-81-26). T.L.J. et mar. de 12 h à 18 h 30. Entrée : Entrée libre. Jusqu'au 14 janvier.

LE ORDRE DE MALTE ET LA FRANCE. Musée national de la Légion d'Honneur et des ordres de chevalerie, hôtel de Salm - 2, rue de Bellechasse (45-55-95-10). T.L.J. et mar. de 14 h à 17 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 19 mars.

POUPÉES AMÉRICAINES. 1840 - 1985. Musée des Arts décoratifs, galerie des Jouets, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.L.J. et mar. de 10 h à 12 h 30 à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 5 mars.

QUARANTE ANS D'AFFICHES UNICEF. Musée de la publicité, 18, rue de Paradis (42-46-13-09). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 13 février.

QUI MANGE QUI ? ET LA RÉSERVE SOUS MARINE DE MONACO. Aquarium du musée national des Arts africains et océaniques, 293, av. Daumesnil (43-43-14-54). T.L.J. et mar. de 10 h à 12 h 30 à 18 h 30, sam. dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F. Jusqu'au 26 février.

ARY SCHEFFER ET SON ENTOURAGE. Musée de la Ville de Paris, Musée de la Ville de Paris, 16, rue de la Chapelle (49-74-95-33). T.L.J. et mar. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 10 F. Jusqu'au 15 mars.

LE SYMBOLOGIE DANS LES COLLECTIONS DU PETIT PALAIS. Musée du Petit Palais, av. Winston Churchill (42-65-12-73). T.L.J. et mar. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 25 F. Jusqu'au 19 février.

LES TEMPS DE LA VILLE. Maison de la Ville, 30, bd Corbion (42-78-70-00). T.L.J. et mar. de 14 h à 19 h. Entrée : Entrée gratuite. Jusqu'au 15 mars.

UN VILLAGE AU TEMPS DE CHARLEMAGNE. Musée national des Arts et traditions populaires, 6, av. de Mahabadi-Gandhi (40-67-90-00). T.L.J. et mar. de 10 h à 17 h 15. Entrée : 14 F. Dim. 9 F. Jusqu'au 27 avril.

UNE TERRE, DES HOMMES. Palais de la Découverte, des Franklin-Roosevelt (43-59-16-55). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 26 février.

LA VIE ET L'ART DES INUIT DU NORD QUÉBÉCOIS. Musée de l'Homme, 21, rue de la Harpe (42-78-60-81). Du 7 janvier au 7 février.

ELIZABETH FRANTZHEIM. Galerie d'art international, 12, rue Jean-Ferrand (45-48-84-28). Jusqu'au 28 janvier.

GILLOU. Galerie Dina Viery, 36, rue Jacob (42-60-33-10). Jusqu'au 31 janvier.

RAYMOND HAYNES. Galerie Heyman - Mabel Semmler, 56, rue de l'Université (42-22-58-09). Jusqu'au 26 février.

DAVID HODGES. Galerie Faridhe-Cadot, 77, rue des Archives (42-78-08-36). Du 7 janvier au 7 février.

ALEXIS DE KERMOAL. Galerie Lacourrière Frélat, 23, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie (42-74-02-30). Jusqu'au 14 janvier.

HAROLD KINCELL. Galerie Ghaline Hussenot, 5, rue des Haudriennes (48-87-60-81). Du 7 janvier au 7 février.

GEORGES KOSKAS. à côté des jeunes filles en blanc. Galerie Rast, 12, rue Pavée (48-87-80-36). Jusqu'au 5 mars.

LEONARDI. Espace amélie. Galerie Convergence, 39, rue des Archives (42-78-57-45). Jusqu'au 17 janvier.

ANDRÉ LEOCAT. L'été de brève. Galerie Zabrékine, 37, rue Quincampoix (42-72-35-47). Jusqu'au 19 janvier.

LUCIEN FONTANAROSA ET LA FEMME. Galerie Francis Barthe, 36, rue de la Harpe (42-78-60-81). Du 7 janvier au 7 février.

Centres culturels

ART ET MYTHOLOGIE. Figures Tchécos. Fondation Dapper, 50, av. Victor-Hugo (45-00-01-50). T.L.J. de 11 h à 19 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 25 février.

BLACK PHOTOGRAPHY IN AMERICA. Pavillon des Arts, 101, rue Rambuteau (42-33-82-50). T.L.J. et mar. de 11 h 30 à 18 h 30. Entrée : 20 F. Jusqu'au 15 janvier.

LEVER DE RIDEAU, LES ARTS DU SPECTACLE EN FRANCE. Dans les collections de la Bibliothèque Forney. Bibliothèque Forney, hôtel de Sens, 1, rue du Figuier (42-78-14-60). T.L.J. et mar. de 12 h à 18 h 30. Entrée : 15 F. Jusqu'au 25 février.

JEFFI ET BERNHARD LUGENBUHL. Céramiques et gravures, dessins, sculptures. Centre culturel suisse, 33-38, rue des Francs-Bourgeois (42-71-44-50). T.L.J. et mar. de 13 h à 19 h. Jusqu'au 15 janvier.

MICHEL MADORE, NORMAND CONNOLLY-PARADIS, ANNE BRENNER. Centre culturel canadien, 5, rue de Constantin (45-51-55-73). T.L.J. et mar. de 10 h à 19 h. Jusqu'au 14 janvier.

YACOV AGAM. Galerie Denise René, 196, bd Saint-Germain (42-22-77-57). Jusqu'au 28 janvier.

NICOLAS ALQUIN. Galerie Adrien Margit, 46, rue du Bac (42-22-12-59). Jusqu'au 31 janvier.

JEAN AMADO. Galerie Jeanne-Sucher, 53, rue de Seine (42-26-22-32). Jusqu'au 10 janvier.

MIETZ APPLET. Galerie Baudouin Lelou, 34, rue des Archives (42-73-09-10). Jusqu'au 31 janvier.

EDWARD BARAN. Galerie François Palliat, 91, rue Quincampoix (42-71-84-15). Du 7 janvier au 10 février.

NORMAN BLUMH. Galerie Stadler, 51, rue de Solferino (43-56-91-10). Jusqu'au 14 janvier.

JEAN BOUCHET. Les années 50. Galerie du Cobra, 5, rue Visconti (42-26-43-59). Jusqu'au 14 janvier.

FREDERIC BRECK. Galerie Bernard Jordan, 42-54, rue du Temple (42-72-39-54). Du 10 janvier au 2 février.

OBELIA CARDINALIS. Galerie Guthrie Ballin, 47, rue de Lappe (47-00-32-10). Jusqu'au 15 janvier.

ALEX CASSEL. Galerie Albert Leb, 12, rue de Seine-Arts (46-33-06-87). Jusqu'au 14 janvier.

BRUNO CECOBELLI. Galerie Yves Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple (42-71-89-59). Du 7 janvier au 2 février.

LES CENT BEAUTES. Révères et portraits par Gail (1974-1988). Galerie Gérard Levy, 17, rue de Beauce (42-61-26-53). Jusqu'au 30 janvier.

CINÉMA, CINÉMAS : BIJOUX, TOILES, STARS, SALLES, NOTES ET COULEURS. Animés par N. Ali, Boule, Ghez, Corbier, Le Muller et Peyré. Galerie Caroline Corve, 14, rue Guénégaud (43-54-57-87). Jusqu'au 14 janvier.

CAMILLE CLAUDEL. 1864 - 1943, sculptures. Galerie Odet-Marc-Cazeau, 83 bis, rue du Faubourg-Saint-Hippolyte (46-62-52-58). Jusqu'au 31 janvier.

COULEURS ET LUMIÈRES. Claude Delorme, Albert Hamon, Alexandre de Fontaine, Galerie Daniel Pons, Jeanne Debord, 9, rue de l'Éperon (43-59-31-90). Jusqu'au 21 janvier.

DALL. Sculptures. Galerie Patrice Trigano, 4 bis, rue des Beaux-Arts (46-34-15-01). Jusqu'au 29 janvier.

DIX ANS DE LA GALERIE ERLV. Galerie Erlv, 16, rue de Seine (43-54-73-49). Jusqu'au 15 janvier.

OTTO DIX. Dessins de guerre 1915-1917. Galerie Tondaciano, 105, rue Quincampoix (42-78-61-79). Jusqu'au 10 février.

ELIZABETH FRANTZHEIM. Galerie d'art international, 12, rue Jean-Ferrand (45-48-84-28). Jusqu'au 28 janvier.

GILLOU. Galerie Dina Viery, 36, rue Jacob (42-60-33-10). Jusqu'au 31 janvier.

RAYMOND HAYNES. Galerie Heyman - Mabel Semmler, 56, rue de l'Université (42-22-58-09). Jusqu'au 26 février.

DAVID HODGES. Galerie Faridhe-Cadot, 77, rue des Archives (42-78-08-36). Du 7 janvier au 7 février.

ALEXIS DE KERMOAL. Galerie Lacourrière Frélat, 23, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie (42-74-02-30). Jusqu'au 14 janvier.

HAROLD KINCELL. Galerie Ghaline Hussenot, 5, rue des Haudriennes (48-87-60-81). Du 7 janvier au 7 février.

GEORGES KOSKAS. à côté des jeunes filles en blanc. Galerie Rast, 12, rue Pavée (48-87-80-36). Jusqu'au 5 mars.

LEONARDI. Espace amélie. Galerie Convergence, 39, rue des Archives (42-78-57-45). Jusqu'au 17 janvier.

ANDRÉ LEOCAT. L'été de brève. Galerie Zabrékine, 37, rue Quincampoix (42-72-35-47). Jusqu'au 19 janvier.

LUCIEN FONTANAROSA ET LA FEMME. Galerie Francis Barthe, 36, rue de la Harpe (42-78-60-81). Du 7 janvier au 7 février.

ELIZABETH FRANTZHEIM. Galerie d'art international, 12, rue Jean-Ferrand (45-48-84-28). Jusqu'au 28 janvier.

GILLOU. Galerie Dina Viery, 36, rue Jacob (42-60-33-10). Jusqu'au 31 janvier.

RAYMOND HAYNES. Galerie Heyman - Mabel Semmler, 56, rue de l'Université (42-22-58-09). Jusqu'au 26 février.

DAVID HODGES. Galerie Faridhe-Cadot, 77, rue des Archives (42-78-08-36). Du 7 janvier au 7 février.

ALEXIS DE KERMOAL. Galerie Lacourrière Frélat, 23, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie (42-74-02-30). Jusqu'au 14 janvier.

HAROLD KINCELL. Galerie Ghaline Hussenot, 5, rue des Haudriennes (48-87-60-81). Du 7 janvier au 7 février.

GEORGES KOSKAS. à côté des jeunes filles en blanc. Galerie Rast, 12, rue Pavée (48-87-80-36). Jusqu'au 5 mars.

LEONARDI. Espace amélie. Galerie Convergence, 39, rue des Archives (42-78-57-45). Jusqu'au 17 janvier.

ANDRÉ LEOCAT. L'été de brève. Galerie Zabrékine, 37, rue Quincampoix (42-72-35-47). Jusqu'au 19 janvier.

LUCIEN FONTANAROSA ET LA FEMME. Galerie Francis Barthe, 36, rue de la Harpe (42-78-60-81). Du 7 janvier au 7 février.

Centres culturels

ART ET MYTHOLOGIE. Figures Tchécos. Fondation Dapper, 50, av. Victor-Hugo (45-00-01-50). T.L.J. de 11 h à 19 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 25 février.

BLACK PHOTOGRAPHY IN AMERICA. Pavillon des Arts, 101, rue Rambuteau (42-33-82-50). T.L.J. et mar. de 11 h 30 à 18 h 30. Entrée : 20 F. Jusqu'au 15 janvier.

LEVER DE RIDEAU, LES ARTS DU SPECTACLE EN FRANCE. Dans les collections de la Bibliothèque Forney. Bibliothèque Forney, hôtel de Sens, 1, rue du Figuier (42-78-14-60). T.L.J. et mar. de 12 h à 18 h 30. Entrée : 15 F. Jusqu'au 25 février.

JEFFI ET BERNHARD LUGENBUHL. Céramiques et gravures, dessins, sculptures. Centre culturel suisse, 33-38, rue des Francs-Bourgeois (42-71-44-50). T.L.J. et mar. de 13 h à 19 h. Jusqu'au 15 janvier.

MICHEL MADORE, NORMAND CONNOLLY-PARADIS, ANNE BRENNER. Centre culturel canadien, 5, rue de Constantin (45-51-55-73). T.L.J. et mar. de 10 h à 19 h. Jusqu'au 14 janvier.

YACOV AGAM. Galerie Denise René, 196, bd Saint-Germain (42-22-77-57). Jusqu'au 28 janvier.

NICOLAS ALQUIN. Galerie Adrien Margit, 46, rue du Bac (42-22-12-59). Jusqu'au 31 janvier.

JEAN AMADO. Galerie Jeanne-Sucher, 53, rue de Seine (42-26-22-32). Jusqu'au 10 janvier.

MIETZ APPLET. Galerie Baudouin Lelou, 34, rue des Archives (42-73-09-10). Jusqu'au 31 janvier.

EDWARD BARAN. Galerie François Palliat, 91, rue Quincampoix (42-71-84-15). Du 7 janvier au 10 février.

NORMAN BLUMH. Galerie Stadler, 51, rue de Solferino (43-56-91-10). Jusqu'au 14 janvier.

JEAN BOUCHET. Les années 50. Galerie du Cobra, 5, rue Visconti (42-26-43-59). Jusqu'au 14 janvier.

FREDERIC BRECK. Galerie Bernard Jordan, 42-54, rue du Temple (42-72-39-54). Du 10 janvier au 2 février.

OBELIA CARDINALIS. Galerie Guthrie Ballin, 47, rue de Lappe (47-00-32-10). Jusqu'au 15 janvier.

THEATRE

LES SPECTACLES
NOUVEAUX

(Les jours de première et de répétition sont indiqués entre parenthèses.)

VOYAGE AU BOUT DE LA NUIT. Théâtre Montparnasse (43-22-77-74). Mercredi, jeudi, vendredi à 19 heures (4).**LE CRÉPUSCULE DES PAONS.** Lucernaire Forum. Théâtre noir (43-44-57-34) (dim.), 21 h 30 (4).**LE PROCE D'ORFÈRE.** Liège Théâtre (43-36-55-43) (dim., mar.), 20 h 30, dim. 16 heures (5).**LE CRUCHOT, PREMIERS ADIEUX.** Châtelet (47-90-30-37) (dim., lun.), 21 heures (5). Kopriss.**LE JOUR SE LEVE.** LEOPOLD. Cartoucherie. Théâtre de la Tempête (43-28-36-36) (lun.), 20 h 30, dim. 17 h (5).**LA VIE EST UN SONGE.** Bagatelle. Théâtre Victor-Hugo (46-43-10-34) (lun.), 20 h 30, dim. 15 h (5).**AMPHITRYON.** Théâtre de l'Est parisien (43-64-30-80), 20 h 30, jeu. 19 h, dim. 15 h (6).**LA DERNIÈRE BANDE.** Hôtel des Nations (43-26-45-24), ven. et sam. à 20 h 30, dim. à 16 h (6).**LA NUIT DES CHATS.** Jardin d'Éve (42-62-59-49) (dim., lun.), 21 h (6).**SEMAINE DES AUTEURS.** Petit Odéon (43-25-70-32), dim. lun. à 15 h, mar. à 18 h (8).**LA VÉRITÉ SUR L'AMOUR BAROQUE.** TAC studio (43-73-74-47), le dimanche à 16 h (8).**ZAIRE OU LE FANATISME RELIGIEUX.** Cité internationale universitaire (45-69-38-69), 20 h 30 (10).**LA JOURNÉE DES CHAUSSURES.** Nanterre. Théâtre des Amandiers (47-21-18-81), 20 h 30.**TROUSIL ET CRESSIDA.** Gémerville. Théâtre. Salle 14, 20 h 30 (10).**MADEMOISELLE JULIE.** Adèle-Louis-Jouvet (47-42-67-27), 20 h 30 (10).**LE TERRIER.** Adèle-Louis-Jouvet, 20 h 30 (10).**APRÈS MAIGRITTE.** Cartoucherie. Atelier de Claudon (45-28-97-04), 20 h 30 (10).**LA RECONSTITUTION.** Villedieu. Théâtre Romain-Rolland (47-26-15-02), 20 h 30 (10).**LES MOMENTS HEUREUX.** TAC studio. Théâtre. Salle 14, 20 h 30 (10).**ADIEU AGATHA.** Guichet Montparnasse (43-27-88-61), 20 h 30 (10).**LES SINCÈRES ET L'ÉPREUVE.** Théâtre 13 (43-88-16-30), 20 h 30 (10).**UNE CHEMISE DE NUIT EN FLAMME.** Théâtre du Bel Air (43-46-91-93), 20 h 30 (10).**NANA.** Théâtre Grévin (43-46-84-47), 20 h 30 (10).**L'ÉTRANGE INTERMÈDE.** Aubervilliers. Théâtre de la Compagnie (48-34-63-67), 20 h (10).• Ne sont pas jouées le mercredi :
• Hora

Les autres salles

ANTOINE - SIMONE-BERRIAU (43-08-77-11). • Avant : 20 h 30 (Jeu., ven., sam.), 17 h 30 et 21 h.**ARCANE** (43-38-19-70). Baudelaire : 20 h 30, dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun. mar.**ARTISTIC-ATHÉVAIS** (48-06-36-02). Téméraire au palais : 20 h 30, dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun.**ATHÉNÉE-LOUIS JOUVET** (47-42-67-27). • Mademoiselle Julie : mar. 19 h. Le Terrier : mar. 18 h 30.**BATACLAN** (47-40-30-41). • Match d'improvisation : lun. 12 h.**BOUFFES-PARIISIENS** (43-96-60-24). • Une absence : ven., mar. 20 h 30, sam. 21 h et 18 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.**CARRÉ SILVIA MONFORT** (45-31-28-34). • Les Deux Jumeaux vénétiens : sam. 20 h 30, dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun. mar.**CARTOUCHERIE ATELIER DU CHAUDRON** (43-28-97-04). • Après Magritte : mar. 20 h 30.**CARTOUCHERIE THÉÂTRE DE LA TEMPÊTE** (43-28-36-36). • Le Jour se lève, Léopold : jeu., ven., sam., mar. 20 h 30, dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun.**CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE** (42-78-44-45). Ah ! Ce rira, ça rira, ça rira : 21 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.**CINQ DIAMANTS** (45-80-51-31). • Le violon du temps qui passe : 14 h 30 et 16 h, sam. dim. 15 h 30.**CIRQUE D'HIVER** (48-78-75-00). Astérix : 14 h et 17 h 30, sam. dim. 14 h et 17 h 30, ven., mar. 20 h 30, sam. 21 h. Rel. lun. jeu.**CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE** (45-69-38-69). La Ressource. John Gabriel Borkman : 20 h 30. Rel. dim., lun. • Zaire, ou le Fanatisme religieux : mar. 20 h 30.**CITÉRIA** (47-90-30-37). • Les Cruchots, Premiers Adieux : jeu., ven., sam., mar. 21 h. Rel. dim., lun.**COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES** (47-23-37-21). • Une femme sans histoire : ven., sam., mar. 21 h, sam. 18 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.**COMÉDIE ITALIENNE** (43-21-22-22). Les Dédicaces du baiser : 20 h 30. Rel. dim. comédie-française (40-15-06-15).**COMÉDIE-FRANÇAISE** (40-15-06-15). Salle Richelieu. • La Cagnotte : 14 h, dim. 20 h 30, ven. 20 h 30. • Fio de parole : 21 h (Lun.), dim. 15 h. • La guerre de Troie n'aura pas lieu : sam. 20 h 30. • Nicomède : jeu., mar. 20 h 30, sam. 14 h.**COMÉDIE-FRANÇAISE AUDITORIUM DE LA GALERIE COLBERT** (40-15-06-15). • Les Visionnaires Cycle : Fous et Bouffons du XVIIIe siècle : lun. 18 h 30.**DEUX ANES** (46-06-10-28). • Le Cœur du père François : sam., mar. 21 h, sam. dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.**EDGAR** (43-20-85-11). Les Babas-Cadras : 20 h 15. Rel. dim. Nous on fait on on nous dit de faire : 22 h. Rel. dim.**ESPACE ACNAV (SALLE DU PUIT)** (43-36-68-56). Tous est comédie : 20 h 30, dim. 14 h 30. Rel. dim. soir, lun. mar.**ESSAIEN DE PARIS** (42-78-46-42). Salle L. Les Anciennes Odeurs : 20 h 30. Rel. dim., lun.**FONTAINE** (48-74-74-40). Océlie Famille L. : 21 h, sam. 17 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.**GUICHET MONTPARNASSE** (43-27-88-61). • Cet animal étrange : 18 h 30 (Jeu., ven., sam. dernière). • Une dame aux camélias : 20 h 30 (Jeu., ven., sam. dernière). • Adieu Agatha : (42-46-75-79). • L'Ange gardien : 20 h 30. Rel. dim.**HOTEL DES NATIONS** (43-26-45-24). • La Dernière Bande : ven., sam. 20 h 30, dim. 16 h.**JARDIN D'HIVER** (42-62-59-49). • La Nuit des chats : ven., sam., mar. 21 h, sam. (exception), 16 h. Rel. dim., lun.**L'ESPACE EUROPÉEN** (42-93-69-68). Adèle-Mimosa Tchitchkov : 22 h 15, sam. 15 h. Rel. dim. • La Face cachée d'Orion : ven., sam., lun., mar. 20 h 30. Rel. dim.**LE BOURVIL** (43-73-47-84). Ce soir, on cultive tout : 20 h 30. Jeu., dim., lun.**LE GRAND EDGAR** (43-30-90-09). Existe en trois tailles : 20 h 15, sam. 18 h. Rel. dim. Bien déguisé autour des oreilles, si vous n'êtes pas : 22 h 30. Rel. dim.**LE PROLOGUE** (45-75-33-15). • Et si on faisait le noir juste une minute ? : jeu., ven., sam. 21 h, sam. 18 h 45, dim. 15 h. Rel. mer., lun., mar.**LIÈRE-THÉÂTRE** (45-86-55-83). • Le Proce d'Orfèvre : jeu., ven., sam. 20 h 30, dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun. mar.**LUCERNAIRE FORUM** (45-44-57-34). Théâtre noir. Le Petit Prince : 18 h 45. Rel. dim. Rémou et Armande : 20 h. Rel. dim. • Le Crépuscule des paons : 21 h 30. Rel. dim. Théâtre rouge. Contes érotiques du XVIIIe siècle : 20 h. Rel. dim. Quant au diable, n'en parlez pas : 21 h 30. Rel. dim.**MADELINE** (42-65-07-09). La Foire d'empoigne : 21 h, sam. 18 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun. • Les Sept Miracles de Jésus : jeu., ven. 18 h.**MAISON DE LA POÉSIE** (42-36-27-53). • Lectures-échanges : mar. 20 h 30.**MARAI** (43-78-03-53). • Une vie bouillonnante : 18 h 30 (Jeu., ven.), sam. 14 h 30. Rel. dim., lun., mar.**MARIE STUART** (45-08-17-80). Le Mont-Plais : 18 h 30. Rel. dim., lun. • 22-34 : 20 h 30 (Jeu., ven., sam. dernière).**MATHURINS** (42-65-90-00). • La Femme à contre-jour : 21 h (Jeu., ven., sam.), sam. 18 h et 21 h, dim. (dernière) 15 h.**MATHURINS (PETITS)** (42-65-90-00). Le Minotaure : 19 h, sam. 16 h. Rel. dim.**MICHEL** (42-65-35-02). • Pyramide pour six : jeu., ven. 21 h 15, sam. (dernière) 21 h 30, sam. 18 h 30. Rel. mer.**MONTPARNASSE** (43-27-88-61). • Voyage au bout de la nuit : 19 h (Jeu., ven.). Rel. sam., dim., lun., mar. La Vieillesse : 21 h, sam. 17 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.**NOUVEAU THÉÂTRE MOUFFETARD** (43-31-11-99). • Théodore le Gros-dur : ven., sam. 20 h 30, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun., mar.**NOUVEAUTÉS** (47-70-52-76). • La Grande Stupidité : sam. 21 h 45, mar. 20 h 30, sam. 18 h 45, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.**ODÉON** (43-25-70-32). Tête d'or : 19 h 30, dim. 14 h 30. Rel. dim. soir, lun.**ODÉON (PETIT)** (43-25-70-32). • Truand d'écrou : 15 h, jeu., ven., sam. 15 h, dim., lun. (dernière) 20 h. • Se-maine des auteurs : mar. 18 h, dim., lun. 15 h.**ŒUVRE** (48-74-43-52). Je ne suis pas Rapoport : 20 h 45, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.**PALAI DES CONGRÈS** (48-28-40-90). La Liberté ou la Mort d'après Danton et Robespierre : 20 h 30, sam. 15 h, 20 h 30, dim. 14 h et 18 h. Rel. lun.**PALAI DES GLACES (PETIT PALAI)** (48-03-11-36). Les Vamps : 20 h 30. Rel. dim., lun.**PALAI ROYAL** (42-97-59-81). Et le spectacle continue ! Rémou et Armande : 20 h 30, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.**POCHE-MONTPARNASSE** (45-48-92-97). • Le Plus Heureux des trois : ven., sam., mar. 21 h, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.**PORT SAINT-MARTIN** (46-07-57-53). • Ténor : jeu., ven., mar. 20 h 30, sam. 21 h et 17 h 30, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.**POTINIERE** (42-61-44-16). • La Femme : 20 h 45, sam. 17 h, dim. 15 h. Rel. dim. soir, mer.**RENAISSANCE** (42-08-18-50). A la santé, Dorothea : 20 h 45, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.**ROSAULT-THÉÂTRE** (43-71-30-20). Ma-tin Dequie : 20 h 30, dim. 16 h 30. Rel. dim. soir, lun.**SAINT-GEORGES** (48-78-63-47). Drôle de couple : 20 h 45, sam. 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.**SPLENDID SAINT-MARTIN** (42-08-21-93). L'Ex-Femme de ma vie : 20 h 30. Rel. dim., lun.**STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES** (47-23-35-10). Albertine en cinq temps : 20 h 30, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.**TAC STUDIO** (43-73-74-47). • La Vérité sur l'amour baroque : dim. 16 h.**THÉÂTRE 13** (45-88-16-30). • Les Sincères, et l'épreuve : mar. 20 h 30.**THÉÂTRE DE L'EST PARISIEN** (43-64-50-80). • Amphitryon : ven., sam., mar. 20 h 30, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.**THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR** (48-05-67-89). Sésame. • L'Écume des jours : 20 h 30 (Jeu., ven.). • La Trilogie de Pagnol : Marius, Fanny, César : jeu., ven. 20 h 30, sam. 21 h 15, dim. 19 h 30, sam. 18 h, dim. 16 h 30. Rel. dim., lun.**THÉÂTRE DE LA PLAINE** (40-43-01-82). Moi, Cagliostro, anticrist et messie un collier pour une révolution : 20 h 30, dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun. mar.**THÉÂTRE DU BEL AIR** (43-46-91-93). • Une chemise de nuit de flanelle : mar. 20 h 30.**THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL** (48-06-72-34). • Le Proce Louis XVI : mar. 20 h 30. Rel. dim. soir, lun.**THÉÂTRE GREVIN** (42-46-84-47). • Nana : mar. 20 h 30.**THÉÂTRE NATIONAL DE LA COLLINE** (43-46-43-60). Petite salle. • Tir et Lir : 21 h (Jeu., ven., sam. dernière), sam. 15 h 30 et 21 h.**THÉÂTRE RENAUD-BARRAULT** (42-56-60-70). Grande salle. Le Retour : 20 h 30, sam. dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun. M.L.T. Huremone : 21 h. Rel. dim.**lun. Petite salle.** • La Vie singulière d'Albert Nobis : 20 h 30 (Jeu., ven., sam.), dim. (dernière) 15 h.**TINTAMARRE** (48-57-33-82). Barthélemy : 19 h. Rel. dim., lun. Hôles, tant mieux : 20 h 15. Rel. dim., lun. • Les neiges de la cabane pour noël : mar. 21 h 30. Rel. dim., lun. La Timbale : sam. 15 h 30.**TOURTOUR** (48-57-82-88). • Armistice au pont de Grenelle : 19 h (Jeu., ven., sam. dernière). • Gédé Marlin : 20 h 30. Rel. dim., lun. Demain, j'arrête ! : 22 h 15. Rel. dim., lun.**VARIÉTÉS** (42-33-09-02). • La Présidente : 20 h 30, sam. 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun., mar.

Les cafés-théâtres

AU REC-FIN (42-96-29-35). Météo-tol, ma fille : 20 h 30. Rel. dim. Bonne fille Paulette : 22 h. Rel. lun. • Banc d'essai des jeunes : dim. 23 h 30.**BLANCS-MANTEAUX** (48-57-15-64). Salle L. Aven = MC 2 : 20 h 15. Rel. dim. Les Épis noirs : 21 h 30. Rel. dim. Laurent Violet : 22 h 30. Rel. dim. Salle II. Les Sacrés Monstres : 20 h 15. Rel. dim. Bernadette, calme-toi ! : 21 h 30. Rel. dim.**CAFÉ D'EDGAR** (43-20-85-11). Envoyez la parole : 20 h 15. Rel. dim. Mangesses d'hommes : 21 h 30. Rel. dim. Jeanine Truchet a disparu : 22 h 30. Rel. dim.**CAVE DU CLOUTIER** (43-25-19-92). • Fano Sapiens : 20 h 30 (Jeu., ven., sam. dernière). Authentique mais vrai : 22 h. Rel. dim., lun. Jodite cher : 23 h 15. Rel. dim., lun.**EDGAR III** (43-20-85-11). My name is Lolita : 20 h 15. Rel. dim. Super Mathieu : 21 h 30. Rel. dim.**LE DOUBLE-FOND** (42-71-40-20). C'est magique et ça change : 20 h 30. Rel. dim., lun.**LE GRENIER** (43-80-68-01). • Mémoriser d'une jeune fille dérangée : 22 h (Jeu., ven., sam.).**PETIT CASINO** (42-78-36-58). Je sors de Polytechnique, l'as pas couru bulles ? : 21 h. Rel. lun. Nous, ou sème : 22 h 30. Rel. lun.

Région parisienne

ANTONY (THÉÂTRE FIRMIN GÉMIER) (46-66-02-74). • Madame de la Carrière : ven. 21 h.**AUBERVILLIERS (THÉÂTRE DE LA COMMUNE)** (48-34-67-47). • L'Étrange Intermède : mar. 20 h.**AULNAY-SOUS-BOIS (ESPACE JACQUES PRÉVERT)** (48-68-00-22). • Le Secret : ven. 21 h.**BAGNEUX (THÉÂTRE VICTOR HUGO)** (46-63-10-54). • La Vieillesse : 20 h 30. Rel. dim., lun. mar. 20 h 30, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.**GENNEVILLIERS (THÉÂTRE DE GENNEVILLIERS)** (47-93-26-30). • Troilus et Cressida : mar. 20 h 30.**IVRY (THÉÂTRE D'IVRY)** (46-72-37-43). • Les Moments heureux d'une révolution : mar. 20 h 30.**NANTERRE (THÉÂTRE DES AMANDIERS)** (47-21-18-81). Grande salle. Hamlet : 20 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun. • La Journée des chausseries : mar. 20 h 30.**NEUILLY-SUR-SEINE (L'ATHLÉTIC)** (46-34-03-83). Si bien, si calme : 20 h 30. Rel. dim., lun., mar.**VERSAILLES (THÉÂTRE MONTAN-SIER)** (39-50-71-18). • Le Soir du conquérant : mar. 21 h. L'Ilusionniste : sam. 21 h.**VILLEJUIF (THÉÂTRE ROMAIN ROLLAND)** (47-26-15-02). • La Reconstitution : mar. 20 h 30.**VINCENNES (THÉÂTRE DANIEL SORANO)** (48-08-60-83). Treize à table : 21 h, dim. 18 h. Rel. dim. soir, lun., mar.

Music-Hall

ALPHA DU LION (42-39-22-38). Suzza. • Boon. Jusqu'au 14 janvier, 21 h, mer., jeu., ven., sam., mar. Chant, Pierre Casanova (piano).**CAVEAU DES OUBLIETTES** (42-54-94-97). Cabaret de la chanson française. 21 h, mer., jeu., ven., sam., lun., mar. Chantons à la carte tous les soirs.**DEJAZET - T.L.P.** (42-74-20-50). Le Tour du monde en 80 jours. Jusqu'au 22 janvier, 20 h 30, mer., jeu., ven., sam., mar. 15 h, dim. D'après Jules Verne, De Jean-Marie Lesq et Louis Dumoyet de Segonzac. Par l'équipe du Capitaine Fracasse, comédies musicales.**MERLE MOQUEUR** (45-65-12-43). El-mabach et Guimond de la Tronche, 21 h, mer., jeu.**OLYMPIA** (42-61-83-25). Marcel Amont. Jusqu'au 15 janvier, 20 h 30, mer.**PALAI DES SPORTS** (48-28-40-90). Cirque de Moscou, 14 h, mer., sam., dim. 17 h 30, sam., dim. 21 h, sam. 20 h 30 ven. Animé par Iouri Koukatchev. Dim. dernière.**LES TROIS MAILLETS** (43-54-00-79). Dany Cohen, 0 h, ven., sam.**TROTTIERS DE BUENOS AIRES** (42-33-58-37). Emile Llorca. Jusqu'au 21 janvier, 20 h 30, mer., jeu., ven., sam., mar.

1988 / 1989
ORCHESTRAL
ENSEMBLE
DE PARIS
ABONNEMENT
NUMERO VERT 05 42 67 57
DEPLIANT GRATUIT

AGUIRRE, LA COLÈRE DE DIEU (A. v.): Acaciano (ex Studio Cajas), 6° (46-33-86-86).
LES AMANTS DU CAFÉINO (A. v.): Action Christiane, 6° (43-29-11-30).
LES ARISTOCRATES (A. v.): Cino (ex 6°), 6° (46-33-10-12).
ARSÈNE ET VIEILLES DÉLICATES (A. v.): Action Christiane, 6° (43-29-11-30).
LE BEAU-FRÈRE (*) (A. v.): Club, 9°.
EL CORTO (Brit. v.): Studio 43, 9° (47-10-63-71).
BRAZZI (Brit. v.): Studio Galaxie, 5° (43-74-72-71).
BUNNY LAKA A DESPARDU (A. v.): Utopia Champenoise, 5° (43-26-34-65).
CHAMPAGNE (Fr. v.): Vendôme Opéra, 2° (47-42-91).
SAISON ROYALE (Brit. v.): Le Cimpso, 5° (43-54-51-60).
COMMENT L'ESPÉRIT VIENT AU PAYSAN (A. v.): Ciel Beaumont, 5° (46-33-86-86).
LES FEMMES DE LA TRINITE (Lombard, 6°) (46-33-97-77).
CRUISING (*) (A. v.): Acaciano (ex Studio Cajas), 6° (46-33-86-86).
LES DANSES (*) (Fr. v.): Acaciano (ex Studio Cajas), 5° (46-33-86-86).
DESSOU OUZALA (Sov. v.): Le Triomphe, 6° (43-65-42-57).

BOULEVARD DU NORD (42-39-34-50). La République du Nord. 21 h, ven., sam., mar.; dim. 16 h (décembre). Spectacle d'Hélène Delvaux. Mises en scène: Jean-Michel Rabreau, avec Hélène Delvaux.

CHATELAIN. 17 L'attente. 21 h, ven., mar.; dim. 16 h (décembre).

CHATELIER, THÉÂTRE MUSICAL DE LA PAYSIE (40-28-24-24). Martin Dupuy, 12 h 45, mar., Mezzo-soprano. Œuvres de Rossini, Nova Notini, 12 h 45, ven., mar., Mezzo-soprano. Œuvres de Puccini, Rossini, Bolchini.

DÉJAZET T.L.P. (42-74-20-50). Ensemble instrumental européen Pro Symphonie. 20 h 30, lun. Dir. J.-R. Bernaba, M. Le Gall. 21 h, ven., mar., dim. 16 h (décembre). Œuvres de Mendelssohn et Liszt.

ÉGLISE DES DOMINICAINS (45-63-62-04). Jacques Kaufman, 14 h 30, dim. Orgue. Œuvres de Dandrieux, Bach, Couperin.

ÉGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE. Les promesses de Vossieux. Jeudi 24 janvier, 21 h, sam. Œuvres de Marcel Chailly. Vendredi. Téléphone 42-63-40-45.

FONDACTION DEUTSCHE DER LA-MEUNIERE. Yves Massé. Jeudi 15 janvier, 21 h, ven., sam., dim., lun., mar. Mises en scène François Perrault, Jacques Kaufman, Maurice Gagneur, de Lubert, René Duran.

MAISON DE RADIO-FRANCE (42-50-13-16). Quatuor d'arches, 18 h 30, mar.; Œuvres de Nielsen. Långback, Wagners, 19 h 30, ven., mar., dim., lun., mar. Ouverture, Peter Urbard, Eding Brinch, 21 h 30, mar. Musique traditionnelle du Danemark. Grand auditorium. London Sinfonietta, 20 h 30, mar. Dir. Oliver Knussen, Martin Knutsen. Grand auditorium.

MUSIQUE OPÉRA (42-45-12-20). Pierre Cramoix, 21 h, ven., sam., 17 h, dim. Soprano. Œuvres de Lecœur, Couperin, Fauré.

SALLE CAVEAU (45-63-20-30). Niels van der Elzen, Levach, Roland Pontinec, 15 h, sam. Violon, cello, piano. Œuvres de Fauré, Nielsen, Ravel, Grieg. G. Gerard Ouyet, 20 h 30, lun. France. Œuvres de Beethoven.

Valérie Beaumont. Quatuor Fidèle, 20 h, mar. Piano. Programmes sans commentaire.

SALLE PLEYEL (45-63-38-73). Orchestre de piano. 20 h, ven., jeu., ven. Dir. et piano Semjon Bychkov, Katia et Marijn Labèque (sœurs). Œuvres de Debussy, Bartók, Liszt.

Ensemble orchestral de piano, 20 h 30, mar. Dr. John Pritchard, Julia Varady (soprano). Œuvres de Britten, Mozart, Beethoven.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (45-63-37). Nouvel Opéra Philharmonique, 20 h 30, ven. (dir. John Nelson, Kim Woo Pak pian.). Œuvres de Rachmaninov, Dvorak.

Orchestre national de France, 20 h 30, lun. Dir. Daniel Barenboim. Sylvia Riggs, Judith (soprano). Œuvres de Messiah. Hommage à Olivier Messiaen. Hommage à Olivier Messiaen pour son quarantevingtième anniversaire.

Cyprien Katoari, 20 h 30, mar. Piano. Philharmonique Victroren. Œuvres de Mozart, Bach, Tchaikowski.

THÉÂTRE RENAUD-BARRAULT (42-56-08-03). François-René Duchemin, 11 h, dim. Piano. Œuvres de Copland.

Ensemble Instrumental symphonique, 20 h 30, mar. Dir. Pierre Boulez, 20 h 30, vocal. A. Troutot (clar.). Œuvres de Stravinsky, Balfe, Verdi.

OPÉRETTE Théâtre musical de Paris
(42-28-40). L'Escommodité de Poppée.
Jusqu'au 20 janvier. 20 à 30 h. Jan.
Opéra en trois actes de Claudio Monteverdi.
Mise en scène Pierre Soussan.
Les principaux interprètes :
M. L. V. Avec P. Schumann.
M. Dupuy, I. Vadova, H.-P. Blochwitz,
R. Siméon.

OPÉRETTE
L'OPÉRA (42-49-60-27). Rése de
Vienne. 14 à 30, mardi, jeudi, samedi, 18 h.
Opéra en deux actes, de Francis Lopez. Avec
Mathé Alléroy, Tony Gema (ténor),
F. Lintel, J. Andrieu, A. Boulint.
M. Mayan. Chor. Martine Boccaud, avec
des ballets corses, des choristes et le grand
Orchestre de Guy Motta.

THÉÂTRE MODERNE (43-59-39-39).
Offenbach tu connais ? 20 h 30, mer.,
ven., sam. ; 18 h, sam. ; 15 h 30,
dim. (dernière). De Roger Defosse.

(45-62-41-46).
 DOCTEUR FOLAMOUR (Bail. v.a.)
 Champo, 5 (45-34-31-60).
 DOWN (A. v.a.) : Unop
 Champigny, 5 (45-34-31-60).
 EASY RIDER (A. v.a.) : Forum Anser-
 Cid, 1 (42-97-31-74) ; Action Enser-
 Cid, 1 (45-25-77-07) ; Les Trois Balzac, 5 (45-
 34-31-60).
 ELEMENS OF CRIME (Dan. v.a.)
 Studio 43, 9 (47-10-10-41).
 LES ENFANTS DU PARADISE (Fr.)
 Reflet Logo 1, 5 (45-34-42-34).
 FELLINI ROMA (L. v.a.) : Arcorion
 (ex Studio Cajas), 5 (46-33-86-86).
 FRODO BAGGINS (A. v.s.) : Chab, 9.
 JULES ET JIM (Fr.) : Les Trois Luxem-
 bourg, 6 (46-33-91-77).
 LE LIVRE DE LA JUNGLE (A. v.s.)
 Cinéchoix, 6 (46-33-10-82).
 MEDICE (R.-All. v.s.) : Arcorion (ex
 Studio Cajas), 5 (46-33-86-86).
 MISSIETI (A. v.s.) : Reflet Logo II, 5
 (45-34-42-34).
 LES PASSAGERS DE LA NUIT (A. v.s.)
 : Racine Odéon, 6 (45-26-19-68).
 LES PASSAGERS DE LA NUIT (A. v.s.)
 : Les Trois Balzac, 5 (45-34-31-60).
 POLICE FRONTIERE (A. v.s.) : Holly-
 wood Boulevard, 9 (47-10-10-41).
 LE PROVISEUR (A. v.s.) : Hollywood
 Boulevard, 9 (47-10-10-41).
 PSYCHIC (P. (A. v.a.) : Action Chris-
 tian, 5 (45-34-31-60).
 LES QUATRE CENTS COUPS (Fr.)

ALPHA DU LION (47-39-22-38). Jean-Marie Jaffeux (contr.), 18 h, dim. E. Gombard (sc.). P. Adjid (guit.), D. Bennequin (basse), R. Kout (tbn).

MARIZACO (47-43-10). Virginia Mousteir, 22 h, mar., jeu., ven., sam., dim., mar. Et la Sanaba Rio.

BASSEIN SALE (47-33-37-71). Jazz d'échappement, 23 h, lun. J. Boley (cuivres), E. Mbbappe (basse), I. Augousto (batt.). Simon Grouton, 23 h, lun.

LES CHAMBERS (47-36-15 janvier, 23 mar., S. Moické (batt.), E. Mbbappe (basse), Nguyen La (guit.).

LE BILOQUOT (45-48-81-84). Rhoda Scott, 22 h 45, mar., jeu., ven., sam. (dimanche), 23 h, mar., jeu., ven., sam. Greg Huetz, 22 h 45, dim. Franco Chetani.

Tart Marso, Jacques 28 janvier, 22 h, mar., jeu., ven., sam. O. Herault (basse), L. Trussardi (cb). P. Combe (batt.).

LE CAMBRIDGE (43-30-412). Gilbert Lourea, 22 h 30, mar.

Philippe du Fresnois, 20 h 30, jeu.
Yves Noel Amouroux, 22 h 30, ven., sam. Bongio-wann.

Dominique Bertrand, 20 h 30, lun. D'Ellegion à Parker.

Jean-Louis, 20 h 30, mar.

CADRE DE LA HUCHETTE (43-26-65-67). Royal Tencopaters, 21 h 30, mar., jeu., ven., sam. Jazz du cotton-chill, Françoise Giv Wing Quintet. Jusquas 22 h 30, mar., jeu., ven., sam.

CHAPELLE DES LONGARDS (43-57-24-24). Fautais Saes Orchestra, 22 h 30, ven., sam.

LITY ROCK (43-59-52-56). Rock'n roll Dance Center, 22 h 30, jeu.

LES ANGES (47-39-22-38) de retour, 22 h 30, dim. Avec son grand orchestre. Doux et tonton, 22 h, lun. Avec Franco Costantino.

LES ANGES (47-39-22-38), mar.

JUNIORS (45-84-72-70). Zhivaro, 20 h 30, mar. C. Barthémy (guit.), S. Kassap (sc.). J. Malhotra (batt.), H. Texier (cb).

CLUB LIONEL-HAMPTON (47-52-12-30). The Count Basie Orchestra, 22 h, mar., jeu., ven., sam. (dimanche). C. Carter, S. Cole, D. Turner, C. Eaton, D. Scripling, D. Jones, 22 h 30, mar.

LES ANGES (47-39-22-38) au 21 janvier, 22 h, lun., mar., Jeu., S. Elissenz (trp), F. Legend (batt.), P. Bouessang (tb). S. Lafontine (sc.).

E. JAMES (48-47-89-64). Tropicalité 22 h 30, mar.

Soirée Hix, 23 h, dim.

Pela, 23 h, jeu., ven., sam. Zaira.

ATTITUDES SAINT-CIERMAN (42-61-53). Les Anses, 22 h, mar., jeu., ven., sam. Daniel Duo, 22 h, jeu. Cris., voix, basse.

Claude Guindant Tur, 22 h, ven., sam. Yves Jaffar (basse), Georges Arant Vieux (guit.).

[illegible]

LA RELIGIEUSE (Fr.): Les Trinités
Luxembourg, 6 (46-39-97-77).

ROX ET BOUKY (A. v.l.): Formes
Orient Express, 1r (43-39-82-26); Reflex
(Le Grand Ray), 1r (43-39-82-26).
UGC (v.a.): UGC (45-74-44-04)
UGC Brannings, 8r (45-61-16-16); UGC
Opéra, 9r (45-74-45-04); UGC Lyon
Basilille, 12r (43-41-01-59); UGC Gobe-
line, 12r (43-41-01-59); UGC Con-
struction, 15r (45-74-51-04); Pathé Clichy,
18r (45-22-46-01); La Gambetta, 20r
(46-36-10-96).

LA SOURIS QUI RUGISSAIT (Brit.),
1r (43-39-82-26) (43-39-82-26).

A STRANGER THAN PARADISE (A.
Al. v.a.): Daphné Champollion, 5r (43-
28-84-65).

SUNSET BOULEVARD (A. v.a.)
SUNSET BOULEVARD, 1r (43-39-10-20).

TENTIN ET LE LAC AUX REQUINS
(Fr.-Bel.): Epée de Bois, 5r (43-37-
57-47).

TITL, GRIS MINET ET LEURS AMIS
(Fr.-Bel.): Epée de Bois (45-64-30-40).

TOMMY (Brit. v.a.): Acoustics (ex Studio
Capin), 5r (46-39-86-86).

LES TRICHEUSES (Fr.): Reflex Logos,
1r (43-39-82-26).

L'ESPECE HUMAINE (Brit. v.a.):
Le Champ, 5r (45-64-51-60).

WOODSTOCK (A. v.a.): Action Rele
Garcia, 5r (43-29-44-40).

ZEEJIG (A. v.a.): Acoustics (ex Studio
Capin), 5r (46-39-86-86).

Don Beck, Sylvain Best, Tony Rabenstein,
J.-L. Bouché, Jean-Luc Vassal, Edm. Bea-
r, J. L. Bouché, J. L. Bouché, J. L. Bouché,
(La Pintre) (23-26-46-67). Laura, 22 h 30,
jeu., ven., sam.

SLOVE CLUB (42-33-84-40). Stéphane
Gruarbit, 21 h 30, mer., jeu., ven., sam.
(dernière), Delnialand Jubilé,
Zinedine Jean Senecq, Jacques n° 11 janvier.

SUNSET (20-46-46-60). Ralph Macrae,
Santi Desbarats, John Batzsch, 22 h, mer.,
jeu., sam. (dernière). Sam, coh, bast.
Chris Bruce Quintet, 22 h, jan. Jazz
club.

J.-P. Celles, F. Couturier, W. Reisinger,
John, Jacques n° 13 janvier, 22 h, mer. Coh,
jeu., ven., sam.

LES JEUX MAILLETZ (42-54-00-79).
Anno Ducour, 23 h, mer., jeu., ven. Voix
Blues. Saïdy de Scotty et Hicori.

Toni Bernard Meury, 23 h 30, mer., jeu.,
ven., sam. dim. Piano, J. Rakoton,
G. Rakoto. Les alternances avec Eric Bos-
son (piano).

Manda Jean Bonnard, 23 h, ven., sam.

KROTTOS DE BUENOS-AIRES (42-
71-77). Ernesto Rodero, Jacques n°
26 janvier, 20 h 30, mer., jeu., ven., sam.,
sam. Tango.

UTOPIA JAZZ CLUB (42-32-79-66).
Eric Kirsby, J.J. MEYER, 22 h, mer.,
jeu., ven., sam.

John Rabinzon, 22 h, jeu., ven., sam.

Alain Giroux, 22 h, sam.

Franck Verbeke, 23 h, mar.

J.-J. Tardieu, Mauro Serio, Leo Bertini,
1 h, sam.

LES BAÏNS (Q.) Jodi Stardust, 23 h 30, jeu, avec Chacal.
BOBINO (41-27-24-24). A cause des gars, 23 h, mer.
 Garçon, 23 h, jeu.
CITY ROCK (43-59-52-09). The Box For Tucking, 23 h 30, mer. Avec Freddy Meyer.
 Look de Paris, 22 h 30, ven, sam.
CECALIBUR (48-04-74-92). Véronique Lortal, 23 h, jeu.
 West Coast Promotion, 23 h, ven.
CEBUS (47-00-78-88). The Brains, 23 h, jeu.
 Gère, 19 h, jeu. Hollande.
 Dintez, 23 h, ven, sam.
 Metal Nights, 21 h, mer. Avec Excess.
NEW MORNING (43-25-31-41). Yost et les hommes, 23 h, ven.
PALACE (42-46-10-87). French Kiss, 23 h, mer. Mini concert de Hichouat.
 Dirty Dancing, 23 h 30, dim.
REX CLUB (42-36-83-98). Les Apérifs à 12 h, 16 h, dim. Beachie Sex (patinoire), jeu. Montclair, 16 h, jeu.
 Les Femmes, Aphasi, A Waterland (drame).
LES TROIS MAILLETS (43-54-00-79). Jooty et Benic, 21 h, ven, sam.
STOYTA JAZZ CLUB (43-22-79-66). Les Femmes, 23 h, jeu.
ZENTH (48-60-60-00). Iggy Pop, 20 h, dim.

MANDIERS DE PARIS (43-66-42-17). Compagnie Réverbère. 15 h, dim.; 20 h 30, lun. Chor. Mario-Laure Berland. « Feux de paille », « Les Canchomars de Pipimprelle », « Et que je vagabondais... ».

CASINO DE PARIS (42-85-30-31). American Indian Dance Theatre. Jusqu'au 15 janvier 1989. 20 h 30, mer., jeu., ven., sam., mer; 15 h 30, mer., sam., dim. Chants et danses des nations indiennes d'Amérique du Nord. Téléphone location: 40-16-12-46.

THEATRE MANDARA (45-20-01-60).

CL. JACQUIN 29 janvier, 20 à 30, mar.
Musique et danse du Tadjikistan.

ALLE PELLETIER (45-63-98-38).
Compagnie ballet d'opéra. 15 à 30, sam., dim.
Musique et danse. - Chantillon s.
musique d'Offenbach.

THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES
(42-20-37-37). Les Gens de la danse,
20 à 30, mar. (dimanche). Avec le
concert. - Chantillon s. grandes inter-
ventions. Dans le cadre du XXIV Festival
international de danse de Paris.

THEATRE DE LA VILLE (42-74-22-77).
Compagnie Projecita. 20 à 45, jan., ven.,
sam., 14 à 30, dim. - Lignes de
danse. - Chantillon s. grandes inter-
ventions. - C. Bécier, S. Bidegain, D. Cohen,
S. Demme.

GROUPE EMILIE DUBOIS Jacquin 20
14-janvier, 20 à 45, mar. - Mammouth
Montreal. - Chor. Joie-Claude Gellon.
Avec E. Alfieri, M. Alvarez, M. Beaulieu.

Mercredi 4 janvier

20.40 Variétés : Scènes peintes, Livrets : Etienne Daho, Maria Pacôme, Bernard Nizant, 22.30 Documentaire : Les femmes peintres. 1. Changer la vie, quelle histoire ! 22.45 Journal et Météo, De 23.45 à 6.27 Rediffusions.

A2

22.00 Documentaire : Les femmes peintres. 22.45 Journal et Météo, De 23.45 à 6.27 Rediffusions.

22.00 TêtuTêtu : L'année pipe. 1.50 Documentaire : Les ateliers du rêve. 2.45 Feuilleton : Symphonie. 3.10 Documentaire : Histoires musicales. 4.05 Musique. 4.45 Documentaire : Histoires musicales. 5.05 Feuilleton : L'année pipe. 6.00 Série : Drôles d'histoires.

A2

22.00 Feuilleton : La grande cabriolet (1^{er} épisode). 22.05 Flash d'information, 22.10 Professions compliquées. 22.15 Série : Drôles d'histoires. 0.10 Feuilleton : Coupe et Figures de Jacques Cartier, Invité : Jean-Philippe Collard, pianiste.

FR 3

20.30 Théâtre : La neige approchée, De William Shakespeare. Adaptation : Albert Volait, réalisation : Pierre Borel. Avec Bernard Nadi, Roger Yvo, Lucien Barbeau, Henri-Victor. 22.25 Journal et Météo. 22.50 Magazine : Occasions. 1. Cycle Glenn Gould : Burlesque pour piano et orchestre. 2. Jacques Charest, 2. Willy Ronis on les exadeux de Hazard, de Patrick Nola. 23.45 Musique, mensage. Suite romaine, par George Zamfir et son ensemble.

21.00 **Cinéma** : Police story □ Film chinois (Hongkong) de Jackie Chan (1985). Avec Jackie Chan, Bridget Lin, Maggie Cheung. **22.20** Flash d'informations. **22.30** **Cinéma** : Le Lézard □ Film américain de Roger Young (1983). **0.05** **Cinéma** : Certainement ça va bien ■■ Film américain de Billy Wilder (1959). Avec Marilyn Moore, Tony Curtis, Jack Lemmon (v.o.). **2.00** Surprise sur prise.

Jeudi 14

15.35 Feuilliten ; Côte Ouest, 14.30 Feuilliten Joëlle Mazur. 15.25 Feuilliten ; Drôles d'histoires. 15.55 Quatuor à Vincennes. 16.05 Variétés : La chance aux chansons. 16.30 Jeu : Ordinaire. 16.50 Club Dorothée après-midi. 17.05 Documentaire ; Juliette l'étime ; Tu chantes, tu gagnes. 17.30 Jeux : Les 1000 questions. 18.00 Documentaire ; 19.05 Arts de recherche. 19.05 Feuilliten ; Santa-Barbara. 19.30 Jeu : La rose de la fortune. 20.00 Journal, Météo et l'après-vert. 20.35 Série : Marie Perlevecne. Les travailleurs de la terre. 21.35 Documentaire ; Les années femmes. 22.00 Documentaire ; La vie que nous menons. 22.30 Documentaire ; L'été au soleil. 23.10 Film anglais de Jerry Schindler (1982). En décembre 1981, quatre Polonais viennent travailler, au noir, à Londres, sans exécuter le coup d'État militaire à Varsovie. Ce film est un pamphlet contre le système économique et politique de la Pologne, et contre le rôle des émigrés occidentaux. 23.45 Documentaire ; Les modes brutes. 0.40 Série : Drôles d'histoires. 0.40 à 6.27 Documentaire ; Cogne et page. 1.55 Téléfilm ; L'année nous. 2.45 Documentaire ; Les acteurs du riva. 3.40 Feuilliten ; Les années de la démocratie occidentale. 4.15 Documentaire ; Les années de la démocratie occidentale. 4.15 Documentaire ; Les années de la démocratie occidentale. 5.10 Téléfilm ; L'année nous. 6.00 Série : Drôles d'histoires.

13.45 *Festivities* : Jeunes docteurs. 14.30 *Série* : Les mystères de l'Ouest. Le nuit des revenants. 15.20 *Série* : *Pas de frontières* pour l'inspecteur, 1. *Description* : Abou. 16.00 *Fish* d'informations. 17.05 *Magazine* : *Graffiti*. Le 17 septembre rose : la France merveilleuse. 17.50 *Série* : *Le 17*. 18.45 *Le 17* : Les chefs de la nuit. 18.45 *Le 17* : Les chefs de la nuit. 19.10 *Actualités* régionales. 19.30 *Fish* de rire : *Loft* : *Le 17*. 20.00 *Journal* et *Météo*. 20.35 *INC*. 20.40 *Cinéma* : *L'inspecteur Harry*. *Un film* violent et solitaire cherche à arrêter un dangereux malfaiteur et rend sa justice lui-même. 22.20 *Fish* d'informations. 22.25 *Magazine* : *Édition spéciale*. Thème : *Privés* 89. 23.05 *Magazine* : 24 heures sur la 2.

13.30 Magazine d'Informations de Spécial. En direct de Toulouse.
13.35 7 Flash d'Informations : Spécial Rourke. 14.00 Série :
Ne manquez pas les margarites. 14.30 Magazine : C'est pas
juste. 15.25 Flash d'Informations : Faits de société.
15.30 Magazine : Télé-Coréa. Vidéo log : Mon héros préféré :
Cinéma, théâtre, livres : Attraction : Signes extérieurs :
L'été, l'été, l'été chaud. De l'été à l'été : Vieilles films un
cinéma. 16.00 Les 1000 films les plus importants de
l'histoire : Spécial jeunes. De 17.05 à 18.30 Amuse 3.
18.45 Dessin animé : Petit ours brun. 17.06 Les paffeurs.
17.10 Série : Taxi Sawyer. 17.30 Série : Le chevalier
d'Armance. La mouche. 18.00 Accueillir pour l'aventure.
18.05 Magazine : Drevens vend le saumon. 18.15
18.30 Les 1000 films les plus importants de l'histoire :
19.20 De l'information. De 19.10 à 19.30. Le journal de la
radio. 19.53 Dessin animé il était une fois la vie. La peau.
20.02 Jeux : La classe. 20.30 Téléfilm : Les tuteurs de
la mort. Des policiers à la poursuite de deux malfaiteurs
qui utilisent la route pour passer à terre. 23.00 Journal et
magazine : 24 heures. 23.30 Les 1000 films les plus importants
de l'histoire : Spécial 11^e partie. 0.10 Magazines, nouvelles, les

CANAL PLUS
13.30 *Cinéma 1 l'Étoffe des héros (1^{re} partie).* ■■ Film américain de Philip Kaufman (1983). Avec Sam Shepard, Scott Glenn, Ed Harris. **15.05** *Cinéma 1 l'Étoffe des héros (2^e partie).* ■■ Film américain de Philip Kaufman (1983).
16.35 *Contes merveilleux. Eau et gaz à tous les étages, de Marc Caro, 16 minutes ; Bazar, de 17.40 Cabot croule, SOS Antenne, 16 minutes ; Bazar, de 17.40 Cabot croule, SOS Antenne, 16 minutes ; Bazar, de 17.40 Cabot croule, SOS Antenne, 16 minutes ; Bazar, de 17.40 Cabot croule, SOS Antenne, 16 minutes. **20.30** *Le chapeau de paille d'Inde, de 20.30. 22.25* Dessins animés : *Virgile, 18.30* Dessins animés : *Le cartoon.*
22.45 *Flash d'informations, 18.49* *Tout 50. Présenté par**

audience instantanée, France entière 1 point = 193 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AVANT REGARDE LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	54.3	Santa-Barbara 25.9	Actual. région 9.2	Actual. région 11.0	Top 50 3.1	Deux fois Miami 3.2	Foyers paradis 2.0
19 h 45	57.9	Rose fortune 31.1	Loft story 9.0	19-20 info 8.3	Nuits part 3.5	Deux fois Miami 4.1	Rennes paradis 1.9
20 h 15	68.7	Journal 28.6	Journal 16.3	Le classe 12.2	Nuits part 2.0	Journal 5.9	Coasty show 3.6
20 h 55	77.0	Sini 28.9	Les deux 26.9	Vallée des rois 11.1	Guerre loose 1.7	Supers films 11.6	Châlet en loup 1.5
22 h 8	72.4	Sini 29.5	Les deux 25.7	Danzon aréola 5.6	Guerre loose 1.9	Supers films 12.3	Ordre de carnage 0.9
22 h 44	36.3	J'vous défends 7.4	Débat 12.1	Journal 6.5	Enfils héros 0.9	Pacte-Dékar 6.6	Stc min. infos 1.8

0.00 Journal de minuit. 0.05 Deux flics à Miami (suite).
0.20 Les brigades du Tigre (rediff.). 1.15 Corsaires et fil-
bustiers (rediff.). 1.40 Bob Morane (rediff.). 2.05 Boulevard
et compagnie (rediff.). 2.25 Journal de la nuit. 2.30 Voisin,
voisine (rediff.). 4.35 Boulevard et compagnie (rediff.).
5.00 Le clan Beaulieu (rediff.).

M6
20.30 Téléfilm : La victime. 21.45 Magazine : Libre et change, de Michel Pothier. Revue de presse, avec Régis Debrey (du *Journal République*), Edouard Beir (du *Nouvel Observateur*), Jacques Julliard (du *Nouvel Observateur*), Max Gallo (*Biographie de Jules Valès*), Jean-Louis Bourdignes (*Droite année zéro*). 23.00 Six minutes d'informations. 23.10 Série : L'homme de fer. 0.00 Musique : Bonlevard des clips. 2.00 Les sauteurs (clips). 2.25 La herminette des brigands. 2.50 Les sauteurs (clips). 5.10 Les sauteurs aux sauteurs (clips). 5.15 Le trait d'union d'Est. 4.00 Documentaire : S'Y te plaît, montre-moi nos histoires. 4.30 Variétés : Carabine Film. 4.55 La herminette des brigands (rediff.). 5.20 Les sauteurs (clips) (rediff.). 5.45 Musique : Bonlevard des clips.

20.30 Tire ta langue ! L'argot. 21.30 Correspondances.
21.45 Commentaire des radios publiques de langue française.
Correspondance Redu. 22.40 Nuits magnétiques.
Enfances. 2. Les petites filles modèles. 0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Coda. Nico ou les facettes d'un ange nocturne.

20.30 Concert (donné le 16 juillet 1988 lors du Festival de Schleswig-Holstein) : Don Juan, poème symphonique, op. 20, et Till Eulenspiegel, poème symphonique, op. 28, de R. Strauss ; Symphonie n° 1 en fa mineur, op. 10, de Chostakovitch, par l'Orchestre du festival, dir. Leonard Bernstein.

22.30 Référence. 23.07 Jazz club. En direct du Petit Opportun à Paris : Gordon Beck, piano, Sylvain Beuf, saxophone, Hein van de Geyn, contrebasse, Tony Rabeson, batterie.

Marq Tossica, 19.30 *Magazine* : Nulle part ailleurs. Présenté par Philippe Gildes. Invité : Philippe Noiret. 20.50 *Cinéma* : *Poker*, un Film français de Catherine Corsini (1987). Avec Caroline Cellier, Pierre Arditi, Jean-Philippe Esoffly. Une femme qui promène des touristes dans Paris et en achève des poker. Après une grosse perte, elle obtiens un avertissement d'un nul et un jour pour rembourser. C'est en fait un jeu de cartes. 21.15 *Cinéma* : *Le premier film d'automne* d'un cartouche personnage (Caroline Cellier admirable) dans un Paris nocturne, insolite. Un premier film d'automne. 22.50 *Flash d'Informations*, 22.53 *Cinéma* : Il était une fois dans l'Ouest. Un Film italien de Sergio Leone (1969). Avec Henry Fonda, Charles Bronson, Jason Robards, Claudia Cardinale, (v. 1969). 23.15 *Cinéma* : *Le grand jeu* de Claude Lelouch (1987). Avec Patrick Jouané, Claude Nebout, Pascal Kleif. 2.15 *Magazine* : *Avancez sur l'image*.

[illegible]

N 6

13.30 *Hic, hit, hic, bourra!* 13.30 *Série* : L'homme de fer.
14.05 *Hic, hit, hic, bourra!* 14.05 *Ten* : Qu'est-ce
qu'est-ce. 16.50 *Hic, hit, hic, bourra!* 17.05 *Série* : Hawal point
d'été. 18.05 *Série* : Végas. 19.00 *Série* : Les routes du
paradis. 19.54 *Six minutes d'informations*. 20.00 *Série* :
Cosby show. Un bébé du passé. 20.30 *Cinema* : Il est tout
ces Normands, © Film français de Régis Perrin (1989). Un
petit café, le boulevard curé de son village. Il n'est pas le site
d'un mouvement de vanguarda du siècle millénaire. Nul.
22.15 *Série* : L'homme de fer. 23.05 *Six minutes d'informations*.
23.15 *Documentaire* : Régan par Régan (rediff.).
0.25 *Série* : Portraits crânes (Régan par Régan (rediff.)).
1.00 *Série* : Les routes du paradis. 1.00 *Série* : Les routes
du paradis. 2.25 *Fenêtrage* : La kermesse des brigands (dernier épisode).
2.50 *Documentaire* : S'W à l'ital, montre-nous nos
histoires. 3.15 *Régnan par Régan* (rediff.). 4.25 *Documentaire* :
S'W à l'ital, montre-nous nos histoires. 4.50 *Variétés* :
S'W à l'ital. S'W à l'ital. La kermesse des brigands (rediff.).
5.40 *Les saints crânes* (rediff.). 6.05 *Musique* : Boulevard
des cines.

20.30 Dramatique. La garden-party, de Mario-Luise Kaschnitz. 21.30 Profils perdus. Albert Skira. 22.40 Nuits magnétiques. Enfances. 3. Vocations. 0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Coda. Nico ou les facettes d'un ange nocturne.

23.29 Concert donné le 3 décembre, salle Gaveau : Quatuor à cordes, de Daltz ; Quatuor à cordes, op. 10, n. 10, de Debussy ; Deux préludes pour piano, de Nat. ; Concerto Ségismund pour violon et piano, op. 12, et Sonate pour violon, op. 27, n. 2, de Ysaye ; Sonate pour violon et piano, op. 27, n. 2, de Ysaye ; Concert pour violon, piano et quatuor à cordes en ré majeur, de Chausson, par le Quatuor Issve (Christophe Giovanninetti, Luc Marie Aguera, violons, Miguel de Silva, Jean-François Poulet, violoncelle), Elisabeth Balmas, violon, Jean-Philippe Heisser, piano. 23.07 Club de la musique contemporaine. 0.30 Vincent d'Indy en son temps. 1. Le Vivalais.

مَكْنَزٌ مِنَ الْأَصْلِ

Sports

RAID-MARATHON : le onzième Paris-Dakar

Peugeot déboussole

L'Italien Klaus Seppi (Mercedes 600) pour les autos et le Français Gilles Lalay (Honda Rotax) pour les motos se sont imposés, mardi 3 janvier, dans la neuvième étape du onzième raid-marathon Paris-Dakar, disputée dans le désert du Ténéré entre Ténit et Agadez au Niger, une spéciale longue de 535 kilomètres. Au classement général de la caté-

AGADEZ
de notre envoyé spécial

Au bout de la piste de l'aéroport, là où la ville laisse la place aux dunes, il y a foule. Maintenus par des banderoles publicitaires à la gloire d'une chaîne de télévision française ou d'un hebdomadaire parisien, enfants et adultes attendent, le dos tourné au vent. Les foudrards et les chibchas sont de rigueur pour ces passionnés de spectacle qui scrutent la piste venant de l'est : des jeunes et beaucoup de femmes aux boules coiffées accourent d'Agadez pour assister à l'arrivée de cette neuvième étape du raid-marathon Paris-Dakar. Le vent, encore et toujours, et le sable qui vole rendent cette partie de campagne passablement éprouvante. Mais les fanatiques d'Agadez, les habitués des rendez-vous avec les monstres mécaniques, savent résister à ces inconvénients. Les gamins courent en tous sens, irrespectueux envers les militaires qui tentent de ménager un passage pour les camions. Vendeurs de cigarettes ou de piles électriques, marchands de souvenirs et quéméniers de « cadeaux » s'en donnent à cœur joie dans une ambiance de fête foraine.

Tout le monde fixe l'horizon, mais aucun nuage imposant ne s'élève des méandres de la piste. Si proche du Nouvel An, la présence de caravanes de chameaux ne surprend même pas. Les Rois mages passent lentement au rythme balancé de leurs quérupédies, mais ils n'annoncent pas de miracles. Insensibles à toute cette agitation, les fiers Touaregs ne dévorent même pas la tête. Que leur importent les renversements de situation de cette course qui traverse leurs dunes à toute allure.

Les directeurs sportifs, eux, commencent à s'inquiéter. La fièvre monte jusqu'à ce qu'apparaisse la première silhouette de moteur debout sur sa machine. Les rumeurs sur la couleur de son engin durent peu. Des yeux exorbités ont déjà reconnu les taches bleues de la marque Honda. Le Français Gilles Lalay, le champion des enduros, franchit la ligne en vainqueur et provoque le premier attroupement. Un autre Français, Stéphane Petehansel, sur sa Yamaha, le suit de peu. Les deux hommes, grâce à une bonne navigation, grignotent de précieuses minutes dans la lutte qui les oppose au leader actuel, l'Italien Franco Picco.

Comme eux, Cyril Neveu réussit à récupérer un peu du retard qu'il avait accumulé dans l'étape précédente. La course des motos connaît un nouveau rebondissement. La hiérarchie demeure fragile, à la merci d'un cap sur un autre. L'arrivée après de longues heures d'attente de Patrick Tambay confirme qu'il peut en être de même pour les quatre-roues.

« Ce fut une belle étape », se contente de dire l'ancien pilote de formule 1. Mais, questionné sur son avance importante, le conducteur de la Mitsubishi finit par concéder que le travail de son navigateur, Dominique Lemoine, « a porté ses fruits ». La boussole, selon lui, permet souvent de réussir de bon temps lors des étapes où tout repère est absent : « Pas d'hésitation possible, le cap seul décide de la route à suivre. Il faut donc sans cesse chercher à savoir si telle dune est à droite ou à gauche d'un livre de bord déjà périmé. »

Naviguer à l'estime

La navigation à l'estime a réussi à Tambay. Même s'il ne remporte pas l'étape en temps réel (ce privilège revenant à l'Italien Klaus Seppi sur Mercedes), il renforce sa position au classement général. Elle a aussi profité à l'équipage d'une 205 Peugeot. Le malchanceux Guy Fréguelin, victime, samedi 31 décembre, d'une pénalité contestée de trois heures, a réussi à rattraper un peu de son retard. Ce pilote professionnel, âgé de quarante-trois ans, spécialiste des rallyes, est champion de France 1988 de rallye-crois, mais n'apprécie que moyennement l'épreuve africaine. Lui, l'habitué des coups de volant énergiques, déclarait s'ennuyer légèrement dans ces étapes de pilotage « pied au plancher ». Mardi 3 janvier, il a découvert une autre version du Paris-Dakar.

Les 535 kilomètres qui séparent Ténit d'Agadez, au Niger, ont été pour lui fertiles en événements imprévus. Tout a commencé par des ennemis mécaniques au niveau du pont arrière : « Pendant 50 bornes, j'ai dû rouler au ralenti avec la crainte de

rie autos, le Belge Jacky Ickx (Peugeot 405 Turbo 16) compte désormais vingt-trois minutes d'avance sur le Finlandais Ari Vatanen (également Peugeot 405 Turbo 16) et une heure et dix-neuf minutes sur le Français Patrick Tambay (Mitsubishi Pajero). L'Italien Franco Picco (Yamaha) occupe toujours la première place au classement motos.

devoir m'arrêter définitivement », explique le pilote de la petite lionne. C'est finalement un ensablage dans une dune qui l'a convaincu que « la machine tenait ». Il a alors confié ses intérêts à son navigateur pour « fonder au plus vite hors des plates tracées par les roues des motos ».

Avec un navigateur nommé Fenotil, le pari comportait peu de risques. Ecrivain, athlète spécialiste du triple saut, ce créateur de rallye est un fin connaisseur des pistes africaines et de leurs secrets. Né à Yaoundé au Cameroun, licencié en philosophie, il a aidé Thierry Sabine à tracer le premier Dakar en 1978. Il a ensuite volé de ses propres ailes en créant et organisant depuis 1982 le Rallye des pharaons, en Egypte. Mais il n'a pas abandonné le Dakar, dont il a couru dix épreuves, sept en moto et trois en voiture. Une expérience qui lui sert toujours lorsqu'il faut se lancer dans « la mer de sable ». Lui sait trouver la bonne route quand l'environnement est constitué de dunes à franchir.

« Je n'ai abandonné la boussole que pour peller le sable », assure ce grand lrisé d'une quarantaine d'années

qui sourit de sa journée de lutte avec le désert. Un sourire qui ne suffit pas à calmer l'inquiétude de Jean Todt. Le responsable de l'équipe Peugeot dissimule mal l'angoisse que provoque chez lui l'absence des 405 Turbo 16 d'Ari Vatanen et de Jacky Ickx. De longs moments d'inquiétude pour le petit homme nerveux avant que les couleurs bleues n'apparaissent dans le soleil couchant. Cinquante minutes de retard pour le pilote belge, une heure pour le Finlandais : le bilan de la journée n'est pas brillant. Aux erreurs de navigation se sont ajoutées pour le grand blond des ennus mécaniques. Conclusion de Jean Todt : « Rien n'est jamais acquis dans ce genre d'épreuve. » La « mi-temps » avec la journée de repos du mercredi 4 janvier, à Agadez, arrive à point nommé pour les hommes comme pour les machines. Pour tous, il faut récupérer des dégâts causés par les deux dernières étapes. La course n'est toujours pas jouée. Les sages Touaregs ont finalement raison de ne pas détourner la tête. La route est encore longue.

SERGE BOLLOCH.

Communication

Pechiney soigne sa pub... dans les « Izvestia »

C'est une première : deux pleines pages de publicité — le quart du journal ! — ont été publiées, mardi 3 janvier, par le quotidien soviétique *Izvestia*. Plus surprenant encore, ce sont des firmes occidentales qui ont inauguré cette pratique dans l'organe officiel du gouvernement : la française Pechiney et l'américaine Occidental Petroleum.

« Vous connaissez depuis longtemps les parfums français, les vins français, l'aspiration des Français au confort. Maintenant, vous avez la possibilité de faire connaissance de plus près avec la France industrielle. » Ecrites en caractères gras, ces deux phrases servent d'introduction, en page 5, à une publication du groupe Pechiney, qui vient de signer un très important contrat avec l'URSS pour la construction d'une usine d'aluminium en Arménie. La firme présente ensuite ses activités dans le monde, son chiffre d'affaires et

les effectifs de ses deux cent cinquante usines. La page suivante s'ouvre sur une lettre ouverte de M. Armand Hammer, accompagné de la photo du célèbre président de la société Occidental Petroleum, qui entre-tient des liens privilégiés avec les dirigeants soviétiques depuis le lendemain de la révolution d'Octobre.

La publication de ces publicités, expliquant en page une, les *Izvestia*, est le fruit d'un accord avec le groupe ouest-allemand Burda, qui édite un magazine de mode diffusé en langue russe en Union soviétique. Un accord qui ne concerne pour le moment que l'édition soviétique des *Izvestia*. Des publicités occidentales étaient déjà apparues dans certains titres soviétiques, comme les hebdomadaires *la Gazette économique* ou *les Nouvelles de Moscou*, ou de temps à autre à la télévision, mais jamais dans un grand quotidien.

Canal Plus dément avoir acheté des actions de TF1

Soupçonné par le *Canard enchaîné* du 4 janvier d'avoir massivement acheté des actions de TF1 en Bourse, Canal Plus oppose « le démenti le plus formel » dans un communiqué publié par sa direction. « Ni directement ni par personne ou groupe interposés, Canal Plus n'a depuis plusieurs mois acheté le moindre titre de TF1 », poursuit le texte. « Elle n'en détient à ce jour aucun dans son portefeuille. » Le titre, coté 355 F dans la semaine du 19 au 23 décembre, a brusquement grimpé à 411,30 F le 29, pour redescendre légèrement à 410 F le dernier jour de l'année boursière, le vendredi 30. Mardi 3 janvier, l'action s'échangeait à 395 F. Depuis cette flambée, sur laquelle TF1 affirme n'avoir toujours aucune information, les milieux boursiers bruisent de rumeurs sur l'identité de l'acheteur — ou des acheteurs (le *Monde* du 31 décembre). Chez Havas, groupe dont le nom a lui aussi été cité, on doutait, mardi 3 janvier, d'une éventuelle prise de participation massive du groupe publicitaire dans TF1, en faisant remarquer que le président de Havas, M. Pierre Dauzier, « a toujours écarté ce genre de schéma ». Au siège du groupe Maxxwell à Londres — lui aussi soupçonné — on se borne à un « no comment » en précisant quand même qu'il s'agit seulement de rumeurs et de spéculations.

Le groupe Fiat renonce à Télé-Montecarlo-Italie. — Le groupe italien Fiat, détenteur depuis le 1^{er} octobre 1987 d'une option sur 50 % du capital de la chaîne de télévision TMC-Italie a annoncé mardi 3 janvier qu'il y renonçait « en raison de l'incertitude persistante sur la date et le contenu de la loi sur les télévisions ».

Une lettre de M. Péricard

A la suite de l'article intitulé « L'ingratitude de M. Péricard » (*le Monde* du 31 décembre 1988), nous avons reçu de M. Michel Péricard, député des Yvelines, maire de Saint-Germain-en-Laye et ancien président de la mission Câble, la lettre suivante : « Selon France-Télécom, la ville de Saint-Germain-en-Laye aurait reçu 713 000 F (à peu près) de la vente des élections municipales » pour l'expérimentation de la diffusion d'extraits de conseils municipaux sur les réseaux câblés.

La vérité est bien différente : les crédits nécessaires à cette expérimentation ont été affectés en totalité à l'INA, chargée de la réaliser. J'ai simplement fait savoir que si l'INA manquait d'argent et souhaitait utiliser les installations multimédia de Saint-Germain-en-Laye, j'étais prêt à lui prêter gratuitement et à financer en partie cette expérience. Drôle de cadeau !

J'ajoute que pendant toute ma présidence à la mission Câble, le réseau que je préside aura été l'un des rares à n'avoir obtenu un financement quelconque malgré plusieurs propositions adhésives. Je l'atteste sous le contrôle des représentants des ministères qui siègent en majorité au conseil d'orientation chargé de prendre les décisions. Ministères qui finançaient en grande partie la mission et non France-Télécom comme vous semblez l'indiquer.

[Nous n'avons jamais soupçonné M. Péricard d'avoir détourné les financements de la mission Câble. Le « beau cadeau » à l'évidence, est celui qui est fait aux citoyens « câblés » de Saint-Germain-en-Laye, qui pourront suivre les délibérations de leur conseil municipal avant les élections municipales.]

Le Carnet du Monde

Naissances

— Jean-Michel et Carmen-Amélie CAROIT-CEDENO.

Elmore
Le 25 décembre 1988.
Apartado Postal 22033, Santo Domingo (République dominicaine).

— Marie-Luise et Philippe DELLEUR.
Le 25 décembre 1988.

— Marie-Isabelle, 17, boulevard Victor-Hugo, 92200 Neuilly.

— M. et M^{me} Pierre POTIER et leur famille ont la joie d'annoncer la naissance de leur petit-fils.

Paul MAGNAN, le 26 décembre 1988.

M. et M^{me} Pierre Potier, 14, avenue de Breteuil, 75007 Paris.

M. et M^{me} Bernard Magnan, L'Arrière A 16, Chemin des Figeas, Le Griffon, 13127 Vitrolles.

Mariages

— Paris. Saint-Ouen-l'Aumône. Elizabeth COUFFIGNAL et Alain RICHARD

sont heureux de faire part de leur mariage.

Décès

— M^{me} Germaine Dubillard, M. et M^{me} Olivier Remy, David Remy, M. et M^{me} Roland Dubillard, M. Paul Remy, ont la douleur de faire part du décès de M^{me} Christiane DUBILLARD.

à l'âge de soixante-huit ans.

L'inhumation aura lieu au cimetière du Montparnasse, le jeudi 5 janvier 1989, à 11 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

37, avenue Reille, 75014 Paris.

37, Grande-Avenue, 77300 Chelles.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 4 janvier 1989 :

DES LOIS
N° 88-1250 du 30 décembre 1988 autorisant l'approbation du protocole n° 8 à la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

N° 88-1251 du 30 décembre 1988 autorisant l'approbation d'une convention européenne relative au dédommagement des victimes d'infractions violentes.

N° 88-1252 du 30 décembre 1988 autorisant l'approbation d'une convention sur l'assistance en cas d'accident nucléaire ou de situation d'urgence radiologique.

N° 88-1261 du 30 décembre 1988 complétant la loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux.

N° 88-1262 du 30 décembre 1988 modifiant diverses dispositions du code électoral et du code des communes relatives aux procédures de vote et au fonctionnement des conseils municipaux.

UN DÉCRET
N° 89-3 du 3 janvier 1989 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine à l'exception des eaux minérales naturelles.

— Les Osmes. Tarare. Paymeraz. Chambéry.

Le mardi 3 janvier 1989.

Marcel Jean DUFFE

dans sa soixante-dix-neuvième année est entré dans la paix du Christ ressuscité.

M^{me} Mariel Jean Duffe, son épouse, née Marguerite Reynard, M^{me} Marthe Duffe, sa sœur, M. Jonathan Stoen et M^{me} née Françoise Duffe, M. Pierre Duffe et M^{me} née Françoise Benoit, Le Père Bruno-Marie Duffe, ses enfants, Alexandre, Anne, Julien, Magali, Olivier, Raphaëlle, ses petits-enfants, Les familles Duffe, Reynard, De Saint-Jean, Quilès, Marjol et Duffe, vous invitent à célébrer son entrée dans la plénitude de la Vie éternelle, le vendredi 6 janvier 1989, à 10 heures, en l'église des Osmes.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité.

Selon sa volonté, pas de fleurs. Dans la paroisse catholique (CCP 131, 1144 Z Paris).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Lien de Bine, Les Osmes, 69490 Pancher-sur-Turdie.

— M^{me} Claude Houbre, M. et M^{me} Claudine et leurs enfants, M. et M^{me} Lorrando, M. et M^{me} Lorrando, M^{me} Thuret et ses enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

Claude HOUBRE.

« Heureux ceux qui ont fait et souffert de la justice, car ils seront rassurés ! » Mathieu, V. verset 6.

Les obsèques religieuses auront lieu en l'église Saint-Sulpice, place Saint-Sulpice, Paris-6^e, le vendredi 6 janvier 1989, à 8 h 30.

L'inhumation aura lieu à 10 h 30, au cimetière de Nogent-sur-Marne (Val-de-Marne).

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

40, rue Guyonnet, 75006 Paris.

— Le président, Et les membres du conseil d'administration Interprofessionnel du logement de la région parisienne (CILRP), ont la douleur de faire part du décès de

M. Claude HOUBRE, directeur général de l'Association.

Les obsèques auront lieu vendredi 6 janvier 1989, à 8 h 30, en l'église Saint-Sulpice, place Saint-Sulpice, Paris-6^e.

Ni fleurs ni couronnes.

CARNET DU MONDE

Tarifs : la ligne H.T.

Toutes rubriques : 79 F

Abonnés : 69 F

Communications diverses : 82 F

Renseignements : 42-47-95-03

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4911

VERTICALEMENT

1. Frapper par derrière. Mis quand on va trop loin. — 2. Rendue quand on arrive à la fin. De très près, et familièrement. — 3. Peut être assimilée à une petite goutte. — 4. Fongal. Sont parfois de rigueur. — 5. Pas d'écarter d'une confédération. — 6. Travailleur pour le plaisir. — 7. Un manquant évidemment pas de souffle. Reste blanche tant qu'elle n'a pas été desséchée. Abréviation. — 8. Est réservée aux grands événements. Peut être antérieur. — 9. Grand, est attendu par le révolutionnaire. Devient sinistre quand il s'étend.

HORIZONTALEMENT

1. Peut être seulement pour l'honneur. — 2. Peut être reproché au pêcheur. — 3. Cruellement tourmenté. — 4. Qui n'a donc pas été ignoré. — 5. Est devenu atomique sans cesser d'être vulgaire. Lie. Cri d'horreur. — 6. Ne sort pas de l'ordinaire. Petit, c'est un court-circuit. — 7. Margot de raies. — 8. Période dont on se souvient bien. Un impair pour celui qui veut faire ses preuves. — 9. Couille à l'est. D'un auxiliaire. Était considéré comme le premier des pharaons. — 10. Qui ont donc été bien frottés. — 11. Contribuent à faire une belle main. Est bon pour la corde.

Solution du problème n° 4910

Horizontalement

I. Camper. — II. Orion. Et. — III. Ri. Mastic. — IV. Daim. Ede. — V. Ondée. Ut. — VI. Nées. Oc. — VII. Echec. — VIII. Jules. Ere. — IX. Enfant. Ur. — X. Ri. Musset. — XI. Sema. Aère.

Verticalement

1. Cordonniers. — 2. Ariane. — 3. M. Idéale. — 4. Pommes. — 5. ENA. Esal. — 6. Se. — 7. Retoucheuse. — 8. Tilt. — 9. Lacc. Acc. Té. — 10. GUY. BROUTY.

Images en liberté

De la si

IMAGINA

« Images en liberté »

Publicités, génériques, effets spéciaux... Devant nos yeux défilent tous les jours des images « imaginables », nées des calculs d'ordinateurs et non de la reproduction optique du monde réel. En autorisant toutes les perspectives, tous les mouvements, tous les mélanges, ces images dites « de synthèse » sont autant de nouveaux outils à la disposition des créateurs, à côté de la caméra et du crayon, pour matérialiser leurs visions. Chaque année depuis huit ans, créateurs et techniciens ont pris l'habitude de se retrouver à Monte-Carlo, pour le forum Imagina, consacré à ces « nouvelles images ». Cette année, il a pris pour thème « Images en liberté ».

A cette occasion, ce dossier préparé en collaboration avec *El País* et diffusé par plusieurs quotidiens européens fait le point sur l'évolution des techniques de l'image par ordinateur dans quelques pays du Vieux Continent, et sur les applications de ces techniques : publicité en Grande-Bretagne, décors de télévision en Espagne, films et dessins animés en France, l'Europe des images se construit peu à peu.

Enfin, pour ceux qui veulent voir, comprendre et s'initier aux images de synthèse, l'exposition « Image calculée », à la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette, est prolongée jusqu'en août 1989.

De la simulation militaire au design

ORDATEURS et logiciels graphiques, dont les prix baissent, sont de plus en plus accessibles aux créateurs d'images. Mais à quoi servent ces images générées par ordinateur, ou mélangées ou encore truquées grâce à lui ? Il faut d'abord distinguer deux champs bien différents, celui des images « en temps réel » et celui des images « en temps différé ». Le premier — et qui reste de loin le plus important en termes de chiffre d'affaires, dans un rapport de dix à un selon un spécialiste — a été développé pour les besoins des militaires : entraînement des pilotes d'avion, simulations, systèmes de visualisation et d'aide au commandement... Toutes ces applications ont des débouchés civils, mais qui se heurtent aux problèmes de coût : on peut certes simuler la conduite de voiture, mais alors qu'une heure d'avion économisée peut justifier des matériels coûteux, l'ordinateur n'est pas encore compétitif avec l'auto-école.

En revanche, sur le marché des images « grand public » et différenciées, l'ordinateur fera des percées de plus en plus notables, pas seu-

lement parce qu'il permet des trucs impossibles en prise de vues réelles, mais tout simplement parce qu'il autorise des gains de productivité. Déjà, pour les films publicitaires, les budgets des spots « de synthèse » sont compétitifs avec ceux des films normaux, et les blocages qui subsistent ne sont plus seulement économiques.

Progressivement, ces nouvelles techniques vont se répandre dans le cinéma traditionnel et dans le dessin animé. En remplaçant des armées de dessinateurs par de la matière grise et beaucoup de puissance de calcul, l'image de synthèse trace lentement son chemin. De même, en architecture et en design, les techniques de CAO (conception assistée par ordinateur) trouvent progressivement un prolongement dans la production d'images sophistiquées.

Enfin, l'émbrication croissante entre les techniques de prise de vues réelles et de création d'images par ordinateur va aussi aider la caméra, de cinéma ou de télévision, à mieux filmer. Par exemple, la simulation et le contrôle par ordinateur des mou-



Cette publicité britannique pour des brosses à dents illustre le dynamisme des producteurs d'images de synthèse en Grande-Bretagne, servis par une myriade de petites sociétés et une formation efficace.

vements de caméra lors d'un tournage peuvent permettre de ne construire que les décors strictement utiles : sur certains tournages, l'économie peut atteindre 30 %. Et bien sûr, les industriels de la télévision rêvent de remplacer les décors de leurs émissions de plateau par des décors « imaginaires », en images synthétiques.

Des blocages psychologiques restent pourtant à surmonter pour amener les artistes ou le commun des mortels à s'exprimer sans avoir peur des techniciens. Le réalisateur de films aime bien « voir » dans le viseur de la caméra, le dessinateur « tenir » son crayon en main. Mais de nouveaux outils sont développés pour surmonter ces obstacles, comme le « gant multiplicateur » ou le « costume de données ». Portés par une main ou un corps en mouvement, ils transmettent ce mouvement à une image, renouvelant ainsi le dialogue homme-machine. La souris, qui fait encore figure de « moderne » auprès de beaucoup d'informaticiens, est déjà bien loin !

M. C. I.

La fusion de l'art et de la technique

LES effets visuels font partie intégrante de l'histoire du cinéma et de la télévision. Dès le début du siècle, les spectateurs étaient mystifiés par les films de Georges Méliès. Aujourd'hui, les téléspectateurs ont l'habitude d'une grande exigence visuelle avec l'utilisation des techniques numériques pour la mise en image (génériques, clips musicaux, spots publicitaires...). Simultanément, le public des salles de cinéma est attiré par un spectacle d'une grande qualité de représentation visuelle et sonore, et nous assistons également à un intérêt croissant pour des lieux de projection particulièrement sophistiqués (omnimax, showscan).

Cette recherche permanente d'une amélioration de la qualité de la représentation du spectacle audiovisuel a été largement confortée par l'introduction des techniques numériques et informatiques. Dès 1976, *la Guerre des étoiles* a été le premier long métrage à recourir à l'informatique pour contrôler le mouvement des caméras à effets spéciaux. Depuis, de puissants calculateurs ont été utilisés pour la réalisation de séquences d'images de synthèse au sein de longs métrages tels *Star Trek II*, *Trois, The young Sherlock Holmes*, *l'Unique, Terminus*.

Cette évolution technologique spectaculaire n'offre bien sûr un intérêt que si elle est parfaitement maîtrisée par les concepteurs et les créateurs. Aux trouvailles uniques à la Méliès, il faut savoir allier une rigoureuse gestion de la chaîne de production et des combinaisons des techniques qu'elle autorise : trucs optiques, *motion control*, effets numériques, traitement et synthèse d'image.

Aujourd'hui, l'heure est venue des « compositeurs d'images » maîtrisant l'intégration des divers instruments de la création audiovisuelle. Les équipes de Lucas Films (Etats-Unis) sont tout à fait représentatives de cette évolution, et actuellement sur nos écrans, *Qui veut la peau de Roger Rabbit* ? est un exemple particulièrement élaboré de combinaison du dessin d'animation et de l'image réelle.

Dans ce secteur d'activités, l'Europe occupe encore une place insuffisante. En 1988, le marché mondial de l'infographie appliquée à l'audiovisuel (équipements et logiciels de synthèse d'image en deux dimensions (2D) et trois dimensions (3D), hors prestations de service) est déjà estimé à environ 400 millions de dollars, l'Europe représentant 21 % de ce marché, avant le Japon (15 %) et après les Etats-Unis (52 %). D'ici

deux ans, ce marché devrait progresser d'environ 23 % et connaître une extension spectaculaire avec le développement du traitement d'image et la TV HD. Avec sa richesse créative, la qualité de ses laboratoires de recherche et la puissance de son industrie électronique audiovisuelle, l'Europe dispose des atouts nécessaires pour accroître sa présence au niveau international. Mais, pour y parvenir, il faut nécessairement encourager les collaborations entre les différents acteurs européens du secteur pour mettre en place des pôles suffisamment forts et compétitifs. Seules des stratégies communautaires peuvent permettre de faire face à la concurrence internationale.

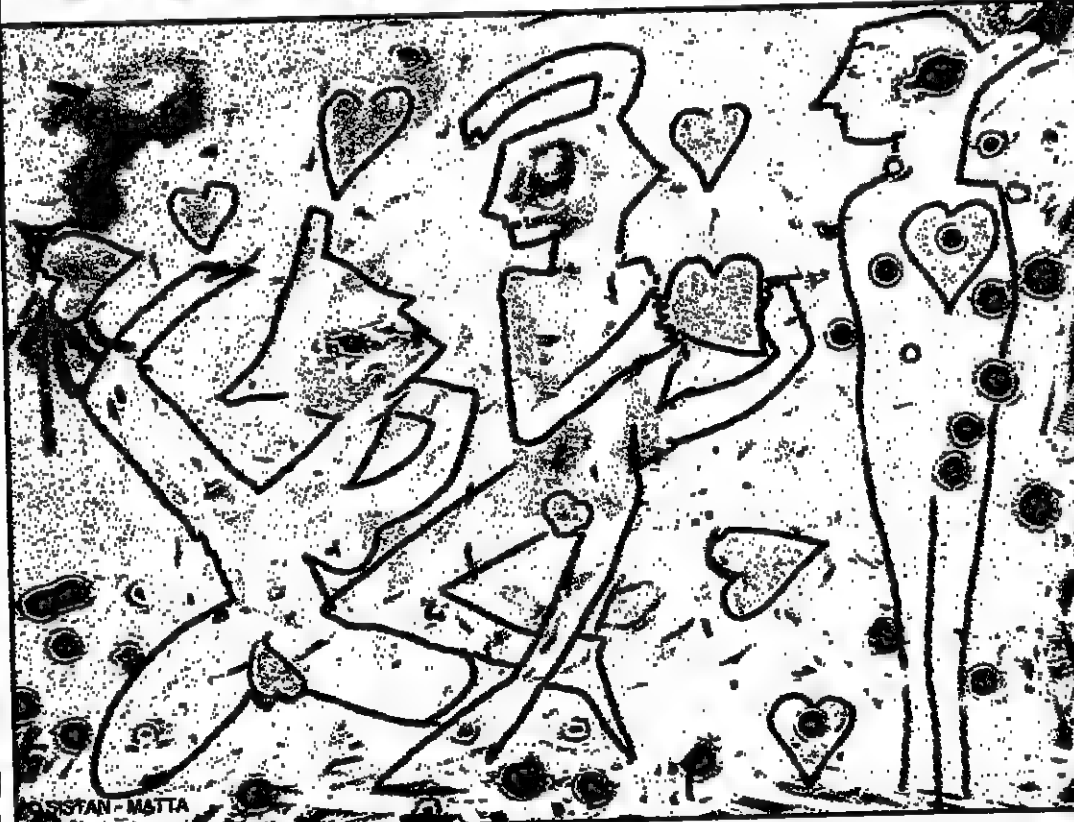
L'Europe des nouvelles technologies de l'image est en train de naître, faite de spécificités nationales et d'une volonté commune de coopération affirmée avec force dans les grands programmes Euréka (TV HD), Média 92 (mesures pour encourager le développement de l'industrie audiovisuelle) et, en préparation, Euréka de l'audiovisuel.

Le club des cinq

Dans les domaines de la création audiovisuelle et des arts graphiques, la Grande-Bretagne a témoigné dès l'origine de son intérêt pour les nouvelles technologies. Leaders européens incontestés dans la production des films publicitaires et des programmes musicaux, les sociétés de production britanniques ont su, à partir de ce marché, imposer une « Ecole anglaise » dans la création infographique. Fortes de ce potentiel national, des entreprises, telles Quantel et Crosfield, ont su s'élever au niveau du marché mondial des palettes graphiques 2D et des systèmes d'édition vidéo-graphiques. Avec la diversité de ses sociétés de production dans le domaine de l'infographie (Amazing Array, CAI, Video Graphics, Digital Pictures, Electric Image, Rushes, The Moving Picture Company...) et une offre de formation de qualité (Royal College of Arts, Middlesex Polytechnic...), la Grande-Bretagne dispose de concepteurs de grande renommée.

(Suite page 24.)

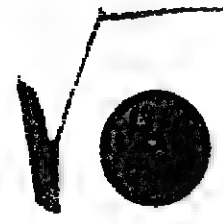
IMAGES en LIBERTÉ



I M A G I N A
MONTE-CARLO 8.9.10.11 FÉVRIER 1989

**8^e FORUM INTERNATIONAL
DES NOUVELLES IMAGES DE MONTE-CARLO**

**1^{er} MARCHÉ EUROPÉEN DE L'IMAGE DE
SYNTHÈSE ET DES EFFETS SPÉCIAUX**



Je souhaite recevoir une documentation complète sur :

☐ FORUM ☐ MARCHÉ

NOM _____ SOCIÉTÉ _____

ADRESSE _____

IMAGINA - MONTE-CARLO BP 239 - 75564 PARIS - CEDEX 12 FRANCE
Tel. : (1) 45 23 08 16 - Télécopie : (1) 48 24 01 81.

Une manifestation européenne

IMAGINA est organisé du 8 au 11 février 1989 par le Festival international de télévision de Monte-Carlo et l'INA, avec la collaboration de la Commission des Communautés européennes (Média 92) et du Centre national de la cinématographie. Cette manifestation est soutenue par le groupe Bull, la société Ricard, Dickinson Industries, Videac Local, Computer World Le monde informatique.

Un colloque de quatre jours réunit à Monte-Carlo les meilleurs spécialistes mondiaux des images de synthèse et des effets spéciaux pour le cinéma, la télévision et les arts graphiques. Parallèlement se tient un

Salon avec les constructeurs de matériels et les concepteurs de logiciels, ainsi que le premier marché européen de la prestation d'image de synthèse et d'effets spéciaux.

Imagina n'oublie pourtant pas l'art au détriment de la technique : les machines n'ont d'intérêt que mélangées par les créateurs. La finalité reste le spectacle et le public. La Bourse de la création Ricard, offerte à la meilleure œuvre réalisée par des étudiants européens d'école d'art, de cinéma ou de télévision, ainsi que la compétition couronnée par les Prix Pixel-INA consacrent cette priorité accordée par Imagina à la création.

La fusion de l'art et de la technique

(Suite de la page 23.)

En France, le développement des nouvelles technologies de l'image a été le fait, à l'origine, des industries électroniques et du savoir-faire logiciel. La mise en place du plan Recherche image par les pouvoirs publics en 1983 a favorisé l'émergence d'un milieu industriel et de lieux de création et de formation particulièrement dynamiques et de qualité. Les résultats des synergies qui se sont développées entre les centres de recherche, les industriels et les sociétés de production sont particulièrement significatifs (TDI et



La publicité d'Eram a trouvé image à son pied...

le logiciel Explore, Animatronics, Compagetti, XCOM, Getris, Fantôme, Grâce Eurocitel...).

Avec la TV numérique et dans le sillage de la télévision Haute définition, l'offre technologique française se développe, notamment sous l'impulsion du groupe Thomson. Forte de son expérience, la France s'est vu confier par la Commission des Communautés européennes la mise en place du club d'investissement Média 92, pour encourager la production d'œuvres audiovisuelles faisant appel aux nouvelles technologies.

L'Allemagne fédérale, fidèle à une tradition héritée de Gutenberg, appuie à travers des firmes comme Hell ou Dalim le développement des nouvelles techniques de traitement des images dans leurs applications à la filière de l'imprimerie et de l'édition. Dans l'audiovisuel, le groupe Bosch, partenaire du consortium euro-

péen pour la TV HD, consolide sa maîtrise des techniques de l'enregistrement numérique des images.

L'Italie, longtemps en proie aux soubresauts d'une déréglementation de l'audiovisuel menée « au pas de charge », a su tirer parti de la redistribution des cartes dans le secteur. La télévision de service public, la RAI, apparaît comme l'un des fers de lance de la haute définition en Europe, avec son ralliement au projet européen HD Mac. Les studios de Cinecittà renaissent de la dépression du cinéma italien de la fin des années 70 pour s'imposer comme un pôle européen de la création cinématographique, et les télévisions privées du groupe Fininvest (Berlusconi) engagent d'importants investissements dans la production utilisant les nouvelles technologies.

La place de l'Espagne

Dernière venue, l'Espagne frappe à son tour à la porte de l'Europe des technologies de l'image. Hier encore en marge des grands bouleversements économiques et techniques de la télévision, la production audiovisuelle hispanique entend revendiquer sa juste place dans le concert européen. Le domaine des nouvelles technologies de l'image est parfaitement représenté par des sociétés, telles Animatronics, implantées à Barcelone et spécialisées dans la synthèse d'image tridimensionnelle ou Telson (une des principales sociétés de post-production), dont le siège est à Madrid, et qui participe, aux côtés de Videotime (groupe Fininvest), de TDI et de l'INA, à un projet Euréka (Synthetic TV).

HENRI FALSE,
Directeur de la recherche
Institut national de l'audiovisuel.



Pour cette publicité, impossible à réaliser en prises de vues réelles, il fallait mélanger camions, trains et avion. En images de synthèse, ça roule, ça vole...

La révolution des images en France

L'ordinateur prend la Bastille

« **A** terme, il n'y aura plus que deux sources d'images : la caméra et l'ordinateur. Notre groupe aura la maîtrise technique des deux. »

« Le dessin animé traditionnel, image par image à la main, ne résistera pas aux nouvelles tech-

niques : les artistes viendront dessiner directement sur ordinateur ». A l'appui de son affirmation, le PDG de Thomson Digital Images (TDI), Jean Daniel Pigasse, cite les premiers essais d'images de synthèse en trois dimensions (3D), réalisés par les studios Disney. « Vous verrez, une fois qu'ils auront basculé... »

TDI, filiale de Thomson créée en 1984, devrait connaître son premier exercice équilibré en 1988 après 3,5 millions de pertes cumulées.

Son activité (45 millions de francs en 1988) provient aux deux tiers de la vente de systèmes (des stations de travail complètes, ordinateur américain et logiciel français « 3D », c'est-à-dire permettant d'animer des objets) par TDI elle-même, et pour le reste de la prestation de services avec la filiale Ex Machina (dont l'INA détient 34 % et TDI 66 %).

Côté systèmes, TDI travaille majoritairement à l'export, a placé plus de 70 exemplaires de ses stations et table sur 40 millions de francs de chiffre d'affaires en 1989.

Côté prestations, l'année qui vient devrait marquer une importante progression, car Ex Machina vient d'intégrer les activités de production de la Sogitec, jusqu'alors filiale de Dassault, et principal concurrent sur le marché français.

Recréer le Paris de 1789

L'association, qui laisse Dassault opérer dans le « militaire » et Thomson dans le « civil », a plusieurs objectifs : regrouper les compétences françaises en 3D civil en créant un des premiers pôles européens, mieux équilibrer l'activité entre systèmes et services, et enfin permettre d'aborder des projets plus ambitieux que les spots de publicité ou « l'habillage » des chaînes de télévision.

De par leurs marchés et leur expérience, TDI et Sogitec sont complémentaires.

La première a signé les génériques de La Cinq, la « pyramide » publicitaire de TF1, des films institutionnels et d'architecture (sur Le Corbusier par exemple).

De son côté, Sogitec est bien implantée sur le marché de la publicité ou des films de prestige : Ajax, l'assureur Groupama et la plupart des constructeurs automobiles européens sont ses clients. L'une avait une culture plutôt « technique », l'autre plus « cinématographique ».

Maintenant sous le même chapecan d'Ex Machina, les grosses têtes de la jeune société (moyenne d'âge moins de trente ans) ont notamment mis en chantier un film qui sera présenté par la Caisse des dépôts, dans le jardin des Tuileries aménagé, pour célébrer le Bicentenaire de la Révolution. Pour faire revivre le Paris de 1789 en dix minutes et en relief, 60 personnes et un budget de 12 millions de francs seront mobilisés. Bastille, Place de Grève, Hôtel de Ville...

Devant des décors en images de synthèse, recréés à partir des gravures de l'époque, des personnages dessinés évoqueront l'ambiance de l'époque.

2,5 millions de visiteurs

La Révolution en images... révolutionnaires, pour 2,5 millions de visiteurs attendus.

Ce mélange de techniques sera le morceau de bravoure de l'année, par son ampleur.

« Mais plusieurs projets de films utiliseront les images de synthèse sont en cours », précise Jean Daniel Pigasse.

« Car, si le présent c'est l'institutionnel, la publicité, les génériques, notre avenir, c'est aussi le cinéma, et notamment le dessin animé. »

Les images de synthèse en deux dimensions sont déjà présentes, sinon courantes, à la télévision. La société française Pixibox, par exemple, fabrique « industriellement » sur ordinateur la série animée pour enfants « Touai et Litelle », en cours de diffusion. Et commence à s'équiper en matériel

de 3D pour augmenter et améliorer sa production.

Mais la fabrication de dessins animés de « qualité cinéma » commence à peine à s'envisager. Notamment parce que les postes de travail d'animation en 3D coûtent encore cher.

« Début 1990, j'aurai des ordinateurs graphiques avec logiciel à moins de 120 000 francs, alors que nos prix actuels s'étagent entre 0,4 et 0,8 million de francs par station de travail », avance Jean Daniel Pigasse.

A ce moment-là, estime-t-il, s'ouvriront vraiment les marchés du long métrage d'animation, mais aussi de l'architecture, et du design. Car, si la CAO (conception assistée par ordinateur) a déjà largement envahi les bureaux d'étude, son extension vers la production d'images à partir des mêmes bases de données bute encore sur le prix.

Le bureau de style de Renault est certes déjà équipé, mais l'image de synthèse ne se banalisera dans l'industrie que quand elle sera intégrée à chaque poste de travail.

A moyen terme, Jean Daniel Pigasse rêve déjà de création domestique : « Comme on a aujourd'hui une caméra chez soi, on créera ses propres images de synthèse. » Dans l'immédiat, TDI veut surtout se spécialiser dans les images « haut de gamme », nécessitant de fortes puissances de calcul. Quatre à cinq millions de francs plus classiques de génériques de TV ou de films institutionnels à des sociétés plus petites. Car, si les marchés augmentent, ils vont aussi se segmenter.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA.

**BULL,
DESSINE-MOI
UN ARBRE.**

Il vient un moment où les mots ne suffisent plus. Un moment où il faut aussi des images... pour voir plus clair, pour voir plus loin. Désormais, BULL vous offre un large choix de logiciels CFAO/IAO.

Bull



IMAGINA 
8^{ème} FORUM INTERNATIONAL DES NOUVELLES IMAGES DE MONTE-CARLO
8-9-10-11 FÉVRIER 1989

Ricard... La passion de créer.

Ricard, pionnier en matière de mécénat poursuit son action dans le domaine des images de synthèse, au carrefour de la recherche, de la création et des nouvelles technologies.

Partenaire de l'INA, Ricard organise pour la deuxième année consécutive **la Bourse de la Création Ricard** dans le cadre du 8^{ème} Forum International des Nouvelles Images organisé par le Festival International de Télévision de Monte-Carlo et l'Institut National de l'Audio-Visuel.

En 1989, cette initiative, résolument européenne, permettra à des étudiants de participer à **la Bourse de la Création Ricard**. Le lauréat bénéficiera d'une formation de longue durée et de haut niveau placée sous l'égide de l'INA.

D'autre part, fidèle à sa vocation de mécène, Ricard fera découvrir le monde des nouvelles images aux gagnants du concours "Image Rock" qui seront invités à Imagina 89.

Règlement des concours: Imagina 89 - BP 239
75564 Paris Cedex 12.

Renseignements : 40 04 56 82.

RICARD

La passion de créer.

هكذا من الأصل

Brosse à dents en Grande-Bretagne

La Mecque de la publicité

LONDRES

de notre correspondant

« Il y a pas mal d'originaux dans notre pays. Cela tient à l'indépendance d'esprit des Britanniques. Voilà peut-être pourquoi de nombreux procédés nouveaux sont nés chez nous, en particulier dans les arts graphiques. » Pete Florence, directeur de Digital Pictures, une entreprise spécialisée dans la création d'images de synthèse dessinées par ordinateur, explique ainsi que Londres soit devenue la Mecque de cette nouvelle technologie, apparue au début de cette décennie. Digital Pictures emploie une vingtaine de personnes, près d'Oxford Circus, dans le centre de la capitale. Dans

un rayon de 500 mètres, on trouve une dizaine de sociétés comparables, qui évoluent très vite, changent de nom et de propriétaire tout aussi rapidement, et font preuve d'une extraordinaire inventivité : Cal Video, Electric Image, The Moving Picture Company, Rushes, Amazing Array Production... Il y en a davantage que dans tous les autres pays européens réunis.

Ces images sont partout. Elles sont devenues familières au grand public avec les génériques des journaux télévisés et tendent à envahir les spots publicitaires. Elles commencent à faire leur entrée dans les films de fiction. Le principe de base est comparable à celui que connaît tout utilisateur

d'un petit ordinateur personnel, qui peut dessiner ce qu'il veut sur son écran, mais les ordinateurs sont infiniment plus puissants. Ils permettent de donner l'illusion du relief. Et puis, il y a le mouvement, les effets spéciaux et le talent du dessinateur.

L'expérience des dessins animés

« Deux sortes de gens travaillent chez nous, poursuit Pete Florence, des informaticiens, qui ont parfois obtenu un doctorat à Cambridge, et des créateurs qui ont un grand sens visuel et ont souvent l'expérience des dessins animés. » Les informaticiens l'emportent au début, mais on assiste actuellement à un retour en force des artistes en raison de l'apparition de nouveaux ordinateurs dont l'emploi est paradoxalement plus facile, alors que leur puissance a augmenté. « Tout va très vite. Je suis sûr que je verrai un jour un film de fiction, avec des personnages entièrement dessinés par ordinateur, imitant à s'y tromper des êtres humains réels », affirme-t-il.

Digital Pictures a été la première société britannique, au printemps 1983, à produire un

spot publicitaire utilisant des images de synthèse. Il s'agissait d'une commande de Michelin. Elle a fait de nombreux génériques pour la BBC et la chaîne privée ITV, ainsi que pour la RAI italienne. La seconde de spot publicitaire utilisant la technique 3D (trois dimensions), qui donne l'impression du relief, coûte environ 1 000 livres (10 700 F). Il faut donc compter entre 30 000 et 40 000 livres pour une séquence de publicité de durée habituelle, de trente à quarante secondes.

La production de Digital Pictures se répartit ainsi : 40 % pour la publicité télévisée, 40 % pour les génériques et autres créations comparables, et 20 % pour la documentation interne de certaines entreprises qui forment de cette façon leur personnel ou présentent leurs projets à des clients potentiels. La société Eurotunnel a ainsi fait réaliser une bande vidéo pour attirer des investisseurs américains.

Deux institutions sont à l'origine de cette position dominante occupée par Londres dans le domaine des images de synthèse : la Middlesex Polytechnic, une école d'Etat dont un département dispense, depuis le début des

années 70, un enseignement du « graphisme par ordinateur », et la BBC qui s'est intéressée dès le début à ce nouveau mode d'expression. « Nous étions des pionniers, et nous avons formé toute une génération d'étudiants qu'on retrouve maintenant à travers le monde », explique John Vince, un ancien enseignant de la Middlesex Polytechnic, devenu conseiller de la société Rediffusion, qui produit des programmes de simulation de vols pour l'entraînement des pilotes.

Mouvement perpétuel

Les images de synthèse ont en effet des applications inattendues, y compris militaires. On peut, par exemple, faire entrer dans l'ordinateur toutes les cotes de la carte d'une région montagneuse et reconstituer ainsi un paysage en trois dimensions dans lequel l'apprenti pilote doit s'orienter. La simulation est particulièrement réaliste. Les ordinateurs restent américains, tels que Pixel, fabriqué par ATT, qui a été spécialement conçu pour la création graphique et coûte 130 000 livres (près de 1,4 million de francs). Une société de création d'images de synthèse doit en avoir plu-

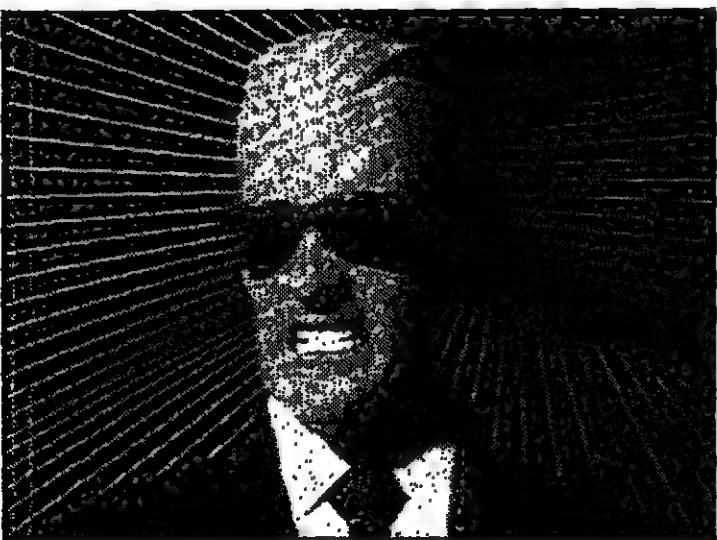
sieurs. Ce matériel coûteux devient en outre rapidement obsolète et exige d'être remplacé. Bien souvent, la petite entreprise artisanale de départ, formée d'anciens élèves de la Middlesex Polytechnic, d'étudiants des Beaux-Arts ou de techniciens de télévision, est obligée de se vendre à un groupe financier déjà installé. Quitte pour les fondateurs à reprendre peu après leurs billes et à lancer une nouvelle affaire. Le milieu londonien de l'image de synthèse semble être animé d'un mouvement perpétuel.

Les agences de publicité n'achètent pas ces petites sociétés mouvantes. Elles préfèrent traiter avec des producteurs qui eux-mêmes passent leurs commandes à ces dernières. Ce système très décentralisé est probablement à l'origine du succès britannique dans ce domaine. La même société spécialisée dans la création d'images de synthèse peut avoir en même temps en chantier un générique, une publicité télévisée et des effets spéciaux pour le dernier film de Spielberg. La qualité, souvent vantée, des spots publicitaires britanniques s'explique par ce voisinage.

DOMINIQUE DHOMBRES.



COURTESY/MATT FRESS - JIM HEARDON



COURTESY/MAX HEADROOM

De la réalité à la fiction... le « modèle » humain Matt Fress est devenu, après passage par l'ordinateur, Max Headroom, le héros de synthèse aux dents blanches et aux lunettes noires qui colonise Canal Plus.

Châteaux synthétiques en Espagne

Les décors du futur

PERSONNE ne doute de la rapide croissance de la télévision en Espagne. Ces derniers temps, de nouvelles stations publiques régionales sont nées, la transmission par satellite a commencé. D'autre part, la création de trois chaînes privées est décelée, et au moins trois autres chaînes régionales dites « autonomiques » verront le jour sous peu.

Parallèlement, les techniques de traitement de l'image ont progressé, et l'Espagne n'est pas restée à la traîne dans ce domaine : preuve en est la multiplication des studios spécialisés dans les techniques de post-production et la création de spots publicitaires, de vidéoclips ou de génériques audacieux pour la télévision.

Jusque récemment, ces travaux se réalisaient à Londres. Aujourd'hui, ils peuvent se faire en Espagne, sur une base strictement commerciale, ce qui n'exclut pas que du temps et des moyens humains soient consacrés à la recherche sur de nouvelles formes de télévision. L'entrée de l'Espagne dans le Marché commun et le défi que représentent les événements de 1992 - Jeux olympiques de Barcelone et Exposition universelle de Séville - ont sans nul doute contribué à ce que le pays soutienne le rythme de l'évolution technologique européenne.

Un des projets les plus avancés actuellement concerne la génération de décors et de « fonds d'images » de synthèse fabriqués sur ordinateur pour les émissions de télévision. Il s'agit d'un projet mené dans le cadre du programme européen Euréka, et auquel collaborent l'entreprise espagnole Telson, la française Thomson Digital Images, l'ita-

lien Videotime du groupe Berlusconi (chacun pour 30 %), ainsi que l'Institut national de l'audio-visuel français.

Ce projet de quatre ans est doté d'un budget de 1 100 millions de pesetas (55 millions de francs). Il est divisé en deux phases : la première doit définir et réaliser les prototypes, la seconde industrialiser les procédés.

« Les avantages d'incorporer des décors synthétiques dans des programmes de télévision sont évidents », explique Carlos Garcia Suarez, adjoint à la direction générale de Telson et responsable du département des images de synthèse en trois dimensions (« 3 D ») de cette société.

« Outre que construire les décors est une tâche très lourde et qu'avec une équipe de spécialistes on peut s'en dispenser en faisant des décors synthétiques réalisés par ordinateur, le premier avantage de cette technique nouvelle est qu'elle permet de changer de décors rapidement. De plus, ces décors peuvent être animés », ajoute-t-il.

Ce travail est techniquement possible grâce à un équipement numérique de post-production qui combine des caméras avec des enregistreurs numériques et des ordinateurs qui permettent de créer des effets et images en trois dimensions, de surimprimer, de dupliquer, de sonorer... Mais, surtout, le système nécessite l'utilisation d'ordinateurs équipés pour les effets en « 3D » et de robots qui déplacent la caméra. L'opération inverse, qui consiste à placer des objets de synthèse sur un fond de décor réel, est aussi possible. Et les techniciens de Telson travaillent aussi à développer cette technique, particulièrement

utile dans les projets liés à l'architecture (on peut ainsi visualiser en situation un bâtiment futur).

Telson s'est aussi lancée dans une autre aventure, un projet de logiciel pour l'Agence spatiale européenne, auquel collaborent aussi les entreprises espagnoles CASA et Centre d'études et d'investissements techniques du Guipuzcoa (CEIT). Il s'agit d'obtenir un logiciel de traitement d'images pour la visualisation et la simulation d'opérations spatiales et surtout le maniement de robots dans l'espace. Ce projet devrait atteindre son plein développement d'ici un an.

Vers la haute définition

Informatique et technologie numérique sont parmi les techniques qui façonnent ces nouvelles formes de la télévision. Selon Carlos Garcia Suarez, la technologie numérique donne d'abord une meilleure qualité d'image et ensuite plus de possibilités créatives. De nouveaux mondes imaginaires s'ouvrent ainsi, avec des caractéristiques réalistes telles que reflets, ombres, agrandissements... Quant à la post-production informatisée, elle permet pour sa part de faire considérablement baisser les coûts.

Qui peut toutefois s'offrir de tels moyens, quand les spécialistes estiment qu'une seconde d'animation par ordinateur coûte entre 100 000 et 150 000 pesetas (5 000 à 7 500 F) ? En Espagne, c'est d'abord le monde de la publicité. Mais le paysage pourrait rapidement évoluer, estiment les spécialistes. Avec la multiplication des chaînes, il y aura plus d'annonceurs (surtout régionaux

et locaux), les coûts de production et de diffusion baisseront, mais la qualité des spots elle aussi diminuera.

Telson travaille aussi bien pour la TV espagnole que pour la RAI italienne, pour la télévision américaine que pour la chaîne mexicaine ABC, pour la télévision basque ou pour Canale 5 en Italie. Pour ce faire, elle dispose d'équipements sophistiqués de post-production numérique, salle de montage, salle de graphisme avec palettes, générateurs de caractères, logiciels « 2D » et « 3D », etc.

Cette technologie est en constante évolution. Graphistes, dessinateurs, monteurs, techniciens et ingénieurs du secteur sont donc ouverts, au moins psychologiquement, à l'acquisition de nouvelles machines et au développement de nouveaux logiciels.

Ainsi, Telson se prépare à l'avènement de la haute définition en télévision, « qui est déjà une réalité puisque magnétoscopes et caméras existent », commente Carlos Garcia Suarez. Et il poursuit : « Telson se convertira à la haute définition quand elle sera rentable, et il faudra alors adopter de nouveaux équipements car ceux d'aujourd'hui seront dépassés ».

Si la télévision et la vidéo sont devenues le langage de notre époque, l'harmonie entre images et informatique, entre télévision, vidéo et ordinateur, apporte de nouvelles dimensions à la création d'images, qui achèvent de provoquer une véritable révolution non seulement dans le domaine de l'industrie, mais aussi dans celui de la culture qui entoure le cinéma et la télévision.

JOSÉ F. BEAUMONT (El País).



Noces de synthèse.

Aujourd'hui, les hommes d'image de SOGITEC et TDI s'unissent pour donner naissance à une nouvelle société.

Ex Machina
pour le meilleur de l'image.

Le Monde INTERNATIONAL

La Faculté des Lettres de l'Université de Fribourg (Suisse)
met au concours un poste à plein temps de

PROFESSEUR ASSOCIÉ EN PHILOGIE ROMANE

Enseignement : 6 heures, en français, essentiellement sur la linguistique
historique française. Connaissances de l'allemand requises.
Entrée en fonction : 1^{er} octobre 1989.
Titres : habilitation en philologie romane, doctorat d'Etat ou titre équivalent.
Délai de présentation : 15 février 1989.

Informations : Doyen de la Faculté des Lettres, M. Fricke,
CH-1700 FRIBOURG.

HUMAN RIGHTS IN THE MIDDLE EAST

Amnesty International (AI) needs an Executive Assistant to work in the Middle
East region of the Research Department. Executive Assistants primary
responsibility is to advise and service AI's worldwide membership on human
rights concerns in the Middle East. That includes recommending actions on
behalf of prisoners. A background knowledge of the region, fluent Arabic and
English, and the ability to type and to do own filing is essential. Knowledge of
other languages of the region including Hebrew or French an asset. Candidates
must be able to work in a team, often under pressure and use initiative.

SALARY: Starts at £12 603 per annum.
CLOSING DATE: 24 FEBRUARY 1989.
Interviews scheduled for week commencing 27 March 1989.

For further information and an application form, please contact:
Personnel Office, AMNESTY INTERNATIONAL,
International Secretariat, 1 Easton St.,
LONDON WC1X 8DL, United Kingdom.
TEL (01) 837-3805.



Le Centre européen pour le développement de la formation
professionnelle (Bundesallee 22, D-1000 BERLIN 31.
Tél.: 49-30-884-12-146. Téléfax 49-30-884 12 222), créé en
1975 par les Communautés européennes, cherche pour son
siège à Berlin:

Emploi 4312/47: un Expert en formation professionnelle
(H/R) pour les projets « correspondance des qualifications
de formation professionnelle » et « répertoire des
qualifications » ainsi que « développement régional et
formation professionnelle ».

La préférence sera accordée aux candidats ayant participé
avec succès à un concours organisé par une des institutions
des Communautés européennes.

Le texte des appels de candidature et le formulaire « Acte
de candidature » peuvent être demandés au responsable de
l'administration du centre. Date limite pour le dépôt des
candidatures : 30 janvier 1989.

COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES



ESPRIT: Programme stratégique européen de recherche et de développement dans le domaine des technologies de l'information

CHEF DE DIVISION

(m/f) Actions de recherche fondamentale et relations scientifiques dans le domaine des technologies de l'information

La Commission recherche pour ce poste temporaire de premier plan des candidats hautement qualifiés, appelés à assumer des responsabilités dans toutes
les actions de recherche fondamentale financées dans le cadre du programme ESPRIT.

Les candidats doivent:
□ être ressortissants d'un des États membres de la Communauté européenne; □ justifier d'un diplôme universitaire (de préférence un doctorat) dans un
des domaines concernés; □ avoir une expérience professionnelle post-universitaire d'au moins 15 ans et notamment « avoir fait de la R & D fondamentale et
préoccupée dans le domaine des technologies de l'information; » faire état d'une contribution importante à la recherche universitaire ou industrielle;
□ être familiarisé avec les programmes nationaux et internationaux de R & D en Europe, aux États-Unis et au Japon; □ avoir une connaissance approfondie des
activités de recherche fondamentale dans les instituts universitaires et de recherche; □ posséder une expérience de haut niveau dans les négociations avec
les administrations nationales et l'industrie; □ avoir l'expérience de la gestion du personnel; □ avoir une connaissance parfaite de l'une des langues officielles
de la Communauté et une connaissance de travail d'une seconde. Une excellente connaissance de l'anglais est indispensable; □ être âgé d'environ 40 à
50 ans (hors né après le 11/10/50 et avant le 11/10/50).

La commission initiale sera d'une durée de trois ans renouvelable. Pour introduire sa candidature, il suffit d'envoyer un curriculum vitae détaillé (de préférence en
anglais faisant ressortir l'expérience professionnelle et le niveau de responsabilité. Seules les candidatures satisfaisant à toutes les exigences spécifiées ci-
dessus seront prises en considération. Les curriculum vitae accompagnés d'une copie du diplôme universitaire sont à envoyer pour le 30 janvier 1989 au
plus tard (cachet de la poste faisant foi) à l'adresse suivante avec mention de la référence COM/R/A/35. La Commission met en œuvre, en faveur de son per-
sonnel, une politique d'égalité des chances entre les femmes et les hommes.

Commission des Communautés européennes, rue de la Loi 200, 170 5/14, B-1049 BRUXELLES.

L'AMÉRIQUE VOUS ATTEND !

INGÉNIEUR D'AFFAIRES ARCHITECTE-INGÉNIEUR BTP

BATISOFT conçoit et commercialise un logiciel de CAO en
3 dimensions, PC-BAT, destiné aux professionnels de
l'architecture et du bâtiment.

Après l'Europe, les pays d'outre-mer et l'Asie, nous pour-
rions nous ouvrir à l'international en pénétrant le
marché américain.

Dans ce cadre, nous recherchons un INGÉNIEUR
D'AFFAIRES pour promouvoir et commercialiser PC-BAT
aux États-Unis.

De la prospection à la conclusion des ventes, vous
prendrez en charge les démonstrations et la formation
aux utilisateurs.

Architecte ou Ingénieur BTP diplômé, ayant une bonne
pratique du dessin et de la production de plans, vous êtes
attiré par la CAO et maîtrisez parfaitement l'anglais.

Vous êtes aussi de la négociation vous avez déjà permis
d'orienter votre carrière vers une fonction commerciale.
Homme de communication, vous faites preuve de souplesse,
d'ouverture d'esprit, d'organisation et d'une grande autonomie.

Après une sérieuse formation de 3 mois minimum, nous
vous offrons l'opportunité de travailler aux États-Unis
dans de bonnes conditions et d'envisager de réelles per-
pectives d'évolution dans un environnement d'avenir.

Vous bénéficiez d'un système de rémunération parti-
culièrement motivant et de l'appui d'une structure solide.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à
BATISOFT - 50, rue Arago - 92800 PUTEAUX Cedex.



CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES

NRC • HANDELSBLAD • LE SOIR • Le Monde • Süddeutsche Zeitung



Chaque semaine, un rendez-vous
exceptionnel avec 6 des plus
grands quotidiens européens pour une
véritable circulation des hommes et
des idées.

ENSEMBLE
NOUS CONSTRUISONS
UNE EUROPE
COMPÉTITIVE ET
PERFORMANTE
EUROPE DES TALENTS

CORRIERE DELLA SERA • EL PAIS • De Standaard • THE INDEPENDENT

A PARTIR DU 11 JANVIER 1989

هكذا من الأصل

Deux études de l'INSEE

La modernisation a favorisé l'emploi des ingénieurs et des cadres

L'ÉVOLUTION des effectifs et la composition de la main-d'œuvre employée dans les entreprises industrielles ont commencé bien avant la crise. Déjà bien engagé, le processus de modernisation n'a fait que s'accroître sans qu'il y ait vraiment rupture, avant comme après les deux chocs pétroliers de 1974 et de 1980.

En publiant un numéro spécial de sa revue *Economie et statistique* (n° 213, septembre 1988) consacré à l'adaptation des structures d'emploi et à la modernisation des entreprises, depuis 1969, l'INSEE aboutit à cette double conclusion, nouvelle, et confirme la présence de tendances longues, plus connues. Sur presque vingt années, le nombre des ouvriers non qualifiés n'a cessé de diminuer, par exemple.

Mais l'ampleur des phénomènes continue de surprendre. Entre 1969 et 1974 la proportion d'ouvriers non qualifiés avait commencé à reculer dans dix-sept des vingt-deux secteurs industriels, puis le mouvement s'est généralisé jusqu'en 1980, sauf dans les industries de la viande et du lait. En six ans, le nombre de ces ouvriers a alors baissé de 48 % dans la chimie de base, de 41 % dans le bâtiment et les travaux publics, de 40 % dans la sidérurgie des métaux ferreux. Depuis, le mouvement s'est poursuivi, à un rythme ralenti, sauf dans certains cas, comme le BTP qui perd encore 30 % de ses ouvriers non qualifiés entre 1980 et 1983.

Deux types d'attitude

Au total, tous secteurs confondus, la chute annuelle de ces emplois aura été de 4,1 % entre 1974 et 1980, de 6 % entre 1980 et 1983 pour ne plus représenter qu'un quart des effectifs, et s'est maintenue jusqu'en 1987.

Autre enseignement : en rapprochant cette évolution de la taille des entreprises, l'INSEE constate qu'il existe un rapport entre le poids des établissements et leur capacité à s'adapter rapidement, puis dans leur faculté à recourir à la formation professionnelle. A partir de 1974, deux types d'attitude apparaissent qui correspondent à des situations différentes.

Dans les entreprises de biens intermédiaires (sidérurgie, chimie, papier carton, matériaux de construction), les fortes réductions d'effectifs s'accompagnent

dans un premier temps d'une profonde recomposition de la main-d'œuvre. Les qualifications s'élèvent et on recrute des techniciens, des ingénieurs (+14 % entre 1974 et 1980 dans la chimie). Dans ce secteur, on renforce le potentiel technique mais, à partir de 1979, alors que la récession s'accroît, l'effort d'investissement se ralentit. Au coup d'arrêt donné à la progression des techniciens correspond l'augmentation du nombre de cadres tertiaires et surtout de technico-commerciaux, « signe d'une volonté de développer les fonctions commerciales ».

Dans les entreprises de biens de consommation (textile, habillement, cuir et chaussures), les suppressions d'emplois frappent presque indifféremment toutes les catégories de salariés. Les non-qualifiés ne sont pas les seuls à être licenciés et, surtout, la stratégie défensive déployée interdit quasiment l'embauche pour d'autres fonctions.

Fortunes diverses

Quant aux secteurs qui étaient les moins touchés par la crise, leur comportement diverge à partir du second choc pétrolier. Ils n'avaient pas eu à subir une chute d'emplois mais l'automobile, les métaux non ferreux et une partie de l'électronique grand public ne connaissent plus la croissance à partir de cette époque. « Tous ont en commun une stratégie de renforcement du potentiel technique par la création d'emplois d'ingénieurs et de techniciens », note l'INSEE. La transformation des modes de production entraîne une modification des qualifications, mais ces industries développent également leurs fonctions tertiaires. A partir de 1980, mais plus encore récemment, certains vont être touchés par les réductions d'effectifs (l'automobile) et, en raison de leurs choix technologiques, vont transformer la structure des emplois industriels au détriment des ouvriers.

Dans la dernière période, entre 1984 et 1987, les déplacements se poursuivent. Toutes les professions qui progressent appartiennent au domaine de l'informaticien. Les effectifs des ingénieurs et des cadres spécialistes croissent de 29 %, ceux des technico-commerciaux de 24 % en trois ans, tandis que les opérateurs de saisie régressent de 12 %.

Dans les fonctions du tertiaire, les cadres chargés d'études écono-

miques, financières ou commerciales, ceux de l'organisation et du contrôle (audit, conseil d'entreprise) vont en se multipliant, ainsi que les formateurs (+15,8 %). Les commerciaux stricts, eux, connaissent des fortunes diverses.

Avec la modernisation des équipements, les seuls ouvriers à progresser en nombre sont ceux qui travaillent sur des machines à commande numérique (+23 %), à côté des techniciens de maintenance ou de dépannage. La très forte décroissance des postes de production, qui a pénalisé les ouvriers les moins qualifiés, n'a pas épargné non plus les ingénieurs et les cadres, liés à la fabrication.

Partout, les tâches les plus répétitives régressent. Les secrétaires de direction sont de plus en plus nombreuses, les secrétaires restent stables (220 000) mais les effectifs de sténodactylos chutent de 20,5 % en trois ans. Les moins polyvalents pâtissent de l'évolution et les employés administratifs non qualifiés sont touchés. De même, les dessinateurs d'exécution (-9 %) subissent la concurrence de la conception ou du dessin par ordinateur.

Le mouvement engagé n'est pas seulement dû aux circonstances. La modernisation des entreprises impose ces changements, irréversibles.

ALAIN LEBEAUE.

L'effet des stratégies des entreprises sur l'évolution des effectifs

DANS le même numéro spécial d'*Economie et Statistique*, l'INSEE recoupe les indications sur l'évolution des effectifs avec les stratégies des entreprises, pour le coup influencées par une crise à laquelle il fallait s'adapter. Avec le recul du temps, cette étude jette une lumière crue sur ce que nous venons de vivre.

Des dix cas de figure répertoriés, trois appartiennent aux trajectoires de croissance. Si celle-ci est « extensive », le chiffre d'affaires croît rapidement et, pour les grandes entreprises, correspond à une attitude offensive à l'exportation. Les embauches sont alors fortes dans les PME. « significatives » dans les grandes entreprises, mais l'effort se traduit d'abord par une hausse de la qualification ouvrière.

Si elle est de « substitution », la croissance passe par le remplacement du travail par le capital et donc par les investissements. Les grandes entreprises licencient beaucoup, les PME transforment la structure des emplois et s'équipent. « Entre 1973 et 1980, 18 % des PME et 9 % des grandes entreprises ont suivi cette voie », souligne l'INSEE.

Si elle est de « déqualification », la croissance est modérée. Les PME augmentent leurs effectifs et ont tendance à utiliser une main-d'œuvre féminine peu qualifiée. Les grandes entreprises réduisent leurs effectifs mais prolongent le système taylorien d'avant la crise avec des ouvriers de faible niveau, comme dans l'automobile jusqu'en 1980. Environ 10 % des entreprises utilisent cette solution mais leur situa-

tion financière se dégrade nettement. Dans un deuxième groupe, les entreprises tentent de réorienter leurs activités ou de se spécialiser. Certaines s'engagent à l'exportation, dont une PME sur cinq, et plus rarement les grandes entreprises qui en tirent d'ailleurs un meilleur profit. La croissance du chiffre d'affaires est moyenne et, sous l'effet de la concurrence, le taux de marge s'abaisse.

D'autres optent pour le réajustement financier, et d'abord les grandes entreprises, pour 10 % d'entre elles. On réduit les investissements, les effectifs évoluent et se modifient peu, mais les résultats s'améliorent au bilan. Ensuite, et principalement de grandes entreprises (8 %), choisissent de se « rationaliser » en rationalisant la gestion et en développant la fonction commerciale. Bien que peu de PME recourent à cette solution, il apparaît que les résultats en sont très satisfaisants. Enfin, et encore une fois, de grandes entreprises (9 %) préfèrent organiser le repli sur le marché national et rapatrient en leur sein les travaux confiés à la sous-traitance.

Stagnation

Le dernier ensemble des entreprises comprend celles, grandes ou petites, qui accumulent les difficultés. Les moins mal loties pratiquent la stagnation en attendant des jours meilleurs.

Constitués uniquement de PME, un autre sous-groupe s'adonne à la « substitution défensive », c'est-à-dire que, pour un chiffre d'affaires stable, il licencie à tout va et diminue le poids des ouvriers non qualifiés. « Les résultats économiques et financiers continuent à se dégrader malgré ces mesures », indique l'INSEE. Mais il y a encore plus grave avec les entreprises en état de crise profonde (10 %), qui subissent un cycle infernal. Celles-là voient leur chiffre d'affaires s'écrouler en volume et leurs effectifs chuter massivement (plus de 8 % par an). Tous les indicateurs révèlent alors une forte dégradation.

Bien entendu, chacune de ces trajectoires est marquée par la structure d'origine de l'entreprise, que celle-ci soit « capitaliste », de « haute technologie », de « main-d'œuvre » ou de « fonction tertiaire ».

« Capitalistes », les PME réussissent mieux que les grandes entreprises et, à 60 % sont en croissance entre 1975 et 1980. Elles ont alors choisi la voie de la substitution ou celle de l'exportation et obtiennent encore de bons résultats de 1980 à 1983. En revanche, la croissance ne concerne que 40 % des grandes entreprises « capitalisti-

ques », adeptes de la croissance extensive, qui prolongent ses effets jusqu'en 1983. Quelques-unes jouent sur le réajustement financier, mais 20 % sont en crise. Toutes freinent leurs investissements, qui repartent fortement en 1980. Les effectifs, divisés jusque par deux, s'effondrent, et elles recherchent des débouchés internationaux.

De « haute technologie », les grandes entreprises réussissent à 70 % très bien. Mais les PME n'ont pas la même chance. Un tiers d'entre elles adoptent des stratégies de croissance : un quart s'engage à l'exportation ; un cinquième traverse une crise. Celles qui se risquent à l'exportation connaissent de mauvais résultats après 1980, en raison de leur taille et de la faiblesse de leur capital.

De « main-d'œuvre », les PME substituent peu le capital au travail puis, en cas de difficultés, s'orientent vers la substitution négative. Celles qui emploient de la main-d'œuvre féminine s'en sortent très bien, y compris après 1980, et poursuivent dans la voie de la déqualification. Les grandes entreprises maintiennent leur position en 1983 et une sur trois connaît une stagnation entre 1975 et 1980.

De main-d'œuvre peu qualifiée, un tiers des PME se lancent dans l'exportation mais subissent des revers après 1980 ; celles qui s'étaient repliées s'effondrent. Les grandes entreprises sont amenées à remettre en cause leur système de production taylorien et, à partir de 1980, subissent un retournement complet qui conduit à de mauvais résultats. Il leur faut licencier, améliorer les qualifications, investir fortement, à l'instar de l'automobile, et donc changer de logique pour retrouver la voie de la bonne santé.

Pendant toutes ces phases, les entreprises à « fonction tertiaire » et principalement les grandes améliorent leurs positions. A partir de 1980, les effectifs et la valeur ajoutée sont stables, voire en hausse. Par touches successives, le document de l'INSEE livre certaines des clés de deux décennies marquées par la crise. On s'aperçoit que le paysage a été bouleversé, mais selon des tendances qui étaient inscrites dans les faits bien avant les chocs pétroliers. Pourtant, tous ces événements montrent à la fois les retards provoqués par l'adaptation ou les conséquences négatives produites par la précarisation de l'emploi. Avec la modernisation, des archaïsmes ont pu, paradoxalement, réapparaître avec ce que Robert Salais, dans le dernier article d'*Economie et Statistique*, nomme la « flexibilité productive », une notion qui recouvre des réalités parfois peu réjouissantes.

A.L.S.



Les transformations dans les entreprises d'installation électrique

Coup de projecteur sur les qualifications

« NOTRE secteur évolue à la vitesse de la lumière », plaisante le patron d'une entreprise d'installation électrique — une des branches du bâtiment. En tout cas suffisamment vite pour que les besoins en personnels qualifiés ne soient pas aujourd'hui satisfaits, et suffisamment vite pour que la Fédération nationale de l'équipement électrique (FNEE) tente de se faire connaître du grand public.

« En 1992, si le nombre de salariés de la profession se stabilise autour de 130 000, il nous en faudrait 15 600 supplémentaires à celui de l'ingénieur, mais 15 600 titulaires de CAP (ou sans diplôme) en moins », prévient Jean Serpette, secrétaire général adjoint de la FNEE. C'est l'un des résultats d'une étude que son syndicat a confiée à la société Res sur les « besoins en formation ». Plus précisément, Res estime que d'ici cinq ans l'installation électrique aura besoin de 3 900 ingénieurs supplémentaires (pour 6 500 aujourd'hui), 3 900 titulaires d'un BTS ou d'un DUT (pour 7 800), 7 800 titulaires d'un bac technique ou professionnel ou d'un brevet professionnel (pour 7 800). En revanche, le secteur devrait se « débarrasser » de 5 200 ouvriers sur 78 000 ne possédant qu'un CAP ou un BEP, et de 10 400 « sans diplôme » sur 29 900.

Pourquoi un tel glissement vers les niveaux supérieurs ? De nouveaux métiers se développent, l'activité s'enrichit, devient de plus en plus sophistiquée : les automates programmables (où les

systèmes électriques et électromagnétiques remplacent les systèmes pneumatiques et hydrauliques), le contrôle industriel, le câble, la vidéo-communication, la gestion technique centralisée (sécurité + chauffage + ascenseurs), la conception assistée par ordinateur. « Au début des années 70, plus de la moitié de notre activité était consacrée aux logements neufs », observe Jean Serpette. Cette proportion est tombée à 12 %. Nous réalisons maintenant des immeubles intelligents avec des réseaux câblés.

En écoutant ce discours, on pourrait se demander pourquoi la proportion des salariés du niveau du brevet professionnel à celui d'ingénieur ne progresserait « que » de 17 % à 29 % d'ici à 1992. On pourrait... si l'on oublait que ce secteur est bipolaire : à côté des grosses entreprises, de nombreux artisans poursuivent une activité d'installation électrique traditionnelle : 14 400 entreprises n'ont aucun salarié et 26 600 en ont moins de 10. Sur 136 558 salariés recensés en 1986 (contre 141 869 en 1978 et 131 501 en 1983), 26 % sont employés par des artisans, 23 % par des entreprises de 11 à 49 salariés, seulement 17 % dans celles de 50 à 999 ; restent 35 % dans les onze sociétés de plus de 1 000 salariés.

Les cibles prioritaires d'embauche sont différentes selon la taille de l'entreprise : des techniciens d'études, et des ingénieurs pour celles de plus de 100 salariés, des techniciens d'études puis du personnel d'exécution pour celles de

10 à 100, et exactement l'inverse pour les moins de 10.

« La FNEE offre une image ultramoderne de la profession, qui ne représente qu'une partie de la réalité », remarquent Aloyse Canselet et Jean Sauzet, représentants respectivement la CGT et la CFDT au Comité central de coordination de l'apprentissage (le 3CA). « Les patrons ne se préoccupent plus assez de la formation de bons niveaux CAP ou BEP, qui resteront toujours très utiles. » On a été trop vite avec le bac professionnel « équipements et installations électriques », ajoute Jean Sauzet, on a mis la charrue devant les bœufs. « Jean Serpette reconnaît qu'avoir créé 100 sections (2 000 élèves) depuis la rentrée 1986 est excessif : « Les recteurs d'académie ouvrent des classes sans concertation avec nos chambres syndicales », se plaint-il.

Ce bac professionnel « EIE » se prépare également par la voie de l'apprentissage. Une formule, encore expérimentale, très appréciée par les chefs d'entreprise et les jeunes (voir encadré ci-contre). Autre nouveauté : la possibilité de préparer un BTS en formation continue (dans les lycées de Sète et d'Alès).

Plus généralement, la FNEE veut promouvoir l'amélioration des liens enseignement-entreprises par « des jumelages avec des lycées, des IUT ou des écoles d'ingénieurs », souligne Jean Serpette.

L'impatience des responsables de grosses entreprises est réelle. Alain Chomont dirige la plus petite d'entre elles, Amica (en

région parisienne), avec 791 salariés. Il a le plus grand mal à trouver des monteurs qualifiés (P2, P3 ou OHQ) ou des spécialistes en automatismes. « Il y a un « no man's land », dit-il, entre la formation des ingénieurs (Supélec) et celle des exécutants de chantiers. Nous avons en plus besoin de « chargés d'affaires » : une nouvelle fonction qui allie du commercial, de la gestion et de la technique. » Il s'inquiète également du vieillissement de la profession : « Les profils de carrière ne sont pas assez attrayants pour les jeunes. La concurrence des services de maintenance des grandes unités est féroce. »

Les syndicats de salariés donnent une autre explication qui laisserait supposer que la médaille a son revers. « L'installation électrique, comme tout le bâtiment, a besoin de bacheliers. D'accord, reconnaît Jean-Jacques Peyre, de la CFDT construction-bois, mais les employeurs devraient d'abord reconsidérer les grilles de salaires. Beaucoup d'ouvriers qualifiés ne touchent pas le SMIC. » Les syndicalistes observent dans leurs entreprises une recrudescence de l'intérim, des contrats à durée déterminée, des contrats de chantier. Et les ouvriers seraient toujours incités à se mettre à leur compte : de « faux artisans » qui continuent à travailler pour leur « ancien » patron. Jean Sauzet et Aloyse Canselet s'insurgent : « Comment les jeunes seraient-ils attirés — et fidélisés — par une profession où se développe la précarité ? »

FRANÇOIS KOCH.

Le courant alternatif école-entreprise

« POURSUIVRE mes études. Seulement des études. Ça ne me branche pas, explique Laurent Algrain, apprenti ouvrier de dix-neuf ans. Plusieurs patrons m'ont dit : « Les bacheliers ont un bon niveau théorique, mais pour la pratique... » C'est là que j'ai découvert la formation en alternance entreprise-école. » Il fait partie d'une équipe de quatorze pionniers qui expérimentent depuis la rentrée 1987 la préparation en apprentissage (deux années) du bac pro « équipements et installations électriques » au CFA (Centre de formation d'apprentis) de Vichy (Allier). Une aventure identique est vécue au CFA de Paris-Delémont.

Les employeurs semblent séduits par une formation censée déboucher directement sur la vie active. « Nous souhaitons que cela se développe », se réjouit Jean Serpette, de la FNEE (Fédération nationale de l'équipement électrique).

« Lorsque j'ai passé mon BEP d'électromécanicien, tout était abstrait, se souvient Bernard Jarleton, vingt ans. Avec le bac pro en apprentissage, on voit en entreprise ce dont on parle en cours. » Ils découvrent, beaucoup pour la première fois, la réalité du monde du travail.

Tous les élèves sont très heureux de passer chaque mois environ quinze jours en entreprise, puis quinze jours en CFA. Ils regrettent simplement que certains maîtres d'apprentissage jouent plus ou moins le jeu. Les « meilleurs » leur font découvrir tous les aspects du métier : en leur consacrant du temps. D'autres ont trop tendance à les considérer comme des « larbins », réalisant le travail d'un ouvrier à un moindre coût (les apprentis touchent rarement plus de 15 % à 25 % du SMIC les premiers mois, puis progressivement, de six mois en six mois, 55 %).

La plupart des jeunes sont attirés par les automates programmables, et sont souvent déçus qu'on leur demande plutôt de câbler des armoires électriques, d'intervenir sur des chantiers, bref, « des travaux dont on a vite fait le tour ». « J'aimerais que l'on étudie davantage l'électronique et l'informatique », souligne Olivier Fahrat, vingt ans.

Après l'obtention du bac, ils seront embauchés dans l'entreprise qui les a accueillis pendant leur formation. Sauf lorsque les postes disponibles ne leur plairont pas, ou si les bacheliers frais émoulus préfèrent poursuivre leurs études vers le BTS.

F. K.

Économie

SOMMAIRE

■ Dans la guerre des hormones que se livrent les États-Unis et la CEE, les fabricants de médicaments vétérinaires forment à travers le monde un groupe de pression organisé (lire ci-dessous).
■ En même temps qu'il annonçait la vente de ses

mines, British Petroleum a fait connaître son intention de racheter une partie des actions détenues par le KIO dans son capital (lire ci-dessous).
■ Les Japonais continuent de dominer largement le marché

des semi-conducteurs, mais les Coréens viennent d'entrer dans le club des grands (lire page 31).
■ En vendant 400 000 tonnes de cacao à Sucre et Denrées, la Côte-d'Ivoire met fin à dix-huit mois d'épreuve de force (lire ci-dessous).

Grâce à la vente de ses intérêts miniers

BP rachète aux Koweïtiens une part de son capital

LONDRES
de notre correspondant

British Petroleum, première entreprise privée du Royaume-Uni et quatrième société pétrolière du monde occidental, vient de résoudre un problème épineux. Comment se débarrasser d'un actionnaire gênant, en l'occurrence l'État koweïtien, qui avait acquis près de 22 % de son capital et menaçait, tout en prétendant le contraire, son indépendance ? La solution est élémentaire : BP va racheter un énorme paquet de ses propres titres afin de faire passer la participation du Koweït (présent par le KIO, l'office d'investissement du Koweït) au-dessous de la barre des 10 %. Il en coûtera à la compagnie britannique la bagatelle de 26 milliards de francs.

Le libéralisme sauvage, cher au cœur de Mme Thatcher, sort apparemment sa tête de l'épave. Afin de dégager les fonds nécessaires, BP vend ses intérêts miniers à travers le monde au groupe Rio Tinto pour une somme approximativement équivalente. La compagnie en finit donc avec le cauchemar d'avoir pour principal actionnaire un État membre de l'OPEP. Les négociations ont été serrées. Le Koweït empêche au passage un bénéfice de près de 3 milliards de francs, représentant la différence avec le prix auquel il avait acquis ses

titres, et accepte de ramener sa participation à 9,9 % sans manifester trop ouvertement son dépit d'avoir été traité comme un actionnaire « inamical ».

Ce chassé-croisé financier, sans précédent par l'ampleur des sommes en jeu, est en réalité éminemment politique. L'accord entre BP et ce partenaire au peu voyant a en effet été annoncé mardi 3 janvier alors que le secrétaire au Foreign Office, sir Geoffrey Howe, se trouvait au Koweït. L'intervention des diplomates a été nécessaire pour résoudre le contentieux.

Des actions boudées par le public

Le groupe BP, malgré les protestations de ses dirigeants, n'est toujours pas une entreprise comme les autres. Il n'a cessé d'entrer et de sortir du domaine public depuis que Winston Churchill, en sa qualité de secrétaire d'État de l'Amirauté, l'avait nationalisé aux deux tiers pour assurer l'approvisionnement en pétrole de la Royal Navy. C'était, en 1914. La privatisation totale, en octobre 1987, a été une catastrophe car elle a coïncidé avec le krach. Le public britannique a boudé, à juste raison, des actions qui lui étaient proposées à un prix plus élevé que celui auquel étaient alors

cotées en Bourse les titres déjà mis en circulation lors des dénationalisations partielles précédentes. L'Office koweïtien d'investissement, filiale à 100 % de l'État koweïtien (le KIO) avait alors joué le rôle de sauveur en achetant à tour de bras les actions privatisées invendues.

Le Koweït avait ainsi annoncé en décembre 1987 qu'il avait acquis 15 % de BP. En février, l'État pétrolier affirmait qu'il n'entendait se mêler en aucune façon de la gestion ou de la stratégie de la compagnie. Celle-ci emploie 128 000 personnes dans soixante-dix pays, et son réseau comprend 23 000 stations-service. La commission des monopoles et des fusions était cependant saisie à la demande du gouvernement. Celle-ci recommandait au Koweït de réduire à moins de 10 %, d'ici à un an, sa part dans BP. Le gouvernement avait récemment porté le délai à trois ans.

Une opération totalement distincte

Les Britanniques ont pu craindre un moment que les Koweïtiens ne réduisent, en guise de représailles, de réduire les investissements considérables qu'ils ont effectués dans d'autres secteurs de l'économie britannique, pour le plus grand bénéfice de cette dernière. Il n'en a rien été. Les Koweïtiens se sont contentés de faire pression discrète sur le gouver-

nement pour que leur retrait se fasse dans la dignité, et leur procure un bénéfice raisonnable.

BP rachète ses propres actions aux Koweïtiens à 247 pence (environ 27 francs) l'unité, proche du prix du marché. Sir Peter Walters, président de BP, a affirmé mardi que la vente, pour 2 369 milliards de livres (25,9 milliards de francs), de la quasi-totalité du portefeuille minier non pétrolier de la compagnie au groupe Rio Tinto Zinc (RTZ) n'avait « rien à voir » avec cette opération, et qu'elle était totalement distincte. On remarquera seulement, comme pour la vente de sir Geoffrey au Koweït, que ces trois événements ont eu lieu le même jour.

La cession des intérêts miniers de BP à RTZ, qui devrait être effectuée avant l'été, est subordonnée à l'aval des actionnaires de ce groupe. Ce sont des centaines de mines, au Canada, aux États-Unis, au Mexique, au Brésil, en Norvège, en Australie, en Afrique du Sud, en Argentine, en Papouasie-Nouvelle-Guinée et en Indonésie qui sont concernées. BP, par l'intermédiaire de filiales locales, se consacrait ainsi à des activités d'extraction, de traitement et de commercialisation de métaux de base (fer, cuivre, zinc, étain) ainsi que d'uranium, d'or et d'argent.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Le gouvernement se préoccupe de la progression des crédits à la consommation

Le crédit progresse vite en France, et cela risque d'être dangereux pour la désinflation et le commerce extérieur. Tel est le sens d'une communication que devait faire M. Bérégovoy, mercredi 4 janvier, au conseil des ministres.

Les dernières statistiques connues remontent à juin 1988. Elles montrent pour le crédit aux ménages un léger ralentissement (+ 26,8 % en rythme annuel) par rapport à l'explosion enregistrée depuis 1986 (+ 38 % entre juin 1986 et juin 1987).

Si l'est vrai que le crédit à la consommation nourrit de fortes importations et d'une certaine façon entretient le déficit du commerce extérieur, il reste que la croissance économique en France aura nettement dépassé l'augmentation de la consommation des ménages (+ 3,5 % contre 2,5 %), ce qui prouve que de ce côté il n'y a pas eu de dérapage par rapport aux capacités du pays.

D'autre part, le crédit aux particuliers est encore peu développé en France par rapport à des pays comme les États-Unis. Il joue un

rôle compensateur dans les périodes de faible progression du pouvoir d'achat. Ce phénomène pourrait recommencer à jouer au premier semestre 1989 dans la mesure où les prélèvements sociaux vont être lourds, annulant les gains de pouvoir d'achat salariaux. Si les ménages veulent accroître leur consommation, ils devront à nouveau avoir recours au crédit, alors que celui-ci avait été un peu moins sollicité l'année dernière après la forte poussée de 1987.

En ce qui concerne les sociétés, l'important effort de stockage et d'investissement accompli l'année dernière justifie en grande partie l'appel au crédit de trésorerie (+ 14,7 % entre juin 1987 et juin 1988) qui semble d'ailleurs s'être stabilisé à partir de l'été dernier.

D'une façon générale, l'étonnante prospérité de 1988, qui a eu pour avantage de permettre à l'économie française de créer des emplois, a un prix : l'accroissement du recours au crédit. Dans l'immédiat, toutefois, celui-ci ne semble pas menacer les grands équilibres.

Un élément de détente entre Paris et Abidjan

La Côte-d'Ivoire vend 400 000 tonnes de cacao à Sucre et Denrées

La Côte-d'Ivoire a décidé de mettre un terme à une épreuve de force de dix-huit mois en annonçant, mardi 3 janvier, la vente de 400 000 tonnes de cacao au négociant français Sucre et Denrées. Cette opération est, selon le communiqué d'Abidjan, la plus importante jamais réalisée par le premier producteur mondial de fève. Elle devrait permettre aux Ivoiriens de trouver un début d'issue à la plus grave crise économique de leur histoire grâce au complément d'aide attendu désormais de la France et des organismes multilatéraux.

Il faut remonter à juin 1987 pour prendre la mesure de la détermination du président Félix Houphouët-Boigny. Le chef de l'État annonce à l'époque la suspension du remboursement de la dette, d'environ 10 milliards de dollars (60 milliards de francs), les intérêts s'accumulent. Une nouvelle étape est franchie quelques mois plus tard avec la décision de cesser toute vente de cacao.

Le président Houphouët-Boigny s'attaque ouvertement à la « spéculation » internationale, et s'oppose aux appels des experts qui soulignent les coûts excessifs des circuits de commercialisation du cacao comme les prix aux producteurs dans le pays. Il souligne la détérioration des termes de l'échange subie par son pays — près de 25 % pour les prix à l'exportation entre 1983 et 1988 — et refuse de jouer l'austérité si les recettes tirées de la vente du cacao et du café (60 % des revenus ivoiriens) restent déprimées, rendant la rigueur insoutenable à ses yeux.

Commencent alors de longues et épineuses tractations avec la France, principal pourvoyeur d'aide à Abidjan, le négociant Sucre et Denrées, les organismes multilatéraux comme le Fonds monétaire international et la Banque mondiale. L'impasse semble totale (Le Monde daté 9-10 octobre 1988), lorsqu'un accord est sur coup d'essai d'un prêt de 400 millions de francs de la Caisse centrale de coopération économique et un double accord avec Sucre et Denrées.

L'opération mise en place avec le négociant français prévoit, en effet, la vente de 200 000 tonnes à des utilisateurs, 200 000 autres tonnes devant être stockées. Sucre et Denrées prend ainsi en charge une part de la politique du cacao de la Côte-d'Ivoire. Un prêt coûteux pour le négociant.

Le financement du stockage en Europe, pris en charge par la Caisse de stabilisation et de soutien des prix des produits agricoles (CASTAB) de Côte-d'Ivoire représente quelque 300 à 400 millions de francs sur deux ans. Supérieure au surplus, évalué à 150 000 tonnes cette année, cette opération stockée devrait soutenir les cours du cacao d'ici à quelques semaines.

Reste désormais à mettre en place un filet de sauvetage financier pour la Côte-d'Ivoire. La mission du FMI est revenue moins pessimiste d'Abidjan que lors de ses précédents voyages. Il faudra bien, d'une façon ou d'une autre, que le président Houphouët-Boigny accepte de mieux moduler les prix payés aux producteurs de cacao.

Le gouvernement français, en accordant 400 millions de francs, espère éviter qu'une part de l'aide ne revienne dans les caisses de Sucre et Denrées, tout en sachant qu'une telle dérive sera difficile à éviter. Mais il fallait bien soutenir les banques qui ont financé la campagne cacoyère et qui n'ont pu recouvrer leurs crédits.

PHILIPPE LEMAITRE.

(1) Il s'agit de l'œstradiol-17 Béta, de la progestérone, de la testostérone, de la trébolone et du zéanol.

Le conflit sur la viande aux hormones

L'Europe met au point sa riposte aux Américains

La CEE va riposter aux représailles commerciales mises en œuvre depuis le 1^{er} janvier par les États-Unis pour protester contre l'interdiction d'exporter vers la Communauté de la viande de bœuf traitée aux hormones. Des taxes seront appliquées aux noix, aux fruits secs et au miel en outre-Atlantique, mais pas au miel. De son côté, l'industrie vétérinaire accentue sa pression pour que les Douanes assouplissent leur position.

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

La CEE ajuste son tir en fonction de ce qu'ont décidé les Américains : les exportations européennes, affectées par les relèvements des droits que ces décisions impliquent, représentent un volume de commerce de 100 millions de dollars, soit un montant inférieur à ce qui avait été un moment redouté.

On s'attend que plusieurs États membres, dont le Royaume-Uni, le Danemark et l'Italie, demandent que la mise en œuvre des contre-mesures européennes soit différée le temps de permettre au GATT, l'accord qui régit le commerce international, de se prononcer sur la plainte que la CEE a déposée contre les représailles américaines.

Un tel geste de bonne volonté, certains diront de faiblesse, n'aurait rien de symbolique, car il faudrait alors compter environ six mois — tout en supportant les

mesures de rétorsion américaines — pour que le GATT rende son avis.

Mais suffirait-il pour autant à calmer le jeu, à inciter les Américains à renoncer à faire pression pour abroger ou corriger la directive communautaire ?

« Certainement pas. L'enjeu est trop important pour eux et surtout pour l'industrie vétérinaire. Derrière le litige actuel, il y a l'affaire de la somatotropine, cette hormone de croissance qui permet d'augmenter le rendement des vaches laitières » (Le Monde du 30 décembre 1988), commente M. Michel Jacquot, le directeur du Fonds européen agricole et spécialiste des négociations commerciales internationales.

150 millions de francs en jeu

Depuis 1987, la FEDESA, qui regroupe les associations nationales de fabricants de médicaments vétérinaires, ainsi que vingt-trois sociétés multinationales, dont neuf américaines, se bat avec ardeur contre le projet d'embargo communautaire. Et l'acharnement dont font preuve les États-Unis pour venir à bout d'une réglementation imposée par les organisations de consommateurs, relayées par le Parlement européen, est, à l'évidence, bien davantage inspiré par l'industrie vétérinaire que par les éleveurs américains. Les cinq sociétés qui produisent des hormones, également au nombre de cinq (1) qui furent autorisées dans plusieurs États membres, notamment en

France avant l'entrée en vigueur de la directive européenne, appartiennent certes à la FEDESA. Il s'agit d'Elanco, de Pitman-Moore, de Roussel-Uclaf et Distivert, de Syntex et d'Upjohn. Mais le préjudice qu'elles subissent du fait de l'interdiction communautaire ne semble pas suffire pour expliquer la mobilisation des entreprises des deux rives de l'Atlantique.

Le chiffre d'affaires correspondant à la vente des cinq hormones en Europe tournait, en effet, autour de 25 millions de dollars (150 millions de francs) par an. Les industriels américains peuvent craindre que l'exemple européen soit contagieux et que les organisations de consommateurs japonaises, voire américaines réclament à leur tour l'interdiction des anabolisants. Mais ils peuvent redouter davantage encore que la Communauté, poursuivant sa campagne contre les additifs controversés, s'en prenne bientôt aux hormones de croissance, le fameux somatot BST mis au point par Monsanto et l'américain Cyanamid, dont le marché mondial est évalué par certains experts à plus d'un milliard de dollars.

« Ce sont des affaires tellement différentes, la somatotropine appartient à un groupe de produits qui n'a rien à voir avec les anabolisants utilisés jusqu'ici en élevage. Il faudrait une nouvelle directive pour l'interdire », explique M. Michel Leathès, le secrétaire général de la FEDESA. Peut-être. Mais on n'en lit pas moins, dans un mémorandum adressé en décembre par la FEDESA au Parlement européen, que l'interdiction résultant de la directive « a une portée beaucoup plus large que la simple commercialisation de ses produits pour l'engraissement du bétail ».

L'industrie, pour justifier une recherche et des investissements coûteux, a besoin, y souligne-t-on, d'une réglementation « objective et prévisible ». Selon la FEDESA, dès lors que des organisations scientifiques, tel le comité mixte de la FAO et de l'Organisation mondiale de la santé sur les additifs alimentaires ont admis l'innocuité d'un produit, l'autorisation

de mise sur le marché devrait être automatique. L'incertitude juridique, ajoute-t-on, résultant dans la Communauté d'une interdiction fondée sur les critères politiques émotifs est insupportable.

C'est exactement la position reprise par les États-Unis, qui s'efforcent depuis des mois d'imposer à la CEE au sein du GATT l'arbitrage d'un comité d'experts scientifiques. Dans l'hypothèse où les hommes de sciences aient rassemblés conclusions que les cinq hormones controversées sont sans danger, la CEE devrait s'incliner et autoriser leur commercialisation.

Des raisons de démocratie

La Communauté a jusqu'ici refusé cette démarche pour des raisons de citoyenneté et de démocratie. « C'est à nos opinions et à nos consommateurs, ainsi qu'au Parlement européen qui en émane, de décider finalement ce qui est nuisible ou ce qui ne l'est pas ».

La loi en Europe ne peut être imposée par des savants, aussi éminents soient-ils, explique le dirigeant bruxellois du BEUC (Bureau européen des unions de consommateurs), ajoutant qu'il est dangereux d'imposer un strict lien entre l'innocuité et l'autorisation. L'organisation européenne des consommateurs est ainsi convaincue que l'administration d'hormones au bétail nuit à la qualité de la viande. « Les hormones sont des médicaments, l'autorisation devrait être l'exception, tout additif doit avoir une justification. Et en l'occurrence, la seule fournie, à savoir l'amélioration de la rentabilité, n'est pas suffisante », souligne M. François Lamy, un de ses représentants. Selon lui, le vrai problème est la l'industrie pharmaceutique vétérinaire a commis une grave erreur en axant sa recherche sur les produits concourant à l'engraissement, à la croissance, au gain de productivité.

« La querelle actuelle ne s'explique pas par le seul enjeu économique que représente le marché des cinq hormones inter-

LA BOURSE EN DIRECT

LE MONDE DE LA BOURSE

Suivez en direct l'évolution des cours de la Bourse

BOURSE

36.15 LE MONDE

Plus de 600 000 clients

Économie

AFFAIRES

Le rachat de titres de la Société générale

Le président de la COB n'exclut pas l'existence de « délits d'initiés »

Alors que les négociations entre M. Georges Pébereau, le président de la Société générale, et la Caisse d'épargne, à la tête d'un groupe qui possède un peu plus de 10 % de la Société générale, et M. Marc Viénot, le président de la banque, sont pratiquement interrompues depuis trois semaines, M. Jean Farge, le président de la Commission des opérations de Bourse (la COB) donne, dans un entretien publié par la Tribune de l'Expansion du 3 janvier, des informations sur cette affaire, qui, si elles restent très allusives, n'en sont pas moins instructives.

Interrogé sur la rumeur d'« opérations constitutives de délits d'initiés » dans l'attaque menée par M. Pébereau sur la banque, M. Farge répond ainsi : « Je n'ai pas détecté de délits d'initiés sur les titres de cette ban-

En 1988

1,7 milliard de francs de déficit pour les Charbonnages de France

Les Charbonnages de France (CdF) devraient enregistrer un déficit de 1,7 milliard de francs après subventions de l'Etat pour l'exercice 1988, d'après les premières estimations provisoires de l'entreprise. En 1987, CdF avait enregistré une perte de 200 millions. L'année 1987 avait été marquée par des éléments exceptionnels positifs de 1,6 milliard de francs, ce qui amène les dirigeants de CdF à considérer le déficit de 1988 comme comparable à celui de l'année précédente.

Ces pertes se sont accompagnées d'une nouvelle baisse de la production : 13,5 millions de tonnes contre

15,39 millions en 1987. Pour 1989, le budget prévisionnel de l'entreprise prévoit une poursuite du mouvement, la quantité de charbon extraite devant être de 13,1 millions de tonnes. Ramenés à 30 000, les effectifs de CdF ont été réduits de 6 000 postes l'an dernier. Pour 1989, la direction prévoit une nouvelle réduction de 4 210 postes.

Malgré des progrès de productivité importants, les Charbonnages ont souffert depuis deux ans des baisses de prix qu'ils ont dû consentir pour rester compétitifs face aux autres énergies (gaz et pétrole notamment).

ETRANGER

Dans un marché occupé pour moitié par les Japonais

Le coréen Samsung parmi les vingt premiers producteurs de semi-conducteurs

Un semi-conducteur sur deux vendus en 1988 dans le monde était japonais et, pour la première fois, un industriel coréen (Samsung) a fait son apparition, l'an dernier, parmi les vingt premiers producteurs, affichant des ventes en hausse de... 176 % en un an. Tels sont les principaux enseignements que l'on peut tirer des dernières statistiques publiées par Dataquest, l'un des organismes les plus crédibles du secteur.

1988 aura été une bonne année pour l'industrie mondiale des semi-conducteurs : le marché a progressé de 33 %, soit dix points de mieux qu'en 1987. Néanmoins, des signes de ralentissement sont apparus au cours du dernier trimestre.

Le marché européen s'est particulièrement bien tenu, avec une croissance de 33,6 % le portant à 8,49 milliards de dollars (quelque 50 milliards de francs). Le Vieux Continent peut d'ailleurs s'enorgueillir désormais d'avoir deux compagnies dépassant la barre symbolique du milliard de dollars de chiffre d'affaires : c'était déjà le cas l'an passé pour Philips-Signetics (1,76 milliard de dollars, soit quelque 10 milliards de francs), mais ce n'était pas vrai pour le tandem italo-français SGS-Thomson dont les ventes, exprimées en dollars, sont passées de 859 millions en 1987 à 1,08 milliard en 1988 (soit une hausse de 26 %).

Philips est la seule compagnie à vendre sur le marché européen des semi-conducteurs pour plus de 1 milliard de

dollars, ce qui place le néerlandais en première position dans cette région.

Mais, une fois encore, c'est l'étude du rapport de forces entre les Etats-Unis et les Japonais qui est la plus instructive : la lente érosion de la position des industriels américains s'est confirmée l'an passé puisqu'ils n'occupaient plus que 37 % du marché mondial en 1988 (contre 39 % en 1987). L'irrésistible poussée des Japonais se poursuivait : ils ont atteint pour la première fois la barre des 50 % sur le marché mondial. Les Européens, pour leur part, ont résisté, avec 10 % du marché mondial (11 % un an plus tôt).

Cinq places de gagnées

La part du reste du monde, certes encore minime, a doublé : on est passé de 1,6 % du marché mondial en 1987 à 3 %. C'est ce chiffre, en apparence insignifiant, qui recèle peut-être le phénomène le plus marquant de l'année : l'arrivée en force du coréen Samsung sur l'échiquier international. Avec un chiffre d'affaires frôlant — à 905 millions — la barre du milliard de dollars atteint avec tant de peine par les européens, l'industriel coréen gagne brusquement cinq places dans le palmarès mondial des vingt premières compagnies pour se placer en dix-huitième position, devant le pion à des groupes réputés comme l'allemand Siemens et l'américain ATT. Un bond impressionnant dû à une croissance de son chiffre d'affaires de 176 % dans le monde et de... 283 % en Europe.

FAITS ET CHIFFRES

● De 20 % à 25 % de grévistes à la Caisse d'épargne. — A l'initiative du Syndicat unifié (autonomes) et de la CFDT, l'appel à la grève de 24 heures à la Caisse d'épargne du réseau Ecureuil, lancé pour le 3 janvier, a eu peu de conséquences pour les clients. Le Syndicat unifié indique que le mouvement a été suivi par une moyenne de 20 % à 25 % du personnel sur toute la France. Les deux syndicats, qui demandent le rétablissement d'une prime de bilan et un rattrapage de pouvoir d'achat de 6 %.

● Espace social européen : la CGT refuse d'être exclue des discussions. — Non-membre de la CES (Confédération européenne des syndicats), la CGT a déclaré, le 3 janvier, qu'elle « ne saurait admettre d'être exclue des rencontres » sur « l'espace européen ». Dénonçant « la campagne médiatique orchestrée autour de la décision du CNPF et du gouvernement d'organiser une consultation des centrales syndicales » sur le sujet, la CGT estime qu'un « consensus » est recherché « pour mettre en œuvre d'une façon accélérée la déréglementation, la flexibilité, la précarité, en cassant nos propres garanties (...) ». La CGT « exige la prise en compte (...) du pluralisme syndical existant, le respect de sa représentativité dans la première organisation syndicale dans notre pays ».

● Sécurité sociale : l'accord salarial obtenu l'agrément du gouvernement. — Par un communiqué, le 3 janvier, l'Union nationale des caisses de sécurité sociale (UCANSS) annonce que M. Claude Evin, ministre de la Protection sociale, « a décidé d'agréer les accords ayant trait aux salaires et au régime de retraite du personnel ».

Cet accord, signé par la CGC et la CFDT (le Monde du 14 décembre), prévoit notamment, pour 1989, deux augmentations de 1 % en mars et de 1,25 % en septembre.

FRANÇOISE VAYSSÉ.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Bénéficiaire d'un avantage fiscal lié au Monory-CEA

Livret BOURSE INVESTISSEMENTS

+ 32,26 %

Bénéficiaire d'un avantage fiscal dans le cadre d'un PER

PLÉNITUDE

+ 10,01 %

Gérer vos liquidités à très court terme

LATITUDE

+ 6,79 %
(progression annualisée)

Investir dans le secteur dynamique de la communication

AMPLITUDE

+ 29,65 %

Recevoir des revenus chaque trimestre

REVENUS TRIMESTRIELS

+ 11,17 %

Plus de 600 000 clients font confiance à la Poste

LA POSTE
BOUEZ AVEC LA POSTE

REPÈRES

Commerce extérieur

Excédent massif de la RFA

L'excédent de la balance commerciale de la RFA s'est élevé en novembre 1988 à 13,1 milliards de deutschemarks, en hausse de 19 % par rapport à novembre 1987. Il s'agit du deuxième excédent record mensuel de l'année après celui du mois de juin, qui avait atteint 14,2 milliards de deutschemarks.

Les importations de marchandises en RFA en novembre se sont élevées à 38,1 milliards de deutschemarks (+ 9,8 % par rapport à novembre 1987) et les exportations à 51,2 milliards de deutschemarks (+ 12 %). Par rapport à octobre 1988, les importations ont diminué en valeur de 11 % et les exportations de 3,8 %.

Sur les onze premiers mois de 1988, l'excédent commercial de la RFA s'établit à 114,5 milliards de deutschemarks, contre 104,7 milliards de deutschemarks durant la même période de 1987 (+ 9,4 %).

Croissance

Toujours forte aux Etats-Unis

L'indicateur de tendance de l'Association américaine des directeurs d'achat (National Association of Purchasing Management) est monté en décembre à 58,1 % contre 56,8 % en novembre, atteignant ainsi son plus haut niveau depuis juillet dernier (59 %).

Cet indicateur prend notamment en compte la production, les nouvelles commandes, les stocks, l'emploi et les délais de livraison. L'indicateur au-dessus de 50 % signifie généralement que l'économie est en expansion. Décembre marque le vingt-neuvième mois consécutif où cet indicateur dépasse la barre des 50 %.

Cette enquête, qui constitue le dernier indicateur de l'évolution de l'économie américaine, a relancé dans les milieux d'affaires les craintes d'un durcissement de la politique monétaire de la Réserve fédérale (Fed) et d'une poursuite de la hausse des taux d'intérêt.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ACCOR

ENTREPRISE D'HÔTELLERIE, DE RESTAURATION ET DE SERVICES

vous présente ses meilleurs vœux pour 1989

1988 ACCOR a continué à se développer tant en France qu'à l'étranger.

ACCOR a ouvert 98 hôtels soit 9 500 chambres, (dont 39 Formule 1, 2 620 chambres) et environ 250 restaurants. Le nombre d'utilisateurs/jour de titres de service ACCOR a augmenté de 620 000 en un an (+24 %).

Les résultats consolidés de 1988 marqueront une progression annuelle d'au moins 30 %.

1989 Avec vous, nous poursuivons notre croissance. Bonne année économique et financière à nos actionnaires, clients, banquiers, analystes, investisseurs et partenaires qui nous font confiance et nous accompagnent dans notre développement.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

هكذا من الأصل

[illegible]

CAISSE NATIONALE DES
CNT - Obligati
Les intérêts courus du 12 janvier 1988
partir du 12 janvier 1989 à raison de 395
pon n° 2).
En cas d'option pour le régime de pré

CNT — Obligations TAM 1987
Les intérêts courus du 12 janvier 1988 au 11 janvier 1989 seront payables à partir du 12 janvier 1989 à raison de 395,52 F par titre de 5000 F nominal (coupon n° 2).
En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le préleve-

BOURSE DU 4 JANVIER

VALEURS						Réglement mensuel						VALEURS						Réglement mensuel						VALEURS						Réglement mensuel					
Compt.	VALEURS	Cours préc.	Prémier cours	Dernier cours	% + -	Compt.	VALEURS	Cours préc.	Prémier cours	Dernier cours	% + -	Compt.	VALEURS	Cours préc.	Prémier cours	Dernier cours	% + -	Compt.	VALEURS	Cours préc.	Prémier cours	Dernier cours	% + -	Compt.	VALEURS	Cours préc.	Prémier cours	Dernier cours	% + -						
3664	C.A.E. 3% s.	3040	3050	3050	+ 0.37																														
1168	B.A.P. T.P.	1040	1040	1040	....																													
1168	C.E.F. T.P.	1040	1040	1040	....																													
1463	Cap. Lyon. T.P.	1036	1036	1036	+ 0.09																														
1300	Remont. T.P.	1336	1350	1360	- 4.49	876	Edif. N. de	1017	1013	1020	+ 0.29	1380	Lafayette-Croque	1432	1420	1470	+ 2.55	835	Salt Lake	680	549	548	- 1.57	81	Esch. Bay Mills	85.50	85.20	88.40	+ 0.58						
1300	St-Gabriel T.P.	1306	1306	1306	+ 1.20	436	Edif. N. de	1017	1013	1020	+ 0.29	1380	Lafayette-Croque	1432	1420	1470	+ 2.55	835	Salt Lake	680	549	548	- 1.57	81	Esch. Bay Mills	85.50	85.20	88.40	+ 0.58						
1463	St-Gabriel T.P.	1306	1306	1306	+ 1.20	436	Edif. N. de	1017	1013	1020	+ 0.29	1380	Lafayette-Croque	1432	1420	1470	+ 2.55	835	Salt Lake	680	549	548	- 1.57	81	Esch. Bay Mills	85.50	85.20	88.40	+ 0.58						
1300	St-Gabriel T.P.	1306	1306	1306	+ 1.20	436	Edif. N. de	1017	1013	1020	+ 0.29	1380	Lafayette-Croque	1432	1420	1470	+ 2.55	835	Salt Lake	680	549	548	- 1.57	81	Esch. Bay Mills	85.50	85.20	88.40	+ 0.58						
1300	St-Gabriel T.P.	1306	1306	1306	+ 1.20	436	Edif. N. de	1017	1013	1020	+ 0.29	1380	Lafayette-Croque	1432	1420	1470	+ 2.55	835	Salt Lake	680	549	548	- 1.57	81	Esch. Bay Mills	85.50	85.20	88.40	+ 0.58						
1300	St-Gabriel T.P.	1306	1306	1306	+ 1.20	436	Edif. N. de	1017	1013	1020	+ 0.29	1380	Lafayette-Croque	1432	1420	1470	+ 2.55	835	Salt Lake	680	549	548	- 1.57	81	Esch. Bay Mills	85.50	85.20	88.40	+ 0.58						
1300	St-Gabriel T.P.	1306	1306	1306	+ 1.20	436	Edif. N. de	1017	1013	1020	+ 0.29	1380	Lafayette-Croque	1432	1420	1470	+ 2.55	835	Salt Lake	680	549	548	- 1.57	81	Esch. Bay Mills	85.50	85.20	88.40	+ 0.58						
1300	St-Gabriel T.P.	1306	1306	1306	+ 1.20	436	Edif. N. de	1017	1013	1020	+ 0.29	1380	Lafayette-Croque	1432	1420	1470	+ 2.55	835	Salt Lake	680	549	548	- 1.57	81	Esch. Bay Mills	85.50	85.20	88.40	+ 0.58						
1300	St-Gabriel T.P.	1306	1306	1306	+ 1.20	436	Edif. N. de	1017	1013	1020	+ 0.29	1380	Lafayette-Croque	1432	1420	1470	+ 2.55	835	Salt Lake	680	549	548	- 1.57	81	Esch. Bay Mills	85.50	85.20	88.40	+ 0.58						
1300	St-Gabriel T.P.	1306	1306	1306	+ 1.20	436	Edif. N. de	1017	1013	1020	+ 0.29	1380	Lafayette-Croque	1432	1420	1470	+ 2.55	835	Salt Lake	680	549	548	- 1.57	81	Esch. Bay Mills	85.50	85.20	88.40	+ 0.58						
1300	St-Gabriel T.P.	1306	1306	1306	+ 1.20	436	Edif. N. de	1017	1013	1020	+ 0.29	1380	Lafayette-Croque	1432	1420	1470	+ 2.55	835	Salt Lake	680	549	548	- 1.57	81	Esch. Bay Mills	85.50	85.20	88.40	+ 0.58						
1300	St-Gabriel T.P.	1306	1306	1306	+ 1.20	436	Edif. N. de	1017	1013	1020	+ 0.29	1380	Lafayette-Croque	1432	1420	1470	+ 2.55	835	Salt Lake	680	549	548	- 1.57	81	Esch. Bay Mills	85.50	85.20	88.40	+ 0.58						
1300	St-Gabriel T.P.	1306	1306	1306	+ 1.20	436	Edif. N. de	1017	1013	1020	+ 0.29	1380	Lafayette-Croque	1432	1420	1470	+ 2.55	835	Salt Lake	680	549	548	- 1.57	81	Esch. Bay Mills	85.50	85.20	88.40	+ 0.58						
1300	St-Gabriel T.P.	1306	1306	1306	+ 1.20	436	Edif. N. de	1017	1013	1020	+ 0.29	1380	Lafayette-Croque	1432	1420	1470	+ 2.55	835	Salt Lake	680	549	548	- 1.57	81	Esch. Bay Mills	85.50	85.20	88.40	+ 0.58						
1300	St-Gabriel T.P.	1306	1306	1306	+ 1.20	436	Edif. N. de	1017	1013	1020	+ 0.29	1380	Lafayette-Croque	1432	1420	1470	+ 2.55	835	Salt Lake	680	549	548	- 1.57	81	Esch. Bay Mills	85.50	85.20	88.40	+ 0.58						
1300	St-Gabriel T.P.	1306	1306	1306	+ 1.20	436	Edif. N. de	1017	1013	1020	+ 0.29	1380	Lafayette-Croque	1432	1420	1470	+ 2.55	835	Salt Lake	680	549	548	- 1.57	81	Esch. Bay Mills	85.50	85.20	88.40	+ 0.58						
1300	St-Gabriel T.P.	1306	1306	1306	+ 1.20	436	Edif. N. de	1017	1013	1020	+ 0.29	1380	Lafayette-Croque	1432	1420	1470	+ 2.55	835	Salt Lake	680	549	548	- 1.57	81	Esch. Bay Mills	85.50	85.20	88.40	+ 0.58						
1300	St-Gabriel T.P.	1306	1306	1306	+ 1.20	436	Edif. N. de	1017	1013	1020	+ 0.29	1380	Lafayette-Croque	1432	1420	1470	+ 2.55	835	Salt Lake	680	549	548	- 1.57	81	Esch. Bay Mills	85.50	85.20	88.40	+ 0.58						
1300	St-Gabriel T.P.	1306	1306	1306	+ 1.20	436	Edif. N. de	1017	1013	1020	+ 0.29	1380	Lafayette-Croque	1432	1420	1470	+ 2.55	835	Salt Lake	680	549	548	- 1.57	81	Esch. Bay Mills	85.50	85.20	88.40	+ 0.58						
1300	St-Gabriel T.P.	1306	1306	1306	+ 1.20	436	Edif. N. de	1017	1013	1020	+ 0.29	1380	Lafayette-Croque	1432	1420	1470	+ 2.55	835	Salt Lake	680	549	548	- 1.57	81	Esch. Bay Mills	85.50	85.20	88.40	+ 0.58						
1300	St-Gabriel T.P.	1306	1306	1306	+ 1.20	436	Edif. N. de	1017	1013	1020	+ 0.29	1380	Lafayette-Croque	1432	1420	1470	+ 2.55	835	Salt Lake	680	549	548	- 1.57	81	Esch. Bay Mills	85.50	85.20	88.40	+ 0.58						
1300	St-Gabriel T.P.	1306	1306	1306	+ 1.20	436	Edif. N. de	1017	1013	1020	+ 0.29	1380	Lafayette-Croque	1432	1420	1470	+ 2.55	835	Salt Lake	680	549	548	- 1.57	81	Esch. Bay Mills	85.50	85.20	88.40	+ 0.58						
1300	St-Gabriel T.P.	1306	1306	1306	+ 1.20	436	Edif. N. de	1017	1013	1020	+ 0.29	1380	Lafayette-Croque	1432	1420	1470	+ 2.55	835	Salt Lake	680	549	548	- 1.57	81	Esch. Bay Mills	85.50	85.20	88.40	+ 0.58						
1300	St-Gabriel T.P.	1306	1306	1306	+ 1.20	436	Edif. N. de	1017	1013	1020	+ 0.29	1380	Lafayette-Croque	1432	1420	1470	+ 2.55	835	Salt Lake	680	549	548	- 1.57	81	Esch. Bay Mills	85.50	85.20	88.40	+ 0.58						
1300	St-Gabriel T.P.	1306	1306	1306	+ 1.20	436	Edif. N. de	1017	1013	1020	+ 0.29	1380	Lafayette-Croque	1432	1420	1470	+ 2.55	835	Salt Lake	680	549	548	- 1.57	81	Esch. Bay Mills	85.50	85.20	88.40	+ 0.58						
1300	St-Gabriel T.P.	1306	1306	1306	+ 1.20	436	Edif. N. de	1017	1013	1020	+ 0.29	1380	Lafayette-Croque	1432	1420	1470	+ 2.55	835	Salt Lake	680	549	548	- 1.57	81	Esch. Bay Mills	85.50	85.20	88.40	+ 0.58						
1300	St-Gabriel T.P.	1306	1306	1306	+ 1.20	436	Edif. N. de	1017	1013	1020	+ 0.29	1380	Lafayette-Croque	1432	1420	1470	+ 2.55	835	Salt Lake	680	549	548	- 1.57	81	Esch. Bay Mills	85.50	85.20	88.40	+ 0.58						
1300	St-Gabriel T.P.	1306	1306	1306	+ 1.20	436	Edif. N. de	1017	1013	1020	+ 0.29	1380	Lafayette-Croque	1432	1420	1470	+ 2.55	835	Salt Lake	680	549	548	- 1.57	81	Esch. Bay Mills	85.50	85.20	88.40	+ 0.58						
1300	St-Gabriel T.P.	1306	1306	1306	+ 1.20	436	Edif. N. de	1017	1013	1020	+ 0.29	1380	Lafayette-Croque	1432	1420	1470	+ 2.55	835	Salt Lake	680	549	548	- 1.57	81	Esch. Bay Mills	85.50	85.20	88.40	+ 0.58						
1300	St-Gabriel T.P.	1306	1306	1306	+ 1.20	436	Edif. N. de	1017	1013	1020	+ 0.29	1380	Lafayette-Croque	1432	1420	1470	+ 2.55	835	Salt Lake	680	549	548	- 1.57	81	Esch. Bay Mills	85.50	85.20	88.40	+ 0.58						
1300	St-Gabriel T.P.	1306	1306	1306	+ 1.20	436	Edif. N. de	1017	1013	1020	+ 0.29	1380	Lafayette-Croque	1432	1420	1470	+ 2.55	835	Salt Lake	680	549	548	- 1.57	81	Esch. Bay Mills	85.50	85.20	88.40	+ 0.58						
1300	St-Gabriel T.P.	1306	1306	1306	+ 1.20	436	Edif. N. de	1017	1013	1020	+ 0.29	1380	Lafayette-Croque	1432	1420	1470	+ 2.55	835	Salt Lake	680	549	548	- 1.57	81	Esch. Bay Mills	85.50	85.20	88.40	+ 0.58						
1300	St-Gabriel T.P.	1306	1306	1306	+ 1.20	436	Edif. N. de	1017	1013	1020	+ 0.29	1380	Lafayette-Croque	1432	1420	1470	+ 2.55	835	Salt Lake	680	549	548	- 1.57	81	Esch. Bay Mills	85.50	85.20	88.40	+ 0.58						
1300	St-Gabriel T.P.	1306	1306	1306	+ 1.20	436	Edif. N. de	1017	1013	1020	+ 0.29	1380	Lafayette-Croque	1432	1420	1470	+ 2.55	835	Salt Lake	680	549	548	- 1.57	81	Esch. Bay Mills	85.50	85.20	88.40	+ 0.58						
1300	St-Gabriel T.P.	1306	1306	1306	+ 1.20	436	Edif. N. de	1017	1013	1020	+ 0.29	1380	Lafayette-Croque	1432	1420	1470	+ 2.55	835	Salt Lake	680	549	548	- 1.57	81	Esch. Bay Mills	85.50	85.20	88.40	+ 0.58						
1300	St-Gabriel T.P.	1306	1306	1306	+ 1.20	436	Edif. N. de	1017	1013	1020	+ 0.29	1380	Lafayette-Croque	1432	1420	1470	+ 2.55	835	Salt Lake	680	549	548	- 1.57	81	Esch. Bay Mills	85.50	85.20	88.40	+ 0.58						
1300	St-Gabriel T.P.	1306	1306	1306	+ 1.20	436	Edif. N. de	1017	1013	1020	+ 0.29	1380	Lafayette-Croque	1432	1420	1470	+ 2.55	835	Salt Lake	680	549	548	- 1.57	81	Esch. Bay Mills	85.50	85.20	88.40	+ 0.58						
1300	St-Gabriel T.P.	1306	1306	1306	+ 1.20	436	Edif. N. de	1017	1013	1020	+ 0.29	1380	Lafayette-Croque	1432	1420	1470	+ 2.55	835	Salt Lake	680	549	548	- 1.57	81	Esch. Bay Mills	85.50	85.20	88.40	+ 0.58						
1300	St-Gabriel T.P.	1306	1306	1306	+ 1.20	436	Edif. N. de	1017	1013	1020	+ 0.29	1380	Lafayette-Croque	1432	1420	1470	+ 2.55	835	Salt Lake	680	549	548	- 1.57	81	Esch. Bay Mills	85.50	85.20	88.40	+ 0.58						
1300	St-Gabriel T.P.	1306	1306	1306	+ 1.20	436	Edif. N. de	1017	1013	1020	+ 0.29	1380	Lafayette-Croque	1432	1420	1470	+ 2.55	835	Salt Lake	680	549	548	- 1.57	81	Esch. Bay Mills	85.50	85.20	88.40	+ 0.58						
1300	St-Gabriel T.P.	1306	1306	1306	+ 1.20	436	Edif. N. de	1017	1013	1020	+ 0.29	1380	Lafayette-Croque	1432	1420	1470	+ 2.55	835	Salt Lake	680	549	548	- 1.57	81	Esch. Bay Mills										

[illegible]

Cote des changes					Marché libre de l'or				
MARCHÉ OFFICIEL	COURS prix.	COURS 4/1	COURS DES BILLETS Achats	Ventes	MONNAIES ET DEVISES	COURS prix.	COURS 4/1		
Europe-Union (51)	6 018	8 086	5 950	6 250	Or fin (à la livr.)	80300	80300		
EDU	7 100	7 100			Or fin (par lingot)	80450	80100		
Aluminium (100 DM)	341 600	341 570	331	361	Pièces françaises (20 li)	472	467		
Argentine (100 \$)	15 293	16 290	15 700	16 700	Pièces françaises (10 li)	388			
Brésil (100 \$)	302 650	302 610	282 500	312 900	Pièces italiens (20 li)	494	493		
Canada (100 \$)	98 400	98 500	94 900	91 500	Pièces italiens (20 li)	482	485		
Corée (100 \$)	82 700	88 470	80 800	81 500	Suède (100 \$)	588	588		
Grande-Bretagne (2 £)	10 860	11 038	10 680	11 350	Pièces de 20 dollars	2705	2730		
Grèce (100 drachmes)	4 108	4 100	3 400	4 200	Pièces de 10 dollars	1370	1400		
Inde (1 000 roupies)	4 838	4 841	4 300	4 800	Pièces de 5 dollars	780			
Israël (100 \$)	402 450	402 300	390	412	Pièces de 50 pesos	3035	3025		
Italie (100 \$)	99 050	99 250	96 500	102 600	Pièces de 10 livres	480	478		
Japon (100 \$)	48 382	48 380	47 100	50 100	Or Londres	...	...
Népal (100 \$)	5 380	5 404	5 100	5 600	Or Zurich	...	...
Norvège (100 \$)	4 138	4 150	3 700	4 400	Or Hongkong	...	...
Pays-Bas (100 \$)	5 069	5 087	4 880	5 280	Argent Londres	...	...
Japon (100 yens)	4 825	4 878	4 710	4 930					
					Cash	281	203	0	
					Cash	112	104	0	
					Cash	180			
					Cash	359			
					Cash	62	62		
					Cash	680	650		
					Cash	170			
					Cash	240			
					Cash	22	26		
					Cash	1230			
					Cash	101	401 70		
					Cash	452			
					Cash	482			
					Cash	288			
					Cash	87	152 80		
					Cash	350			
					Cash	261			
					Cash	35 30			
					Cash	484			
					Cash	1580			
					Cash	418 31	335 05		
					Cash	460 33	456 77		
					Cash	1249 47	1204 31	0	
					Cash	441 06	424 25	0	
					Cash	7241 03	1298 56	0	
					Cash	1291 18	1330 36	0	
					Cash	9467 57	9317 50	0	
					Cash	1058 49	1082 37	0	
					Cash	5458 93	5211 29	0	
					Cash	26 96	26 27	0	
					Cash	61728 87	61728 87	0	
					Cash	14034 20	13759 02	0	
					Cash	12336 05	12326 05	0	
					Cash	251 43	243 05	0	
					Cash	7281 32	6591 14	0	
					Cash	282 06	282 10	0	
					Cash	1580		0	
					Cash	418 31	335 05	0	
					Cash	460 33	456 77	0	
					Cash	1249 47	1204 31	0	
					Cash	441 06	424 25	0	
					Cash	7241 03	1298 56	0	
					Cash	1291 18	1330 36	0	
					Cash	9467 57	9317 50	0	
					Cash	1058 49	1082 37	0	
					Cash	5458 93	5211 29	0	
					Cash	26 96	26 27	0	
					Cash	61728 87	61728 87	0	
					Cash	14034 20	13759 02	0	
					Cash	12336 05	12326 05	0	
					Cash	251 43	243 05	0	
					Cash	7281 32	6591 14	0	
					Cash	282 06	282 10	0	
					Cash	1580		0	
					Cash	418 31	335 05	0	
					Cash	460 33	456 77	0	
					Cash	1249 47	1204 31	0	
					Cash	441 06	424 25	0	
					Cash	7241 03	1298 56	0	
					Cash	1291 18	1330 36	0	
					Cash	9467 57	9317 50	0	
					Cash	1058 49	1082 37	0	
					Cash	5458 93	5211 29	0	
					Cash	26 96	26 27	0	
					Cash	61728 87	61728 87	0	
					Cash	14034 20	13759 02	0	
					Cash	12336 05	12326 05	0	
					Cash	251 43	243 05	0	
					Cash	7281 32	6591 14	0	
					Cash	282 06	282 10	0	
					Cash	1580		0	
					Cash	418 31	335 05	0	
					Cash	460 33	456 77	0	
					Cash	1249 47	1204 31	0	
					Cash	441 06	424 25	0	
					Cash	7241 03	1298 56	0	
					Cash	1291 18	1330 36	0	
					Cash	9467 57	9317 50	0	
					Cash	1058 49	1082 37	0	
					Cash	5458 93	5211 29	0	
					Cash	26 96	26 27	0	
					Cash	61728 87	61728 87	0	
					Cash	14034 20	13759 02	0	
					Cash	12336 05	12326 05	0	
					Cash	251 43	243 05	0	
					Cash	7281 32	6591 14	0	
					Cash	282 06	282 10	0	
					Cash	1580		0	
					Cash	418 31	335 05	0	
					Cash	460 33	456 77	0	
					Cash	1249 47	1204 31	0	
					Cash	441 06	424 25	0	
					Cash	7241 03	1298 56	0	
					Cash	1291 18	1330 36	0	
					Cash	9467 57	9317 50	0	
					Cash	1058 49	1082 37	0	
					Cash	5458 93	5211 29	0	
					Cash	26 96	26 27	0	
					Cash	61728 87	61728 87	0	
					Cash	14034 20	13759 02	0	
					Cash	12336 05	12326 05	0	
					Cash	251 43	243 05	0	
					Cash	7281 32	6591 14	0	
					Cash	282 06	282 10	0	
					Cash	1580		0	
					Cash	418 31	335 05	0	
					Cash	460 33	456 77	0	
					Cash	1249 47	1204 31	0	
					Cash	441 06	424 25	0	
					Cash	7241 03	1298 56	0	
					Cash	1291 18	1330 36	0	
					Cash	9467 57	9317 50	0	
					Cash	1058 49	1082 37	0	
					Cash	5458 93	5211 29	0	
					Cash	26 96	26 27	0	
					Cash	61728 87	61728 87	0	
					Cash	14034 20	13759 02	0	
					Cash	12336 05	12326 05	0	
					Cash	251 43	243 05	0	
					Cash	7281 32	6591 14	0	
					Cash	282 06	282 10	0	
					Cash	1580		0	
					Cash	418 31	335 05	0	
					Cash	460 33	456 77	0	
					Cash	1249 47	1204 31	0	
					Cash	441 06	424 25	0	
					Cash	7241 03	1298 56	0	
					Cash	1291 18	1330 36	0	
					Cash	9467 57	9317 50	0	
					Cash	1058 49	1082 37	0	
					Cash	5458 93	5211 29	0	
					Cash	26 96	26 27	0	
					Cash	61728 87	61728 87	0	
					Cash	14034 20	13759 02	0	
					Cash	12336 05	12326 05	0	
					Cash	251 43	243 05	0	
					Cash	7281 32	6591 14	0	
					Cash	282 06	282 10	0	
					Cash	1580		0	
					Cash	418 31	335 05	0	
					Cash	460 33	456 77	0	
					Cash	1249 47	1204 31	0	
					Cash	441 06	424 25	0	
					Cash	7241 03	1298 56	0	
					Cash	1291 18	1330 36	0	
					Cash	9467 57	9317 50	0	
					Cash	1058 49	1082 37	0	
					Cash	5458 93	5211 29	0	
					Cash	26 96	26 27	0	
					Cash	61728 87	61728 87	0	
					Cash	14034 20	13759 02	0	
					Cash	12336 05	12326 05	0	
					Cash	251 43	243 05	0	
					Cash	7281 32	6591 14	0	
					Cash	282 06	282 10	0	
					Cash	1580		0	
					Cash	418 31	335 05	0	
					Cash	460 33	456 77	0	
					Cash	1249 47	1204 31	0	
					Cash	441 06	424 25	0	
					Cash	7241 03	1298 56	0	
					Cash	1291 18	1330 36	0	
					Cash	9467 57	9317 50	0	
					Cash	1058 49	1082 37	0	
					Cash	5458 93	5211 29	0	
					Cash	26 96	26 27	0	
					Cash	61728 87	61728 87	0	
					Cash	14034 20	13759 02	0	
					Cash	12336 05	12326 05	0	
					Cash	251 43	243 05	0	
					Cash	7281 32	6591 14	0	
					Cash	282 06	282 10	0	
					Cash	1580		0	
					Cash	418 31	335 05	0	
					Cash	460 33	456 77	0	
					Cash	1249 47	1204 31	0	
					Cash	441 06	424 25	0	
					Cash	7241 03	1298 56	0	
					Cash	1291 18	1330 36	0	
					Cash	9467 57	9317 50	0	
					Cash	1058 49	1082 37	0	
					Cash	5458 93	5211 29	0	
					Cash	26 96	26 27	0	
					Cash	61728 87	61728 87	0	
					Cash	14034 20	13759 02	0	
					Cash	12336 05	12326 05	0	
					Cash	251 43	243 05	0	

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ● : prix précédent - ★ : marché continu

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, posta 4330

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	ARTS ET SPECTACLES	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 URSS : l'évacuation des villages azéris d'Arménie. — 1993 vu de Copenhague. 4 Le retour d'André Sinavski. 5 Australie : campagne de l'opposition pour un retour aux valeurs traditionnelles. 6 Chine : les incidents avec les étudiants africains.	7 La préparation des municipales : Les négociations continuent entre le PC et le PS. — Immigration : le gouvernement veut accélérer les naturalisations. — Point de vue : « Compagnons, encore un effort ! », par Bernard Bosson.	10 Religion : 33 000 jeunes réunis à Paris par la communauté de Taïzé. 22 Sports : Paris-Dakar : Peugeot déboulé. — Communication.	15-16 Cinéma : Rencontre avec Francis Coppola et George Lucas à propos de <i>Tucker, l'homme et son rêve</i> . 16-17 Urbanisme : La mission de Roland Castro : un entretien avec Yves Dauge, délégué à la ville et au développement social urbain.	30 BP rachète aux Kowéïtiens une part de son capital. 31 Le Coréen Samsung parmi les vingt premiers producteurs de semi-conducteurs. 32-33 Marchés financiers.	Abonnements 2 Annonces classées 27-28 Carnet 22 Météorologie 28 Mots croisés 21 Radio-télévision 18 Expositions 19 à 21 Spectacles 19 à 21	• Le bilan politique 88... POL • Le bilan économique 88... REC • L'année 1988 à travers le monde... INT • Un café sur la côte, l'autre sur votre portefeuille... BOURSE 3615 tapes LEMONDE

L'affaire de la succession Canson

Les défenseurs de Joëlle Pesnel contestent une déclaration de M. Kiejman

Au soir de la confrontation générale qui avait réuni, le 30 décembre, dans le bureau de M. Jean-Pierre Bernard, juge d'instruction au tribunal de Toulon, tous les inculpés de l'affaire Canson, M. Georges Kiejman, avocat de son confrère M. Paul Lombard, avait déclaré que ce qui pouvait être reproché à ce dernier constituait un aspect « marginal » du dossier et devait être dissocié du principal : la mort de Suzanne Canson et les conditions dans lesquelles celle-ci avait succombé (le Monde daté 1-2 janvier).

Ces propos viennent de provoquer une réplique de M. Jacques Vergès et Louis Bernardi, défenseurs de Joëlle Pesnel visée par M. Kiejman dans la mesure où M. Pesnel, actuellement détenue, se trouve inculpée de séquestration, vol, escroquerie et faux. M. Vergès et Bernardi déclarent dans un communiqué qu'« il n'est pas vrai qu'il y ait dans cette affaire un volet criminel. D'ailleurs, M. Lombard, conseil de M. Pesnel depuis des années, le sait mieux que personne ». Pour les défenseurs de Joëlle Pesnel, « il n'est pas vrai que M. Lombard ait pris le train en marche. Si M. Pesnel devait être la bénéficiaire potentielle de l'opération qui l'amène, ainsi que trois avocats et un inspecteur des musées de France, sur le banc des inculpés, elle n'en a été ni l'instigatrice, ni le maître d'œuvre ».

M. Vergès et Bernardi assurent dans leur « mise au point » en assurant qu'ils n'ont « jamais souhaité la polémique dans cette affaire ». Mais ils concluent : « Si elle devait tout de même éclater, nous saurions y faire face ».

● **AUTOMOBILISME** : Deux morts au Rallye de Suède. — Deux pilotes belges ont été tués, lundi 2 janvier, dans un accident de la route à Karlstad lors d'une séance d'entraînement en vue du Rallye de Suède. La voiture de Bernard de Lathuy, vingt-neuf ans, et de Georges Mignot, quarante ans, a été heurtée par un train à un passage à niveau. Les deux hommes sont morts sur le coup.

● **SKI ALPIN** : Nouvelle victoire de Vreni Schneider en slalom. — La Suissesse Vreni Schneider a remporté, mardi 3 janvier, à Maribor (Yougoslavie), son sixième succès consécutif en enlevant le slalom de la huitième épreuve de la Coupe du monde féminine. Vreni Schneider a ainsi accablé son avance sur l'Autrichienne Ulrike Maier au classement général. La Française, Patricia Chauvet, meilleur temps de la première manche devant la Suissesse, est tombée après avoir commis une erreur dans le haut du second parcours.

Le numéro du « Monde » daté 4 janvier 1989 a été tiré à 467 365 exemplaires

Au conseil des ministres

M. Brice Lalonde propose une série de mesures pour contrôler le transport et l'élimination des déchets

La France doit faire face, comme les autres pays industrialisés, à une accumulation toujours plus grande de rebuts de toutes sortes, qu'ils soient ménagers, agricoles ou industriels. Cette situation a amené le secrétaire d'Etat à l'environnement, M. Brice Lalonde, à proposer au conseil des ministres du 4 janvier une série de mesures pour les cinq années à venir.

La France a été épargnée par le scandale de l'exportation des déchets vers le tiers-monde et en particulier le problème de l'Afrique-poubelle. Mais elle exporte des déchets qu'elle ne peut traiter, par exemple dans les mines de sel de Herta-Neurode (RFA), et continue à en importer d'autres qu'elle peut recycler à meilleur compte que ses voisins. Ces mouvements, difficiles à contrôler, peuvent engendrer des abus. Même la simple incinération des ordures ménagères, aujourd'hui, fait problème, car la population supporte de moins en

moins des initiatives qui relèvent presque exclusivement des élus.

Constatant que « le transport des déchets apparaît comme le maillon faible de la filière, celui par lequel se produisent la plupart des évènements », le ministre annonce donc une nouvelle réglementation de la collecte et du transport des déchets, qui « permettra notamment d'interdire l'exercice de cette activité aux collecteurs et aux transporteurs ne respectant pas certaines conditions de prise en charge, de transport et de livraison ». En liaison avec le ministère des transports et de la mer, un décret sera préparé au cours des prochains mois.

Si la France exporte peu — entre 10 000 tonnes et 20 000 tonnes par an, dont une partie pour l'immersion en mer, qui doit disparaître en 1994 — elle importe en revanche beaucoup, et même de plus en plus, notamment des Pays-Bas, de RFA et d'Italie, où la réglementation se durcit. Ces importations dépassent aujourd'hui 200 000 tonnes pour les déchets toxiques (la « production » française est de 2 millions de tonnes) et absorbent un tiers des capacités de mise en décharge. Le tonnage des ordures ménagères importées, plus difficile à contrôler, se situe entre 500 000 et 1 million de tonnes. Maintenant que le Parlement français a adopté la nouvelle loi sur l'importation et l'exportation des déchets (le Monde du 22 décembre), il ne reste plus qu'à rédiger le décret d'application qui traduira en droit français la directive européenne de 1984 sur le transport des déchets dangereux.

Pour les ordures ménagères, un décret définitif, notamment « les garanties relatives à la provenance et à la nature des déchets qui devront être fournies avant toute importation ou exportation, et les conditions à remplir pour leur élimination ». Des dispositions seront prises pour faciliter le contrôle des douanes.

M. Brice Lalonde, qui souhaite « que chaque Etat se mette en mesure de traiter ses propres déchets », propose une harmonisation européenne des règles techniques imposées aux installations d'élimination et l'adoption rapide d'une directive sur les usines d'incinération.

Mille « déchetteries »

Outre la préparation de ces textes réglementaires, le ministre propose plusieurs mesures pour favoriser la valorisation des déchets. L'ANRED (1), dont l'hémorragie financière a été stoppée dans le budget 1989, va mettre en place un « observatoire de la récupération » qui sera chargé d'afficher les coûts comparés de l'élimination et de la valorisation. Elle encouragera la récupération des vieux papiers et des emballages de liquides alimentaires (bouteilles en verre ou en plastique, boîtes d'aluminium). Pour les huiles de vidange, la taxe parafiscale sera maintenue et la vente d'huile minérale ne sera plus autorisée que dans les points de vente mettant à la disposition des clients un conteneur pour recevoir les huiles usagées.

Concernant les ordures ménagères, dont environ 8 % (sur un total de 16 millions de tonnes par an) ne sont pas éliminées conformément à la réglementation, un programme de résorption des quelques six mille déchèteries sauvages du pays doit être fait disparaître en cinq ans. Les « déchetteries » (centres de collecte sélective, où l'on peut se débarrasser

des encombrants), qui sont au nombre de cent quatre-vingts aujourd'hui en France, devront atteindre le millier « dans quelques années » — l'objectif étant la création d'une centaine de centres par an. Des incitations fiscales seront étudiées pour favoriser l'implantation de nouvelles unités de traitement des ordures ménagères ou des résidus industriels, qui versent actuellement une taxe professionnelle très faible.

Pour pallier le manque — ou la saturation — de déchèteries industrielles dites de « classe I », le ministre de l'environnement propose que chaque région se dote d'au moins un site de ce type. S'agissant de déchets toxiques, il propose la création d'un « fonds professionnel volontaire » pour prendre en charge d'éventuels dommages à l'environnement, ainsi que l'institution d'un dispositif d'assurance obligatoire, en application de la loi du 22 juillet 1987 sur les risques.

ROGER CANS.

(Lire notre enquête pages 8 à 9).

(1) Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets.

M. Yves Sillard devient délégué général pour l'armement

Sur la proposition du ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, le conseil des ministres du mercredi 4 janvier a nommé délégué général pour l'armement M. Yves Sillard, en remplacement de M. Jacques Chevallier, qui devient conseiller auprès du ministre de la défense.

An côté de M. Chevallier, une autre personnalité, le général d'armée aérienne (cadre de réserve) Jean Saulnier, ancien chef d'état-major des armées et ancien chef de l'état-major particulier de M. François Mitterrand, à l'Elysée, conseillera également le ministre de la défense.

(Né le 5 janvier 1936 à Cussac (Morbihan) et ancien élève de Polytechnique, Yves Sillard a notamment été chargé, en 1965, par le Centre national d'études spatiales (CNES), de construire le centre spatial guyanais de Kourou. En 1976, il rejoint la direction générale du CNES. En mars 1982, Yves Sillard est nommé président du Centre national pour l'exploitation des océans (CNEXO), devenu depuis l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER). En 1986, il est secrétaire général permanent du comité interministériel Eurka, qui est, à l'origine, un projet français proposé aux Européens en matière de coopération technologique.

Yves Sillard remplace à la délégation générale pour l'armement (DGA) un autre polytechnicien, ingénieur de l'armement, M. Chevallier, qui, nommé à ce poste par M. André Girard, en 1986, avait dépassé la limite d'âge de son rang.]

● Le général Roué directeur du personnel militaire de l'armée de terre. — Sur la proposition du ministre de la défense, le général de division Jean Roué a été nommé directeur du personnel militaire de l'armée de terre, en remplacement du général Jean-Claude Coulton, récemment promu inspecteur général de l'armée de terre (le Monde du 23 décembre 1988).

● Entretien Mitterrand-Shultz. — Le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, aura un entretien avec M. François Mitterrand le vendredi 6 janvier, à son annonce à l'Elysée, le mercredi 4 janvier.

Sur le vif

Continuité républicaine

Dites donc, je sais pas en quelle classe vous l'avez eue, la Révolution, moi, c'était en seconde, mais on vous a interrogés hier dans le Monde et vous sachez complètement. Sorti de la prise de la Bastille, ça vous dit rien, ou pas grand-chose. La République vous avez eue, ça 4 % à y penser, la guillotine pareil. Et vous n'avez même pas été fous de réchir par cour le premier article de la Déclaration des droits de l'homme. Vous avez befoulé : c'est la liberté, l'égalité, tout ça...

La honte, quel ! Remarque, je suis nul, moi aussi ! La Révolution, c'était la barbe à étudier. Trop dur, trop compliqué. Avant, suffisait d'apprendre sa liste de rois plus ou moins ministres. Richelieu, Colbert et l'autre là... Après, les noms, les dates, ça se bousillait. Les mecs prenaient le pouvoir, ça durait quatre mois et puis à la charrette ! En plus, les profs arrêtaient pas de nous raconter des histoires. D'abord, ils ont dit : le gentil, c'est Danton, et Robespierre le méchant. Ensuite ça a été le contraire. Et maintenant on est revenu à l'ancienne distribution. Allez vous y retrouver.

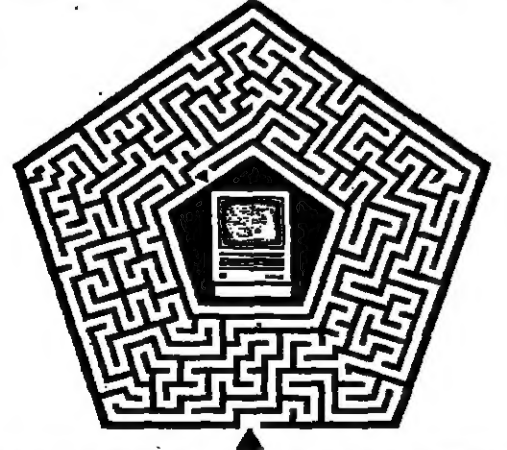
Louis XVI et Marie-Antoinette, là, pas de problème. On l'avait pas dans Malet et Isaac, on l'avait dans Dumas, le Chevalier


de Mission-Rouge, Joseph Bédier, le Collier de la reine... Ce que c'était chouette ! Pourquoi on n'en a pas tiré des bons gros feuilletons façon d'Artagnan pour l'année du Bicentenaire au lieu de nous asséner ces procès ou grotesques ou casse-pieds ? Hier, ils nous ont refait le coup : à vous de juger, innocent ou coupable, Marie-Antoinette ? Tapez 36-15 TF 1 sur votre minitel. On a été 76 % à l'acquiescer, évidemment. C'est complètement débile, ces transpositions racoleuses et trompeuses. Quel rapport entre le notion de peine de mort en 1794 et en 1989 ? On a été 75 %... Faut pas parler. Moi, j'en étais pas. Ça s'est terminé passé minuit, les réquisitoires, les plaidoiries en complet-veston, pour ou contre une pauvre actrice qui ressemblait à la veuve Capet à peu près comme moi à la Caillès. Elle rouillait, la France, à cette heure-là. D'ailleurs, on est pas très forts en histoire, si les cours de rattrapage sont programmés aussi tard, on risque pas de faire des progrès d'ici au 31 décembre. Remarque, on a notre petite idée. Vous savez qui c'est, à nos yeux, le seul, le vrai héritier de la Révolution ? Celui qui a rétabli la monarchie. De Gaulle, oui ! CLAUDE SARRAUTE.

(Publicité)

ESPACE SOCIAL
Premier hebdomadaire de la protection sociale, paraît le 6 janvier
PREMIER DOSSIER
La réforme de l'assurance-maladie en RFA
Espace social
est édité par l'Observatoire européen de la protection sociale
62, boulevard Garibaldi, 75015 PARIS
Abonnements : 45.66.98.11

SCIENCE & VIE
MÉMOIRE DE L'EAU
LE DEFI AU DOCTEUR BENVENISTE
Science & Vie offre un million de francs à M. Benveniste s'il démontre scientifiquement ce qu'il appelle « la mémoire de l'eau ».
ÉGALEMENT AU SOMMAIRE :
• LES FRANÇAIS « CAMÉS » AUX TRANQUILLISANTS. NOS MÉDECINS SONT-ILS DEVENUS DES « DEALERS » ?
• L'AVION INVISIBLE : UNE INCROYABLE AILE VOLANTE !
N° 1 DE LA PRESSE SCIENTIFIQUE

Où trouver Macintosh sans vous compliquer la vie ?

INTERNATIONAL COMPUTER
LE PLUS COURT CHEMIN VERS MACINTOSH.
26, rue du Renard Paris 4° 42 72 26 26
64, av. du Prado Marseille 6° 91 37 25 03

DAKS

SOLDES
289, rue Saint Honoré 75001 Paris
Téléphone 42.60.22.19
ONE LOOK TELLS YOU IT'S DAKS
A C D E F G H